

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDES
SUR LA VOIE DE FAIT
ET SES SANCTIONS

DANS L'ORDRE INTERNE ET DANS L'ORDRE INTERNATIONAL

I. — LA VOIE DE FAIT DU PARTICULIER
AU REGARD DE LA LOI ET DES JURISCONSULTES FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 11 juillet 1925, à 4 heures

PAR

Auguste ARBUS

Docteur ès sciences politiques et économiques
Lauréat de la Faculté de droit de Toulouse
Assistant de droit public à la Faculté de droit de Paris

Président : M. LARNAUDE, professeur

Suffragants { *MM. ROLLAND, professeur*
MESTRE, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

45, RUE RACINE, 45

1925

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ÉTUDES SUR LA VOIE DE FAIT ET SES SANCTIONS

DANS L'ORDRE INTERNE ET DANS L'ORDRE INTERNATIONAL

I. — LA VOIE DE FAIT DU PARTICULIER
AU REGARD DE LA LOI ET DES JURISCONSULTES FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 11 juillet 1925, à 4 heures

PAR

Auguste ARBUS

Docteur ès sciences politiques et économiques
Lauréat de la Faculté de droit de Toulouse
Assistant de droit public à la Faculté de droit de Paris

Président : M. LARNAUDE, professeur
Suffragants { *MM. ROLLAND, professeur*
MESTRE, professeur

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

1925

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Cette première Etude a pour objet de définir la Voie de fait du Particulier au regard de la loi, et des jurisconsultes français en tant qu'ils se bornent à interpréter le droit positif et de déterminer ses Sanctions juridiques.

La Voie de fait du particulier, cette manière toujours anormale, et en principe illégale, d'atteindre un But donné, sera analysée successivement, dans ses éléments physiques les plus simples, dans ses caractères psychologiques, et dans ses caractères sociaux ou juridiques proprement dits. La description des caractères sociaux portera sur l'objet de la Voie de fait, sur le procédé d'action qu'elle suppose, et sur ses rapports avec la légalité juridique.

Cette Etude sera bientôt suivie de celle sur la Voie de fait du Personnage public au regard de la loi et des jurisconsultes français ; le personnage public se distinguant du particulier en ce qu'il exerce les fonctions publiques des personnes collectives du Droit public, ou participe aux prérogatives de droit public des fonctionnaires, tandis que le particulier est dépourvu de ces fonctions et de ces prérogatives. Puis paraîtront l'Etude sur la Voie de fait du Particulier et du personnage public au regard des lois et de la Doctrine étrangères, et celle de la Voie

de fait au regard de la loi juridique et des jurisconsultes internationaux. Enfin la cinquième étude sera consacrée à la Théorie générale de la Voie de fait et de ses Sanctions.

Au seuil de ce second essai d'Humanisme juridique (4), il nous faut acquitter le devoir aimable de la reconnaissance.

Nous devons à M. Mestre notre éducation juridique. Il l'a prise à son commencement, en nous enseignant le droit civil à la Faculté de droit de Toulouse, lieux si propices aux ardentes méditations, et il la maintient depuis lors par ses leçons, par ses écrits, par ses conversations, où l'enthousiasme anime sans cesse une pensée nuancée et précise, que règlent les grandes cadences des vérités traditionnelles. M. L. Rolland a été pour nous un continuateur précieux des bienfaits de M. Mestre, et quand nous avons rencontré l'enseignement classique, si riche d'expérience et de larges idées de M. le Doyen Larnaude, nous n'avons plus eu qu'à nous mettre à l'œuvre, car nous puisions nous-même à l'une des causes intellectuelles principales des maîtres éminents qui nous avaient formé.

Il nous faut dire aussi tout ce que nous devons au dévouement de l'amitié, et particulièrement à celle de M. Fernand Rocchi. Elle s'est multipliée pour

1. V. aussi notre Etude pratique et théorique d'un cas spécial où se combinent les règles du droit administratif et celles du droit civil, *concessions dans les cimetières*. Thèse, Paris 1924.

faire face avec nous aux difficultés nombreuses de ce premier voyage spirituel, elle s'est donnée la tâche d'une critique constante, et nous n'avons qu'un seul regret, c'est que le temps n'ait pas permis à une telle critique de s'exercer partout.

Mais à vous Monsieur L. Beaudou, pour m'avoir si fervemment nourri de « l'Unique nécessaire » qui comble de joie ceux qui l'aiment, que vous rendrai-je, *quid retribuam ? Tu duce et tu maestro...* Acceptez, du moins, l'offrande de cette première Etude.

A MONSIEUR L. BEAUDOU

*A son Amitié unique et paternelle,
source spirituelle,
En signe d'hommage filial,
cette première Etude.*

ETUDE I

LA VOIE DE FAIT DU PARTICULIER

AU REGARD DE LA LOI
ET DES JURISCONSULTES FRANÇAIS

PRÉAMBULE AUX LIVRES I ET II

Les deux premiers Livres de cette étude ont pour objet de décrire la Tradition relative à la Voie de Fait jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

Il existe, en effet une tradition, une longue tradition française sur la Voie de Fait du particulier. Elle s'est formée dans la pensée des auteurs des Lois, et dans la pensée des jurisconsultes au cours de l'Ancien Régime. Mais historiquement, l'idée de voie de fait ne naissait pas sans ancêtres. Elle était l'héritière en droit français, de la notion latine de « Vis » et de la notion barbare de « Violentia » ; Elle en prenait la suite. Dès lors, pour bien comprendre la tradition française, il est nécessaire de s'enquérir au préalable de la tradition romaine et de la tradition barbare. Nous le ferons dans notre livre premier : on verra d'abord dans le chapitre premier ce qu'était la « Vis » à Rome et à Byzance jusqu'au vi^e siècle. Le chapitre II montrera de quelle manière et dans quels milieux la notion de « Vis » survécut, en France, à l'Empire romain, et comment la notion de « Violentia » se développa parallèlement à la notion de « Vis ». Un chapitre III dira sous l'influence de quelles causes, la « Vis » perdit de son importance dans l'esprit général, et comment l'idée de Voie de Fait naquit

après l'idée de Force. Nous connaissons de la sorte au terme du Livre premier, le contenu du legs romain et les commencements de la Voie de Fait. Nous serons ainsi tout préparé à étudier dans un livre second, en quoi consiste la tradition française elle-même. Le chapitre premier de ce livre établira ce qu'était la Voie de Fait dans le droit positif de l'ancien régime, le chapitre II ce qu'elle était chez les jurisconsultes du même temps. Fort de notre connaissance de la tradition, nous pourrons ensuite aborder le droit moderne.

Mais si l'on veut saisir le véritable sens de l'exposé qui va être donné des principaux faits, des lois et des doctrines qui composent notre héritité, il faudra se souvenir au long de la route de quelques-unes des lois inévitables de la race humaine.

C'est d'abord la loi de la permanence des traits essentiels de l'Homme. Les philosophes de la mobilité doivent être vraiment confondus, lorsqu'ils méditent sur le passé, de voir cette incessante répétition des mêmes lois et des mêmes doctrines, des mêmes actes bons et des mêmes actes mauvais, que nous révèle l'histoire à partir des origines de notre espèce. Il est vrai qu'il n'y a pas qu'une seule tradition : les hommes, d'ordinaire, se partagent en deux groupes opposés, car c'est une seconde loi de l'espèce humaine, que l'éternelle division des hommes autour de deux principes. G. Tarde a eu le profond mérite de rappeler, il n'y a pas très long-

temps, (1) cette Loi d'opposition qui se manifeste à l'état si aigu dans la vie politique. Elle se manifeste aussi dans l'histoire des morales et dans celle des philosophies, comme nous le montrerons en essayant dans notre V^e étude la Théorie de la Voie de Fait. Depuis longtemps aussi elle est connue de la pensée chrétienne, sous le nom qu'on lui donne parfois de la dualité (2). Nous pouvons enfin la découvrir nous-même, au fond de notre être, tiraillé vers deux sortes de buts par deux conceptions inconciliables de la vie.

Mais cette loi d'opposition ne détruit pas la première. D'une part en effet, c'est au sein de la permanence que se produit l'opposition ; les combats des hommes ne les empêchent pas de rester des hommes et de se ressembler, et chacun de nous demeure partout lui-même, encore qu'il change du tout au tout les fins de son activité. D'un autre côté, cette opposition des hommes elle-même, du fait qu'elle est constante, est une preuve irréfutable de la perpétuité des bases de l'humanité.

L'histoire juridique de la notion de voie de fait du Particulier, et de celle de « Vis » ou de « Violentia », ne sera que le commentaire partiel de la simulta-

1. G. Tarde, *les Lois sociales, esquisse d'une sociologie*.

2. « Considère toutes les œuvres du Très Haut : elles sont 2 à 2, l'une opposée à l'autre : en face du mal est le bien, en face de la mort la vie, et en face du juste le pécheur ». *L'Ecclésiastique*, 33, 15 et 14. Le Nouveau Testament est la suite de l'Ancien, et saint Paul oppose dans le même sens à la suite du Christ, la chair et l'Esprit. (Rome VIII, 1-16 ; Gal. V. 16-25. — V. F. Prat. *La Théologie de Saint-Paul*, passim).

néité et de la compénétration de la loi de permanence et de la loi d'opposition.

On peut même avancer qu'il est peu d'idées qui soient, dans le fond, restées aussi semblables à elles-mêmes que les idées de « Vis » de « Violentia » et de Voie de fait. Pendant les quelque vingt siècles où nous allons suivre la tradition, les institutions politiques se transforment. Rome devient un Etat monarchique après la République elle essaie de l'Empire, un gouvernement distinct s'installe à Constantinople, les Barbares envahissent la Gaule, les Capétiens montent sur le trône, la Féodalité démembre la France, la France échappe à la féodalité, des victoires et des défaites sont marquées dans l'ordre international, la monarchie française devient absolue, on pressent la Révolution. L'organisation du Pouvoir judiciaire passe successivement par des phases diverses, les règles de l'administration provinciale ou locale sont changées. Parallèlement les institutions privées et les mœurs des particuliers évoluent. Le régime des biens est établi longtemps sur le pied de la propriété quiritaire, mais la notion de propriété s'élargit ensuite (propriété prétorienne, propriété provinciale, propriété pérégrine) et les démembrements de la propriété se multiplient (époque féodale) ; les meubles reçoivent un traitement plus défavorable que les immeubles. L'état des personnes est bouleversé. La famille romaine perd dans l'ordre juridique comme dans l'ordre social sa cohésion primitive. La famille barbare retrouve

cette cohésion, puis la perd elle aussi. L'esclavage disparaît et devient le servage. Le servage tend à disparaître à son tour. La langue française naît, le commerce et l'industrie commencent à prospérer. La civilisation française s'épanouit. Le concept de particulier en tant qu'on le définit par opposition à celui de personnage public, est lui-même mouvant : l'on trouve jusqu'à la Révolution française, constamment trois classes sociales et juridiques de particuliers ; il y a des particuliers inférieurs, des particuliers moyens ou ordinaires, et des particuliers privilégiés. Mais combien leurs caractères sont différents : dans la classe des particuliers inférieurs, aux esclaves succèdent les serfs, nous venons de le dire ; dans la classe des particuliers moyens, le tiers état français remplace la plèbe romaine, dans la classe des particuliers privilégiés, nous rencontrons les uns après les autres, le patri-ciens et les chevaliers, les *honorati* et les *potentes*, le clergé et la noblesse.

Et cependant, la notion de « Vis » celle de « Violentia » et celle de Voie de Fait se transforment très peu. Elles s'entendent presque partout d'une catégorie, toujours la même, de faits humains.

Si les lois et les jurisconsultes admettent en effet, deux conceptions de la « Vis » de la « Violentia » ou de la Voie de fait, ces deux conceptions ont beaucoup de rapports et reposent sur des principes peu différents. La « Vis », la « Violentia », la Voie de fait, sont des noms génériques d'actions qui

s'opposent normalement au « Jus », au Droit, et la signification de ces termes reste identique, de même que reste identique la signification originaire du mot « Jus » et du mot « Droit », en dépit des métamorphoses que nous avons signalées. Le Droit impose au Particulier le devoir de respecter les institutions politiques et les institutions privées quelles qu'elles soient, et il prévoit pour imposer ce devoir des sanctions pénales ou civiles ou de fait, provisoires ou définitives. La Voie de fait et la « Vis » sont en principe une forme de l'irrespect des institutions privées, ou des institutions politiques.

On nous comprendrait mal, néanmoins, si l'on inférait de ce qui précède que les idées de « Vis » et de « Violentia », de Voie de Fait et de Force, n'ont pas subi les variations des Temps. Leurs transformations pour être presque insensibles jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, si on les compare aux changements de la société, n'en sont pas moins réelles. Ces notions ont reçu, elles aussi, la chiquenaude des faits ou celle d'esprits mieux doués pour découvrir les secrets des choses. Quand Spartacus soulève les esclaves d'une partie de l'Italie, il donne une actualité pressante à la notion de « Vis » ; lorsque s'ouvrent en France les guerres de Religion, la notion de Voie de Fait reprend un intérêt qu'elle n'avait pas aussi grand, depuis que s'étaient un peu apaisées les querelles privées de l'époque féodale. De même, lorsque Cicéron prononce au Forum son plaidoyer Pro Caelio, où il parle si admirablement

de la « Vis » romaine, il fait progresser cette idée juridique ; et quand Dumoulin accroche, si l'on ose ainsi dire, la notion de Voie de Fait dans son *Traité des Fiefs*, et l'analyse, il nous rend des services qu'il nous faut avouer avec reconnaissance. Les idées de voie de fait et de « Vis » sont soumises moins que d'autres à la troisième loi de l'espèce, à la loi du changement et de l'adaptation, mais dans une certaine mesure elles y sont assujetties. Et cette adaptation pour elles comme pour la notion rivale de Droit, se manifeste dans les lois et dans la doctrine, par une extension plus ou moins large, ou par une intensité plus ou moins forte, selon les mœurs, les lois et les esprits. Si l'on considère dans son ensemble l'histoire législative, on peut dire que l'adaptation se fait presque toujours suivant la loi du progrès, et presque jamais suivant la loi de régression. Les noms de « Vis » ou de Voie de Fait sont appliqués à des actes qu'on n'appelait pas ainsi auparavant, par des lois de plus en plus nombreuses et différenciées, ou à l'inverse de plus en plus générales. Le progrès s'opère par des analyses et par des regroupements successifs.

Voyons maintenant, comment apparaissent sous l'influence de ces trois lois naturelles dans les lois juridiques et dans les œuvres des jurisconsultes, la « Vis » et la « Violentia », la Voie de Fait et la Force.

1. Sur la loi de la « différenciation juridique », v. F. Larnaudé, *La méthode du droit public*, in *Les méthodes juridiques*. Paris, 1911.

ÉTUDES SUR LA VOIE DE FAIT

ET SES SANCTIONS

DANS L'ORDRE INTERNE ET DANS L'ORDRE INTERNATIONAL

LIVRE PREMIER

LE LEGS ROMAIN ET LES COMMENCEMENTS DE LA VOIE DE FAIT

CHAPITRE PREMIER

LA « VIS » A ROME ET A BYZANCE JUSQU'AU DÉBUT DU VI^e SIÈCLE APRÈS JÉSUS-CHRIST

Dans son sens étymologique, à sa racine, la « Vis » comme le nom grec correspondant « ἰς » désigne la Puissance, tant la puissance du corps que celle de l'esprit (1).

Les auteurs latins de l'époque classique, par l'usage qu'il ont fait de la « Vis » dans le cours de leurs ouvrages littéraires, nous marquent que la « Vis » représentait tantôt la puissance du corps, tantôt la puissance de l'esprit, soit la puissance

1. Freund et Theil, *Grand Dictionnaire de la langue latine*
V^o *Vis*.

matérielle, soit la puissance morale, et leurs subdivisions.

Quand il s'agissait de la puissance matérielle des choses, le mot « Vis » désignait parfois cette puissance matérielle dans son intensité. C'est en ce sens qu'il faut l'entendre, lorsque César nous fait part des difficultés naturelles qu'il rencontrait dans la guerre des Gaules, et qu'il décrit la puissance de la tempête, *vis tempestatis*, la puissance d'un cours d'eau, *vis fluminis* (1), en ce sens que Lucrèce médite et chante la puissance des vents, *vis venti* (2) en ce sens que Cicéron, chargé de défendre M. Caelius Rufus accusé par la courtisane Clodia, sœur de Clodius, de tentative d'empoisonnement, parle de la vertu du poison, *vis veneni* (3).

D'autres fois, c'est de la puissance du nombre, ou de la quantité, que la « Vis » s'entend. Ecrivant à un ami sur les plaisirs de la campagne, Cicéron évoque pour lui la *vis maxima ramunculorum*, la foule innombrable des petites grenouilles (4). Tite-Live, entre beaucoup d'autres, nous rapporte sous ce nom les mouvements des armées, *vires relinquitur magis castris praesidium quam satis virium ad certamen* (5).

Lorsqu'il s'agissait d'exprimer les puissances morales ou les valeurs spirituelles, la « Vis » s'ap-

1. *De Bell. Gall.* 2, 14 ; 44, 17, 5.

2. *De Nat. rer.*, 1. 272.

3. *Pro Caelio*, 24, 58.

4. *Famil.* 7, 18, 3.

5. *Lit.*, 3, 60, 4.

pliquait quelquefois à la puissance intérieure du génie de l'orateur, *Vis illa divina* et *virtus oratoris*, nous dit Cicéron (1), ou encore à la puissance intérieure, à l'autorité morale de la patrie, *vis patriae* (2), ou même à la puissance, à la portée d'un mot, *vis nominis* (3).

De la « Vis », les auteurs littéraires distinguaient clairement la « Violentia », qui n'était pour eux qu'une forme brutale de la « Vis » intense. Quintilien censurant les rhéteurs dont l'action oratoire est bruyante sans répit, nous dit : *at illi hanc vim appellant, quae est potius violentiam* ; à dire vrai ils appellent génie ce qui est plutôt violence (4). Virgile récite dans le même esprit l'impétuosité et la fureur guerrière de Turnus, *violentia Turni* (5), et Lucrèce, la violente *vis venti* (6), où la *violentia vis leonum* (7) ou la violente *vis viri* (8), la puissance violente du vent ou celle des lions, ou celle de l'homme, montrant par ces rapprochements que la *violentia* n'est qu'une forme de la « Vis ».

*
* *
*

Dans le langage juridique, la « Vis » reçut des significations d'un ordre analogue.

1. *De Orat.*, 2, 27, 120.

2. *Op. cit.*, 1, 44, 196.

3. *Topiques*, 8, 35.

4. *Inst. Orat.*, 2, 12, 11.

5. *Enéide*, 11, 376, 12, 45.

6. *De Nat.*, 5, 1225.

7. *Op. cit.*, 3, 297.

8. *Op. cit.*, 5, 962.

Elle s'entendit dans un sens abstrait, de la puissance morale reconnue par le droit positif, du pouvoir juridique des personnes, ou de la valeur juridique des manifestations de volonté. Les Institutes de Caius (1), les Institutes de Justinien (2), le Digeste se servent de la *Vis* pour désigner la puissance juridique, *vis ac potestas* du tuteur, (3) de la portée des lois, (4) ou de celle des actions en justice (5) ; le jurisconsulte Julien comprenait dans le même sens la *vis conventionis*, la valeur juridique des conventions (6).

Le plus souvent, cependant, c'était la puissance matérielle que la « *Vis* » exprimait ; la puissance matérielle de la nature, d'abord, comme dans certains cas de *Vis major aut divina* ou de Force majeure (7), mais surtout la puissance matérielle se traduisant par certains Faits de l'homme déterminés et ces Faits de l'Homme eux-mêmes. A ce dernier point de vue, qui doit seul nous retenir, la « *Vis* » apparaissait sous deux aspects principaux.

Sous un premier aspect, qui était celui du droit civil, la « *Vis* » s'entendait de l'acte apparent d'un particulier, contraire à la volonté d'un autre particulier ou à celle d'un magistrat (8) : *Vi factum*

1. I, 122 ; IV, 10 et 144.

2. IV, 15, 3 et 4.

3. Dig., 26, 1. *De Tutelis*, 1, Servius et Paul.

4. Dig., 1, 3, 17, Celse.

5. Dig., 9, 4. L.

6. Dig., 43, 25, 12.

7. Girard, *Manuel de droit romain*, 6^e éd., p. 670, n° 3.

8. Th. Mommsen, *Droit pénal romain*, 11, 371, n° 1. — Ch. Lé-

videri, disait Ulpien au III^e siècle après Jésus-Christ, *Quintus Mucius scripsit, si quis contra quam prohiberetur fecerit, et mihi videtur plena esse quinti Mucii definitio* (1). C'est en ce sens, que, près de six siècles auparavant, vers la fin du III^e s. avant Jésus-Christ, le préteur inscrivait dans les formules des interdits en maintenance de la possession, de l'interdit *uti possidetis* relatif aux immeubles litigieux (2), et de l'interdit *utrubi* relatif aux meubles litigieux (3) les expressions « vim fieri veto », « j'interdis qu'on aille à l'encontre » de la situation que je reconnais ; Toute violation de la volonté du préteur était « Vis ». C'est dans le même sens que, quelque temps après, on rencontrait la « Vis » dans l'interdit *quod vi aut clam* donné contre toutes les entreprises accomplies en secret (*clam*), ou bien ouvertement (*vi*), sur un immeuble quelconque (4). Le groupe de mots « vi aut clam » de l'interdit *quod vi aut clam* servit, par ailleurs, avec l'expression « precario » à former la clause *nec vi clam nec precario*, que connaissait Térence en l'an 161 : cette clause ouvrait le droit à une exception, l'*exceptio vitiosae possessionis*, qui permettait au défendeur de mettre à néant les prétentions du demandeur, si celui-ci possédait

crivain, *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*. — Daremberg et Saglio, V. 927, V^e *vis publica et privata*. — J. Coroi, *la violence en droit criminel romain*, Paris, 1915.

1. Dig., 43, 24.

2. Dig., 43, 17, 1.

3. Dig., 43, 31.

4. Dig., 43, 24.

à son égard *vi aut clam aut precario*; elle fut insérée dans la plupart des interdits possessoires (1). Par là se répandit le premier sens du mot « Vis ». Le même sens fut encore suivi dans l'interdit *ne vis fiat ei qui in possessionem* (2) et dans l'interdit de superficie (3). On le retrouve enfin dans toute une série de cas importants, — ceux des interdits en recouvrement de la possession, interdit *inde vi cotidiana* signalé par Térence encore en 161, interdit *unde vi armata* qui ne parut qu'à l'époque de Cicéron, vers l'année 71, — celui de l'action sur la crainte *quod metus causa*, qui avait vu le jour entre le premier et le second des interdits *unde vi*, — et celui de la restitution *in integrum* dont l'existence est assurée en 59 avant Jésus-Christ (4); mais il est bon d'observer que dans ce dernier groupe d'actions, la « vis » recevait une signification qui, tout en demeurant contenue dans la première, était à la fois plus étroite et plus précise. La « Vis », en effet, se définissait ici, par comparaison avec la *metus*, c'est-à-dire la crainte. La *metus* était la crainte provoquée par des actes quelconques qui faisaient redouter un péril imminent ou futur : *metus instantis vel futuri periculi causa mentis trepidatio* (5). La « Vis » était une des causes de la *metus* : c'était l'acte matériel imposé (et non pas seulement accompli) comme dans

1. Girard, *Manuel*, p 284-285.

2. Girard, *Manuel*, p. 1070, n° 7.

3. Dig., 43, 18, 1.

4. Mommsen, *op. cit.*, p. 373. Girard, *op. cit.*, p. 426, n° 1 et 2.

5. Dig., 4, 2, 1.

les cas précédents) par une volonté étrangère. La « Vis » dans cette signification était qualifiée parfois, d'une manière large, par Ulpien dans son commentaire sur l'Edit du préteur, d'*atrox* (1), ou dans certains cas, avec une portée légèrement plus restreinte, de *corporalis*, par Pomponius (2). Elle se manifestait, soit par des mainmises physiques sur la personne d'autrui ou sur les choses auxquelles autrui prétendait, c'était alors la *vis atrox* ou comme on disait parfois la *vis corporalis*, soit par des actes physiques hostiles qui paralysaient l'action d'autrui, sans toucher à sa personne ou à ses biens, c'était en ce cas simplement la *vis atrox*. Cicéron a insisté à plusieurs reprises dans le *Pro Caecina*, sur cette double série d'actions et montré qu'elles étaient comprises sans le mot « vis » : « Personne, objecte-t-on, (ce sont ses paroles) n'a été tué, personne n'a été blessé. Quoi!... vous nierez qu'il y ait eu « vis », s'il n'y a pas eu de meurtre et d'homicide?... Ce ne sont pas, juges, [cependant] les actes qui atteignent notre corps et notre vie, qui seuls constituent la « Vis ». Une « Vis » beaucoup plus grande est celle qui terrifiant notre âme par le péril de la mort et par l'angoisse, nous chasse d'un lieu qui sans contredit nous appartient » (3). L'orateur cite en exemple l'apparition d'hommes armés et les menaces qui seraient immanquablement suivies d'effet en cas de résis-

1. Dig., 4, 2, 1, 3, 1 ; 43, 16, 1, 3.

2. Dig., 43, 16, 1, 29.

3. *Pro Caelio*, 14, 15.

tance (1), et il déclare encore que tout acte matériel de violence, qui, par le danger créé, contraint à s'en aller ou empêche d'avancer, est une « Vis » : *Vis omnis enim vis est, quæ periculo aut decedere nos aliunde cogit, aut prohibet accedere* (2). La « Vis » civile ainsi entendue resta foncièrement la même, pendant toute la durée du droit romain. Mais il en fut tout autrement de la « vis », sous son second aspect, qui était celui du Droit pénal.

En droit pénal, en effet, si la « Vis » s'est révélée plus tard, elle a eu, en revanche, la destinée d'une extension croissante. Ce fut, pense-t-on, le préteur peregrin M. Terentius Lucullus qui, en instituant le délit de vol des meubles avec violence (*rapina*), celui du dommage causé par la violence aux immeubles et l'action *vi bonorum raptorum* destinée à sanctionner ces deux délits, prononça ce nom pour la première fois en matière pénale (3). On était dans l'année 78 avant Jésus-Christ et la « Vis » pour commencer, s'entendit dans le sens spécial de la violence classique, c'est-à-dire dans le sens de mainmise physique violente. Mais voici que presque aussitôt, en 77 ou 76, fut votée la loi Plautia *de vi*, présentée par le tribun M. Plautius Silvanus (4), et la notion de Vis pénale fut tout de suite, pour les commodités de la répression, fortement agrandie.

1. *Ibid.*, 15.

2. *Ibid.*, 16.

3. V. sur l'action *vi bonorum raptorum* le *Pro Tullio* de Cicéron.

4. Lécivain, *op. cit.*, p. 928. Coroi, *op. cit.*

On comprit sous ce nom, non seulement des mainmises matérielles, des mainmises physiques accomplies sur les choses, l'occupation par la force des lieux publics, la dépossession des particuliers accomplie avec violence, l'incendie allumé au cours d'un tumulte, ou des mainmises sur les personnes, l'enlèvement d'une personne malgré elle ; mais on considéra en outre comme « Vis » un nouveau groupe d'actions qui n'impliquaient aucun acte de violence actuelle, qui n'en étaient que l'occasion possible, le port d'armes en public, les attroupements, ou même les associations en vue de la corruption électorale, enfin les querelles publiques, privées, dangereuses pour la sûreté de l'Etat. En l'an 63, cette loi Plautia était appliquée contre Catilina et ses complices (1).

Puis la notion de la « Vis » resta stationnaire. En 52, une loi spéciale *de caede in via Appia facta* que Pompée obtint du Sénat, réprimait *de vi* d'une manière spéciale quelques mainmises particulières : le meurtre de Clodius par les gladiateurs de Milon sur la voie Appienne, l'attentat contre la demeure de l'interroi M. Aemilius Lepidus et l'incendie de la Curie par les bandes de Clodius ; mais elle ne changea pas la portée de la loi Plautia.

Des historiens récents écrivent que du temps de César, il avait été pris des mesures plus étendues contre la « Vis » (2) et il est vrai en effet, que celle-ci se multipliait dans l'Etat et que certains esprits

1. Salluste, *Catilina*, 31,4.

2. Voir sur ce point, Lécivain, *op. cit.*, p. 928.

sentaient la nécessité d'une répression plus complète. L'on était au siècle des guerres civiles et des révoltes d'esclaves, ce terrible premier siècle avant Jésus-Christ, qui amenait au galop la chute de la République romaine et l'avènement de l'Empire. Cicéron avait plaidé que lorsqu'il s'agissait d'interpréter devant les tribunaux les mesures *de vi*, il fallait entendre ce mot dans son sens le plus large et le plus « ténu ». *Quum de jure et legitimis hominum controversiis loquimur, et in his rebus vim nominamus, pertenuis vis intelligi debet* (1), car la « Vis » est par elle-même, dit-il, ce qu'il y a de plus ennemi du droit : *Nec juri quidquam tam inimicum quam vis* (2). *Vis est quae juri maxima est adversaria* (3).

Mais nous ne savons pas si les désirs de Cicéron ont été comblés par César ; l'on ne nous donne sur ce point que des conjectures fragiles. Nous ne connaissons d'une manière assurée que la loi Julia de vi publica et de vi privata, promulguée par Auguste en l'an 17, trois ans avant sa mort. Là c'était un deuxième élargissement que prenait la « Vis ». La loi Julia en distinguait deux sortes : la *vis publica* qui comprenait un ensemble de faits plus graves que les autres, et punis d'une peine plus sévère, et la *vis privata* qui comprenait des faits moins graves, punis d'une peine moins sévère. Dans le détail, la

1. *Pro Caelio*, 16.

2. *Eod. op.*, 2.

3. *Eod. op.*, 11.

vis publica désignait au temps d'Auguste (il semble que la critique ait bien établi ce point) (1), des actes accomplis par les magistrats, et des actes accomplis par des particuliers. Il y avait *vis publica* du magistrat dans le cas de perception illégale d'impôts (2), ou lorsqu'un magistrat avait fait torturer, battre de verges, ou mettre à mort un citoyen romain sans tenir compte de l'appel au peuple ou de l'appel à l'empereur (3). Il y avait *vis publica* du particulier, lorsque celui-ci avait apporté un trouble à l'administration de la justice soit par irruption dans le prétoire, soit par une pression exercée sur les juges, soit en empêchant un particulier cité par le magistrat dans un procès criminel, de se rendre à Rome en temps utile (4). Il y avait aussi *vis publica* dans une série d'hypothèses relatives aux élections : le fait d'extorquer à un candidat une promesse ou une donation en faveur des villes ou des particuliers (5), les attroupements dans un but électoral (6), les troubles apportés aux comices électoraux (7) étaient punis comme *vis publica*. Il y avait enfin *vis publica* quand une injure était faite à des ambassadeurs étrangers, ou à quelqu'un de leur suite (8).

1. V. surtout Corroï, *op. cit.*, qui relève les déplacements et les interpolations de textes accomplis par Justinien.

2. Dig. 48, 6, 12 ; 39, 4. *De publicanis*, 9, 5.

3. Dig. 48, 6, 7.

4. Dig. 48, 6, 8 et 10 pr.

5. Dig. 48, 6, 10 pr.

6. Dig. 48, 6, 3 pr. V. Corroï, *op. cit.*, p. 179.

7. Dig. 48, 6, 10 pr.

8. Dig. 48, 6, 7.

La *vis privata*, quant à elle, comprenait quelques actes qui attaquant le droit public de l'Etat : étaient punis à ce titre comme *vis privata*, d'abord des faits qui constituaient une menace pour la paix publique : l'abus du droit d'association (1), les attrouplements ordinaires (2), le port d'armes (3), le recel d'armes (4) en second lieu, des faits qui troublaient la marche de la justice, comme d'empêcher quelqu'un de comparaître *in jure* devant le magistrat pour la liaison d'un procès civil (5), ou de donner asile à un condamné en rupture de ban.

Cependant la *vis privata* s'appliquait surtout à des mainmises matérielles sur la personne ou sur les biens, et à des atteintes à la liberté. Au titre des mainmises matérielles sur la personne, Auguste réprimait la séquestration privée (6) et la torture infligée à l'esclave d'autrui sans le consentement du maître ou sans ménagement (7). Au titre des mainmises matérielles sur les biens, étaient regardées comme *vis privata*, la dépossession à main armée (8) et la saisie par un créancier chirographaire, *sine autoritate judicis*, d'une chose du débiteur autre que le gage (9). Enfin la *vis privata* s'entendait du

1. Dig. 47, 22. *De Collegis et corporibus*, 2.

2. Dig. 48, 6, 10.

3. Dig. 48, 6, 10.

4. Dig. 48, 6, 10.

5. Dig. 48, 7, 4, pr.

6. Dig. 48, 6, 5 pr.

7. Dig. 48, 7, 4, 1.

8. Dig. 48, 6, 3, 6.

9. Paul Sent. 5, 26, 4.

fait d'extorquer une obligation par vis atrox (1).

Ultérieurement la notion de « vis » s'étendit encore. Ce fut la vis privata qui la première reçut les additions des empereurs et des jurisconsultes (2). Sous Néron, en l'année 56, le senatus consulte Volusien déclarait coupables *de vi privata*, ceux qui interviendraient dans la cause d'autrui et conviendraient de partager avec celui qui gagnera, le profit des condamnations (3). Antonin le Pieux prenait une décision semblable vis-à-vis de celui qui ravirait de dolo malo quelque chose à des naufragés (4). Le jurisconsulte Paul nous donne en outre comme réprimées *de vi privata* vers ce temps-là, les entraves matérielles apportées aux funérailles et la mainmise sur le cadavre d'une personne (5). La profanation de sépulture fut à son tour considérée comme vis privata, par les jurisconsultes de la fin du II^e siècle (6). A la même époque, la rapina des objets mobiliers, fut rattachée à la loi Julia (7). De son côté Marc-Aurèle, dans un décret célèbre qu'on dirait inspiré de Cicéron, défendait en ces termes, au siècle de la

1. Dig. 48, 6, 5 pr.

2. On sait que les jurisconsultes romains, associés étroitement à l'élaboration ou à l'application du droit positif de l'empire, eurent depuis Auguste le jus publice respondendi. Au V^e s. la loi des citations de l'année 426 donna force de loi aux ouvrages des cinq grands jurisconsultes (Papinien, Paul, Ulpien, Modeste et Gaius) et aux ouvrages des auteurs qu'ils citaient, dans les matières que ne réglementaient pas les constitutions impériales.

3. Dig. 48, 7, 6. Coroi, *op. cit.*, p. 240, n° 1.

4. Dig. 43, 7, § 1^{er}.

5. *Sentences*, 5, 26, 3.

6. Dig. 47, 12, 8.

7. Coroi, *op. cit.*, p. 228.

Paix romaine, les actes de justice privée des créanciers : *Et cum Marcianus diceret : vim nullam feci Caesar dixit : tu vim putas esse solum si homines vulnerentur ? Vis est et tunc, quotiens quis id, quod deberi sibi putat, non per judicem reposcit.* La « Vis » penses-tu, existe seulement si des hommes sont blessés ? La « Vis » existe aussi chaque fois que quelqu'un revendique ce qu'il pense lui être dû, autrement que par le juge (1). Ce décret de Marc-Aurèle n'avait de valeur qu'entre les parties pour lesquelles il était rendu ; mais jusqu'au règne de Justinien nous ne voyons presque que des rappels ou des adaptations de la défense qu'il contenait de se faire justice soi-même ; C'est ainsi qu'au déclin du III^e siècle, Dioclétien punissait de *vi privata* le créancier qui s'emparait d'un fonds appartenant à un débiteur, dans le dessein d'obtenir une sûreté de cette créance (2) et qu'au début du IV^e siècle, comme les dépossessions devenaient de plus en plus fréquentes, Constantin les réprimait de nouveau de *vi* par les Constitutions du 17 avril 317 (3) et du 3 octobre 319 (4).

Par ailleurs, l'empereur Constantin, qui inaugurerait une période de l'empire romain très active et très complexe mais déjà décadente, semblait perdre de vue la distinction de la *vis publica* et de la *vis privata*, qu'il punissait toutes deux d'une peine semblable, et

1. Dig. 48, 7, 7, 8.

2. Code Just. 9, 12, (Constitution du 8 déc. 294).

3. Code Théod. 9, 10.

4. Code Just., 9, 12, 7.

faisait une part de plus en plus large au terme de violentia au détriment de celui de vis. Dans les dernières années du IV^e siècle, un rescrit de Valentinien II réglementa sous l'influence du même esprit, la Vis commise par les esclaves à l'insu de leur maître (1) ; puis une disposition de l'Edit de Théodoric rendu après l'année 493, prohibait une nouvelle fois, les troubles suscités par les créanciers au cours des funérailles de leurs débiteurs (2).

L'empereur Justinien ambitieux de ranimer un Empire alourdi s'efforça de rénover, autant qu'il était possible, les traditions du droit classique. Il ressuscita, d'une manière nette, la distinction de la vis publica et de la vis privata, dans le Codex Justinianus, et cette distinction fut observée plus encore dans le Digeste et dans les Institutes ; mais cette renaissance n'alla pas toutefois sans de sensibles remaniements. La méthode des rédacteurs, en effet, se décomposa en deux actes : 1^o ils déplacèrent de rubrique à rubrique, des faits déjà réprimés par les textes *de vi*. 2^o ils ajoutèrent à chacune des rubriques, des faits nouveaux qui leur étaient jusque-là étrangers.

1^o Une partie de leur tâche consista à déplacer. Des actes regardés auparavant comme vis privata, furent dorénavant traités comme vis publica : c'est ainsi que des mainmises physiques sur les biens, la dépossession d'un immeuble ou d'un navire à main

1. Code Théod., 9, 10, 4 (Rescrit du 6 mars 390).

2. Edit de Théodoric, § 75 *in fine*.

armée (1), la rapina commise à la faveur d'un incendie (2), passèrent dans la classe de la *vis publica*. De plus des mainmises physiques sur des personnes, la séquestration privée (3), ou des menaces à la paix ou à la liberté, la possession des armes en quantité anormale, le port d'armes dans des lieux publics, la présence à main armée dans les assemblées électorales ou les lieux de la justice (4), les troubles apportés aux funérailles (5), furent transportés dans la même classe. L'on pensa, et cette idée devait faire fortune, que toute *vis armata* devait être regardée comme *vis publica*.

2° Les rédacteurs du Digeste ne se bornèrent pas à déplacer, ils ajoutèrent. Ils introduisirent dans la rubrique de *vi privata*, à la place des actions qui en avaient été ôtées, le fait de celui qui convoque des hommes libres ou des esclaves, pour opérer des actes de violence, le fait de ceux qui se rendent à cette convocation (6) et le fait d'enlever quelque chose à quelqu'un *per injuriam*. En outre, ils complétèrent la liste de *vis publica* par l'adjonction importante du rapt et du viol (8).

Si nous cessons ici de suivre la vis pénale à travers les faits et les lois, nous remarquons qu'à

1. *Inst.*, IV, 15, 6.

2. *Dig.* 48, 6, 3, 3.

3. *Dig.* 48, 6, pr.

4. *Dig.* 48, 6, 10.

5. *Dig.* 48, 6, 5 pr.

6. *Dig.* 48, 7, 3.

7. *Dig.*, 48, 7, 3, 2.

8. *Dig.*, 48, 6, 5, 2 ; 48, 6, 3, 4.

l'étape constituée par le *Corpus juris civilis*, elle englobait dans son domaine deux sortes de faits : d'une part des mainmises physiques sur les personnes ou sur les biens, ou des actes matériels accomplis à l'encontre des personnes ou des biens : dépossessions de biens, rapines, saisies privées, rapt, viols, séquestrations, tortures, injures aux ambassadeurs étrangers, oppositions aux funérailles, violations de sépultures, troubles à la justice ou aux élections ; d'autre part, de simples faits ne consistant pas en de telles entreprises : la détention des armes, le port d'armes, l'attroupement, l'asile donné à un condamné en rupture de ban, l'association contractée dans un but dangereux, le fait d'intenter des procès pour en partager le prix. Ces actes, au premier abord, sembleront disparates ; ils n'étaient cependant pas rangés sous l'enseigne de la « Vis » par l'effet du hasard. A la diversité de ce groupement, une idée centrale présidait ; celle de la Paix matérielle. C'était la Paix matérielle de l'Empire qu'on entendait protéger, soit en évitant, par la punition des injures adressées aux ambassadeurs, les causes de guerre avec les étrangers, soit en assurant par la répression des attroupements et des ports d'armes, la tranquillité du Forum et la marche du service public de l'élection, et de celui de la justice, soit en garantissant par l'interdiction des actes de justice privée la sécurité des biens et des personnes. C'était parce qu'ils contredisaient à ces buts de Paix, qu'on considérait tous les actes énumé-

rés par nous au cours de cette rapide histoire, comme « Vis » pénale.

*
* * *

Nous connaissons ainsi par leurs apparences extérieures les deux aspects de la « Vis » latine ; mais il est essentiel de les éclairer plus entièrement l'un par l'autre, de les comparer, et de dégager de cette façon, la physionomie générale de la « Vis » au second quart du vi^e siècle après Jésus-Christ.

Le trait primordial, c'est que la notion de « Vis » civile est la notion mère, la notion originale, dont la notion de « Vis » pénale est tantôt une doublure, tantôt un prolongement, et ce trait primordial domine les trois sortes de caractères de la « Vis », que nous allons exposer tour à tour.

I. — Au point de vue de ses caractères matériels, si l'on s'attache d'abord à l'agent qui la commet, à sa cause efficiente, la « Vis » romaine se présentait comme un Fait de l'homme (homme libre ou esclave), et non comme Fait d'un animal ou des choses. Si l'on s'attache au mode de l'action, ce Fait apparaissait en principe comme un Fait de commission ou de détention matérielle et non comme Fait d'omission. Si l'on s'attache à l'instrument de l'action, l'on voit que le fait se traduisait par des actes matériels.

II. — Au point de vue de sa nature psychologique, la « Vis » était toujours une action volontaire et consciente, qui impliquait la volonté d'agir et la

conscience de l'action ; mais les nuances des états d'âme et de la volonté qui inspiraient la « Vis » pouvaient être très variées. Il se pouvait d'abord, que l'auteur fût de mauvaise foi, qu'il sût qu'il n'avait pas le droit d'agir comme il faisait, faute de titre valable ou de la qualité requise pour réaliser son titre, et qu'il aggravât encore sa mauvaise foi, en la compliquant de méchanceté. Il se pouvait à l'inverse, que l'auteur de la « Vis » fût de bonne foi, crût avec confiance qu'il agissait dans les limites de son droit, sans avoir rien à se reprocher, et que cette bonne foi fût moralement coupable, parce que bâtie sur la négligence et sur l'imprudence, ou moralement irrépréhensible parce que fondée sur une croyance invincible.

III. — Au point de vue social, de tous le plus important, il importe de faire parmi les cas *de vi* une première distinction, qui pour n'apparaître pas tout d'abord, n'en est pas moins capitale. Tantôt la « Vis » était dirigée contre un adversaire actuel, tantôt au contraire il n'existait pas forcément d'adversaire actuel.

La première hypothèse était réalisée dans tous les cas de « Vis » civile. Elle était réalisée aussi dans le premier groupe de cas de « Vis » pénale que nous avons dégagé au terme de son histoire, à propos desquels il est vrai de dire que la « Vis » pénale n'est que la doublure de la « Vis » civile. Les main-mises ou les actes hostiles envers les personnes, qui se retrouvaient dans la « Vis » civile et dans la

« Vis » pénale, supposaient toujours en effet, par définition, un adversaire.

La deuxième hypothèse était réalisée dans tous les cas de faits ne constituant pas une entreprise actuelle à l'encontre des personnes ou des biens : c'est-à dire dans les cas de détention d'armes, d'asile donné à un condamné en rupture de ban, de procès intentés dans un esprit de lucre, d'attroupements, de ports d'armes, d'associations dans un but dangereux.

Cette distinction est dans l'ordre social intéressante en elle-même ; mais quel que soit son intérêt propre, elle est surtout à retenir en ce qu'elle servait en réalité de base et de point de départ à une distinction très nette encore que cachée, entre deux conceptions très différentes de la « Vis », qui existaient au sein de la « Vis » pénale.

Pour peu en effet qu'on réfléchisse sur l'un des actes de la seconde hypothèse, on ne manque pas de se rendre compte que ces actes sont classés *de vi* par le motif qu'ils sont illégaux, et qu'au contraire ils ne seraient pas « Vis » s'ils étaient légitimes au regard de la loi. Par exemple, ni les attroupements, ni le port d'armes, ni la détention d'armes ne seraient compris sous la rubrique *de vi* s'ils n'étaient légalement prohibés ; ils ne le sont que parce qu'ils sont interdits par la loi. Il faut donc en conclure, que par rapport à ces actes, la « Vis » était regardée comme étant, par hypothèse ou plus exactement par nature un acte illicite. C'était une *injuria* au sens

large du mot (1) ; or la « Vis » acte illicite par nature, voilà déjà une façon de l'entendre.

Mais il existait une autre manière d'entendre la Vis. Si chacun des actes de la première hypothèse en effet était Vis à part soi, était-ce à raison de son illégalité ? Non, mais parce qu'il était accompli à l'encontre des personnes ou à l'encontre des biens, malgré l'opposition de l'intéressé, et sans l'autorisation ou même malgré la défense du magistrat chargé de la justice (2). Les actes qui donnaient lieu aux interdits, par exemple étaient « Vis » par cela seul, que leur auteur agissait à sa guise de son autorité propre, sans respect pour son adversaire, ni pour l'autorité du magistrat. Il se peut bien qu'un tel acte soit illégal, mais l'illégalité de l'acte n'est rien pour savoir s'il y a « Vis » ou non. La « Vis » existe du seul fait qu'un acte présente les caractères sociaux et juridiques (irrespect de l'adversaire et du magistrat) que nous venons de dire. Ce n'est que lorsque ces caractères sociaux et juridiques disparaissent, lorsque l'acte est consenti par l'adversaire, ou lorsqu'il est autorisé par le juge, que la « Vis » n'est plus : *non videtur vi facere*, dit Paul au Digeste, *qui suo jure utitur et ordinaria*

1. *L'injuria* au sens large, comprenait tout acte illicite : *Injuria... dicta est, quod non jure fiat ; omne enim quod non jure fit, injuria fieri dicitur*. Ulpien au Dig. 47, 10, 1 pr. Le mot d'*injuria* avait un sens étroit, dans lequel il désignait « un délit contre la personne, considéré comme ne causant pas de préjudice pécuniaire » (Girard, *op. cit.*, p. 408).

2. Sur les magistrats judiciaires en droit romain, Girard, *op. cit.*, 988-990, 1066-1092.

actione experitur (1). Celui-ci ne commet de Vis qui exerce son droit et agit par voie de justice. On voit par là que cette conception se différencie logiquement de la précédente et d'une manière absolue, et qu'il existe entre elles une véritable différence de nature.

Ceci posé, l'on ne saurait cependant passer sous silence les liens qui les unissent, et qu'historiquement, c'est la dernière conception qui a donné naissance à l'autre, car cette filiation apparaît à l'évidence, lorsqu'après avoir envisagé, comme on vient de le faire, les caractères sociaux qui rentrent dans la conception de la Vis étudiée en dernier lieu, l'on porte son attention, comme on le doit pour être complet, sur les rapports de celle-ci avec la légalité.

En règle générale, la Vis dont il s'agit était une action illicite, et ce principe d'illégalité était très fortement établi bien qu'il eût mis quelque temps à se faire recevoir. A l'origine du droit romain, en effet, c'était le pouvoir de fait qui avait fondé le pouvoir de droit, et la « Vis », quels que fussent ses caractères matériels et ses éléments psychologiques avait été légale. L'on avait, il est vrai, assez vite détaché les actions accomplies à l'encontre d'autrui avec mauvaise foi, et on les avait déclarées illégales ; c'est à ce titre qu'on avait réprimé les délits (2), et qu'on avait annulé les contrats obtenus *vi metus ve*

1. Dig. 50. 17. 155.

2. Girard, *Manuel*, p. 408. S.

causa (1). Puis l'on s'était attaqué aux actes accomplis dans le but de se faire justice soi-même. Mais ceux-ci, plus invétérés n'étaient devenus illicites qu'à la suite d'une évolution plus longue, car le particulier avait fait d'abord ses affaires privées lui-même. Il avait existé au commencement une séparation tranchée entre la vie privée et la vie publique. Le magistrat disposait de la force en tant qu'elle était nécessaire dans la vie publique. Le particulier disposait de la force en tant qu'elle était nécessaire dans la vie privée. Celui-ci assurait lui-même sa défense, et la réparation des offenses subies était abandonnée à la vengeance privée. Le particulier réalisait aussi lui-même et par voie personnelle, ses droits au patrimoine ou à la personne d'autrui et il n'avait pas besoin du magistrat. Mais peu à peu, la vengeance privée avait été réglementée par la coutume sociale et par les lois. Moyennant le paiement d'une rançon pécuniaire, l'offensé pardonna à l'agresseur. Cette peine, pour commencer facultative, fut rendue obligatoire; puis de peine privée qu'elle était, elle devint peine publique; le Trésor public l'encaissa, et le particulier n'eut plus qu'un droit à des dommages-intérêts. En même temps que cette évolution s'accomplissait les mœurs et les gouvernements assujettissaient les poursuites privées, elles aussi, à des procédures consacrées. Ces procédures, dans les premiers temps extrajudiciaires, s'étaient déroulées bientôt en pré-

1. *Ibid.*, p. 471.

sence du magistrat, et on les avait appelées les actions de la loi. Comme on avait senti les bienfaits du magistrat, son rôle avait grandi et l'on était passé successivement de la procédure des actions de la loi, où il était impassible, à la procédure formulaire où il rédigeait la formule et fixait au juré choisi par les parties sa tâche et son pouvoir, puis à la procédure extraordinaire, empruntée du droit public, où le magistrat rendait par lui-même ou par son délégué la sentence. Au fur et à mesure, le rôle des particuliers dans la procédure avait diminué, jusqu'à ce qu'enfin Marc Aurèle indiquât comme un principe formel de droit ce que l'on considérait déjà comme une règle de droit naturel, à savoir qu'il était interdit au particulier de se faire justice soi-même. On a vu comment ce principe, s'est implanté toujours davantage dans les lois. Quand ce fut chose accomplie, c'est alors que la « Vis » fut dans l'ensemble illicite. De là à considérer dans certains cas, la « Vis » comme un acte illicite par nature, il n'y avait qu'un pas. Lorsqu'il y eût intérêt à le franchir pour assurer par les lois *de vi* la répression de certains actes (port d'armes, détention d'armes, attroupements, etc.), qu'il aurait fallu sans cela réprimer par des lois spéciales, ce pas fut franchi sans qu'on sans doutât et c'est ainsi que l'on obtint par une sorte de glissement, de dérivation, la conception de la « Vis » acte illicite par nature, dont il a été parlé.

Mais si l'examen des rapports de la « Vis » avec la

légalité nous montre ainsi la relation historique des deux conceptions de la « Vis », et qu'il en est une qui se révèle de ce point de vue, fondamentale dans toute la force du terme, la même étude, si nous la poursuivons, nous prouve également que dans sa conception fondamentale, la « Vis » n'était pas toujours illégitime. Nous avons dit, en effet, que la « Vis » était illicite « en principe » : mais ce qui est de principe, ne doit pas être confondu avec ce qui est de nature, ce qui est de nature est constant, ce qui est de principe n'est qu'habituel ; pratiquement, la « Vis » fondamentale (qu'on nous permette cette expression abrégée) était parfois illicite ; nous avons plus haut mentionné les passages de Digeste et du Code, sur lesquels nous appuierons maintenant la mise au point nécessaire.

La « Vis » était licite, le jus et les leges le proclamaient expressément, en s'autorisant du droit de nature (*jus naturæ*), lorsqu'elle était simplement défensive et pourvu que cette défense fut proportionnée à l'attaque.

Cette règle secondaire, qui venait limiter le principe de l'illégalité, a été à plusieurs reprises invoquée soit pour légitimer la « Vis » exercée contre la personne d'autrui, soit pour légitimer celle exercée contre les biens.

La « Vis » sur la personne d'autrui était permise tantôt pour la défense des personnes, tantôt pour la défense des biens. La règle en était posée par le jurisconsulte Cassius en ces termes : *vim vi repellere*

licere, Cassius scripsit, idque jus naturæ comparatur ; apparuit autens, inquit, ex eo arma armis repellere licere (1). Cette règle était appliquée à la défense de soi-même par Paul, qui insistait sur l'idée qu'on devait s'en tenir aux mesures de protection et se garder de tout acte et de tout esprit de vengeance : *qui, com aliter tueri se non possent, damni culpam dederint, innoxii sunt; vim enim vi defendere omnes leges omnia que jure permittunt... illum... solum qui vim infert ferire conceditur, et hoc, si tuendi dumtaxat, non etiam ulciscendi causa factum* (2). La défense des biens par « Vis » sur les personnes était permise sous des conditions semblables. Il fallait que la possession, que l'on voulait protéger, fût sans tache, *sine vitio*, et qu'on la protégeât avec mesure, *inculptae tutelae moderatione* (3). Il fallait aussi que la « Vis » fût exercée immédiatement, *non ex intervallo, ced ex continenti* (4), mais alors la « Vis » était licite (5).

1. Dig. 43, 16, 1, 27 ; adde Florentinus, Dig. 1, 1, 3.

2. Dig. 9, 2, 45, 4.

3. Cod. 8, 4, 1.

4. Dig. 43, 16, 33.

5. Elle l'était encore au sein de la famille et non plus de la cité, quand elle rentrait dans le pouvoir de correction du *pater familias*. L'on sait en effet que le *pater familias* avait le droit de correction sur les personnes qui étaient sous sa puissance paternelle, *in patria potestate*. Il en était ainsi des enfants et de la femme dans le mariage avec *manus*. Ce droit était viager. A l'origine il avait même été absolu, le *pater familias* exerçait le droit de vie et de mort *jus vitas necisque* ; il était forcé de prendre l'avis d'un conseil de parents, mais il n'était pas forcé de suivre cet avis. Le changement des mœurs rendit excessive la rigueur de ce droit, et celui-ci fut changé. Le mariage sans *manus* se généralisa, la femme échappa au droit de correction du mari, qui conserva seu-

Si la « Vis » était autorisée à l'encontre des personnes, *a fortiori* devait-il en être de même à l'encontre des biens ; aussi voit-on les textes la permettre parfois, serait-ce pour la défense d'autres biens : le particulier pouvait par exemple, en vue d'arrêter les progrès d'un incendie qui menaçait d'atteindre son immeuble (1) détruire les immeubles voisins (1) ou jeter dans les flots les marchandises d'autrui, pour sauver les siennes propres, au cas de nécessité de mer (2).

*
* * *

Telles étaient en droit romain les lignes générales de la théorie de la « Vis », au moment où Byzance était sur le point d'entrer dans le Moyen Age oriental. A s'en tenir aux apparences, deux aspects de la « Vis » : la « Vis » civile, la « Vis » pénale. A rechercher les idées de fond, deux conceptions de la « Vis » : 1° la « Vis » fondamentale qui comprenait le domaine de la « Vis » civile, et le domaine de la « Vis » pénale correspondant à la « Vis » civile, et qui selon les circonstances était « Vis » licite ou « Vis » illicite ; 2° La « Vis » illicite par nature, qui

lement le droit de mort dans le cas d'adultère. Sur les enfants le droit de mort disparut complètement au temps des Sévère (début du III^e siècle) le *pater familias* n'a plus que le droit de correction légère *castigatio modica* s'il veut punir son fils de peines plus sérieuses il doit recourir au magistrat. Seul celui-ci a dorénavant pouvoir arbitraire. Girard, *op. cit.*, p. 140, 142, 169, 170. Le maître d'école de son côté, l'usage le voulait ainsi, exerçait la *castigatio modica* impunément.

1. Dig. 9, 2, 49, 1 ; 43, 24, 7, 4 ; 47, 9, 3, 7.

2. Dig. 19, 5, 14 pr.

correspondait au domaine adventice de la « Vis » pénale ajouté au premier domaine de la « Vis » pénale par la République et par l'Empire.

Nous abandonnerons désormais l'Empire pour la Gaule. Le droit du Moyen Age oriental n'a pas d'intérêt pour nous. Sur d'autres problèmes, l'Ecole de Bologne a bénéficié des travaux des écoles byzantines, mais il n'en est pas ainsi au regard de la notion de « Vis ». Peu nous importe également, que le législateur oriental, ait modifié la conception jusque là admise de la « Vis », car cela ne s'aperçoit pas dans les conceptions du Moyen Age occidental, qui se rattachent tout au plus au droit de Justinien.

CHAPITRE II

LA « VIS » EN FRANCE JUSQU'A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

Les lois, et les ouyrages des docteurs qui ont eu de l'influence en France, sont tributaires tout au plus, comme il vient d'être dit, des idées ayant cours au temps de Justinien, et quelques-uns même ne connaissent que le droit antérieur à celui-ci. Nous rechercherons successivement, ce qu'est devenue la « Vis » dans les Lois, et ce qu'elle est devenue dans la Doctrine.

SECTION I

La notion de « Vis » dans les Lois

Les lois ont été rédigées chez nous en langue latine jusqu'aux premières années du xiv^e siècle. Au moment en effet où les Barbares avaient envahi la Gaule, la suprématie de Rome et de sa langue y étaient incontestées, le langage celtique avait lentement reculé devant ce parler nouveau, qui avait pour lui le prestige religieux et intime, social aussi du christianisme (1), et le prestige politique et social de Rome, en même temps qu'une utilité pratique grandissante, et la Gaule, à la veille des inva-

1. A partir du i^{er} s. surtout : V. Duchesne, *Fastes épiscopaux*

sions, venait de contribuer avec Ausone et Sidoine Appollinaire au mouvement littéraire du iv^e et du v^e siècles.

Les Barbares de leur côté n'étaient pas animés du dessein de renverser ce qu'ils allaient rencontrer. « Déjà familiarisés avec la civilisation romaine, dit Gaston Paris, ils cherchaient à en profiter et non à la détruire (1) ». De fait une fois établis en Gaule, non seulement ils laissèrent son droit à la race vaincue, mais ils voulurent rédiger leurs propres lois, aussi bien que celles des populations gallo-romaines, dans la langue de l'Empire. Le latin, par suite, resta langue officielle de la Gaule sous les Mérovingiens, les Carolingiens marchèrent sur les traces des premiers, sans que l'avènement du Régime féodal entraîna de changements, et les Capétiens, pendant longtemps, restèrent fidèles à une tradition si constante.

C'est au long de cette période par ailleurs chaotique, qui va des invasions jusqu'au xiv^e siècle, et où la sécurité des personnes et des biens fut si problématique (2), qu'il faut chercher quel a été le sort de la notion de « Vis » et sa portée sociale. Nous le ferons en examinant tour à tour les Leges, les Capi-

de l'ancienne Gaule, I, p. 46, cité par Brunot, *Histoire de la langue française*, t. I, *De l'époque latine à la Renaissance*, p. 35.

1. Gaston Paris, *La Littérature française au Moyen-Age*. Introduction, n° 12.

2. A. Thierry, *Récits des Temps Mérovingiens*. Guizot, *Histoire de la civilisation en Europe* (3^e leçon). V, aussi l'*Histoire de Lavis* et Rambaud.

tulaires des rois des deux premières races, et les établissements des Capétiens directs.

I. — LEGES

Le nom de *Leges*, s'applique d'une manière particulière, aux lois qui demeurèrent personnelles aux vainqueurs ou aux vaincus après la Conquête. Elles ont été rédigées de la fin du v^e siècle au milieu du vi^e siècle et revisées dans la suite. Du point de vue du fond et de la règle de droit elles présentaient entre elles de notables divergences, mais du point de vue du sens des expressions, leurs différences étaient adoucies par l'uniformité de la langue latine, et du point de vue spécial de l'expression de « *Vis* », ces différences étaient nulles. La conception secondaire de la « *Vis* » romaine tombe dans l'oubli, mais la « *Vis* » est prise en chacune de ces lois, dans le sens fondamental qu'elle avait en droit romain : elle est l'acte matériel qu'un particulier (Franc ou Burgonde, Wisigoth ou Gallo-Romain), libre ou noble, serf ou esclave (1), effectue à l'encontre des biens ou de la personne d'autrui, en dépit de l'opposition de celui-ci et sans l'autorisation du juge (2). Les lois ne se distinguaient les unes des autres, que par les diverses illustrations qu'elles donnaient de cette

1. Sur les classes de particuliers à l'époque franque, v. Fustel de Coulanges, *Histoire des Institutions de l'Ancienne France*, t. I, p. 471. Esmein, *Hist. du Droit français*, 11^e éd., p. 91 et s.

2. Sur les juges à l'époque franque, Esmein, *op. cit.*, p. 83 et suiv.

idée ; encore les mêmes exemples leur étaient-ils parfois communs, les mœurs étant assez semblables.

Dans un premier groupe de cas la « Vis » s'entendait simplement de l'acte *apparent* d'un particulier effectué en opposition avec la volonté d'autrui : en ce sens, le propriétaire d'un animal emprisonné pour dégâts, qui de son autorité propre délivrait cet animal, accomplissait une « Vis » (1). Il en était de même, de celui qui s'introduisait dans une maison, malgré la volonté de celui qui l'occupait (2), ou de celui qui s'emparait du gage d'une créance en dépit du refus du possesseur du gage (3).

Dans la plupart des cas, la « Vis » désignait l'acte *imposé* à quelqu'un qui résistait, soit que la mainmise portât directement sur les personnes (4), soit que cette mainmise s'exerçât seulement sur les biens. Il y avait « Vis » par exemple, à commettre un attentat à la pudeur (5) ou à exercer sur autrui une contrainte pour obtenir une donation ou une vente (*Donatio, venditio, per vim et metum extortæ*) (6). Il y avait

1. *Loi barbare des Burgondes (loi Gombette) rédigée aux dernières années du V^e siècle*, éd. de Salis, XXIII, p. 60, ligne 13, *arbitrio suo is cuius animal est, de curto per vim tulerit*.

2. *Ibid.*, XV, p. 54, l. 8. *vi aut per rixam*.

3. *Ibid.*, XIX, p. 57, l. 15, *si convictus fuerit pignera sua fidejussori per vim abstulisse*.

4. *Ibid.*, II, p. 42, l. 9, XXXV, p. 68, l. 15.

5. *Ibid.*, XXXV, p. 68, l. 15, *Loi romaine des Burgondes rédigée environ le début du VI^e siècle*, XIX, p. 142, l. 18; *Loi Barbare des Wisigoths*, dont la rédaction principale est de l'année 654, III, 4, 14 éd. Zeumer, p. 156, l. 4.

6. Code d'Euric (rédaction primitive, a. 484, de la *loi Barbare des Wisigoths*, 309), *donatio quæ per vim et metum probatur*

« Vis » encore à s'emparer de la chose d'autrui (1), comme un navire (2), ou à chasser quelqu'un d'un fonds qu'il détenait (3).

L'on voit par ses détails, que les Leges de l'époque franque respectaient par leur façon de comprendre la « Vis » l'esprit et quelquefois la lettre du droit romain en sa conception fondamentale. La différence des temps cependant se révélait d'une façon sensible : la notion de « Vis » avait dans les Leges beaucoup moins d'ampleur que dans les lois romaines. Voici en effet que la notion de « Violentia » apparaissait franchement sur le même plan que la notion de « Vis » et avec la même signification que celle-ci. Ce phénomène s'était, il est vrai, dessiné sous Constantin, et nous allons le retrouver encore ; mais il était tout à fait saillant dans la loi romaine des Burgondes (4), dans la loi salique des Francs (5), et dans la loi barbare des Wisigoths ; dans cette

extorta, nullam habet firmitatem in Lex Wisigothorum vulgata, éd. Zeumer, p. 18 ; *Loi barbare des Wisigoths*, éd. Zeumer, 11.5.8, V. 2.1, 4.1 ; *Loi romaine des Burgondes*, XXXVIII, éd. de Salis, p. 157, l. 11.

1. Loi salique, rédigée vers la fin du ve siècle, amendée sous Charlemagne, éd. Hessels, col. 395, *si quis Burgundio aut Romanus per vim aliquid abstulerit usque ad pullum. Loi barbare des Burgondes*, IX, p. 50, l. 9.

2. Loi salique, LXXXV, col. 410, *si quis navem per vim tulerit*.

3. Loi romaine des Burgondes, VIII, p. 131, l. 2.

4. Où l'on rencontre la *Vis* et la *violenta* dans le même passage : *si quis violentiam ita convincitur admisisse, ut collectis turbis per vim intruens degiciat possidentem, nec eum civili, ut legum est, actione pulsaverit, capitali sententia feriat*, VIII, p. 131, L. 2 (éd. de Salis).

5. Cod., 10 éd. Hessels, p. 413.

dernière loi le domaine de la « Violentia » était au moins aussi étendu que celui de la « Vis » (1). A quoi attribuer la cause de ces faits, sinon de toute évidence à la décadence de la langue latine ? C'était l'un de ses signes. Si l'on pouvait douter de cette vérité en parcourant les *Leges franques*, toute hésitation disparaîtrait à parcourir les *Capitulaires* des rois francs et les établissements des Capétiens qui leur font suite.

II. — CAPITULAIRES

Dans les capitulaires en effet, c'est-à-dire dans les Ordonnances des Rois mérovingiens ou carolingiens applicables à tout le royaume (2), la « Vis » persiste avec son sens fondamental et dans toute sa clarté. On peut la signaler au VI^e siècle dans un édit de Chilpéric de 573-575, que certaines versions de la loi salique ont incorporé à cette loi (3). Sa signifi-

1. *Violentiæ sur les personnes*, III, 4, 14, p. 156, L. 4 ; *séquestration*, VIII, 1.4, p. 314, L. 2 ; *Violentia sur les choses mobilières*, VIII, 3, 3, p. 322, L. 14 ; *Violentia par laquelle on dépossède autrui*, VIII, 1.2, p. 313, L. 4.

2. A côté des Capitulaires adressés aux Francs, il y avait des Capitulaires italiques, ou des Capitulaires saxons que nous laisserons de côté. Il faut dire cependant que la notion de « Vis » y était la même que dans les Capitulaires francs. V. *Capitulaire italique de Charlemagne et de Pépin*. A. 787. Boretius, I, 195. L. 26. *Capitulatio de partibus saxoniarum* (775-790). Boret., I, 68. L. 26.

3. *Capitularia regum francorum*, ed. Boretius, I, p. 9. L. 35 et *quicumque ingenuus de actione et vi rejecte, mallaverit de qualibet causa, simili modo ubi habet lege directa sic facere debet*. Sur l'interprétation de ce passage : Sohm, *Procédure de la loi salique*, p. 210.

cation se consolide et s'enrichit aux siècles postérieurs. Elle s'enrichit : au ix^e siècle : un capitulaire de Louis le Pieux (826) rattache à l'idée de « Vis » la pression morale, l'acte tyrannique imposé par le maître à ses serviteurs (1). Elle s'affermirait : un capitulaire de Charlemagne (803) considère comme « Vis » sur les personnes le fait de retirer d'une église celui qui était allé y chercher un asile (2), et un Capitulaire de Louis le Pieux de l'année 821, présente comme cas types de la « Vis », l'homicide, l'incendie *aut qualium cumque rerum direptiones*.

Cependant, malgré ces apparences, le concept de « Violentia », a certainement plus de faveur que celui de « Vis ». C'est lui en vérité, qui possède maintenant les deux sens que l'analyse nous a révélés dans la « Vis » au temps de l'Empire.

Le concept de « Violentia » reçoit d'abord le sens classique et fondamental de la « Vis » : il le reçoit avec toute la gamme de ses nuances ; c'est ainsi que la violentia désigne comme la « Vis », l'acte de tyrannie morale exercé par un supérieur (un supérieur ecclésiastique) sur ses subordonnés ; un Capitulaire de la fin du ix^e siècle est en ce sens (3) ; la violentia consiste dans un acte apparent et par là se sépare nettement de la ruse (4). Elle se traduit aussi bien par les entreprises sur les biens : *res*

1. Boretius, I, 313. L. 38.

2. Boretius, I, 113. L. 23.

3. Cap. 889 cap. 3. Boret., II, 105. L. 10.

4. Edit de Pistes. 864. Boret, II, 321. L. 90 *et nullus per violentiam aut per aliquod malum ingenium*.

diripere (1), *aliorum prata decerpere* (2) que par des entreprises à l'encontre des personnes, comme chasser un condamné du refuge qu'il a cherché dans une église (3), tuer (4) porter la main sur quelqu'un (5). La *violentia*, dans ce premier sens, comme la *vis* en droit romain, est illégale en principe (8). Mais, et c'est là un autre signe des temps barbares, les exceptions à ce principe et les cas où elle est licite, sont plus nombreux à l'époque franque qu'à l'époque romaine, car les procédures privées, quoique réglementées, y sont plus largement autorisées (6).

Par ailleurs, un certain nombre de Capitulaires donnent à la *violentia* la signification secondaire de la *Vis*. Elle est regardée comme désignant essentiellement un acte illicite, et l'on ne fait rentrer sous ce vocable que des actions illicites. On va même plus loin : on prend ce terme comme synonyme de toute action illicite, et la *violentia* s'oppose à l'action licite en général, à la voie légale. Lorsque Clo-

1. Cap. Louis le Pieux 825-827. Boret, I, 306, ligne 1.

2. Cap. Louis, II, 850, Boret., II, 85, L. 1.

3. *Si quis confugiam fecerit in ecclesiam, nullus eum de ecclesia per violentiam expellere praesumat, sed pacem habeat...* Boret, I, 68. L. 21. Cap. Charlemagne, 775-790.

4. Cap. Louis le Pieux, 825-827. Boret, I.

5. Cap. Pépin, 754. Boret, I, 32. L. 1.

6. Brissaud, *Histoire du Droit français*, II, p. 1487. Le droit de correction maritale et le droit de correction paternelle sont renforcés. Le *jus vitæ necisque* reparaît. Mais la loi chrétienne atténue le Droit. L'esprit chevaleresque devait subir de singulières éclipses, mais il commence à se former et il facilite les rapports des époux. Les enfants en bénéficient. Brissaud, *op. cit.*, II, p. 1083.

vis dispose, entre 507 et 511, en faveur des clercs *ut nullus ex ipsis aliqua violentia vel damnum pateretur*, il entend les protéger contre les divers dommages, et contre toutes les illégalités(1). Lorsque Charles II, dans un Capitulaire de l'an 877, défend toute violence contre les veuves et les orphelins, *vel uxoribus defunctorum laïcorum ac filiis quamcumque violentiam*, c'est toute illégalité qu'il veut lui aussi prohiber(2).

III. — ÉTABLISSEMENTS DES PREMIERS CAPÉTIENS

La chancellerie des rois de la troisième race vécut sur les habitudes qui s'étaient perpétuées au cours des dynasties précédentes. Les établissements des Capétiens sont une des formes, sous un nom nouveau, des Capitulaires des dynasties précédentes.

Mais on sent qu'à mesure que les années s'écoulent des transformations générales s'opèrent, et les renseignements que nous glanons sur la « Violentia » et sur la « Vis » se font relativement rares.

La « Violentia » s'emploie exactement dans le sens qu'elle avait pendant l'époque précédente. Dans certains cas, le terme de « Violentia » équivaut à la périphrase que la loi du sujet nous imposera de répéter souvent, actes matériels accomplis, malgré l'opposition d'autrui et sans l'assentiment du juge. L'établissement de Soissons du 4 juin

1. Boret, I, p. 1. L. 27.

2. Boret, II, 363, L. 3.

1155 (1) en fait foi, qui portait constitution d'une Paix de Dieu : ce qu'il nomme *violentiae* en effet ce sont en général les actes de guerre privée qu'il veut réprimer. Les lettres de Philippe le Bel de 1290 sur les privilèges ecclésiastiques en font foi à leur tour : elles prennent la *violentia* dans le sens plus restreint d'actes de force ouverte (2) mais c'est toujours d'actes unilatéraux, *invito domino, omisso iudice*, qu'il s'agit.

En quelques hypothèses, par contre, la *violentia* s'identifie à l'action illégale par nature, à l'*injuria* au sens large de ce mot. Elle n'a alors comme frontières que celles qui du droit séparent l'illégalité. Saint-Louis s'inspire certainement de cette idée, lorsque au moment de partir pour la huitième Croisade peu de temps avant sa mort, il recommande, dans ses lettres du camp d'Aigues-Mortes du 23 juin 1269, de protéger l'Eglise et les personnes ecclésiastiques, contre les injures manifestes et les violences : *ecclesias etiam et personnas ecclesiasticas, a manifestis injuriis et violentiis defensari* (3).

Quant à la « vis », les manifestations en sont jusque-là très clairessemées. Elle nous apparaît seulement dans son sens fondamental, et dans des documents peu nombreux : le statut royal sur les privilèges des clers en Languedoc, du 3 mai 1302 où l'on peut lire (nous traduisons) que « le Seigneur Tout-Puissant a

1. Isamb., I, 152.

2. Isamb., III, 684.

3. Isamb., I, 347.

établi la seigneurie des rois et des princes terrestres, pour châtier les méchants et arracher de leurs mains leurs victimes *vim patientes* » (1), et l'ordonnance du 10 décembre 1319 sur les malfaiteurs de Bourgogne, qui contient des déclarations analogues : *omnisque potestas ad regendum subjectos a domina tributa fuerit, ad justitiam faciendam ut ejus ministerio humana coherceatur audacia, tuta sit inter probos innocentia et in ipsis improbis nocendi refrenetur facultas, et eripiantur de manu calumpniantium vi oppressi* (2).

SECTION II

La notion de « Vis » dans la Doctrine

Parallèlement à l'évolution législative dont nous venons de retracer les démarches essentielles, se poursuivait dans le pays une autre évolution de même ordre. Les cours de juridiction et les jurisconsultes indépendants, n'ignoraient pas la notion « de Vis ».

Il n'est besoin que d'ouvrir l'Echiquier de Normandie ou le recueil des Olim, pour se rendre compte de la place importante, qu'occupaient au xiii^e siècle, devant les Cours souveraines les affaires où les termes de « Violentiae et de « Vis » avaient à intervenir (3). Cependant c'est des vues des

1. Isamb., II, 741.

2. Isamb., III, 231.

3. Les jugements contenus dans l'Echiquier de Normandie,

jurisconsultes, qu'il faut surtout s'instruire. Sans doute n'ont-ils plus l'autorité officielle qu'ils avaient en droit romain, ils n'ont plus que l'autorité de l'esprit, mais l'histoire de leur pensée, même à ne la considérer que par les sommets, est à cause de cela profondément significative : plus libre et moins solennelle ; et elle a duré jusque vers la fin de l'Ancien Régime.

*
* * *

Au vii^e siècle, à un moment où la civilisation latine était prête d'entrer en décadence, Isidore de Séville, recueillit providentiellement dans son Livre des Origines, où devait puiser tout le Moyen-Age des trésors de science antique. Il n'eut garde d'omettre la notion de « Vis » et le passage qui nous a été transmis mérite qu'on en parle.

La « Vis » se définit, selon Isidore de Séville, comme étant cette propriété d'une puissance, par laquelle une chose est ôtée ou un contrat extorqué à autrui : *Vis est virtus potestatis perquam causa sive res vel aufertur vel extorquetur* (1). Sous cette forme abstraite, et déjà scolastique, il est visible qu'Isidore de Séville cherche à traduire l'essentiel de ce que disaient les lois romaines de la « Vis » civile. L'on ne saurait nier qu'il n'y soit heureusement parvenu, et que les deux applications qu'il signale ne constituent les exemples les plus simples à la

vont de l'année 1207 à l'année 1270. V. édit. Léopold Delisle. Ceux des Olim, de l'année 1254 à l'année 1318, v. édit. Beugnot.

1. Etymologiarum sive originum Libri XX, ed. Lindsay, 1911.

fois et les plus saillants de la notion de la « Vis ».

Le docteur espagnol fait suivre cette définition du rappel de la distinction pénale entre la *Vis privata* et la *vis publica*. Ici, manifestement il ignorait le droit de Justinien *vis privata est si quis ante iudicium armatis hominibus quemquam a suo deiecerit vel expugnaverit*. Elle existe si l'on repousse ou si l'on déloge quelqu'un de son bien, à l'aide d'hommes armés, avant tout jugement. *Vis publica est, si quis civem ante populum vel iudicem vel regem appellunt necaverit aut torserit sive verberavit vel vinxerit*.

Par la variété de ses connaissances et par l'étendue de son esprit, Isidore de Séville était à la fois un canoniste en même temps qu'un romaniste ; l'on peut dire qu'il préludait aux variations, dont la « Vis » allait être le thème chez les romanistes et chez les canonistes.

*
* * *

L'école romaniste de Bologne qu'Irmérius fonda définitivement à la fin du ^x^e siècle, et qui est connue aussi sous le nom d'Ecole des glossateurs, avait entre les mains le *corpus juris civilis* de Justinien (1), et les nombreux jurisconsultes qui se rattachent à cette école étudièrent la notion de « Vis » attentivement.

La fantaisie de l'imagination, il est vrai, ne laissait pas de se glisser dans leur enseignement, si l'on en

1. Esmein, *Cours élémentaire du Droit français*, 11^e ed., p. 837.

juge par l'étymologie que nous rapporte Bartole, et que l'un des successeurs immédiats d'Irmerius, le jurisconsulte Hugo, présentait au ^{xii}^e siècle comme celle du mot « Vis » (1). D'après ce docteur, ce ne serait pas du tout du verbe violare comme on pourrait être tenté de le croire que dériverait notre terme : il n'y aurait point de rapport d'origine entre les deux expressions ; mais le mot « Vis » serait né du verbe vireo, vires, « je verdis », « tu verdis » et il désignerait proprement la vigueur des choses qui qui n'en sont encore qu'à leur printemps.

Mais nous n'avons pas cependant l'intention de suivre l'exemple malicieux que donne Rabelais et de nous moquer de la Glose d'Accurse ; au contraire, ce qu'au ^{xiii}^e siècle, celle-ci nous apprend de la « Vis », ne peut pas être passé sous silence.

La Glose est assez brève au sujet du titre ad Legem Juliam de vi publica et de vi privata, et même inexacte puisqu'elle enseigne que la vis publica se définit comme étant uniquement la vis armata, et la vis privata comme étant la vis sine armis ; mais elle nous donne de la « Vis dans son sens classique et ordinaire, un tableau fort ingénieux et savant encore qu'à première vue naïf, mais Rabelais, peut-être, influence en cachette notre jugement qui apparaît comme le résumé et le couronnement des méditations de l'Ecole de Bologne sur ce sujet.

Selon la grande Glose, la « Vis » se définit comme

1. Bartole, Commentaire sur le Dig., 26.I.I. Tutela, n. 5.

l'écrivait Ulpien : *necessitas imposita contraria voluntati*, et elle est de cinq sortes (1) : il y a la Vis expulsiva, la vis ablativa, la vis compulsiva, la vis turbativa et la vis inquietativa. La vis expulsiva est celle qui chasse quelqu'un d'une chose immobilière, et qui donne naissance à l'interdit unde vi. La vis ablativa est celle qui ravit à quelqu'un une chose mobilière, et qui donne naissance à l'action vi bonorum raptorum. La vis compulsiva, est celle qui contraint quelqu'un à se défaire de sa chose, et qui donne naissance à l'action *quod metus causa*. La vis turbativa est celle qui trouble quelqu'un dans sa possession, et d'où naissent les interdits *uti possidetis et utrobi...* La vis inquietativa enfin, est celle qui consiste à effectuer une action quelconque sur le champ d'autrui malgré autrui et qui est repoussée par l'interdit *quod vi aut clam*.

En même temps qu'elle dressait cette classification, la Glose reconnaissait que la Vis n'était pas toujours illicite, et citait à l'appui de cette opinion un certain nombre de textes.

La doctrine des glossateurs fit rapidement fortune. La France se trouvait au premier rang des nations étrangères qui suivaient avec enthousiasme les leçons des maîtres italiens, et Placentin était venu enseigner chez elle à Montpellier de 1170 à 1183. Toutefois, nos jurisconsultes n'acceptèrent pas sans retouche les idées et les méthodes des glossateurs.

1. Grande Glose, éd. 1627, t. I, p. 448-449, sur Dig. 4.2.13, Glose *non habebit*, t. V, p. 165, sur Inst. II, 6, 1, 2. Glose marginale.

Ils désiraient ajouter à la subtile analyse de ceux-ci, plus de substance actuelle et pratique et de confronter leurs constructions intellectuelles avec les réalités du milieu où ils vivaient. Aussi, vers l'époque où Accurse établissait la Grande Glose (1), voyons-nous l'auteur du Grand Coutumier de Normandie avouer sur la « Vis », non pas la conception fondamentale du droit romain enrichie par les glossateurs récents, mais la seconde conception de ce droit; et la Vis selon lui s'entend seulement de l'acte illégal faisant grief à quelqu'un, malgré lui, au mépris de la paix du pays et de l'autorité du prince. *Vis est injuria alicui violenter illata ledens pacem patrie et principis dignitatem* (2). Le même auteur associe du reste la « vis » et la « violentia » (3). Peu de temps après, un des précurseurs français de Bartole, Jean Fabre, celui que l'ancienne France a nommé le « Père de la pratique » assimilait de son côté la « Vis » et la « Violentia » tout en adoptant les termes techniques de la Glose (4), et recherchait dans un esprit expérimental dans quels cas et dans quelle mesure la Vis était légale (5).

Quand Bartole vint, la France était donc toute préparée à recevoir cette méthode plus utilitaire de comprendre le droit romain à laquelle il allait don-

1. Peu après 1234, v. Esmein, *Histoire du Droit français*, 11^e édit., p. 802, n^o 1.

2. Chap. 51, *De Vi*, éd. Tardif, p. 135.

3. Chap. 95, éd. Tardif, p. 234.

4. *Commentarius ad instituta*, Liv. I. tit. II.

5. *Brévarium in Codicem*, 308.

ner son nom. Mais si Bartole a marqué de son empreinte tout ce à quoi il a touché, c'est d'une manière bien différente : tantôt c'est seulement l'ampleur et la force de l'exposition qui nous étonnent, tantôt c'est encore la nouveauté et la profondeur de ses vues que nous admirons. Relativement à la « Vis », son apport d'idées personnelles fut presque nul, cependant son génie personnel ne contribua pas médiocrement à vulgariser et à répandre le système *de Vi* des glossateurs.

Bartole s'est posé la question, à la suite d'Hugo, de l'étymologie du mot vis et c'est, il nous faut bien le reconnaître, l'opinion d'Hugo à laquelle il se rallie.

Il est beaucoup plus heureux quand il s'engage dans la définition de la « Vis ». Il remarque, en effet, que cette expression est susceptible d'un double sens : « Sache, dit-il, que le mot « Vis » parfois est proposé pour désigner un acte dirigé contre quelqu'un, et alors il est synonyme de « violentia ». Parfois il désigne la puissance qui réside dans une personne (soit en son âme, soit dans son corps) en tant que cette puissance ne sort pas de cette personne et ne se traduit pas en acte, et alors la « vis » et la potestas sont synonymes (1). »

Bartole assimile donc au xiv^e siècle la « Vis » et la « violentia », à l'instar de Constantin, des lois françaises et de quelques auteurs français du siècle pré-

1. *Commentaria. Dig. 26, I. L. 1 verbo tutela, 4.*

cédent, et c'est sur le fondement de cette identité qu'il transporte autour de la notion de violentia la théorie de l'Ecole légèrement complétée. Voici la traduction de ses paroles : « Il existe beaucoup d'espèces de violences (1). Il en est une qu'on appelle expulsive : elle anéantit la volonté de l'expulsé, elle est réprimée par l'interdit unde vi et on n'en parle qu'à propos d'une chose immobilière ou des choses mobilières qui se trouvent sur cette chose immobilière. Il est une autre violence qu'on appelle turbative : elle peut s'exercer tant sur une chose mobilière que sur une chose immobilière, et contre elle sont donnés les interdits *utrubi et uti possidetis* ; cette violence, comme la précédente, détruit la volonté de la victime. Il est en troisième lieu une violence qu'on appelle inquietative, que vous commettriez si vous éleviez un édifice sur mon bien ou si vous y accomplissiez quelque autre action : cette violence est réprimée par l'interdit *quod vi aut clam* et il peut arriver qu'elle laisse subsister la volonté de celui qui la subit. Il est une quatrième sorte de violence que l'on appelle ablative et qui suppose une action sur une chose mobilière ; cette violence qui supprime la volonté de celui à qui la chose est enlevée, tombe sous le coup de l'action *vi bonorum raptorum* et de la loi Julia de vi. Il est une cinquième violence appelée compulsive, par laquelle quelqu'un est contraint de vouloir et de

1. Tome IV, p. 158. Dig., 4, 2, 13.

consentir quelque chose... » et qui est réprimée par l'action *quod metus causa*.

L'éclat de l'Ecole italienne atteignit avec Bartole son apogée, et, c'est accompagnée de la gloire de ce jurisconsulte, que la théorie de la « Vis » s'acclimata dans la doctrine française.

Au xvi^e siècle Dumoulin la prend à son compte. « Ut pulchre enarrat » comme l'explique si bien la Glose, dit-il, la violence est de cinq sortes... Il énumère les cinq espèces classiques auxquelles il adjoint un sixième cas, celui où le propriétaire s'efforce de recouvrer son bien en dehors de l'autorité du juge (1). Dumoulin ne distingue pas la « Vis » et la « violentia » et il emploie plus volontiers cette dernière expression.

D'Argentré, par contre, s'attache de préférence à la « Vis » et il nous avertit, dans son Commentaire sur la Coutume de Bretagne que la « Vis » et la « metus » sont choses diverses : *sunt autem vis et metus diversa ; namque metus sine vi esse potest et contra vis sine metu* (2). La « Vis » en effet n'est qu'une des causes de la crainte, elle ne la produit pas toujours et elle n'est pas seule à la produire.

L'Ecole historique des romanistes français du xvi^e siècle fut plus voisine en un certain sens de d'Argentré que de Dumoulin. Denis Godefroy, dans

1. *Opera*, III, p. 608, col. 1. Commentaire sur le titre XXI. L. II du Code.

2. *Commentaria un patrias Britonum leges*, art. 283, éd. 1621, 1377 h. 3.

une de ses réflexions sur le livre 47 du Digeste, distingue le dolus et la « vis », comme d'Argenté l'avait fait pour la crainte : *qui vi facit plerumque dolum adhibet, qui dolo, vi non semper utitur* (1), Doneau, le rival de Cujas, écrit dans les mêmes termes (2). Ce jurisconsulte, d'ailleurs, qui semble réunir en lui les qualités de l'Ecole de Bologne et celles de l'Ecole de Bourges, ne dédaigne pas d'introduire la terminologie bolonaise dans la trame de sa pensée (3). Cujas, enfin, commente à la lumière de l'histoire la portée véritable des textes romains sur la « Vis », et dans son commentaire sur le titre *Quod metus causa*, où il semble reprendre à la fois les idées de Cicéron et celles de Marc-Aurèle, il nous enseigne que rien n'est si opposé à l'action en justice que la « Vis » : *Actionibus, foro, jurisdictioni nihil est tam contrarium quam vis. Vim porro dicimus non ferrum et arma tantum, sed et cum quis neglecto juris ordine temere partes jus dicentis usurpat* (4).

*
* *
*

Or, si les romanistes gardaient vivante la notion fondamentale de la « Vis » que Rome avait engendrée, ils n'étaient pas seuls cependant à assumer ce rôle de gardiens. Le droit canon avait des liens très étroits avec le droit romain et c'était une maxime

1. *Corpus Juris civilis*, éd. 1628, t. I, p. 1737 n. F. sur Dig. 47.8.

2. *Opera*, t. IV, p. 405.

3. *Opera*, t. IV, p. 369 et 370.

4. *Opera*, éd. 1722, t. I, 966 E. Comm. ad. *Quod metus causa*.

très courante dans l'ancien régime, en raison de la part importante de droit romain contenu dans les canons, qu'on n'était pas bon canoniste si l'on n'était en même temps bon romaniste et vice versa.

Aussi bien la doctrine des canonistes sur la « Vis » découle-t-elle des principes de la Grande Glose. Hostientis au troisième quart du XIII^e siècle, dans sa Somme connaît et approuve la nomenclature que les Bolonais avaient faite (1), postérieurement cette nomenclature est transmise fidèlement ; nous la retrouvons chez le Panormitanus au XV^e siècle (2), dans Fagnanus au XVII^e siècle (3), et vers la fin du même siècle Reiffenstuel la reprend et la résume dans le *Jus canonicum universale* (4), si bien qu'au XVIII^e s. elle forme la base des Vocabulaires de l'un et l'autre droit : *vis est multiplex* dit-on couramment, en ne distinguant pas d'ailleurs la « Vis » et la « violentia » (5).

Les canonistes, néanmoins, ne faisaient pas qu'imiter et copier les glossateurs. Sans compter que leurs formules étaient parfois plus nettes et mieux frappées que celles de leurs émules, ainsi qu'on peut le constater en ouvrant le Tractatus Tractatum au Traité

1. *Somma*, lib. I. De his que vi metus ve causa fiunt, § 3.

2. Abbas panormitanus, *Commentaria super decretalibus*, Grégoire IX, de his que vim metus ve fiunt. cap. 4 ad audantiam 2.

3. Fagnanus, *Commentaria h. t. sacris* 8.

4. Reiffenstuel, *Jus canonicum universale*, t. II, L. 1. Decretal, tit. 50.

5. Vicat, *Vocabularium juris utriusque*, 1759, t. III, p. 540.

de Spolio de J.-B. Pontanus, leurs études des relations de la « Vis » avec la volonté étaient plus précises et plus averties. Parmi les violences, déclare J.-B. Pontan, les unes suppriment tout à fait la volonté de celui qui souffre la violence (*vis expulsiva ablativa, turbativa*), d'autres laissent subsister la volonté mais celle-ci est contrainte (*vis compulsiva*), d'autres enfin sont mixtes et tantôt le consentement s'y rencontre tantôt il y fait défaut (*vis inquietativa*) *aliae nullum prorsus habent consensum ejus qui violentiam patitur, aliae habent consensum sed coactum, aliae vero sunt promiscuae in quibus potest consensum abesse et adesse* (1). C'est au fond la pensée de Bartole, mais les arrêtes sont ici plus vives et plus incisives.

D'autres canonistes, du reste, adoptant une distinction plus particulière au droit canon, réduisaient les divisions de la « Vis » relativement à ses effets sur la volonté à deux grandes espèces : *ut Fagnanus recte notat, dit Reiffenstuel, vis seu coactio, duplex est ; una absoluta seu precisa quæ importat majoris rei impetum, cui resisti non potest, sicque consensum prorsus excludit. Altera est vis, seu coactio condicionalis, atque alias dicitur vis compulsiva, et haec idem est quod metus, neque prorsus excludit voluntarium* (2).

1. Tractatus illustrium in utraque tum pontificii tum caesarei juris facultate jurisconsultorum duce et auspice Gregorio XIII, au tome XIV ; De Spolio, lib. I, cap. I, De specibus violentiae p. 271, n° 3.

2. Reiffenstuel, *Jus canonicum universale*, II, p. 112.

Ici, certainement, en effaçant la séparation de la « Vis » et de la métus si soigneusement accusée par le Droit romain, les canonistes que nous citons demeuraient en deçà de celui-ci.

N'oublions pas toutefois qu'ils s'en tenaient fermement à concevoir la « Vis » dans son sens ordinaire d'acte unilatéral accompli d'autorité privée, malgré la résistance de l'adversaire et sans l'assistance du juge, et qu'ils s'accordaient, par voie de conséquence, à reconnaître avec le droit romain et les canonistes qu'il est des cas exceptionnels où la Vis est licite, à côté des cas plus communs où elle est illégale : *Vim vi repellere omnia jura permittunt*(1). C'est la formule qu'on ne cesse de répéter(2).

1. Reiffenstuel, *op. cit.*, VI, p. 409.

2. Quand la « Vis » était illicite et qu'elle avait pour résultat une dépossession, le droit canonique avait imaginé contre elle une sanction spéciale le *remedium spolii*. Le spolié devait être remis en possession avant tout autre débat, *spoliatus ante omnia restituendus*. Cette maxime fut mise en œuvre, d'abord par une simple *exceptio spolii*, puis par l'*exceptio spolii* et par une *actio spolii*. Elle se fondait sur le canon *redintegranda* qu'au milieu du XII^e siècle Gratien avait emprunté aux fausses Décrétales (Décret de Gratien c. 1 à 4, c. III, qu. 1). On comparait le *remedium spolii* aux interdits *unde vi* du droit romain. Il donna naissance, en droit civil français, à des sanctions dont il sera parlé. Sur l'histoire embrouillée de la maxime *Spoliatus*, v. Brissaud, *op. cit.*, t. II, p. 1226 et suiv., Viollet, *op. cit.*, p. 628, P. Fournier, *officialités*, p. 164.

CHAPITRE III

LE DÉCLIN DE LA « VIS » ET L'APPARITION DE LA VOIE DE FAIT DANS LE DROIT POSITIF

Cependant voici que depuis quelques siècles aux jours où écrivaient les derniers des auteurs que nous venons de citer, la Nation Française parlait un langage qui s'était développé par elle et avec elle. Le latin n'était plus que la langue des savants ou des écoliers, ou celle, liturgique et théologique, de l'Eglise. De sa substance, les hommes établis en deçà des Alpes, avaient extrait pour leur usage quotidien, des idiomes particuliers qui, surtout à partir du ^{vii}^e siècle, s'étaient éloignés du latin vulgaire pour devenir le roman (1) et se changer enfin en langue d'oc et en langue d'oïl. Ces langues à leur tour s'étaient développées. Au sortir des rêves et des travaux du temps des épopées, la prépondérance littéraire du dialecte d'Ile-de-France avait été assurée et le ^{xii}^e siècle l'avait vue définitive (2). Au ^{xiii}^e siècle, la période du moyen français avait succédé à la période de l'ancien français, et la nécessité d'année en année

1. Brunot, *Histoire de la langue française*, t. I, p. 137.

2. Gaston Paris, *La littérature française au moyen âge*, introd. n° 3.

s'était fait sentir davantage, si l'on voulait que le peuple comprît, que le roi dans ses lois parlât à ses sujets ou à ses officiers le langage courant et que les jurisconsultes écrivissent leurs œuvres dans le même langage.

C'était le roi saint Louis qui avait donné l'impulsion à ce mouvement officiel d'abandon du latin. Sous ce roi, avaient paru, rares encore, les premières ordonnances en langue française ; l'abandon du latin était allé s'accéléralant sous les règnes suivants et à compter de l'année 1325 environ la proportion des ordonnances en langue latine devenait à peu près insignifiante. Dans la seconde moitié du xv^e siècle la rédaction officielle des coutumes en langue française avait été commencée, tandis que la plupart des jurisconsultes effectuaient les mêmes changements : le *Conseil à un ami*, le *Livre de Justice et de Plet*, les *Etablissements de saint Louis*, les *Coutumes de Beaumanoir*, étaient venus au jour en français du terroir pour être à la portée d'un plus grand nombre. Le latin, à vrai dire, s'était ici montré plus vivace. Les jurisconsultes appartenaient à l'ordre des savants, et beaucoup d'entre eux écrivaient encore à la fin de l'Ancien Régime cette langue latine qui était la langue de Rome et de ses lois. Le droit romain d'ailleurs n'était-il pas toujours enseigné dans les écoles ? ne conservait-il pas toujours sa force dans les pays de droit écrit et quelque autorité dans les pays de droit coutumier ? Mais le xvi^e siècle avait modifié quelque chose à cela.

Lorsque, en effet, la connaissance plus exacte et plus passionnée de l'antiquité, jointe à l'amour du temps présent que le xv^e siècle avait préparé, eût éveillé l'humanisme littéraire et provoqué l'essor de la Pléiade, les jurisconsultes avaient eu deux raisons nouvelles d'adopter de plus en plus la langue française et de désertir à proportion la latine : c'était d'un côté la difficulté d'écrire celle-ci selon que le goût devenu plus délicat le demandait :

Quiconque soit qui s'étudie
En leur langue imiter les vieux,
D'une entreprise trop hardie
Il tente la voie des cieux (1).

c'était d'autre part la renommée croissante des choses françaises que célébraient par leurs chants virils, en même temps que les poètes, Amyot et Montaigne, Etienne Pasquier et Jean Bodin.

France, mère des arts, des armes, et des loix,
Tu m'as nourry longtemps du lait de ta mamelle ;
Ores, comme un aigneau qui sa nourrice appelle,
Je remplis de ton nom les antres et les bois (2).

Dès lors, la plupart des jurisconsultes du droit français avaient recouru à la langue de la France. Ajoutons que la jurisprudence ne résistait pas à la poussée de la vie générale : l'ordonnance de Villers-Cotteret de 1539 prescrivait de rédiger les arrêts « en langage maternel français » et enlevait au latin une

1. J. du Bellay, *A Madame Marguerite* d'écrire en sa langue.

2. J. du Bellay, *Les Regrets*, IX.

place importante. Le résultat c'est que la « Vis » et la « violentia » n'avaient plus de valeur que dans la sphère restreinte de la Doctrine que nous connaissons.

Mais, avant même que le latin, emmenant avec lui la « Vis » et la « Violentia », eût été évincé du domaine où il paraissait maître, on pouvait percevoir en lui des signes qui annonçaient sa défaite. Il avait survécu à l'empire mais il était condamné à périr de la même procédure de mort que l'Empire. De même que la chute de l'Empire avait été précédée par des infiltrations silencieuses et isolées de Barbares, la ruine de sa langue avait été préparée par des invasions progressives d'expressions étrangères. Ce phénomène n'est pas malaisé à comprendre. Les rédacteurs des lois, chaque jour en effet, ou les auteurs de Commentaires se servaient dans leurs actions habituelles des mots dont se servait la foule qu'ils côtoyaient. Il eut été extraordinaire qu'une fois revenus devant leur parchemin, les paroles douées de vie ou chargées de passion qu'ils avaient échangées, se fussent subitement trouvées sans empire sur leur esprit. Celui-ci, par ailleurs, était si faible à la résistance ! si dépourvu d'une solide culture antique contrôlée par le goût, orientée vers la beauté ! Effectivement, le vocabulaire latin, tout en conservant quelques apparences antiques, s'était rapproché insensiblement de la langue vulgaire, du bas latin d'abord, puis du roman, puis du français. Aussi, le terme de « Vis » ou celui de « violentia »,

avant que d'être délaissés pour des expressions uniquement françaises, avaient-ils subi le concours d'expressions intermédiaires, avant-courrières de celles-là ou qui n'en étaient que la traduction latine.

Comment, sous l'influence de cette double série de causes délétères, la sève de la vie quotidienne s'était retirée de la « Vis » et de la « Violentia », quelles expressions latines les avaient d'abord suppléées dans un latin dégénéré, quelles expressions les avaient ensuite remplacées dans un français encore imparfait, mais sûr de l'avenir, c'est ce qu'il nous faut voir successivement.

SECTION II

Les notions qui se substituent à la « Vis » dans le latin décadent

Ce fut la notion de « Fortia » qui, pendant la période romane, du VII^e au X^e siècle environ, commença à se substituer à la notion de « Vis ».

La glose de Reicheneau du IX^e siècle, qui indique les synonymes romans des mots latins classiques, nous montre de la manière la plus nette (1) l'identité de sens de ces deux locutions. Les exemples, d'autre part, que nous rapporte du Cange, sont décisifs à cet égard (2). Le mot Fortia était un mot de basse

1. Vis = Fortia : v. F. Diez *Anciens glossaires romans*, trad. A. Bauer. *Bibl. de l'Ecole des Hautes Etudes*, 5, p. 15.

2. Du Cange *Glossarium ad scriptores mediae et infimae latinitatis*, t. III. V° *Fortia*.

latinité dérivé du latin fortis et passé dans le roman. Etymologiquement la fortia ne désignait que la qualité de l'homme courageux, mais de là à l'identifier avec la puissance du corps ou de l'âme, il n'y avait pas loin, et pratiquement la fortia reçut la même signification que la « Vis », tant chez les auteurs profanes que dans les milieux juridiques.

Tantôt la fortia s'entendit du pouvoir juridique d'un homme (1) tantôt elle s'entendit avec une portée plus concrète de l'acte matériel effectué à l'encontre d'une personne ou sur ses biens, en dehors de son consentement et de l'assentiment du juge, et dans ce sens il semble qu'elle ait été répandue de bonne heure. Au ^{vi}^e siècle, la loi Ripuaire la connaît déjà et elle dit « Fortiam facere alicui » (2), dans les cas où l'on disait « vim afferre alicui ». Plus tard le moine Marculfe (^{vii}^e ou ^{viii}^e s.) la signale dans son Livre des Formules (3), et un Capitulaire de Charlemagne de l'année 794, l'interdit entre le rapt et l'incendie comme s'il s'était agi de la « Vis » : *ut raptum et fortiam ne incendium infra patriam quis facere audeat* (4).

En outre de la notion de fortia, mais ici dans le sens de « Vis » illicite par nature, parut aussi l'expression Forisfactum qui se définit proprement un acte effectué en dehors du droit. On peut lire

1. *Op. cit.*, III, p. 374, col. 2.

2. *Loi ripuaire*, t. II, 3.

3. Marculfe Lib. I for, M 27-28.

4. *Du Cange, op.*, p. 374, col. 3.

cette expression, ou celle toute voisine de forisfactura, en l'année 1128 dans la Charte concédée par Louis le Gros à la commune de Laon (1), en 1151 dans des lettres de Louis le Jeune sur les démêlés de l'évêque de Beauvais avec les membres de la commune de cette ville (2), en 1155 dans la Charte de confirmation des coutumes de Lorris (3) et dans beaucoup d'autres textes du XII^e siècle (4) ; elle ne disparaît pas au XIII^e siècle (5) mais parfois, à cette époque, on lui préfère d'autres termes semblables, appartenant à la pure langue classique, celui de maleficiū (6) ou celui d'injuria (7).

Mais l'on aura sans doute reconnu, si peu familier qu'on soit avec les langues mortes, derrière ces formes latines, des mots aujourd'hui bien connus de chacun en français : celui de Force, celui de forfait, celui de méfait.

1. Isamb., I. 139.

2. Isamb., I, 149.

3. Isamb., I, 154.

4. Lettre de rétablissement et de confirmation de la commune de Noyon a. 1181, Isamb. I. 168. Ordonnance du roi Philippe-Auguste à son départ pour la Terre Sainte, 1160 ; Isamb. I. 179.

5. Lettre en faveur des écoliers de Paris, 1200, Isamb. I, 192, Etab. 1205, I. 196. Lettre du 1^{er} mai 1210 sur privilèges des clers en matières criminelle I, 205, Etablissement de mars 1214 sur les Croisés, I, 210.

6. V. un acte de 1214, Isamb. II. 650.

7. Lettres de Philippe-Auguste de 1200 en faveur des écoliers de Paris. Isamb. I, 190, 210.

SECTION III

**Les notions qui remplacent « la Vis »
dans le français naissant**

Nos ancêtres, en effet, tirèrent le mot Force du mot roman Fortia (1). Les premières chansons de gestes nous en fournissent le témoignage. Dans la seconde moitié du xi^e siècle le trouvère qui « décrit » (déclinet) la geste de Roland nous raconte qu'au plus fort de l'assaut livré par les païens à l'arrière-garde de Charlemagne, le fils du roi de Cappadoce paraît : « Il monte le cheval qu'il appelle Marmoire, plus est rapide que n'est l'oiseau qui vole. Il lâche la rêne, pique des éperons, « si vait ferir Gerin par sa grant force », et va frapper Gerin de toute sa force » (2). Force désigne ici la puissance matérielle du corps. — Elle est prise au sens de déploiement de troupes par Benoit de Saint-Maur, poète tourangeau du xii^e siècle dans son roman d'Enée (3).

Que al bois erent asailli
Par force estaient envai. (4)

1. Sur la transformation des mots et le changement de la consonne t en la consonne C, voyez Brunot, *op. cit.*, I, p. 68 à 74.

2. Chanson de Roland, éd. Bédier, v. 1618.

3. V. 3689.

4. La Force s'entend aussi des puissances intérieures du sentiment ; au x^e siècle, dans la Chanson du sire de Coucy l'on apprendra avec charme que

Li cuens de Blois devroit bien mercier
Force d'armors qui lui donna amie

et l'on ne peut pas ne pas applaudir, au commencement

La chantefable d'Aucassin et Nicolette, au même siècle, nous dit : « Et une estoires de Sarrasins vinrent par mer s'asalirent au castel, si le prissent par force » (1). La force désigne ici l'acte par lequel on a raison des résistances et nous sommes ainsi acheminés par cette signification presque juridique à celle que la force reçut des textes officiels.

La première manifestation dont nous puissions parler est du mois de juin 1228. Les rois n'avaient pas encore à cette date promulgué leurs ordonnances en langage français. La force nous est présentée comme le pouvoir ou plus exactement la vertu juridique d'une chose, d'un signe ; « nous avons confremé ches presentes lettres, de la force de notre seel » dit un acte des archives municipales de Valenciennes (2).

Mais au XIII^e siècle la Force désigne aussi une force de la nature comme le latin *Vis Major*. « La force du

du XI^e siècle, à la chanson de Gauthier d'Epinal qui nous dit

Tot altresi commel'aymans deçoit
L'aguillette par force de vertu
A, ma dame, tot le monde retenu
Qui sa bealté conoist et aperçoit.

La plupart de ces exemples sont empruntés aux si merveilleux ouvrages de Lacurne de Se Palaye, de Littré ou de Godefroy, d'autres le sont aux textes.

1. V. encore Joinville, *Histoire de Saint-Louis*, § 249. « Et pour ce ne font force li Assacis se l'on les occist. Quand ils font le commandement dou vieil de la Montagne ». Ici force signifie l'acte matériel par lequel on résiste. Dans le même sens qu'au texte V. la chronique de Froissart IV « et pour ce que li rois se doubtoit que li communautés de Roeme ne l'en fesissent force... »

2. Cité par Godefroy, *Dictionnaire de l'ancienne langue française*, t. IV, p. 65, col. 1.

temps » qui oblige à couper le mât est prévue et les conséquences en sont déterminées dans les jugements de la Mer ou d'Oleron en 1266 (1).

L'idée de méfait, qui remplace dans certains cas l'idée de « Vis » illicite, suit de très près celle de force. Le méfait c'est comme le dit Saint-Louis dans une ordonnance savoureuse et sévère de l'année 1268 ou 1269 sur le blasphème, le « vilain fait » de celui qui fait chose blâmable et le vilain fait s'oppose à la « vilaine parole » (2). La dernière année du xiii^e siècle voit paraître une ordonnance de Philippe le Bel contre les voleurs de gibiers et de poisson où il est écrit : « Les baillis des lieux les puniront bien et âprement selon leurs *méfais* et si comme raison donra » (3). En novembre 1302, une ordonnance du même roi sur les officiers du Châtelet de Paris leur défend de connaître de « l'héritage » du roi, « ne en possession, ne en propriété, ne ne termineront nul gros *méfait*, ainçois le rapporteront au prevost » (3), et l'ordonnance du 6 août 1349 sur la tenue des foires de Brie et de Champagne accorde aux marchands la juridiction privilégiée des gardes de la foire « si ce n'est par *méfait* présent » (4). Le

1. Ce recueil de droit maritime, qui est le pendant en France du *Consulat de la mer*, a été rédigé vers 1152 par ordre d'Aliénor d'Aquitaine, mais il n'a été publié que 1266 revu et corrigé.

2. Isamb., I, 342.

3. Isamb., II, 724.

4. Isamb., II, 750, 41, V 548. V. également au xiv^e siècle ; O. mars 1321 sur la vente au détail et au poids des épiceries et autres marchandises. Isamb., 390 ; O. 14 mai 1338 rendue à la suite des Etats Généraux de Compiègne, V. 8.

méfait équivaut au délit par fait et il arrive que parfois les expressions de méfait et de délit soient usitées côte à côte. Du reste ce ne sont pas seulement ces deux termes synonymes que l'on retrouve associés ; nos pères ont adoré longtemps l'abondance verbale et il n'est pas rare de voir des idées de force de méfait et de délit d'injure et de maléfice, d'autres encore s'enchevêtrer dans un même document.

Le gouvernement de Philippe le Bel, dans sa célèbre ordonnance du printemps 1306 sur les duels et gages de bataille nous en donne un exemple typique. Il détache « la force » qu'il prend dans le sens de puissance matérielle du corps et qu'il oppose, à l'image de ce qu'avaient fait les Capitulaires pour la violence, à la ruse, à « l'engin » : « ... qui se plaint, lit-on dans l'envoi final de cette ordonnance, et justice ne trouve, la doit-il de Dieu requérir : que si pour intérêt sans orgueil et mal talent ains seulement pour son bon droit il requiert bataille jà ne doit redouter *engin* ne *force* ; car Dieu, Notre-Seigneur Jésus-Christ, le vrai juge, sera pour lui (1) » La « Force » est ainsi nettement définie par séparation d'avec la ruse. Son usage d'ailleurs apparaît comme licite. Le passage suivant, extrait de la même ordonnance, au contraire, nous montrera son usage illicite et nous fera en même temps saisir sur le vif la multiplicité des mots pour une même idée : le terme de violence, dérivé sans effort du latin vio-

1. Isamb., 832.

lencia, comme force était dérivé du bas latin fortia, s'y rencontre, en effet au sens d'acte illicite.

« Sçavoir faisons, que comme ença en arrière, pour le commun prouffit de nostre royaume, nous eussions défendu generally à tous nos subjets, toutes manières de guerre, et tous gaiges de bataille, dont plusieurs malfaicteurs se sont avancez par la *force* de leurs corps, et faux engins, à faire homicides, trahisons, et tous autres *malefices*, *griefs* et *excès*, pour ce que quand ils les avoient faits couvertement et en repost, ils ne pouvoient estre convaincus par tesmoins, dont par ainsi le maléfice demouroit impuni, et ce que en avons fait est pour le commun prouffit et salut de nostre royaume; mais pour oster aux mauvais dessusdits toute cause de malfaire, nous avons nostre dessusdite deffense attempérée par ainsi, que là où il aperra évidemment homicide, trahison, ou autre grief *violences* ou *malefices*, excepté larrecin, parcoy peine de mort s'en deust ensuivre, secrètement ou en repos, si que celui qui l'auroit fait, ne peust estre convaincus par témoins, ou autre manière suffisante » (1)

Au milieu du xiv^e siècle la manière dont la chancellerie de Jean le Bon résume et rappelle l'ordonnance de saint Louis sur la Quarantaine le Roi est plus pittoresque encore (2) :

Toutesfois que aucuns descorde, tenchon, meslée, ou *délict* estoit meus en caude-meslée entre aucuns de nostre royaume ou par agait, et *de fait* appensé (3), desquelles causes plusieurs occisions, mutilations, et plusieurs autres *injures* souventes fois avoient li ami carnel (4) de chiaux qui les dites *mellees* et *delicz* faisoient, demeu-

1. Isamb., II, 832.

2. Isamb., I, 247.

3. Guet-apens.

4. Parents.

roient et demeurer devoient en leur estat du jour dudit *assault* ou *meffait* jusques à quarante jours continuelement ensuivans, excepté tant seulement les personnes qui *s'entremeffaisoient* lesqueles personnes pour leur meffait pooient être prins et arresté, tant durant les dis quarante jours come après, et pooient estre emprisonnez ès prisons des justiciers, en le juridiction desquels li dit *maléfices* avoient esté perpetré pour être justicié de leurs malefices, selonc le qualité du délit, ainsi que le ordres de droit l'enseigneoit. Et ce, en dedans le terme des quarante jours devans di aucuns du lignage, progenie, consanguinité, ou affinité d'aucunes des partis principalement *neffaisans* à aucun de l'autre lignage des dits méffaisans, en aucune maniere fourfaisoit, ou malfaisoit pour chelle cause en prenant vengeance ou en aultre manière, excepté les *mal-fauteurs* principales devant dis, liquel, si come dit est pooient estre prins et puni, si come li cas le désiroient».

C'est dans une telle atmosphère des lois, parmi cette floraison d'images colorées où la couleur « fait » domine que la voie de Fait naquit. Le premier document où elle se manifeste est une ordonnance du gouvernement de Jean le Bon du 28 décembre 1355. L'on était à ce moment plongé dans les tristesses de la première phase de la guerre de Cent ans (1). Les Etats de Languedoc s'étaient réunis pour remédier aux abus que la guerre révélait dans les institutions de la France, l'ordonnance du 28 décembre fut promulguée pour faire droit aux doléances des Etats. Les derniers articles sont relatifs aux excès des Compagnies, de si mauvaise renommée

1. Rappelons que la guerre de Cent ans se divise en quatre période de revers et de succès alternés : Au commencement les revers, à la fin les succès.

dans l'Ancien Régime, et l'article 30 est ainsi conçu :

«... Pour ce que pour fournir notre guerre, il nous convient avoir soudoiers dehors nostre royaume tant de genz de cheval comme de pié, lesquelz aucunes fois pillent et robbent sur les villes et sur les Eglises, et autres subgiez de nostre royaume, et font moult de dommages et extorcions, si avons ordene et ordenons que il sera crié et deffendu publiquement sur la hart (1), que nulz soudoiers ne preignent, pillent, ou robbent Blez, Vins, vivres ou autres choses en quelque lieu que il aillent, ne sur quelque personne que ce soit ; et se ils prenaient ou s'efforçaient de prendre aucune chose de leur autorité. Nous voulons que chascun leur puisse *résister par voie de fait* ; et se pourront les bonnes gens et les villes aider l'une à l'autre, et assembler selon ce que bon leur semblera, senz son de cloche, pour resister et contrestre ausdiz Pilleurs ; et se les bonnes gens, et les villes ne sont assez forts pour résister à euls, ils pourront aller à la plus prochaine justice, laquelle sera tenue de euls aider et conforter, et faire tant que la force en soit leur ». (2)

Visiblement, ce n'est pas cette ordonnance qui a forgé l'expression *voie de Fait*. Sa rédaction, comme son esprit, paraissent indiquer qu'on se réfère à une manière courante d'entendre ces mots et qu'on prend celle-ci dans son sens ordinaire. L'ordonnance de 1355 est l'acte révélateur d'un usage existant, non pas l'acte créateur d'un usage nouveau. Mais de quand date cet usage antérieur que ce document constate ? c'est ce que nous ne pouvons

1. C'est-à-dire sous peine de la pendaison.

2. Qu'ils aient le dernier mot. Ordonnances des rois de France de la troisième Race, III, p. 36, (Louvre).

dire (1). En tout cas, ce mâle et royal langage nous découvre dans quelle mesure la voie de Fait, cette année-là, était l'héritière de la « Vis » romaine. Son héritage se composait d'une bonne partie du domaine que nous avons appelé celui de la conception fondamentale de la « Vis » : la voie de Fait était l'acte matériel par lequel un particulier se faisait justice à lui-même, l'acte accompli sur la personne d'autrui (en l'espèce les gens de guerre), ou sur les biens détenus par autrui (en l'espèce les objets volés), en dépit de sa résistance et sans un titre du juge (2), dans le but de réaliser un droit qu'on prétendait posséder ; en outre, dans ses rapports avec la légalité, la voie de Fait, à cette première apparition, se présentait comme un acte licite, comme un acte approuvé par le droit. C'étaient bien là les caractères essentiels de la « Vis » classique, c'était bien de la « Vis » classique que cette nouvelle venue à son tour participait réellement. Il est vrai que la voie de Fait ne répondait pas encore absolument à la définition ordinaire de la « Vis » romaine. Il y a, en effet, quelque chose dans notre définition qui ne se trouvait pas dans la définition

1. Tout ce qu'on peut dire c'est que le terme « voie » était prodigué de mille manières par les contemporains, ainsi qu'on peut le constater dans Godefroy, et que l'ordonnance de 1306 précitée, pour parler de duel, parlait de « voye de gage » de bataille : « La voye de gage » de bataille peut être regardée comme la messagère de la « voie de fait »

2. Remarquons que la « justice » dont parle l'ordonnance ne désigne pas le service public qui consiste à dire le droit : la « justice » du lieu c'est l'endroit où siège l'administration.

de la « Vis » La voie de Fait, avons-nous dit, s'entend d'un acte exercé « dans le but de réaliser une prétention de droit ». Voilà une exigence d'ordre psychologique qui était tout à fait inconnue au droit romain, aux Capitulaires et à la doctrine des romanistes et canonistes, qui considéraient qu'un simple acte volontaire et conscient, sans aucune autre condition psychologique était une « Vis ». Sous ce rapport, la voie de Fait au stade de l'ordonnance de 1355 était, dans son principe, relativement moins large que la notion fondamentale du droit de Justinien. Mais ce stade fut de courte durée.

Après 1355, la voie de Fait devint dans les lois un phénomène périodique. Nous la rencontrons en moyenne sept fois par siècle, et si l'on excepte le règne de François I^{er} et celui de Henri II qui sont muets à son sujet, il n'est pas de génération royale qui passe, sans que quelque écrit du pouvoir central ne vienne en nommant la voie de Fait, nous livrer sa pensée sur elle. La portée de la voie de Fait, en conséquence, très vite s'affermit et s'augmente. Cette idée, à l'appel des faits, s'éploya même plus loin et plus librement que l'idée latine.

Sur le champ de l'action humaine, on ne trouvera pas néanmoins, dans les pages qui vont suivre, le relevé chronologique de ce développement : « qui pourrait tout dire sans un mortel ennui ? » La voie de Fait d'ailleurs, n'a pas obéi durant le cours de l'ancien régime à une loi dynamique régulière comparable à celle qui dirige la « Vis » en Droit romain.

Point de marche progressive et continue, point d'expansion constante. Dès la fin du xiv^e siècle, à ne l'envisager pour le moment que dans le droit positif, la voie de Fait avait pris dans le droit la place qu'elle allait garder jusqu'à la Révolution, et les divers monuments juridiques postérieurs n'allaient faire que puiser au gré de la nécessité ou de l'opportunité politique dans une notion que l'on connaissait bien. Il serait dès lors superflu de dessiner la courbe séculaire du flux et du reflux, des hauts et des bas que dans l'emploi de la Voie de Fait des événements d'ailleurs lointains provoquèrent. Notre tâche consistera avant tout à dégager la théorie même de la voie de Fait dans l'ancienne France, notre méthode sera une méthode de synthèse juridique, non une méthode d'analyse historique ; nous ne négligerons pas cependant de faire appel à celle-ci lorsque cela paraîtra bon.

Nous étudierons d'abord dans un chapitre premier la voie de Fait et le droit positif. Nous rechercherons ensuite dans un chapitre II quelle a été l'attitude des jurisconsultes à l'égard de la voie de Fait ; et, comme nous avons omis, pour des raisons de clarté d'indiquer dans les pages qui précèdent de quelle manière la « Force » et la « voie de Fait » sont nées parmi eux, nous le montrerons alors.

LIVRE SECOND

LE DROIT DE L'ANCIEN RÉGIME

CHAPITRE PREMIER

LA NOTION DE VOIE DE FAIT DANS LE DROIT POSITIF

Les sources du droit positif de l'Ancien Régime étaient formées, comme celles du droit contemporain, de dispositions par voie générale et de dispositions par voie particulière. Les premières comprenaient des ordonnances royales et des coutumes locales ; les secondes, des arrêts des Cours et des *actes* d'administration. On ne consacrerait pas cependant de divisions particulières à aucune d'entre elles. Les coutumes, rédigées au xvi^e siècle sous le contrôle de juges royaux et quelquefois par eux n'ont fait que répéter, dans les sphères circonscrites des provinces et des cités, ce que disaient les ordonnances *Omni-bus Gallis*. De même, les Parlements et les gens du Roi ne faisaient qu'appliquer aux cas particuliers disséminés par tout le royaume, les règles

et les notions contenues déjà dans les coutumes et dans les ordonnances. Toute conception de la voie de Fait dans le droit positif procède des ordonnances. Aussi feront-elles la trame de ce chapitre premier.

La voie de Fait, avons-nous dit, a eu dans le droit de l'Ancien Régime la même portée que la Vis dans sa conception fondamentale ; son caractère de légalité ou celui d'illégalité sont variables et accidentels et doivent rester en dehors de la définition de la voie de fait, qui ne doit se fonder que sur des caractères stables et permanents. Mais, comme le problème de la légalité de la voie de Fait est un problème du plus haut intérêt social, il sera nécessaire de montrer par quels principes l'Ancien Régime l'a résolu et de faire suivre la définition de la voie de Fait d'une description complémentaire de ses rapports avec la légalité. Nous le ferons dans une seconde section. De plus, comme les notions de Force, de Violence et de Fait se maintiennent dans les lois à côté de la voie de Fait, leurs relations avec celle-ci devront être l'objet d'une III^e section. La première sera consacrée à définir la voie de Fait.

SECTION I

Définition de la voie de Fait

L'étude permet de dégager de la comparaison des textes une signification d'ensemble et des significations diverses. Celles-ci ne sont que des formes

plus ou moins étendues de la première, elles seront analysées en second lieu.

* * *

I. — Dans sa signification d'ensemble, la voie de Fait s'entendait dans l'Ancien Droit, de tout acte matériel simple (1) d'un particulier, effectué volontairement et le plus souvent de mauvaise foi, en dehors de la voie amiable ou de la voie de Justice, à l'encontre de la personne d'autrui ou des biens possédés ou détenus par autrui. Analysons successivement les divers éléments de cette définition.

1^o Au point de vue matériel, la voie de Fait se présentait toujours comme un acte physique de particuliers français ou étrangers, ordinaires, privilégiés ou serfs (2), ou à l'encontre de personnes, sur ou à l'encontre des biens. De ce chef, elle se distinguait des actes qui, tout en possédant une consistance physique ne s'exerçaient pas effectivement sur les choses ou les personnes, ou bien n'étaient pas dirigés contre elles, c'est-à-dire les paroles (3) les gestes, les écrits ne comportant pas d'entreprise. L'on rencontre, il est vrai, deux ordonnances qui de

1. L'acte juridique n'était pas une voie de Fait.

2. Sur l'état des personnes pendant l'Ancien Régime, Esmein, *op. cit.*, II^e éd., p. 748 s.

3. Les « lascivetés, injures, invectives, convices », des écoliers dans leurs farces que défendit l'ordonnance de Blois de mai 1579, art. 80 (Is., X, 876) n'étaient donc pas des voies de Fait. Fréquemment, l'on rencontre la distinction de la voie de Fait et des paroles injurieuses.

prime abord paraissent démontrer le contraire (1), mais l'on remarque bientôt que les paroles ou écrits que ces textes assimilent aux voies de Fait sont ceux qui précèdent le duel et que c'est par une sorte d'attraction ou, si l'on veut, d'accession, que ces actes sont appelés voies de Fait comme les duels eux-mêmes. Il fallait, pour l'existence de la voie de Fait une mainmise physique réelle, mais il n'était pas cependant nécessaire que cette mainmise fut brutale. On concevait la voie de Fait comme pouvant être calme aussi bien qu'emportée.

2° Au regard de l'état d'âme psychologique que la voie de fait supposait, les actes qualifiés de voies de fait étaient tous d'ordinaire des actes volontaires, c'est-à-dire des actes impliquant volonté d'agir sur les choses ou sur les personnes, et dans la plupart des cas où les textes la mentionnent, la voie de fait apparaît comme un acte effectué de mauvaise foi, c'est-à-dire avec la conscience qu'on agit en dehors de son droit.

2° Au point de vue social la voie de fait demandait la rencontre de deux conditions : 1° il fallait que la chose ou la personne objet de l'entreprise du particulier se trouvât entre les mains d'autrui ; 2° il fallait que l'entreprise fut opérée malgré la volonté contraire d'autrui et en dehors de toute autorisation du juge.

1. La voie de fait, tout d'abord, était de la classe

1. Déclar. du 18 janv. 1613. Guenois, *Conférence des Ord.*, I, p. 313, Edit de sept. 1651, art. 4. Isamb., XVII, 263.

des troubles faits à autrui. L'on n'avait pas la notion de voies de fait commises par un particulier sur soi-même ou sur la chose qu'il détenait, et la victime d'une action devait être autre que l'auteur lui-même, pour qu'on pût appeler cette action du nom de voie de fait. C'est dans ce sens que les monuments de l'ancien régime permettent ou défendent de procéder par voye de fait (1), de résister par voye de fait (2), d'entreprendre contre quelqu'un (3), de courir sus (4), d'attaquer par voye de fait (5), d'en venir aux voyes de fait (6), d'exiger des péages et des contributions par voie de fait (7), d'envahir (8), d'occuper (9), de déposséder par voie de fait (10). Mais cela étant, il n'était pas indispensable pour l'existence de la voie de fait que la victime possédât quelques qualités particulières : ce pouvait être un sujet ordinaire ou un privilégié ou un officier du roi ; et quant aux biens, il était indifférent s'ils se trouvaient entre les mains des particuliers, ou entre les mains

1. O. 22 mai 1360 Is., V, 95 ; 5 oct. 1361 Is., V, 126 ; Lettres, 18 mai 1380, Is., IV, 529 ; 12 oct 1405, Is., VII, 101, 103 ; 6 juin 1413, Is., VII, 394.

2. O. 28 déc. 1355, Is., IV, 460 ; 28 mars 1395, Is., VI, 762 ; Lettres, 29 avril 1407, Is., VII, 142-144 ; O. mai 1413, Is., VII, 380 ; Edit 2 nov. 1439, Is., IX, 65 ; o. 21 nov. 1463 (Ord. 3^e Race XVI, 108) ; 30 janvier 1466, Is., X, 528 ; Edit janv. 1572.

3. Edit avril 1602, Fontanon I, 665, juin 1643, Néron I, p. 474.

4. Lettres 1 sept. 1408, Is., VII, 187.

5. Déclar. 18 janv. 1613 ; Guenois I, 813.

6. Ed. déc. 1578, Is., XIV, 376 ; sept. 1661, Is., XVII, 261 s.

7. Décl. déc. 1559, Is., XIV, 19 ; 9 mars 1780, Is., 26, 278.

8. Lettre du 30 août 1416, Is., VII, 574-578.

9. O. 19 mars 1483, Is., XI, 109.

10. O. avril 1667, titre XVII, art. 2.

du roi, s'ils étaient sur le sol français ou en dehors du sol français, si c'étaient des forêts, des palais, des terres, des eaux, des bijoux, il suffisait qu'ils fussent l'objet de la détention ou de la possession d'autrui.

2. La voie de fait ne postulait pas seulement une certaine situation de l'objet de l'entreprise, elle supposait en outre une certaine attitude particulière de la victime et une certaine attitude particulière du pouvoir judiciaire : la résistance de celle-là, le silence de celui-ci.

La voie de fait c'était essentiellement l'acte matériel qui dénouait un conflit de prétentions sans l'assentiment de l'adversaire et sans l'intervention de l'officier de justice. Voie de fait s'opposait toujours dans le fond des choses à voye amiable et à voye de justice. Parfois, les textes exprimaient clairement cette antinomie. Des lettres de Charles VI, datées du bois de Vincennes du 12 août 1405 donnaient pouvoir à la reine Isabeau d'apaiser « par voye de justice ou par voye amiable, se faire se pouvoit » les querelles survenues entre le duc d'Orléans et le duc de Bourgogne, et de « faire commandement et défense de non procéder par voye de fait (1) ». D'autres dispositions opposaient d'une manière en apparence plus générale, plus large, la voye de fait à la voye de

1. Isamb., VII, Loi 103, v. Juvénal des Ursins, *Hist. de Charles VII*, p. 167, O. 22 mai 1360, Isamb., V. 95.

2. O. 5 oct. 1361, Isamb., V. 125. Ed. juin 1643, Is. XVII, 13.

L'édit de sept. 1655 oppose les voies de fait aux voies civiles et ordinaires : Isamb., XVII, 263.

droit (2), mais la voye de droit en réalité ne désignait pas alors autre chose que la voye amiable et la voye de justice et la voye de fait se définissait toujours par opposition à celles-ci. Lorsque la solution d'un conflit était laissée à la voye d'accord ou à la voye de justice et qu'un contrat ou un jugement résolvait en dernier ressort un différend, il n'y avait pas de voye de fait et le duel judiciaire, par exemple n'était pas une voye de fait ; mais lorsque c'était la puissance matérielle qui était l'arbitre suprême et qui avait le dernier mot, alors il y avait voye de fait, et cela, même si le dernier mot était reconnu à la Force par entente préalable comme dans le cas du duel ordinaire, car dans ce cas le contrat intervenu n'était pas réellement un contrat d'accord, qui terminait le différend, un contrat d'apaisement et de voye amiable, c'était un contrat de voye de fait. Commettre une voye de fait c'était en définitive accomplir ses volontés par la puissance matérielle, sans l'intervention du juge, à l'encontre de quelqu'un quine consentait pas, mais qui au contraire résistait et luttait : La voie de fait se confondait parfois avec la voye des armes, ou la voye d'hostilité ou la voye de guerre (1).

1. Ces expressions se retrouvent dans les textes : voye des armes : déclar. 13 mars 1646, Is. XVII, 56. Edit juin 1609 : Guenois, *La nouvelle conférence des ordonnances*, t. I, 809 ; Isamb., XV, 352 et 354. Voye d'hostilité : Lettres de réunion définitive de la Provence à la Couronne, oct. 1486, Is. XI, 166 ; Edit de Nantes, avril 1598, Is., XV, 197. Voye de guerre : Lettres de Charles V du 18 mai 1380, Is., IV, 529.

Telle était la façon d'entendre la voie de fait, prise dans sa généralité et considérée comme un ensemble.

*
* *
*

II. — En pratique, cette notion générale partout latente dans les divers monuments de l'Ancien Droit, qui parlent de voie de Fait, n'apparut pas toujours avec la même étendue. On doit distinguer trois groupes d'ordonnances.

Il est d'abord des ordonnances et des coutumes qui reçoivent la voie de Fait dans la généralité de son sens : Elle est en ce cas — on vient de le voir — le procédé par lequel on tranche soi-même un conflit de volontés, en portant la main sur les personnes ou sur les biens d'autrui. C'est de cette façon qu'elle est comprise dans l'ordonnance du roi Jean du 28 décembre 1355 (1), du 22 mai 1360 (2) et du 5 octobre 1361 (3), dans les lettres de Charles V du 18 mai 1380 (4), et dans quelques actes du règne de Charles VI : Ord. du 28 mars 1395 (5), lettres du 12 octobre 1405 (6), du 29 avril 1407 (7), du mois de mai 1413 (8). La chancellerie de Charles VII la mentionne dans l'Edit ou Pragmatique Sanction du

1. Is., IV, 760.

2. Is., V, 95.

3. Is., V, 126.

4. Is., V, 529. v. Du Cange sur Joinville, *Hist. de Saint-Louis*, ed. 1669, p. 346-347.

5. Is., VI, 762.

6. Is., VII, 101-103.

7. Is., VII, 142-144.

8. Is., VII, 380.

2 novembre 1439 (1) et Louis XI dans les ordonnances du 21 novembre 1463 (2) et du 30 janvier 1466 (3). Enfin le gouvernement de Charles IX s'y rapporte dans l'édit de janvier 1572 (4) et la Coutume de Bretagne également en son article 676, rédigé en 1580 (5).

Dans tous les autres textes au contraire, l'on ne rencontre pour la voie de Fait qu'un sens plus restreint.

Quelquefois c'est de mainmises sur les biens dont il s'agit. Ainsi les lettres de Charles VI du 30 août 1416 parlent de ceux qui *envahissent* les biens des rebelles par voye de fait (6) ; l'ordonnance de mars 1483 (7) et l'édit de janvier 1572 dans son article 7 (8), s'occupent des voies de fait consistant en des *usurpations* de bénéfices ou autres biens appartenant à l'Eglise ; l'ordonnance d'avril 1667 traite d'une manière générale de la *dépossession* par voie de fait (9) et la Coutume de la ville et chastellenie de Cassel, dont la rédaction est de 1613, consacre son chapitre XLV à quiconque *trouble* la possession d'un autre par voye de fait (10).

1. Is., IX, 65.

2. Ord. Louvré, XVI, 188.

3. Is., X, 528.

4. Is., XIV, 247.

5. Bourdot de Richebourg, *Coutumier Général* ; Guénois, *Conf. des Coutumes*, p. 1626.

6. Is., VII, 574-578.

7. Is., XI, 109.

8. Is., XIV, 247.

9. Tit. XVIII

10. Bourdot de R., I, 702.

Mais ordinairement la voie de Fait se dit des mainmises physiques accomplies sur les personnes. Les mainmises dont il s'agit sont le plus souvent brutales : ce sont des « excès », des coups, suivis de contusions et de sang versé, comme nous le montrent les nombreuses ordonnances sur les duels et celles sur les guerres de religion. Cependant la voie de fait se dit plus largement de toute entreprise sur le corps d'autrui. L'on pourrait lire en ce sens des ordonnances, des coutumes et des arrêts nombreux.

Le 12 octobre 1405 ce sont des lettres patentes sur le différend entre le duc d'Orléans et le duc de Bourgogne (1), le 6 juin 1413 des lettres portant nouvelle défense de s'armer (2), au mois de juin 1510 l'ordonnance sur la réformation de la justice (3) au mois de décembre 1559 une déclaration qui abolit les nouveaux péages établis sur la Loire (4) ; en juillet 1561 (5) et le 10 février 1566 (6) deux édits du Chancelier de l'Hôpital, et sous Henri IV (7), Louis XIII (8), et Louis XIV (9), les édits et déclarations sur les duels, le 19 avril 1681 un arrêt du Conseil sur les agissements des protestants (10), en

1. Is., VII, 101-103.

2. Is., VII, 393.

3. Is., XI, 597.

4. Is., XIV, 19.

5. Is., XIV, 3.

6. Is., XIV, 200.

7. Ed. avril 1602. Fontanon, 1, 665.

8. Décl., 18 janvier 1613 ; Guénois, I, 813.

9. Ed. juin 1643, Is., XVII, 13 ; sept. 1651, Is., XVII, 261.

10. Is., XIX, 266.

mars 1685, le Code noir touchant la police des îles de l'Amérique (1) enfin l'édit de février 1723 sur les outrages faits aux militaires par les gens de robe (2) et la déclaration du 9 mars 1780 concernant les attroupements avec port d'armes (3).

Dans les coutumes également la voie de fait sur les personnes est relativement répandue. La Coutume de la Salle et Chatellenie d'Ypre a un chapitre « de commettre voye de fait » (4), et un autre : « de commettre voye de fait dans l'Eglise ou dans le cimetière » (5) et elle fait mention de la voie de fait au chapitre « des assurances » (6) ou à celui : « Quiconque se défend » (7). La Coutume de la ville et Châtellenie de Bailleul et de celle de l'échevinage de Cassel agitent le sort de celui qui insulte quelqu'un par voye de fait (8), la Coutume de Sens montre les rapports de la voie de Fait avec la « sauvegarde » (9) ; la Coutume de Tournay s'occupe des devoirs des Prévosts dans les cas où la voie de fait est à craindre (10).

Nous avons cité jusqu'ici des coutumes du Nord ou du Centre, mais on peut citer au Midi la cou-

1. Is., XIX, 494.

2. Is., XXI.

3. Is., XXVI, 278.

4. Chap. 37, Bourdot de R., I, 833.

5. Chap. 6, Bourdot, I, 829.

6. Chap. 30, B. I, 832.

7. Chap. 44, B. I, 834.

8. Bailleul, 10, B., I, 986 ; Cassel 425, B., I, 725.

9. Art. 168, B., II, 496.

10. Chap. XIII, B., II, 959.

tume de Béarn qui à la « rubrica de homicidis et excès en beès de sang » parle assez longuement du fait de « procéder per via de feyt » (1).

Les monuments judiciaires, où se trouve la voie de fait, sont rares, — il est vrai que d'ordinaire nous ne possédons pas in extenso les sentences des Parlements et qu'ainsi nous ne connaissons pas leur vocabulaire exact, — mais lorsque la voie de fait y paraît, c'est au sens de « batteures » et « navreures », selon le langage du *Registre criminel du Châtelet*, c'est-à-dire de coups et de blessures non mortels (2), ou de coups qui mettent à mal de mort celui qui les reçoit (3).

SECTION II

Rapports de la voie de Fait avec la légalité Notes sur la voie de Fait dans les Mœurs

Les sources officielles du droit de l'Ancien Régime ne considèrent pas comme un caractère indispensable de la voie de fait son illégalité.

*
* *
*

I. — La voie de fait cependant fut ordinairement

1. Art. XIII. B. IV. 1091.

2. *Registre criminel du Châtelet*. Procès de Marguerite de Bruges du 1^{er} juin 1390., éd. Fagniez 1.267, celui de Jehan de la Ramée *ibid.*, 1.408.

3. V. Godefroy, *Dictionnaire de l'ancienne langue française*, t. X, p. 834, col. 2 ; *adde*, un arrêt de la Tournelle du 3 juillet 1781, rapporté dans *Gaz. Trib.*, 1781, 243.

une action illicite (1). Nous voyons les Etats Généraux de 1484 réclamer du roi Charles VIII, au lendemain de la mort de Louis XI, la poursuite des voies de fait et leur disparition : « Semble aux estats que le roi doit faire administrer bonne et briefve justice à ses susjects... et tellement pourveoir et ordonner, que toutes violences, oppressions et voyes de fait soient déffendues et prohibées par tout le royaume, Dauphiné et pays adjacens » (2). Rien mieux que cette requête ne pouvait plaire au nouveau roi, car les rois de France toujours ont considéré que la chasse aux voies de fait était l'un des plus importants devoirs de la Royauté, devoir envers les sujets tout d'abord, devoir envers la Couronne elle-même ensuite. La Royauté avait conscience (sauf à oublier parfois sa conscience étant exercée par des hommes faillibles) (3) qu'elle devait aux sujets la Paix, c'est-à-dire la sécurité de leurs biens et de leurs personnes et la Justice publique, c'est-à-dire le règlement de leurs différends par des magistrats éclairés et impartiaux. A la dignité de la

1. C'était un délit. L'expression « délit » dans l'Ancien Régime ne s'appliquait pas seulement aux actions illégales accomplies de mauvaise foi (Ed. de janv. L. 534 sur la répression des voleurs de grand chemin, Isamb., XII, 40 r). Elle s'entendait aussi de toute illégalité en général (Edit d'août 1669 sur les eaux et forêts, Isamb., XVIII).

2. Is., XI, 49.

3. Ce qui explique qu'on songeât à lui rappeler ses devoirs. v. Fénelon, *Examen de conscience sur les devoirs de la royauté*, Bossuet, lettre au roi Louis XIV, datée de Saint-Germain 10 juillet 1675. Sorowski, *Bossuet et les extraits de ses œuvres diverses*, p. 85 s.

Couronne, elle devait de préserver ou de débarrasser le Royaume des désordres et des troubles, pour augmenter au dedans et au dehors sa souveraineté et sa gloire. Or il n'est pas douteux que par suite de sa nature elle-même, la voie de fait ne fut d'ordinaire un trouble et un désordre, une atteinte à la Souveraineté du Roi, une violation de la Paix et de la Justice, et c'est pourquoi, presque à chaque règne, les actes officiels qui parlaient de voies de fait, étaient destinés à la réprimer. Le principe de l'illégalité de la voie de fait était une maxime d'Etat.

Au cours de l'Ancien Droit quatre sortes de voies de fait surtout ont été prosrites et défendues.

I. — Ce sont d'abord les guerres privées, ces fées malignes qui avaient entouré le berceau de la voie de fait, guerres des cités entre elles (1) ou des nobles entre eux, et les duels qui ne sont, selon le mot de Paul Viollet, qu'une « guerre privée en miniature » (2). Ces voies de fait par lesquelles la noblesse se faisait justice à soi-même, au mépris de la Justice et de la Souveraineté du roi, ont été l'objet de prohibitions sans cesse renouvelées. Leur histoire n'est qu'un épisode de la lutte des Rois contre la féodalité et son esprit (3). Saint Louis, Charles V, Richelieu, Louis XIV ont marqué entre tous, la législation de la

1. La guerre privée des cités existait déjà dans la Gaule avant la conquête romaine. Bloch, *Histoire de France*, Lavisse, I, p. 68; v. sur la guerre privée des villages au Moyen-Age, Boutaric, *Actes du Parlement de Paris*, t. II n° 5803, 5869, 5870.

2. *Etablissement de saint Louis*, t. I, p. 183.

3. V. Du Cange, Dissertation 29 sur Joinville, *Histoire de saint Louis*, 1669.

matière, du sceau de leur volonté propre ; mais c'est à notre avis dans l'ordonnance du 5 octobre 1361, rendue pendant le règne de Jean le Bon au lendemain du traité de Brétigny, que se révèlent le plus à vif les préoccupations constantes de la Royauté :

« Nous avons entendu que aucuns nobles et autres de notre royaume, disanz estre privilégiés ou accoustumez de user de défiances et de guerres les uns contre les autres, combien ce ait esté plusieurs fois par nous défendu pour cause de nos guerres, veulent à présent soubz umbre de la paix publiée en notre royaume, et s'efforcent, de faire défiances et guerres entre eulx et de procéder par voie de fait, et leurs mauvaises volontés accomplir ou dommager publiquement sans obéir ne ensuyvre les voies de droit et de justice, en lésion de nous et de notre seigneurerie et souveraineté, et très grant grief, dommage et esclandre de notre royaume et de nos bons et loyaux sujets, que nous voulons et entendons, à l'aide de notre Seigneur, tenir en paix et en tranquillité et souvenir par bonne justice ; Et pour ce, par grant déliberacion, avons ordené en notre conseil et ordonnons par ces présentes : Que nonobstant les diz privilèges ou usages des nobles sur le fait des dictes défiances et guerres, et que nous ayons paix en notre royaume, toutes telles défiances et guerres, et toutes voies de fait contre toutes personnes et en quelconques païs que ce soit en notre royaume, cessent dores-en-avant et pour cause, jusques à notre spécial octroy... (1).

L'on sait d'ailleurs que si les guerres privées d'abord prudemment réglementées, puis traquées sans merci, cessèrent peu à peu à mesure que le pouvoir royal croissait, et finalement disparurent après les tragédies sanglantes des guerres de reli-

1. Isamb., V, 126.

gion, il n'en fut pas de même des duels. Ils étaient plus faciles à dérober aux regards de la police et « l'Honnête homme » d'Ancien Régime les considéra toujours comme une voie de Fait obligée, prescrite au cas d'offense par l'Honneur, dont Montesquieu au chapitre de l'Education dans la Monarchie, a montré la souveraine influence sur les classes dirigeantes de l'Ancienne France.

L'honneur, qui peut se définir l'amour de soi-même et de sa condition (1), était en effet une source féconde de voies de fait sous la Monarchie : Sans doute toutes procédaient en dernière analyse de la convoitise de l'homme (2) ; la cupidité et la haine étaient les mobiles profonds des voies de fait sur les biens ; l'envie, la jalousie, la haine, l'ambition, ceux des voies de fait sur les personnes, mais souvent l'honneur, comme d'un aristocratique manteau venait recouvrir la laideur secrète de ces vices humains, et s'évertuait à les farder des couleurs du

1. V. *Esprit des Lois* : « L'honneur, c'est-à-dire le préjugé de chaque personne et de chaque condition... Liv, III, ch. VI.

2. Je ne puis me retenir de citer ici un très beau passage du Grand Coutumier de Normandie : « Pour ce que la grande malice de convoitise, avoit si ardamment enlassé l'humaine lignaige, que pour les discordz et discentions qu'elle avoit engendrez, paix et concorde estaient chassées hors du monde ainsi comme en exil, si la grande angoise de convoitise ne fust refrénée et apaisée par loix et par droicts, Nostre Sire (c'est-à-dire Notre Seigneur Jésus-Christ), qui est Roy paisible et droicturier, voulut que Princes régnassent en terre qui donnassent certaines Loix de droict et finissent tous les contends, que discorde qui est contraire à paix peult engendrer ». V. Bourdot de Richebourg, *Coutumier général*, t. IV, p. 1. Ce sont des textes de cet ordre qui nous expliquent pourquoi Jean Fouquet, a représenté Juvénal des Ursins à genoux, dans un tableau qui est au Louvre.

devoir, du devoir envers soi-même ou du devoir envers la race.

2 et 3. C'est en tenant compte de cette vue morale sur la société qu'il faut regarder les deux autres plus importantes catégories de voies de fait : celles qui étaient dirigées contre les exécutions des arrêts de justice, ou contre les possessions ecclésiastiques, par la noblesse principalement.

La Haine nuancée conçue dans l'âme du gentilhomme de la noblesse pour le légiste qui avait aidé le roi dans la reconstruction de la souveraineté, s'était transportée sur les membres du Parlement descendants des légistes, lorsque ceux-ci s'étaient efforcés de prendre en mains le contrôle même de cette souveraineté que leurs ancêtres avaient fait perdre à la noblesse, et cela avait créé à l'égard de la robe, chez les gentilhommes, un état d'esprit hostile qui avait été l'une des causes des nombreuses résistances par voies de Fait, opposées par les Seigneurs à l'exécution des arrêts de justice (1).

La différence, du moins à l'ordinaire, des mœurs ecclésiastiques et des mœurs des grands, avait eu pour conséquence un mépris de certains grands à l'égard des ecclésiastiques et de leurs droits, et cela avait entraîné une série d'usurpations sur les biens de l'Eglise dont les ordonnances nous gardent la mémoire (2).

1. O. du 30 janv. 1466. Isamb., X, 528 ; Édit., janv. 1542, art. 4. Isamb., XIV. 247.

2. Voyez les faits rapportés par M. Petit Dutailly, t. IV, *Histoire de France Lavissee*, p. 72.

Bien entendu, le gouvernement royal n'a pas plus excusé les voies de fait de cette sorte, qu'il ne permettait les guerres ou les duels : l'Honneur n'était favorisé, qu'autant qu'il ajoutait à l'éclat de la Cour, ou portait aux grandes actions utiles au bien public. Hormis ces cas — et lorsqu'il inspirait des actes destructeurs du respect politique, du respect social ou du respect religieux, ce n'était plus qu'une funeste passion dont on s'efforçait d'arrêter le cours. Si bien que les voies de fait contre les magistrats et celles contre le clergé étaient poursuivies par les lois (1).

4. Les voies de fait illicites que nous rangeons dans la quatrième classe, comprennent des actes divers : ce sont toujours des actes matériels sur ou à l'encontre des personnes ou sur les biens, mais accomplis dans des circonstances particulières et sous l'impulsion de mobiles multiples, par des per-

1. O. du 19 mars 1483, Isamb., XI, 109; Edit. janv. 1572, art. 2 Isamb., XIV, 248. — En 1768, la Corse fut unie à la France. La France s'augmentait ainsi d'un prodigieux foyer de vie ardente et de fierté, et Rousseau le sentait, qui peu d'années auparavant dans son contrat social disait : « J'ai quelque pressentiment qu'un jour cette petite île étonnera l'Europe » (C. social, Liv. II, chap. X, *in fine*). Mais en même temps la France s'augmentait d'une terre où la voie de fait germait comme dans l'état de nature. L'Honneur corse se distinguait de l'Honneur tel que le comprenait le continent : il était plus sauvage et moins soucieux du qu'en dira-t-on, c'était plutôt l'amour de soi et de sa race que l'amour de soi et de sa condition sociale. Mais précisément à cause de cette particularité les voies de fait qu'il produisait étaient extraordinaires. La Vendetta n'y était pas un vice, c'était une vertu qu'entretenaient de légendaires et traditionnels souvenirs. Les Rois ne purent rien contre la Vendetta, non plus que contre les duels.

sonnes variées. A l'égard des voies de fait sur les personnes, on trouve en l'an 1408, sous le règne si malheureux de Charles VI, des lettres contenant règlement spécial pour la sûreté et la tranquillité de Paris et qui disposent :

« Que nul en notre dicte ville, de quelque estat qu'il soit, pour cause de guerre d'amis ou autrement en quelque manière que ce soit, ni pour quelque hayne ou malivolence, ne courent sus, l'un à l'autre par voye de fait ne autrement » (1). Le 19 avril 1681, « Sa Majesté étant en son conseil fait très expresses inhibitions et défenses à tous ministres anciens et autres de ses sujets de la R. P. R. (2) d'user d'aucunes menaces, intimidations, artifices ou voies de fait pour empêcher la conversion des dits de la R. P. R... » (3)

Les voies de fait malveillantes et les voies de fait religieuses sont également réprouvées. — Il en est pareillement de celles qui naissent de l'esprit de gain : c'est ainsi que des déclarations du mois de décembre 1559 et du mois de mars 1780, à deux siècles de distance, interdisent aux sujets de lever par voie de fait des péages le long de la Loire (4) ou aux gens de guerre d'exiger par voie de fait des contributions des habitants des campagnes (5). En ce dernier cas la voie de fait était au regard des lois fondamentales une usurpation de pouvoir sur la Nation, puisque, d'après les principes du droit

1. Isamb., VII, 187.

2. Religion prétendue réformée, c'est le nom de la Religion protestante dans les textes de l'Ancien Droit.

3. Isamb., XIX, 266.

4. Isamb., XIV. 19. Décl. déc. 1559.

5. Isamb., XXVI, 278.

public, seuls les Etats généraux avait qualité pour consentir des subsides. Enfin l'Ancien droit, qui reconnaissait dans les colonies l'esclavage, poursuivait les voies de fait des esclaves sur les maîtres (1), protégeant le pouvoir domestique comme le pouvoir national. Nous n'insisterons pas sur les voies de fait aux biens, mais il nous faut au moins signaler que la grande ordonnance civile d'avril 1667, renouvelée et codifiée l'interdiction des dépossessions par voie de fait, aussi contraires en effet à la loi de la Paix, qu'à celle en vertu de laquelle la justice est publique et doit être rendue par les officiers du roi, non par les parties.

Voilà donc de quelle façon et d'après quels principes la voie de fait était illicite et ennemie du droit dans l'ancien régime.

* * *

II. — Mais il y avait des cas où par exception elle devenait licite, où, non seulement les rois ne la proscrivaient pas, mais au contraire la permettaient ou même recommandaient d'y avoir recours. Indiquons les plus importants de ces cas.

C'était d'abord, bien naturellement, celui de légitime défense de la personne contre les agresseurs injustes. La voie de fait répondait alors à la voie de fait illégitime, elle avait pour objet de garantir, dans

1. Code noir touchant la police des îles d'Amérique. Isamb. XIX, 494.

des cas où l'intervention utile des agents du roi était impossible, la sécurité des personnes et la paix publique, elle contribuait à la disparition des voies de fait illicites. Elle était donc licite (1).

La même idée explique l'encouragement donné par de très nombreuses ordonnances à la résistance par voye de fait aux oppressions des gens de guerre. L'armée a été une des grosses préoccupations de l'Ancien Régime, il n'est peut-être pas de matière qui ait été plus souvent réglementée que celle-là : les relations des gens de guerre avec les sujets étaient fixées dans les détails et le droit de réquisition avait reçu des limites précises. Mais cette législation n'était pas observée. Même au temps de Louvois, Bossuet se plaignait au Roi des désordres des gens de guerre (2). De là cette collaboration demandée aux sujets eux-mêmes et l'autorisation de courir sus aux gens de guerre pour reprendre les biens volés (3).

A plus forte raison les voies de fait étaient-elles justifiées quand elles étaient exercées contre des rebelles. Ceux-ci, en se soulevant, attaquaient directement l'autorité du prince qui n'avait plus aucun

1. O. 28 janvier 1368, Is. V, 320. Lorsqu'en se défendant le particulier tuait son agresseur il devait demander au roi des *lettres de rémission* mais ce n'était qu'une mesure d'ordre, les lettres de rémission n'étaient jamais refusées.

2. Lettre du 10 juillet 1675 ; citée par M. Strowski, *Bossuet et les extraits de ses œuvres diverses*, p. 86. — v. encore Claude de Seyssel. *La Grand' Monarchie de France*, 1558, II^e partie, chap. XXIV.

3. O. 28 déc. 1355, Is., IV, 760, 28 mars 1395, Is., VI, 762, 29 avr. 1407, Is., VII, 142-144, O. cabochienne, mai 1413, Is., VII, 380, 6 juin 1413, Is., VII, 394, 30 août 1416, Is., VII, 574-578 2 nov. 1439, Is., IX, 65, 21 nov. 1463, Ord. Louvre, XVI, 108, etc.

ménagement à garder envers eux. Ils se trouvaient hors la loi. Aussi n'étaient-ce pas seulement les voies de fait défensives, mais encore les voies de fait agressives sur la personne ou sur le patrimoine propre des rebelles qui dans ces cas étaient justifiées. Des lettres du 30 août 1416 donnaient licence et autorité à tous sujets, d'envahir par voye de fait les biens des rebelles qui avaient pris « par la force et de fait, tant par assaulx et autres voyes subtiles plusieurs villes et chasteaux et commis autres grands et détestables délicts crimes et malfaicts » (1). En mars 1559 l'Edit d'Amboise permettait de « courir sus » aux « hérétiques protestants », qui s'étaient rassemblés aux environs de la ville d'Amboise, pour s'emparer du nouveau roi François II (2). Durant la Fronde, le Parlement de Paris décréta de semblables mesures contre le cardinal Mazarin (3), qui fut mis hors la loi, déclaré ennemi du royaume et à qui tous les sujets étaient tenus de courir sus (4).

1. Isamb., VII, 574-578.

2. Isamb., XIV, 25.

3. Arrêt du Parlement 8 janv. 1649. Isamb., XVII, 115.

4. Sur les cas où la voie d'exécution privée était licite. Esmein, *Etudes sur les Contrats dans le Très Ancien droit Français*, 2^e Etude, p. 69. — Collinet, *la saisie privée*. Thèse Paris, 1893. — Brissaud, *Histoire du Droit Français*, t. I. — Viолет, *Histoire du Droit civil français*, 3^e éd., p. 637 suiv.

Le mari et le père de famille gardent leurs droits de correction ; si l'on se fiant aux fabliaux (ou à Molière), c'est la femme qui aurait été titulaire du droit de correction sur son mari. Mais il faut entendre l'autre son de cloche : Celui des Mémoires du temps et des arrêts de justice, le droit de correction maritale ne disparaît pas : quand il s'agit de faire incarcérer la femme le

En dehors des hypothèses générales où la voie de fait est illicite, en vertu des principes, le Roi pouvait par des lettres de grâce, remettre à des particuliers déterminés, la peine méritée par la voie de fait.

Il le faisait parfois, et ce n'était pas toujours en faveur des privilégiés. Louis XIV par exemple, dans

mari doit demander l'autorisation à justice ou des lettres de cachet du roi.

Les enfants sont soumis eux aussi aux droits de correction ; du père. Le père peut exercer ce droit directement et de son autorité privée, ou indirectement en demandant à la justice de prononcer une condamnation, ou au roi des lettres de cachet. Les rois avaient affecté une île : La Désirade à la correction des fils de famille exilés par lettres de cachet ; ils se chargeaient des frais de voyage et les fils de famille une fois arrivés dans l'île travaillaient comme colons au bénéfice de la couronne. M. Viollet pousse des cris d'admiration devant la sagesse pratique de cette institution. C'est qu'il ne songe pas que Des Grieux s'il y fut allé, s'appuyant sur sa bêche eut rêvé à Manon. Le droit des pères de requérir des condamnations des juges donna lieu à des abus : En 1673 l'on trouvait dans les prisons des rois, des personnes au titre du droit de correction, des personnes âgées de plus de trente ans et des prêtres. Un arrêt de règlement du Parlement de Paris du 9 mars 1673 (Coll. Lamoignon, t. XVI, fol. 84, 87) remédia à ces excès. Le père put faire enfermer son fils dans une maison de correction jusqu'à l'âge de 25 ans, mais si le père était remarié, il fallait une ordonnance du juge. Celui-ci devait examiner avec soin les requêtes paternelles.

La coutume reconnaissait toujours aux maîtres d'école, le droit de châtier corporellement leurs élèves. Montaigne protestait avec véhémence : « Cette institution se doit conduire par une sévère douceur, non comme il se fait : au lieu de convier les enfants aux lettres, on ne leur présente, à la vérité, que horreur et cruauté. Ostez moy la violence et la force : il n'est rien à mon avis qui abastardisse et estourdisse si fort une nature bien née... Quelle manière pour esveiller l'appetit envers leur leçon à ces tendres âmes et craintives, de les y guider d'une trongne effroyable, les mains armés de fouets ! Inique et pernicieuse forme ! »

V. sur les Droits de correction : Brissaud, *op. cit.*, II, p. 1084 et 1102, Viollet, *op. cit.*, p. 547-552.

une déclaration du mois de novembre 1660, accordait pardon à des villageois coupables de rébellions et de voies de fait contre les troupes du roi (1).

Mais il arrivait que le roi refusait par avance sa grâce aux voies de fait ; elles lui semblaient dans certaines circonstances impardonnables. C'est ainsi qu'une ordonnance du 22 mai 1360 qui donne « pleine rémission et absolucion dis et maléfices » commis pendant la première partie de la guerre de Cent ans, faisait cette réserve.

« Toutefois notre entente est, et voulons et déclarons que ceulz qui rencherroient en aucun desdiz maléfices ou qui ne voudroient du tout cesser, ou qui voudroient faire ou feront guerre, ou autrement procéderont par voie de Fait audit royaume pour quelque cause et en quelque manière que ce soit... eulz ne soient point compris en nostre présente grâce » (2).

SECTION III

Rapports de la voie de Fait avec la Force, la violence et le Fait

En dépit de la diversité de ses formes et de la plénitude de son sens, la notion de voie de Fait n'élimina pas cependant les autres notions qui avaient paru avant elle et nous devons les confronter avec elle.

I. — La « Force » avait la même valeur que la « Voie de Fait », et bien qu'elle fut moins fréquente

1. Isamb., XVII, 385.

2. 22.5 1360 Is., 5.95.

que celle-ci, elle n'en était pas moins employée assez souvent tant dans son sens général (1) que dans le sens particulier de force armée (2), ou comme on disait en souvenir de la vis publica, de forces publiques (3). Parfois même, comme pour marquer qu'ils ne faisaient pas de différence entre la Force et la voie de Fait, les actes royaux les employaient en même temps : « Procédez ou faictes procéder contre iceux (les gens de guerre assemblés) par voyes de fait,... disent des lettres du 6 juin 1413, lesquels en ce cas nous vous avons abandonnez et abandonnons par ces précédentes... se où les peult prendre, et sinon soient chassez et reboutez par toutes forces et voyes de fait, soit par force d'arme ou autrement par toutes les meilleures manières que faire se pourra... » (4)

II. — Le « Fait » avait d'étroites ressemblances mais aussi de notables différences avec la voie de Fait et non pas seulement des ressemblances ou des différences de forme, mais encore des ressemblances ou des différences de fond. Dans un premier sens il se différenciait des paroles : Il désignait les *opera* par opposition aux *verba*, les *opera*, c'est-à-dire les

1. Louis XI à Abbeville le 21 novembre 1463 autorise les habitants de Montreuil sur Mer « à résister par voye de fait » aux gens de guerre, à rappeler *force* contre *force*. Ordonnances du Louvre, T. XVI, p. 108.

2. Ou forme d'armes. Edit du 2 novembre 1439. Isamb., IX, 65.

3. Ord. de Moulins, février 1566 sur la réforme de la justice, art. 47. Isamb., XIV, 201.

4. Isamb., VII, 393.

gestes, les écrits et tous les mouvements du corps autres que les paroles. Les ordonnances prescrivait souvent dans ce sens d'accomplir telle ou telle action, *realiter* ou de *facto* (1), réellement et de fait (2). Dans ce sens encore, une ordonnance du mois d'août 1355 du règne de Jean le Bon commandait aux apothicaires et herbiers de « ne rien ajouter de fait ne de parole aux médecines et autres choses appartenantes audit mestier d'apothicaire (3) » ; au siècle précédent, l'ordonnance de saint Louis de 1268 avait réprouvé en les distinguant les vilains faits et les vilaines paroles. Le « Fait » ainsi entendu présentait d'assez grandes dissemblances avec la voie de Fait. Le fait ne comportait aucun élément psychologique, ni aucun élément social déterminé : il pouvait être un acte volontaire ou un acte involontaire, un acte opéré sans le consentement d'autrui, un acte sans juge, ou avec le juge, un acte illégal ou un acte légal, toutes alternatives qui n'existaient pas pour la voie de fait. Seuls les caractères matériels étaient communs au Fait et à la Voie de Fait, et celle-ci comme celui-là se définissait par opposition aux paroles.

Le « Fait » dans un second sens plus restreint était synonyme de fait illicite, mais alors il prenait d'ordinaire la forme particulière de « meffait ». Le meffait, nous l'avons dit, c'est tout acte illicite qui

1. Règlement du Parlement, 13 juillet 1355, Isamb., IV, 690.

2. V. notamment, Edit., 17 octobre 1520, Isamb., XII, 183.

3. O. août 1355, Isamb., IV, 679.

n'est pas un mesdit (1). En ce sens la voie de Fait était très différente encore du Fait, elle supposait un acte effectué à l'encontre d'autrui ou à l'encontre des biens possédés par autrui, tandis que l'on pouvait très bien imaginer un meffait sur soi-même ou sur ses propres biens : elle était dans certains cas licite, tandis que le meffait était toujours illicite.

Mais le Fait recevait un troisième sens dans lequel il était identique à la voie de Fait : celui d'acte accompli d'autorité privée sur la personne ou les biens d'autrui malgré sa résistance. Il est des textes qui offraient l'une ou l'autre de ces expressions indifféremment, et qui défendaient par exemple à un endroit de « procéder de Fait » tandis que plus loin ils défendaient de « procéder par voie de Fait (2) », qui permettaient ici de résister par « voie de Fait » tandis qu'ailleurs ils permettaient de résister « de fait » (3).

Le Fait ayant le même sens que la voie de Fait, se confondait donc avec la Force qui se confondait avec la voie de Fait, et l'on pouvait ainsi, sans impropriété étayer l'un de ces termes par l'autre. C'est ce que le législateur a fait, soit en autorisant par exemple en particulier à retenir « de fait et de force » ceux

1. Ord. 1268 ou 1269, Isamb., I, 341.

2. Ord. du 22 mai 1360, Isamb. V., 95, Rapprochez également les lettres du 15 mars 1430 (Is., VII, 60) qui défendaient d'établir de fait « des péages sur la Loire et ses affluents et la déclar. de décembre 1559, qui regrettait de voir l'interdiction précédente violée et les péages augmentés par « voie de fait » Is., XIV, 19.

3. Ord. du 3 mars 1356, Is., 826, 835.

qui font des prises indues (1), ou à recouvrer quelque chose « de fait et de force » (2), soit en interdisant de lever des impôts « de fait et de force » (3).

III. — La « violence » parfois était un terme générique désignant toutes les illégalités graves quelles qu'elles fussent :

Entre les cures et sollicitudes, déclare une ordonnance du 28 mars 1395, que continuellement avons pour le gouvernement de nostre royaume, nostre affection principal est et ce avons en mémoire de jour et de nuit, que nostre peuple et nostredit royaume puist vivre en paix et tranquillité soubz nous, qu'il soit gardé et gouverné en bonne justice, et préservé et défendu de toutes *violences* et que en tant que bonnement povons il soit relevé des charges, oppressions et dommages que pour occasion des guerres il a souffert et soustenu ou temps passé... (4).

D'ordinaire, cependant, la violence se définissait à l'image de la voie de Fait, et elle représentait comme elle une série d'actions qui pouvaient être selon les cas licites ou illicites. Elle se distinguait, il est vrai, dans ces hypothèses, de la voie de Fait, lorsque le législateur se souciait de la propriété des termes et des idées : c'est ainsi que la Grande Ordonnance civile d'avril 1667 regardait la voie de Fait comme une action plus diverse et plus vaste que la

1. Ord. de Charles V, 17 août 1367. Isamb., V, 286.

2. Lettres de rémission d'avril 1472 accordées à un particulier qui avait tué un individu en révolte contre la justice, Is. X, 637.

3. Edit du 29 mars 1515. Is., XII, 43.

4. Is., VI, 759. V. encore Déclaration du 12 mai 1499 relative au privilège des étudiants. Is., XI, 396.

violence (1). La violence n'était qu'une voie de Fait impétueuse et brutale (2). Mais il s'en faut bien que cette distinction ait été toujours respectée et tantôt la violence se confondait avec la voie de Fait-main-mise sur les personnes (3), tantôt elle se confondait avec la voie de Fait-entreprise sur les biens (4), tantôt elle se confondait avec la voie de Fait en général. Du reste, les vieilles habitudes persistaient, et de même que les rois des deux premières races associaient dans un même document la « Vis » et la « violentia », ceux de la troisième continuaient à grouper la force et la violence (5). Ils gardaient aussi les habitudes d'abondance verbale que nous avons vues présider à la naissance de la voie de Fait dans le droit positif, et l'on trouvait la violence accompagnée de la « Force » du « Fait » et du « Mal fait » autour de la voie de Fait, avec le même sens que celle-ci.

C'est ainsi que des rebelles ayant envahi « par force et de

1. Tit. XVIII.

2. V. encore lettres du 12 juillet 1364 qui exemptaient du droit de prise les habitants de Paris et leurs propriétés hors de cette ville (Is., V, 215). Edit juillet 1547 sur les meurtriers et assassins. Is., XIII, 28.

3. Déclar. novembre 1660 portant pardon en faveur des gens des troupes du roi et des villageois qui avaient commis des violences ou voies de fait. Is., XVII, 385. Ord. 17 avril 1720 sur la tranquillité des spectacles. Isamb., XXI, 181.

4. Edit janvier 1572 contre la rébellion, art. 7. Isamb., XIV, 247.

5. Lettres du 30 août 1416. Isamb., VII, 574. Mandement du 10 mai 1531. Isamb., XII, 351. Ordonnance criminelle d'août 1670, tit. I, art. 11. Isamb., XVIII, 373. — V. Forces et violences *publiques* dans Ord. de Villers-Cotterets 1539, art. 60. Isamb., XII, 612.

fait tant par assaulx et autres voyes subtiles plusieurs villes et chasteaux... » ayant « pris par force et violence » la ville de Beaumont, et commis « autres grands et détestables délits, crimes et malfaits... » le roi donnait, en l'année 1416 licence et auctorité à ses vrais sujets et obédiens de quelque estat, conditions ou auctorité qu'ils fussent « d'envahir » les biens des rebelles « par voye de fait » (1).

1. Lettres du 30 août 1416 permettant de courir sus à des rebelles. Isamb., VII, 574-578. — Voyez encore les trois expressions « voye de Fait, forces, violences » dans l'Ord. de juin 1510 art. 51. Isamb., XI, 597.

CHAPITRE II

LA VOIE DE FAIT ET LES JURISCONSULTES DE L'ANCIEN RÉGIME

Maints jurisconsultes de l'Ancien Régime, accueillirent la voie de Fait dans leurs ouvrages. Tantôt elle venait sous leur pas au cours de leurs travaux sur des sujets divers, tantôt, la prenant de face et pour elle-même, ils en essayaient des théories générales.

C'est assez tardivement, il est vrai, que nous la rencontrons. A partir de la fin du xvi^e siècle on la voit affluer ; jusqu'à cette date on n'en trouve que des présages. il y avait à ce retard, on s'en souvient, une cause d'ordre général : la science du droit français ne pouvait prendre la pleine conscience de son domaine, de sa méthode et de sa langue, qu'à partir de l'époque où elle pourrait étudier les coutumes rédigées, et où la renaissance plus entière et plus vive de l'antiquité allait susciter par émulation le plus harmonieux et plein réveil des études nationales. Jusque-là, elle ne devait s'alimenter en général que de pratique, et de la dogmatique du droit romain ou du droit canonique ; elle puiserait la plupart des solutions pratiques

dans les coutumes et dans les lois, mais ses notions comme sa langue seraient fortement retenues du côté du droit de l'Eglise et de Rome.

Cependant, de même que nous avons vu les lois, avant de ne reconnaître que la langue française, la laisser pénétrer petit à petit et la favoriser de proche en proche, de même l'on voit l'opinion s'entr'ouvrir d'abord à des notions françaises correspondant à la notion de « Vis » qui allaient ensuite amener l'idée de voie de Fait.

Les premiers et plus anciens auteurs connaissaient en effet la notion de Force. Ils avaient ainsi pour point de départ celui même des lois, et par la suite encore, les jurisconsultes allaient rester avec les lois sur le pied d'un constant libre échange, l'un devant l'autre tour à tour. Mais il convient ici de suivre étroitement le mouvement des idées ; nous avons à rechercher sous quelle forme ces idées se sont fait jour dans la pensée d'un grand nombre de jurisconsultes.

SECTION I

La notion de Force chez les auteurs du XIII^e siècle

L'idée de « Force » à l'image de l'idée de « Vis » était double.

I. — Dans la plupart des cas, elle englobait les actes physiques qui étaient compris en droit romain sous le nom de vis atrox. L'on peut en effet décou-

vrir dans l'idée de Force, comme dans l'idée de vis atrox, deux cercles concentriques d'étendue différente.

Dans son premier cercle, la Force était d'abord la mainmise ou entreprise effectuée sur les personnes : « Force si est se je tieng aucun en ma prison si comme enfermé ou en fers dusques à tant qu'il m'ait aucune chose vendue, convenanciée ou donnée » (1) mais la Force était aussi la mainmise sur les biens : Pierre des Fontaines nous en prévient en ces termes qu'il traduit du décret de Marc Aurèle :

« L'on ne doit pas guider que force soit sans plus quand home sont batu et navré ; mès force est totes les fois qu'aucun demande sans juge, ce que l'en guide qui le soit deu » (2).

Le second cercle de la Force, plus large, comprenait, outre les mainmises sur les personnes et sur les biens contenues dans le premier cercle, les actes matériels qui faisaient sentir leur effet sur l'âme et diminuaient la volonté en provoquant la crainte.

« Force est bien fete sans main metre, — si comme aucuns me veut esforcier mon blé ou mon vin ou mes autres choses, et il vient a armes et il me trouve désarmé et en mon pouvoir de rescourre, et me dit, se j'i met la main, qu'il me mehai-gnera ou ocira, — se je, pour ceste paour, i lesse a metre la main et il en porte ma chose, bien me puis plaindre de force ; et se j'en donnai aucune chose en ce point pour la

1. Beaumanoir, *Coutumes de Beauvoisie*, chap. 34, n° 1030, éd. Salmon, 11, 16.

2. Beaumanoir *op. cit.*, chap. 33, n° 995, éd. Salmon, 1, 504.

sauveté de mon cors ou pour le mien sauver, redemander le puis et le doi ravoir, car il apert que je le fis pas paour ».

Beaumanoir à qui nous empruntons la citation précédente, exprime encore la même idée lorsqu'il traite de la Force à propos des actions possessoires : Il distingue à ce propos trois actions qui servent à protéger la saisine (c'est-à-dire la possession qui réunit certaines conditions exigées par le droit) : l'action de nouvelle dessaine, l'action de force, et l'action de nouveaux troubles, et voici comment il définit chacune de ces actions :

« Nouvelle dessaine si est se aucuns en porte la chose de la quelle j'avrai esté en saisine an et jour pesiblement (1). Nouveaus tourbles si est se j'ai esté en saisine an et jour d'une chose pesiblement et on se m'empeeche si que je n'en puis pas joïr en autel maniere comme je fesoie devant, tout soit ce que cil qui le m'empeeche n'en port pas le chose (2). Se je tieng la chose ou meil exploitier de laquele j'avrai esté an et jour en saisine pesiblement, et on la m'oste de ma main ou de la main à mon commandement, ou l'en me veut oster la chose à grant plenté de gent ou a armes, si que je n'i ose estre pour paour de mort, en tel cas ai je bonne action de moi plaindre de *force* et de nouvelle dessaisine. Vous pouses veoir que nule tele force n'est sans nouvele dessaisine, mais nouvele dessaisine est bien sans *force*, si comme il est dit dessus » (3).

La force dans cette première acception supposait à la voie « d'amour et de prières » et à la « voie de

1. *Op. cit.*, n° 955, éd. Salmon, 1, 485.

2. N° 957.

3. N° 956.

justice » (1) et elle était illicite, cependant il existait des cas où les vieux auteurs la reconnaissaient licite :

« Se l'en me veut ma chose esfoscier, je la puis bien rescourre a force, se la force en est moie, mes que ce soit presentement quant l'en me veut la force fere et que ce ne soit contre le seigneur qui de la chose me puet justicier, Mes se j'atent tant que l'en ait ma chose en porte par force, je ne l'ai pas a repouchacier par force mes par justice, et requerre que droits me soit fes et ma chose rendue. »

La force instantanée était considérée comme permise par le très ancien Droit, à l'instar du droit romain.

Dans une seconde acception au contraire, la Force était considérée comme étant illicite par définition : la Force s'opposait non plus seulement à la voie de justice, mais à la Justice tout court, au Droit.

C'est la traduction du Grand coutumier de Normandie qui nous révèle cette leçon de l'idée de Force, dans la version qu'il donne, du passage de l'original cité par nous dans le Livre premier.

« Force est *tort* qui est fait à aucun malgré soy contre la paix du pays et contre la dignité au duc de Normandie. Et pour ce qu'il appartient au duc qu'il gouverne en paix le peuple qui est soubz lui, il est tenu à chastier ceux qui a force brisent la paix (3)... (4).

1. Ces expressions se retrouvent passim dans Beaumanoir.

2. Beaumanoir, *op. cit.*, ch. 32, n° 984, éd. Salmon, I, 496.

3. Chap. III, Bourdot, *Coutumier général*, IV, p. 23.

4. Puisque la Force dans sa seconde signification comprend tous les actes illicites, elle comprend par voie de conséquence tous

SECTION II

Autres notions chez les auteurs des XIII^e et XIV^e siècle. — Apparition de la Voie de Fait

La vogue de l'idée de Force dura, prédominante, pendant tout le XIII^e et XIV^e siècles (1); mais déjà, dès cette époque, elle n'était pas exclusive, et elle allait diminuer ou même s'éclipser dans les temps ultérieurs, chez les auteurs comme dans les lois, devant des notions que nous connaissons déjà : la notion de Fait et la notion de meffait ainsi que la notion de violence.

La place de la violence, dans l'opinion juridique, nous semble exactement marquée par Boutillier au XIV^e siècle dans cette phrase de la Somme rurale :

« Force faicte qu'en Normandie on appelle escherpelerie, ou en autres lieux violence, si comme de tollir le sien en voye ou en chemin par les champs... »

La violence apparaît comme une variété de Force; c'est le même vent de l'esprit, qui avait suggéré la

les actes qui rentrent dans la première conception de la force lorsque ces actes de force sont illicites. Aussi le Grand coutumier de Normandie continue-t-il à la suite du passage que nous rapportons au texte : «... Et pour ce doibt len sçavoir que se aucun met ung aultre hors de la possession de son fief à force, il appartient à la justice à enquérir de ce dedens l'an que la force a este faicte. Et doibt faire rendre la possession à celui qui en a esté despouillé ».

1. V. à la fin du XIV^e s. dans le Grand Coutumier de France, le chap. XVI, *De revendication*, et le chap. XIX, *Des cas de nouveleté* (p. 230, éd. La Boulaye).

distinction de la Vis et de la violentia chez les auteurs classiques, qui souffle ici dans la doctrine, avant de se propager ailleurs. Boutillier est du reste pénétré de droit romain.

La notion de meffait se retrouvait chez les juriconsultes, toute pareille à ce qu'elle était dans les textes. Le rédacteur de la très ancienne Coutume de Bretagne, et Beaumanoir l'opposaient au mesdit comme chacun faisait de leur temps.

Mais la notion de fait prend plus d'importance dans certains ouvrages. Elle s'oppose aux dicts et aux paroles ; les Etablissements de saint Louis, vers 1270 sont de cette opinion.

« Se aucun dit paroles à autres qui soient vilainnes, sans fait etsans sanc, le p^laintif en a V sols » (1).

Le Grand Coutumier de Normandie dans sa version française, répète plus explicitement la même idée :

« Tortest faict à la personne d'aulcun en deux manières ou parfaict ou par dict. Par faict, quand aulcun contends est engendré parce qu'aulcun a été féru. Par dict, quand contends naist pas laidenges (2) qui ont été dictes à aulcun » (3).

Le traducteur, en l'occurrence, ne pense qu'aux faicts et dicts illicites, mais la distinction vaut aussi pour les cas où il s'agit d'actes licites. Le Grand Coutumier de France en traitant des cas de nouvelleté le laisse entendre clairement (4).

1. Etablissement, liv. II, chap. 25. éd. Viollet, II, 418.

2. Mauvaises paroles, injures.

3. Bourdot de Richebourg, *Coutumier général*, t. IV, p. 22.

4. Chap. 19. Ed. Laboulaye, p. 238.

En d'autres hypothèses, le fait s'entend de l'acte accompli d'autorité privée, sans l'aveu du juge, malgré l'opposition d'autrui ; c'est ce que Boutillier nous apprend en adjoignant la force au fait dans l'expression « de fait et de force », lorsqu'il traite dans son titre 30 de la possession bollue « par fait et force » (1).

Le Grand Coutumier de France, pour la première fois à notre connaissance, opposait le fait au droit en général, et le fait c'était l'acte illicite (2).

Enfin à son tour la voie de Fait parut. C'est dans le Grand Coutumier de France même, que Jacques d'Ableiges l'introduisit, sur le tard du xiv^e siècle. Elle se présenta voilée d'une forme latine, mais elle était forte aussi de la consécration, que cette forme donnait encore en ce temps-là : *Et istud fit ne partes veniant ad arma vel viam facti...* Il s'agissait d'une difficulté relative aux cas de nouvelleté ; voici plus au long comment Jacques d'Ableiges s'exprimait :

« Lorsqu'une partie défenderesse dit que ce qu'elle a fait, ce a esté en usant de son droict, et qu'elle contend posseder ladicte chose, alors pour raison du débat, la dicte chose sera mise dans la main du roy. Et istud fit ne partes veniant ad arma vel viam facti. »

Manifestement, la voie de fait est prise ici dans le premier sens que nous connaissons déjà, et le pas-

1. Dans ses chroniques qui sont à peu près contemporaines de Boutillier, Froissart a recours aux mêmes locutions : « et l'acrouièrent de fait et de force ». V. 270.

2. Chap. 19, p. 233.

sage du Grand Coutumier paraît directement venu des premières ordonnances : « Il en est ainsi pour que les parties n'en viennent pas aux armes et à la voie de fait. » La voie de fait c'est bien l'acte exécuté, pour se rendre justice, sur les possessions ou sur la personne d'autrui, au mépris de celui-ci et en dehors de la juridiction. Avec ce point de départ et sur cette base, on allait être à même de parler de la voie de Fait, aussi bien et même plus que du « Fait », à la place de la « Force ». Dorénavant la « Force » dans les esprits avait une nouvelle rivale, d'autant plus dangeureuse qu'elle avait en quelque sorte fait ses preuves à la Cour. A compter de cette époque nous devons nous-même nous attacher principalement à la voie de Fait.

A la vérité, la croissance fut lente et pendant un temps elle paraît même interrompue ; le Grand Coutumier avait été terminé entre 1387 et 1389, et durant un siècle et demi la trace de la voie de Fait se perd, nous ne la retrouvons qu'au milieu du xvi^e siècle chez Dumoulin. Dans l'intervalle c'est le trou muet de l'histoire. La voie de Fait ne se manifeste qu'officiellement et dans les actes du droit positif. Il semble que la science ne la connaisse pas. Mais avec Dumoulin la voie de Fait éclate. Ce jurisconsulte d'âme abrupte et profonde lui donne l'impulsion de sa main rude et géniale et peu après, à profusion, elle se répand sans cesse dans les ouvrages des auteurs. Sa théorie, de période à période, est reprise par des esprits nouveaux qui paraissent s'ignorer, et l'on

s'efforce, maintes fois, de fixer ses rapports avec les notions plus anciennes de Force et de Fait, jusqu'à ce qu'enfin Lanjuinais, à quelques années de la Révolution, essaie une dernière synthèse.

Historiquement, le nom de Dumoulin et celui de Lanjuinais marquent le vrai point de départ et le point d'arrivée de la vie apparente (1) de la voie de fait dans l'opinion de l'Ancien Droit. Nous interrogerons d'abord Dumoulin, nous finirons par Lanjuinais.

SECTION III

Dumoulin et les auteurs classiques

I. — DUMOULIN

Dumoulin écrit encore en latin, et de même qu'il écrit sur la notion de vis en cette langue, de même il l'emploie pour nous parler de la voie de fait. La voie de fait pour lui, comme pour Jacques d'Albleiges c'est la Via facti. Mais s'il paie tribut à Bartole en matière de voie de fait comme en matière de « Vis » par sa méthode et par sa langue barbare (2), il ne le fait pas ici en matière de voie de fait pour le fond de sa pensée.

Dans son Commentaire sur la Coutume de Paris, au titre des Fiefs, Dumoulin donne de la voie de fait

1. La voie de fait, bien entendu, eut à côté de sa vie apparente une existence qui nous est inconnue : celle des conversations particulières, des plaidoiries et des délibérations judiciaires, des dissertations scolaires, etc...

2. C'est plutôt en effet du français travesti en latin que du vrai latin.

deux définitions, cette expression d'après lui a deux sens : la voie de fait se dresse toujours en face de la voie de droit, *via juris*, mais ce peut être de deux manières.

Dans un premier sens très large, et que nous n'avons pas rencontré dans le droit positif, en langue française, la voie de fait s'oppose à la voie de droit, entendue comme désignant toute voie autorisée par le droit. La voie de droit c'est la voie, l'action légale, et la voie de fait, la voie, l'action illégale. Point n'est besoin que cette action réunisse des caractères matériels ou psychologiques déterminés : il est tout à fait indifférent que l'on soit en présence de paroles, de gestes, d'écrits ou de mainmises physiques, et que la volonté ait été active et éclairée ou passive et aveugle. Les caractères matériels ou psychologiques des actions sont sans intérêt : aucun n'est particulièrement exigé pour l'existence de la voie de fait, un seul caractère social est nécessaire, c'est celui d'illégalité. Il suffit pour qu'une action soit une voie de fait, que cette action soit interdite par le droit. Dumoulin, dans cette première définition s'écarte complètement de la conception habituelle que la voie de fait avait empruntée à la « Vis ». Il fait table rase des textes, il prend les choses à la racine, il les envisage avec la simplicité de la Raison. La réalité qui le frappe dès l'abord c'est l'antithèse, voie de fait, voie de Droit. Il comprend tout de suite la voie de droit dans son sens plein et naturel de voie légale, et logiquement il regarde par

contraste, la voie de Fait comme étant la voie illégale. Ce faisant du reste, si le jurisconsulte se détache des idées officielles, il se relie sans le savoir à cette conception secondaire de la « Vis », acte illicite par nature, que nous avons dégagée du droit romain ; mais Dumoulin ne dit pas seulement : « certaines actions ne sont voies de fait que si elles sont illicites », à l'imitation du droit romain qui pensait : « certaines actions ne sont « Vis » que si elles sont illicites ». Il va plus loin, comme s'il profitait du développement que les Capitulaires avaient donné à cette conception en la rattachant à l'idée de *Violentia*, il dit : « toute action illégale est une voie de fait », de même que les Capitulaires avaient dit parfois : « toute action illégale est une violence ». Dumoulin dépasse même les Capitulaires. La voie de fait pour lui, s'oppose en principe à la voie de droit.

Mais Dumoulin unissait trop l'esprit réaliste à l'esprit dialectique, pour se contenter d'une définition si rationnelle et inaccoutumée en ce temps-là. La voie de droit en effet, n'était pas entendue généralement, comme l'entendait Dumoulin dans la théorie précédente. D'ordinaire on ne désignait pas ces mots que la voie d'action en justice par laquelle, à défaut d'accord obtenu à l'amiable, on résolvait les conflits. Aussi Dumoulin, soucieux de demeurer plus près du droit positif contemporain, remarque-t-il que dans sa plus fréquente signification la voie de fait se définit par opposition à la voie de droit au

sens restreint du mot : « *Via facti id est extrajudicialis* » dit-il laconiquement c'est-à-dire lorsqu'on se rapporte au contexte, l'acte par lequel on se rend justice à soi-même, l'acte par lequel on réalise soi-même, d'autorité privée, ses prétentions de droit ou même ses prétentions de fait.

Ici le jurisconsulte recueille le sentiment originaire des ordonnances et celui de Jacques d'Ableiges. Mais il ne se contente pas d'enregistrer la pensée qu'il reçoit. D'une part il la précise, d'autre part il l'élargit. Il la précise, d'abord, au point de vue matériel ; il distingue la voie de fait de la violence avec netteté. A ses yeux, il existe des voies de fait simples et des voies de fait brutales, et la violence dont il parle d'ailleurs sous le nom de « *Vis* », c'est la voie de fait brutale. D'un autre côté il étend la notion de voie de fait, aussi bien sous le rapport matériel que sous le rapport social. Au point de vue matériel, la voie de fait n'est pas seulement l'acte physique par lequel on réalise sa volonté soi-même, c'est tout acte quel qu'il soit par lequel on réalise soi-même cette volonté, l'acte juridique comme l'acte matériel. Dumoulin par là dépasse les lois. Au point de vue social il les dépasse encore lorsqu'il enseigne par des exemples que l'objet de la voie de fait, n'est pas fatalement une chose qui soit dans la possession matérielle ou juridique d'autrui : il y a voie de fait aussi, quand on pénètre d'autorité privée et sans autorisation de justice, dans un cas où elle est requise, sur un fond dont on est maître et qui n'a

pas de possesseur parce que ce dernier est mort. Une femme par exemple, commet une voie de fait, quand elle prend possession de son propre mouvement, des biens dotaux dont la propriété cependant lui est revenue de plein droit par la mort du mari.

Quant à la légalité de la voie de Fait, Dumoulin est formel ; il estime qu'en règle la voie de Fait est illicite, et il observe que cette règle était passée en proverbe. Toutefois il est des cas, que d'ailleurs il ne nomme pas, où selon lui la légalité de la voie de Fait ne saurait soulever aucun doute.

Ainsi se présentait la voie de Fait dans l'œuvre de Dumoulin : construction géométrique d'une part, synthèse à base positive d'autre part. Il semblerait que ces vues si frappantes et si claires eussent dû rallier les esprits, et que tout usage de la voie de Fait ait dû désormais « s'ordonner » pour parler comme saint Thomas, aux distinctions de Dumoulin. C'est bien en réalité ce qui s'est produit et les auteurs postérieurs se partagent en deux groupes, participent à deux grands courants d'idées sur la voie de Fait, qui se rattachent aux conceptions de Dumoulin comme s'ils procédaient de ce jurisconsulte ; mais cet enchaînement s'est effectué comme par hasard, à tâtons, et d'une manière un peu confuse : quelques auteurs, en effet, allaient demeurer en deçà des conceptions de Dumoulin comme il était lui-même demeuré en deçà des lois, et supprimer quelque chose à sa pensée, comme il l'avait fait parfois lui-même pour les lois ; les autres, au contraire, allaient

le déborder de même que les lois l'avaient débordé, et dessiner quelques traits nouveaux notamment ceux de la Force et du Fait que Dumoulin avait omis, et qui se trouvaient dans les lois côte à côte avec la voie de Fait.

Comment cela s'est-il passé ? et quels auteurs l'ont accompli ? c'est ce que nous allons montrer en examinant tour à tour chacune des deux compagnies de Jurisconsultes que nous avons annoncées.

II. — LA NOTION ORDINAIRE DE VOIE DE FAIT

Le plus grand nombre a regardé la voie de Fait à peu près comme le faisait le monde officiel et par conséquent un peu comme Dumoulin lui-même dans sa deuxième conception. Nous rencontrons ici beaucoup des plus célèbres ou des plus pratiqués parmi les auteurs de l'Ancien Droit. Au xvi^e siècle, c'est Guy Coquille, avec ses *Commentaires sur les Coutumes de Nivernois* (1) et Jean Bodin avec les *Six Livres de la République* (2) deux des principales figures politiques et juridiques du xvi^e siècle. Au xviii^e siècle Antoine Loisel avec ses *Institutes coutumières* (3) « abrégé de la science du droit tout entière » disait M. Michoud dans une Etude de jeunesse (4) puis Automne dans la *Conférence du Droit*

1. Chap. VI, des Bordelages, t. II, p. 106.

2. Livre III, chap. V. De la puissance des magistrats sur les particuliers, éd. 1579, p. 310.

3. Livre V, titre IV, reg. 12 ; livre VI, t. 1, reg. 30 ; livre VI, titre V, reg. 1.

4. L. Michoud, *Etude sur Antoine Loisel*, 1879, p. 31.

français (1), Guenois et la *Nouvelle conférence des Ordonnances* (2), Théveneau et son *Commentaire sur les Ordonnances* (3), René Chopin et le *Traité du Domaine de la Couronne de France* (4), Julien Brodeau avec son *Commentaire sur la Coutume de Paris* (5), Jean Domat, *Les lois civiles dans leur ordre naturel* (6). Au XVIII^e siècle, les auteurs sont plus nombreux encore, leurs talents et leurs œuvres variées à l'avenant. Voyez Claude Ferrière et son *Commentaire sur la Coutume de Paris* (7), sa *Nouvelle introduction à la pratique ou Dictionnaire des termes de Pratique de Droit des Ordonnances et de Coutumes avec les juridictions de France* (8), Brossette, *Les titres du Droit civil et du Droit canonique rapportés sous les noms français des matières* (9), Brillon, *Dictionnaire des Arrêts* (10), Argou, *Institution au Droit français* (11), Perrier, *Arrêts aux notables du Parlement de Dijon* (12), Pothier, *Traité des Fiefs* (13) et *Traité du Contrat de louage* (14), de Serres, *Les Ins-*

1. T. I, p. 71; t. II, p. 382 : Edit. 1629.

2. P. 374, a. g., 376, d.

3. P. 226, 495, 508, éd. 1641.

4. T. II, p. 239, éd. 1662.

5. Art 1, § 15, éd. 1669.

6. Liv. I, tit. XVIII, sect. II.

7. T. I, p. 142-155, 1512-1513, éd. 1714.

8. Verbo, *Voye de Fait*, éd. 1734.

9. Verbo, *Voye de Fait*, éd. 1716.

10. T. VII, Verbo *Voye de Fait*, éd. 1727.

11. T. II, livre II, chap. V, éd. 1730.

12. Question 79, t. I, p. 197, n° 13; question 120, t. I, 356, n° 2, éd. 1735.

13. Part. I, chap. III, sect. II, art. 1, n° 301; Beugnot, IX, 573.

14, n° 82.

titutions du Droit français (1), Bourjon, *Le Droit commun de la France et la Coutume de Paris réduits en principe* (2), Charles Loyseau, *Traité des Seigneuries* (3), Poullain du Parc, *Principes du Droit français suivant les Maximes de Bretagne* (4), Denisart, *Collection de décisions nouvelles* (5), Jousse, *Traité de la justice criminelle* (6), de Héricourt, *Les Lois ecclésiastiques de France dans leur ordre naturel* (7), Cottureau, *Droit général de France* (8).

Tous ces auteurs s'accordent à considérer que dans l'ordre matériel, la voye de Fait est un acte physique accompli sur ou à l'encontre des personnes ou des biens, et que, dans l'ordre social, elle s'oppose à la voye de droit au sens particulier de cette expression, c'est-à-dire à la voye de Justice. Mais il y a de sensibles différences parmi les auteurs dans la manière de mettre en œuvre ses idées directrices. Décrivons tour à tour, afin de faire mieux sentir l'unité de l'ensemble à travers l'originalité de chacun, plutôt que la succession des temps, les caractères matériels, psychologiques et sociaux de la voye de Fait.

Si l'on se place d'abord au point de vue des caractères matériels de la voye de Fait, l'on constate que,

1. P. 441, éd. 1760.

2. Titre IV, chap. II, sect. IV, § 30, éd. 1760.

3. Chap. XI, n° 73-74, éd. 1766.

4. T. X, liv. V, chap. 26, p. 689 s., éd. 1770.

5. T. I, Verbo *Complainte*, t. IV; Vo *Voye de Fait*, éd. 1771.

6. T. III, p. 457 s., 1771. Commentaire sur l'ord. civile du mois d'avril 1767, tit. XVIII, art. II, tit. 27, art. VII.

7. Ed. 1771.

8. T. I, p. 363, n° 4350.

sous l'action sans doute des divers aspects de la réalité qu'ils envisageaient, les auteurs comme les ordonnances, se partageaient en trois groupes: les uns ont considéré seulement la voie de Fait qui s'exerce sur les personnes, d'autres la voie de Fait qui s'exerce sur les biens, et quelques-uns enfin la voie de Fait en général.

Les premiers sont restés dans la ligne classique des ordonnances de la troisième espèce. Pour Chopin, et pour Pothier qui nous parlent, le premier dans son *Traité du Domaine de la Couronne des voyes de fait subies par ceux qui suivent la Cour du Roy* (1), le second dans son *Traité des Fiefs de celles du seigneur sur son vassal* (2), la voie de fait c'est l'entrepris matérielle qui frappe effectivement le corps. Automne avait exprimé la même opinion dans la Conférence du Droit Français (3).

Ceux par contre, qui n'ont considéré la voie de Fait qu'en tant qu'elle porte sur les biens, ont été parfois assez incertains sur ses relations avec la Force ou avec la Violence ou avec le Fait. Un bon nombre d'entre eux n'eut pas, il est vrai, à s'occuper de ces relations et n'en a rien dit: ainsi Loisel, Guenois, Brodeau, Ferrière, Pothier, Bourjon. Mais il en est qui mêlèrent indistinctement la notion de force et celle de voie de Fait, par exemple Perrier (4), ou la

1. T. II, p. 239.

2. Ed. Beugnot, t. IX, 573.

3. T. II, p. 382.

4. T. I, p. 197, n° 13, p. 356, n° 42.

notion de trouble de Fait et celle de voie de Fait, par ex. Poullain du Parc et Denisart (1), ou la notion de violence et de voie de Fait, par ex. Argou (2); tandis qu'à l'inverse certains d'entre eux, Poullain du Parc et Denisart, observaient que la violence se distingue de la voie de Fait, qu'elle n'est qu'une voie de Fait grave, par conséquent une simple espèce de voie de Fait et non pas toute la voie de Fait (3).

Les auteurs qui envisagèrent la voie de Fait dans son ensemble furent soumis de leur côté, encore que sur une plus grande échelle, aux mêmes hésitations que ceux que nous venons de citer et à de semblables divergences. Si l'on excepte Theveneau et Brossette, Ferrière et Loyseau, qui bornent leurs regards à la seule voie de Fait et ne se soucient à son propos de force ni de violence, nous voyons que les rapports de la force, de la violence, du fait et de la voie de Fait, ici surtout, préoccupent les juriconsultes. Plusieurs résolvent le problème par l'égalisation de ces quatre facteurs, au lieu que les autres s'appliquent au contraire à les fractionner et à les hiérarchiser. Il arrive, au surplus, que c'est le même juriconsulte qui les confond dans un cas et les distingue dans un autre.

C'est lorsqu'on les prend dans leur sens le plus vaste que la force, la violence, le fait et la voie de

1. Poullain du Parc, *Principes*, t. X, p. 696, n° 19 et s.; Denisart, *op. cit.*, t. I, V° *Complainte*, n° 6.

2. T. II, L. II, chap. X.

5. Poullain du Parc, *op. cit.*, p. 691, n° 5; Denisart, *op. cit.*, t. I, V° *Complainte*, n° 16.

Fait sont pour les auteurs des notions identiques. Il n'y a pas de différence, pensent quelques-uns, entre la violence et la voie de Fait. De Héricourt le laisse entendre avec précision encore que d'une façon implicite (1), et Denisart l'affirme expressément (2) : « Voie de Fait, déclare-t-il, se dit de tout acte de *violence* commis par un agresseur, soit en maltraitant quelqu'un, soit en s'emparant d'une chose d'autorité privée. » Il n'y a pas de différence non plus, pense un autre parti d'auteurs, entre la force et le fait ou la violence ou la voie de Fait. C'est l'opinion sur laquelle vit Domat au xvii^e (3). Jousse, au xviii^e siècle, transcrit en notre langue, la doctrine des maîtres italiens. Il assimile la « Force » et le « Violence » de même que ceux-ci avaient assimilé la « Vis » et la « Violentia ». Il distingue ensuite à leur manière deux sortes de forces ou de

1. *Les lois ecclésiastiques*, éd. 1771.

2. *Op. cit.*, t. IV, V^e Voie de Fait.

3. *Lois civiles*, Liv. I, tit. XVIII, sect. II. — On dirait, il est vrai, au premier examen, que Domat, reconnaît entre ces trois idées des différences tranchées, et qu'il les range suivant un ordre de grandeur décroissant. Son esprit généralisateur, en effet, et sans doute aussi l'amitié de Pascal, scrutateur passionné des rapports de la Force et du Droit (*Pensées*, éd. Brunschig, sect. V. 297 et suiv.) le conduisent à donner à la notion de Force la première place, et c'est cette notion qui est l'idée maîtresse et préside au déploiement des autres idées, dans le paragraphe qu'il consacre aux effets de la Force dans les conventions ; tandis que la voie de fait et la violence paraissent quant à elles, des idées très subordonnées. Mais, quant on y regarde de plus près, l'on se rend compte que la préférence indéniable dont bénéficie la notion de Fait, est purement philosophique peut-être même un peu littéraire, et n'entraîne aucune conséquence juridique. Domat, se contente au fond, d'assurer à l'idée de force une sorte de préséance, et cela fait, il l'accompagne, sans beaucoup garder

violences, d'après les moyens employés : « la Force ou violence publique, c'est-à-dire celle qui est commise ou avec armes ou avec attroupement, même sans armes, la Force, ou violence privée, c'est-à-dire celle qui se fait sans armes. » Puis il ajoute que si l'on considère la Force ou violence « du côté de l'effet qu'elle produit, elle est de quatre sortes : 1^o la *force turbative* qui est celle par laquelle on trouble quelqu'un par voie de Fait dans la possession où il est de jouir d'un bien qu'il possède ouvertement, en l'empêchant d'en jouir librement ; 2^o la *force compulsive* qui se fait quand on oblige ou contraint quelqu'un par menace ou par une juste crainte à faire, ou donner, ou livrer quelque chose ; 3^o la *force expulsive* par laquelle on chasse quelqu'un d'un héritage qu'il possédait légitimement et de bonne foi. Cette expulsion peut se faire dans la personne du propriétaire même, ou du possesseur, ou dans celle de son fermier ou locataire. Elle a aussi lieu dans la personne de l'usufruitier ; 4^o la *force ablative* qui est celle par laquelle on enlève par force à une personne, un bien ou des meubles ou autres effets qui lui appartiennent » (1). Mais ce qui est

les distances des notions de voie de Fait et de violence, qui sont plutôt des idées coadjutrices que des sujettes, si bien qu'en définitive, l'explication qu'il donne de la force, vaut également pour la violence et la voie de fait ; celle-ci, comme la force et comme la violence se définit pour Donat : « Toute impression illicite qui porte une personne contre son gré, par la crainte de quelque mal considérable, à donner un consentement qu'elle ne donnerait pas si la liberté était dégagée de cette impression ».

1. Jousse oublie la force inquiétative.

surtout remarquable chez Jousse c'est que, lorsqu'il s'agit pour lui de définir la force et la violence, il a recours à l'expression voie de Fait : « On entend, écrit-il en général par force ou violence, toute voie de Fait qui se commet d'autorité privée sur une personne, ou sur une chose qui appartient à cette personne ou dont elle est en possession, malgré elle et sans son consentement et au mépris de l'autorité publique (1) ». Assurément, si l'on avait demandé à Jousse de définir directement la voie de Fait, il n'eut fait que changer l'ordre des premiers termes et il eut dit : « On entend en général, par voie de Fait, toute force ou violence qui se commet d'autorité privée... » Bodin, d'ailleurs depuis deux cents ans, avait pris les devants. Il avait employé l'un pour l'autre les termes de voie de Fait, de force, de violence et celui de fait, et il avait écrit aux Six Livres de la République indifféremment : procéder par voie de Fait ou procéder de Fait ou de force (2), tellement la Force, la Violence et la Voie de Fait ou même le Fait étaient sous l'Ancien régime communément regardés comme identiques, dans leur sens le plus large.

En revanche, il n'en était pas de même lorsqu'on prenait les idées de force et de violence dans un sens plus étroit, et Jousse lui-même, à peine, a-t-il fusionné dans le passage à l'instant cité, la force, la violence et la voie de Fait,

1. *Traité de la Justice criminelle*, t. III, p. 457.

2. Ed. 1579, p. 310.

qu'il déclare : « La force dans sa propre signification diffère de la violence en ce que la force se commet à proprement parler contre un homme, au lieu que la violence se commet aussi sur les choses inanimées, comme lorsqu'on brise une porte, une fenêtre, des meubles. » D'un autre côté, dit-il, « il ne faut pas confondre la violence avec la voie de Fait, toute violence est voie de Fait mais toute voie de Fait n'est pas violence (1). » De sorte qu'au total la voie de Fait serait plus large que la Violence qui à son tour serait plus large que la Force ; La voie de Fait comprendrait tout : la violence ne serait qu'une partie de la voie de Fait, et la force qu'une partie de la violence.

Tels étaient les divers sentiments des auteurs en ce qui touche les caractères matériels de la voie de Fait. C'était, comme on voit, une assez grande complexité.

L'unité s'opérait au contraire relativement aux caractères psychologiques des actions désignées par ce mot. Personne ne concevait la voie de Fait autrement que comme un acte accompli avec la volonté de l'entreprise. Très souvent, il est vrai, les auteurs regardaient plus volontiers la voie de Fait comme un acte effectué avec l'intention de se faire justice à soi-même. Certains auteurs estimaient aussi que la voie de Fait pouvait très bien sans cesser d'être une voie de Fait s'inspirer d'une pensée généreuse et

1. *Op. cit.*, t. III, p. 458.

altruïste et qu'elle ne supposait pas nécessairement une pensée égoïste et personnelle : c'est ainsi que Brillon présentait le cas de celui qui appréhende dans l'intérêt public des soldats déserteurs, comme une véritable voie de Fait (1). Mais quelles que fussent les précisions particulières apportées de divers côtés sur l'intention qui présidait à la voie de Fait, celle-ci était par tous comprise comme une entreprise voulue.

Les caractères sociaux de la voie de Fait ne donnaient pas lieu non plus à de grandes divergences.

1^o Se conformant exactement, sur un premier point, au droit positif, les auteurs croyaient que la voie de Fait était seulement une entreprise s'exerçant sur ou à l'encontre du corps d'autrui ou des objets détenus par autrui. Ils n'allaient pas si avant que Dumoulin, et les actes accomplis d'autorité privée par un particulier sur sa propre chose, n'étaient pas tenus pour des voies de fait.

2^o La voie de fait en second lieu, se manifestait à tous comme le contraire de la voie de droit, celle-ci étant entendue comme voie de justice. Bodin, Brodeau, Argou, étaient expressément de cette opinion. On l'opposait parfois, d'une manière plus étroite, au simple trouble de droit, c'est-à-dire à la simple affirmation, judiciaire ou extrajudiciaire, d'une prétention de droit.

3^o La voie de fait, enfin, dans ses rapports avec

1. Brillon, *op. cit.*, t. VII. V^e *voie de Fait*.

la légalité était définie comme une action en principe illicite. La presque unanimité des auteurs s'exprimait même, en méconnaissant ainsi le droit positif, comme si la voie de fait eut été, toujours et partout, un acte illicite. Loisel a réduit en proverbe cette opinion courante : « Voies de fait sont défendues (1) » dit-il, et nombreux furent les jurisconsultes qui commentèrent cette maxime : « les voyes de fait, dit Guy Coquille (2), étiam pour la défense et tution de sa chose sont défendues. Ce qui est accompagné de grande raison, ajoute-t-il, de tant que les voyes de fait amènent bien souvent des meurtres et autres périlleux inconvénients. » Domat est plus tranchant encore (3) : « Toutes les voies de fait, toutes les violences, toutes les menaces sont illicites, et les lois condamnent, non seulement celles qui mettent en péril de la vie ou de quelque tourment sur le corps, mais toutes sortes de mauvais traitements et de voies de fait, ce qui se trouve fondé sur quelques règles du droit romain, où toute force était illicite et où les voies de fait étaient défendues, lors même qu'on les employait à se faire justice à soi-même. Et ces règles sont tellement du droit naturel, qu'il ne pourrait y avoir d'ordre dans la société des hommes, si les moindres violences n'étaient réprimées. » « Les voies de fait sont un trouble à l'ordre public, reprend Denisart (4),

1. *Institutes* liv. VI, tit. I, règle II. V. aussi Automne, *Conférences du droit français*, t. I, p. 71.

2. *Commentaires sur les Coutûmes de Nivernois*, t. II, p. 106.

3. *Lois civiles*, liv. I, tit. XVIII, sect. II.

4. *Collection de Décisions nouvelles*, IV, 1^{re} Voie de Fait.

et les tribunaux attentifs à maintenir la tranquillité des citoyens, répriment toujours les voies de fait, même sans examiner si l'agresseur avait raison au fond, parce qu'il n'est pas permis de se faire justice soi-même. » Claude Ferrière continue : « Il est loisible à tous les habitants du Royaume de demander justice, mais il n'est pas permis à personne de se la faire. Le Roi même la demande par ses procureurs, il présente des requêtes, donne des assignations, ce qui marque qu'il n'est permis à personne de se la rendre, quand même il aurait titre et qu'il serait fondé en droit et en raison. D'ailleurs, s'il était permis de se faire justice, on serait tous les jours aux épées et aux couteaux les uns contre les autres. »

Voici encore le même thème traité par Jean Bodin, au chapitre de la puissance des magistrats sur les particuliers :

« Il n'y a loy divine ny humaine, dit ce jurisconsulte, qui permette de revanger ses injures de faict et de force contre les magistrats, comme quelques-uns ont pensé : qui sont ouverture aux rebelles pour troubler tout un Estat, car s'il est permis au subject de se revanger de faict et de force contre les Magistrats, on usera de mesmes arguments pour résister aux Princes Souverains et fouler les lois aux pieds... Or les lois ont toujours eu la voye de fait en si grande horreur, que mesmes elles ont restitué les voleurs et brigands ès lieux qu'ils avaient injustement occupés, si par force ils en estayent chassés : et ont débouté les vrais Seigneurs de leurs droits quand ils ont procédé par voye de fait et même en cas d'exploits domaniaux, le Seigneur doit faire procéder par ses juges. Car la plus saine opinion est que les seigneurs particuliers, quelque juridiction qu'ils aient, ne peuvent exploiter que par leurs officiers s'il est question de leur fait.

Et la loy qui dit qu'il ne faut pas permettre aux particuliers ce qui peut être fait par le magistrat, porte sa raison : *ne occasio sit majoris tumultus faciendi*. Aussi la loy des XII tables qui dit *Vis in populo abesto* ne s'entend pas seulement de la *force* et *violence* par les armes, ains aussi quand on veut avoir ses choses autrement que par *voye de justice*. »

On sent par des citations, que le principe de l'illégalité de la voie de fait, était profondément empreint dans l'opinion de l'Ancien Régime ; c'était même à tel point, que les dictionnaires à l'usage des lettrés, de Furetière au xvii^e siècle, et de Richelet au xviii^e siècle, avaient reproduit le brocard de Loisel. « On dit que les voies de fait sont défendues, constate Furetière, pour dire qu'il ne faut pas se faire justice à soi-même, par violence et de son autorité privée ».

C'est à peine si Brillou, en sens contraire, renvoyait au Code de Justinien, et faisait observer que la voie de fait était permise envers les soldats déserteurs qu'on pouvait arrêter par amour du bien public.

III. — LA NOTION DE LA VOIE DE FAIT

ACTE ILLICITE PAR NATURE

Les jurisconsultes du deuxième groupe ont été bien moins nombreux que ceux que nous quittons, et leur doctrine moins complexe. Par contre leur pensée est relativement plus approfondie et plus circonstanciée.

Muyart de Vouglans l'a exposée dans ses *Institutes*

au droit criminel (1) et dans les *Lois criminelles de la France dans leur ordre naturel* (2), Jousse dans son *Traité de la justice criminelle* (3), Dareau dans son *Traité des Injures* (4). Ce sont trois criminalistes.

Leur caractère essentiel, c'est qu'ils se reliaient étroitement à la première conception de Dumoulin, et qu'ils regardaient la voie de fait comme synonyme d'injure de fait et comme étant illicite non pas seulement par détermination constante de la loi, ainsi que le voulaient les jurisconsultes du premier groupe, mais par définition et « par la chose même ». La voie de fait, suivant eux, se définissait par contraste avec la voie de droit prise dans son sens le plus large : c'était un procédé, une voie défendue par le Droit. Mais si ces auteurs se rattachaient à Dumoulin, ils n'étaient pas cependant, non plus que les auteurs précédents, de vrais disciples. Il se pourrait même que la ressemblance signalée par nous, n'ait été que fortuite, simple effet du hasard, ou de la nature des choses, plutôt que d'une volonté consciente ; peut-être sont-ils des continueurs par aventure, des successeurs sans le savoir. En tout cas ils s'écartent à deux points de vue du maître qu'ils continuent : d'une part à l'imitation des auteurs précédents, ils font figurer une notion étrangère —

1. Tit. VII, chap. V, éd. 1757.

2. Liv. III, tit. VIII, chap. II, éd. 1780,

3. Tome III, partie IV, tit. XXIV, art. III. éd. 1771.

4. Tome I, p. 155, s., éd. 1785.

celle d'injure de fait — à côté de la notion voie de fait et par là ils ajoutent à Dumoulin. D'autre part, leur théorie ne correspond qu'à une partie de celle du jurisconsulte, elle n'en recouvre qu'un fragment : ce n'est pas toute action illégale en effet, qui est considérée comme voie de fait, mais seulement certaines actions illégales qui rentrent dans la notion d'injure de fait.

En théorie, au point de vue matériel, l'injure de fait ou par voie de fait, s'oppose à l'injure verbale et à l'injure par écrit à peu près de la même manière que le meffait, s'opposait aux mesdits et aux écrits (1) : « l'injure proprement dite (2), déclarait Muyart de Vouglans, en ses *Lois criminelles de la France dans leur ordre naturel*, est cette espèce de délit, qui n'a dans le droit aucune dénomination particulière, et qui consiste dans tout ce qui se dit, se fait ou s'écrit, tendant à offenser les particuliers, soit dans leur personne, soit dans leur honneur, soit dans leurs

1. Mais le concept de meffait a plus d'extension que le concept d'injure de fait : ce n'est pas tout fait illicite qui est une injure de fait mais seulement le fait illicite tendant à offenser autrui.

2. Dans l'ancien régime comme en droit romain, le terme d'injure se disait dans un sens large de tout acte contraire au droit : v. Muyart de Vouglans *les Lois criminelles de la France*, l. III, tit. VIII ; Jousse, *op. cit.*, titre XXIV, sect. I, art. 1^{er} de la sorte, les écoliers de l'ancien régime, qui se livraient à l'étude du droit romain, en même temps qu'à celle du droit français, se trouvaient en présence de trois sens principaux du mot injure : 1^o l'injure désignait en droit français et en droit romain, nous venons de le noter, l'acte contraire au droit ; 2^o elle désignait en droit romain le délit d'*injuria*. Girard, *Manuel de Droit romain*, 6^e éd., p. 408 s. ; 3^o Elle avait en droit français le sens indiqué au texte.

biens. La première sorte d'injure est toujours verbale, la seconde est l'injure réelle ou par voie de fait, la troisième l'injure par écrit ». La distinction est donc formelle et sans ambiguïté : les écrits sont dans une première catégorie, les paroles dans une seconde, les faits dans une troisième. Il n'y a entre les trois ordres d'injures aucun terrain commun.

Malheureusement en pratique, la séparation n'était pas aussi franchement observée et certaines paroles ou certains écrits offensants, plus graves que les autres, étaient traités comme injures de fait et voies de fait. Muyart de Vouglans, Jousse et Dareau, n'eurent aucune hésitation, à ranger les menaces injurieuses parmi les voies de fait : « Nous entendons sous ce nom d'injure par voie de fait, disait encore le premier dans ses *Institutes au droit criminel*, toute voie de fait dont on use envers quelqu'un non seulement en le battant, maltraitant, le poussant, mais encore en l'empêchant d'user de sa chose librement, en le privant injustement de sa liberté, en le menaçant ou par des gestes ou avec un bâton, ou de la main, ou de quelque autre manière qui marque une dérision insultante ». La même opinion était partagée par les deux autres auteurs. Pousant même plus avant, ils reconnaissaient comme voie de fait les paroles deshonnêtes adressées aux jeunes filles et femmes d'une vertu reconnue, ou les images et peintures injurieuses à la réputation d'une femme de bien, — ou les signes affichés aux portes et qui « dénotent l'infamie comme une roue, une

potence », — ou enfin les refus de laisser entrer en un lieu ceux qu'on sait en avoir le droit.

Quoiqu'il en soit les jurisconsultes distinguaient trois sortes d'injures de fait : « les injures réelles ou de fait dit Jousse, se commettent de plusieurs manières : 1^o en frappant et maltraitant une personne ou usant à son égard de quelque autre voie de fait ; 2^o en faisant quelque action ou voie de fait qui peut préjudicier à son honneur et à sa réputation ; 3^o en commettant une voie de fait qui peut préjudicier dans ses biens ou ses droits et privilèges » (1).

Ces diverses voies de fait, à les considérer en général, pouvaient prendre la forme d'injures par action, ou d'injures par omission. Les injures par action se présentaient tantôt comme des mainmises physiques sur les personnes ou sur les choses, tantôt comme de simples faits qui ne se traduisaient pas par des mainmises. Les mainmises ou les simples faits, portaient atteinte soit à la personne, soit à la réputation, soit aux biens. La voie de fait est attentatoire à la personne, déclarait Muyart de Vouglans : « Lorsqu'on bat ou l'on excède quelqu'un, soit par des soufflets, coups de poings coups de pieds ou avec des bâtons, épées, fusils et autres armes ; ou bien qu'on porte la main sur lui pour le battre, ou que sans le frapper on lève la main ou un bâton ou une canne sur lui, ou même lorsqu'on se con-

1. *Traité de la justice criminelle*, III, part. IV, tit. XXIV, art. III, p. 586.

tente de le pousser, de le prendre par l'habit, au collet, qu'on lui crache au visage, qu'on lui jette des ordures ou qu'on les met devant sa porte, qu'on le fait mordre par son chien ou blesser par quelque autre animal dangereux, et à plus forte raison, lorsqu'on met quelque chose de nuisible sur son passage, ou dans son manger et dans sa boisson ; ce qui s'applique principalement aux médecins, apothicaires et sages-femmes, qui opèrent contre les règles de leur art ».

La voie de fait est contraire à l'honneur « lorsqu'on attente à la pudeur d'une femme, ou lorsque, pour ruiner le commerce d'un marchand, on fait mettre le scellé sur ses effets sous prétexte de faillite ; qu'on fait insulte à des seigneurs et gentils-hommes, en effaçant leurs noms et leurs armes qui seraient dans une église, cimetières ou ailleurs, en détruisant les monuments et sépulcres de leur famille, en abattant ou mutilant des statues ou encore en faisant du bruit ou charivari en dérision du mariage ».

La voie de fait frappe enfin sur les biens, « lorsque dans la seule envie de nuire ou de faire injure à quelqu'un... on dégrade ses biens, soit meubles, soit immeubles de son autorité privée ; qu'on le trouble dans sa jouissance, surtout après qu'il aurait été maintenu par arrêt, ou bien que l'on empêche les commissaires et gardiens, de se mettre en possession des choses, dont la garde leur est confiée par la justice, et en général lorsqu'on empêche

quelqu'un d'user librement de sa chose ou de son droit, ou qu'on lui cause quelque dommage comme si l'on coupe ses arbres, si l'on détruit ses plantations, si l'on casse ses portes, ses fenêtres, si l'on tue ou blesse son chien ou ses autres animaux, si l'on empoisonne ses étangs si l'on corrompt son bled et détériore son vin ».

Les voies de fait, par action, dont vient de nous parler Muyart et Vouglans, sont les plus nombreuses, mais il existe également des voies de fait par omission : ainsi l'on commet une voie de fait « lorsqu'on affecte du mépris pour ses supérieurs, en ne leur rendant pas les honneurs qui sont dus à leur rang et leur dignité, ou... lorsque pour faire injure, on affecte de ne point convoquer à une assemblée, ceux qu'on sçait en avoir le droit. » Voilà ce qu'est l'injure au point de vue matériel.

Du point de vue psychologique, la dénomination de voie de fait s'applique à des actes involontaires commis par imprudence. Sans doute la plupart des voies de fait sont volontaires et même de mauvaise foi, « la mauvaise intention y règne dans le principe », mais il en est qui ne sont pas complètement volontaires, le dol n'existe pas, seule la faute s'y retrouve. Jousse et Dareau notamment, nous citent comme voies de fait, une série d'actions qu'on appellera de préférence au siècle suivant quasi délits : « jets de choses par la fenêtre d'une maison, ou incendie par imprudence, dommages causés par les cochers ou charretiers par négligence ou

impéritie, blessures faites par un cheval vicieux, ou morsure d'un chien que son maître n'a pas soin de contenir », et qui sont des voies de fait, bien que l'offense qu'elles constituent soit plutôt dans les faits et dans la susceptibilité de la victime que dans l'intention de l'agent.

Enfin dans l'ordre social, la voie de fait suppose toujours une entreprise à l'encontre d'un autre que soi : tous les cas énoncés par nous, renferment un acte qui vise autrui, la notion d'injure l'implique, elle comporte un adversaire ; la voie de fait sur soi-même, est aussi inconnue de la Doctrine que des sources officielles du droit. En second lieu, la voie de fait s'oppose à la voie de droit entendue dans un sens large : aucun de ces auteurs ne le dit en propres termes, il faut bien le reconnaître, mais cela découle infailliblement de la nature des idées ; infailliblement par suite, la voie de fait est illicite — nous avons entendu Muyart de Vouglans : « l'injure... est cette espèce de délit, qui n'a dans le droit aucune dénomination particulière ». Il avait dit auparavant que l'injure ne pouvait être excusée « à cause... de la maxime constante dans le royaume que toutes voies de fait sont défendues ». Cette maxime vaut en effet pour les voies de fait du second groupe comme pour celles du groupe classique, mais elle signifie dans notre cas non plus seulement que les voies de faits sont en règle générale interdites dans le royaume, mais qu'elles sont illicites par elles-mêmes et par définition.

IV. — VUE SUCCINCTE DE LA TRADITION PRÈS DE LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

Telle étant la doctrine de l'injure de fait, nous avons maintenant sous les yeux l'état de l'opinion des lois et des jurisconsultes sur la voie de fait, jusqu'aux quatre dernières années qui précèdent immédiatement la Révolution.

Au travers des analyses que nous avons faites, nous avons senti, à mesure que nous approchions du point où nous sommes, comme un enrichissement presque continu s'accomplir, sous l'action du progrès insensible de l'esprit général et du travail apparent de quelques esprits particuliers ; nous avons vu les relations de la voie de fait avec la Force, la violence, le fait, et l'injure de Fait, se diversifier dans la doctrine comme elles l'avaient fait dans les lois.

Mais si nous voulons maintenant faire l'examen de la tradition, dirons-nous que tout y fut gain assuré ? La réponse à cette question est délicate, car les nombreuses opinions qui avaient cours, n'étaient pas toutes aisément conciliables, il y en avait d'incompatibles entre elle.

I. — L'on pouvait sans doute mettre de l'ordre aisément dans les conceptions qui regardaient la voie de fait comme un acte illicite par nature, à l'instar de ce qu'avait fait une partie de la tradition romaine, pour la Vis, et la tradition barbare pour la

violentia. Il suffisait de remarquer que la théorie de la voie de Fait, Injure de fait n'était qu'un fragment de la théorie de la voie de Fait illicite. Il était facile d'une autre côté de déterminer les rapports de la voie de fait ainsi comprise avec les notions de Force, de Violence ou de Fait qu'emploient, dans une pensée analogue, le droit positif ou les anciens jurisconsultes : Il suffisait de remarquer que la voie de fait illicite par définition, quand elle était entendue dans son sens le plus large, se confondait presque avec la première conception de la vis latine (1) et entièrement avec la Force telle que la comprenait le Grand Coutumier de Normandie, (2) avec la violentia de la tradition barbare, (3) ou avec la Violence telle que l'entendait parfois le droit français, (4) ou avec le fait tel que le comprenait le Grand Coutumier de Normandie (5). Et que la voie de Fait entendue au sens d'injure de Fait, au contraire, n'était qu'un fragment de ces notions et ne correspondait exactement à aucune autre, pas même ainsi, que nous venons de le voir, à celle de meffait.

L'on pouvait encore mettre de l'ordre dans les diverses opinions législatives ou doctrinales touchant la voie de fait de la seconde conception avec la Force, la Violence et le Fait. Il suffisait de remarquer que tantôt la Force, le Fait et la Violence

1. V. *supra*, L. I, chap. I, section 2.

2. *Supra*, L. II, chap. II, section 1.

3. *Supra*, L. I, chap. II, section 1.

4. *Supra*, L. II, chap. I, section 3.

5. *Supra*, L. II, chap. II, section 2.

étaient synonymes de la voie de Fait (1) et que tantôt la violence et la force n'étaient qu'une partie de la voie de Fait (2).

II. — Mais relativement à la formule de la voie de Fait dans sa conception ordinaire, à qui se rallier de Dumoulin qui pensait : 1° que l'acte juridique peut être une voie de fait s'il est accompli d'autorité privée par un particulier pour réaliser ses volontés, 2° qu'un acte matériel effectué par un particulier sur sa propre chose est une voie de fait, s'il est accompli d'autorité privée dans un cas où la voie de justice est requise, ou des autres auteurs qui ne parlaient de la voie de fait que 1° comme d'un acte matériel, 2° comme d'un acte accompli à l'encontre d'autrui ou à l'encontre des biens détenus par autrui.

Pouvait-on admettre en même temps ces deux opinions, en observant que la seconde était de nature à s'enchâsser dans la première? On le pouvait, mais il était hardi de le faire. La solution éclectique, sur ce point, n'allait pas aussi simplement que sur les autres; ne semblait-il pas à première vue qu'il y avait une grande distance, juridiquement parlant, entre l'acte matériel et l'acte juri-

1. V. *Supra* : *Droit positif*, L. II, chap. I, s. 3, Force, Violence; Jurisconsultes, L. II, chap. II, s. 1, Force; s. II, Fait; sect. III, Faits: Pothier, Poumain, Duparc, Denisart, Force: Baudin, Perrier, Domat, Jousse; Violence: Argou de Héricourt, Jousse.

2. V. *Supra* : *Droit positif*, L. II, chap. I, s. 3, Violence; Jurisconsultes, L. II, ch. II, s. 2, Violence; sect. 3, Force: Jousse; Violence: Dumoulin, Denisart, Jousse.

dique, entre l'acte accompli à l'encontre d'autrui et l'acte accompli chez soi sans adversaire.

D'autre part, qui choisir ? chacun avait ses raisons. Les opinions de Dumoulin pouvaient s'appuyer toutes deux sur la logique et à la rigueur sur le droit romain. Sur la logique qui semblait exiger que, puisqu'on opposait la voie de fait à la voie de justice, on acceptât toutes les conséquences de cette antithèse, qu'on tint donc pour voies de fait, tous les actes accomplis d'autorité privée par un particulier pour réaliser ses volontés à l'encontre des volontés d'un autre particulier, sans faire de distinction entre les actes matériels ou les actes juridiques, et qu'on tint aussi pour voie de Fait l'acte accompli par un particulier sur son propre bien en dehors de la voie de justice, dans un cas où cette voie était requise. Sur le droit romain où l'acte juridique et l'acte accompli chez soi sans adversaire, étaient quelquefois « Vis ». Par contre, les opinions des autres jurisconsultes avaient pour elles la pratique la plus constante du droit romain, du droit barbare et du droit français.

Où était donc la vérité ? On conçoit quelles devaient être l'hésitation et l'incertitude, en présence de ce dilemme, des auteurs de la fin de l'Ancien Régime, épris en même temps, comme tout leur siècle, de la pratique de la vie et de la clarté de la pensée, de l'histoire et de la raison.

Aussi, lorsque les jurisconsultes, obéissant à la tendance générale qui portait les Encyclopédistes

après un siècle de renaissance et un autre siècle de maturité, à faire l'inventaire des sciences humaines et à codifier les idées, voulurent dresser sous la direction de Guyot un Répertoire universel de jurisprudence, fut-il arrêté qu'il y aurait une rubrique sur la voie de fait. Lanjuinais, plus tard comte de l'Empire, mais à ce moment-là (1), professeur à la faculté de Rennes, en fut chargé.

SECTION IV

Lanjuinais

L'étude de Lanjuinais n'est qu'une œuvre de coordination et de synthèse, elle se compose de deux parties qui portent sur les deux questions habituelles : 1° Qu'est-ce que la voie de fait ? 2° Est-il vrai que dans le sens ordinaire du terme la voie de fait soit toujours illicite ?

Pour répondre à la première question, Lanjuinais se contentait de rapprocher la conception de la voie de fait-injure de fait, de la conception traditionnelle de la voie de fait et de marquer leur ordre de grandeur. « Ce mot, dans le sens le plus étendu, désigne presque toutes les actions qui blessent une personne dans son corps, dans son honneur ou dans ses biens, ou seulement qui contrarient ses prétentions comme violence, dommage, méfait injurieux, mauvais traitements, construction ou destruction

1. 1785.

d'ouvrages, dégradation, détérioration, innovation, spoliation, trouble à la possession, en un mot tout ce que les jurisconsultes comprennent sous le nom d'injure réelle. » Lanjuinais, par ce principe et par cette énumération, résumait Muyart de Vouglans, Jousse et Dareau. Cela fait, il posait à la manière de Dumoulin la seconde définition de la voie de fait. « Dans une acception plus étroite et plus ordinaire, voie de fait se dit de tout acte par lequel on exerce de son autorité privée des prétentions ou des droits contraires aux droits et aux prétentions d'autrui. » L'acte juridique par lequel on réalise une prétention de droit, était une voie de fait pour Lanjuinais, à la différence de ce que pensaient la plupart des auteurs postérieurs à Dumoulin. Enfin Lanjuinais indiquait à la manière de Jousse qu'il « ne faut pas confondre la violence avec la voie de fait. Toute violence est une voie de fait, mais toute voie de fait n'est pas violence : la simple voie de fait sans violence est la voie de fait proprement dite. »

A l'autre question : la voie de fait au second sens de cette expression est-elle légitime? Lanjuinais répondait par une distinction.

« Si pareille voie de fait est commise malgré la résistance effective des intéressés, en les forçant, repoussant ou intimidant avec armes ou sans armes, c'est une violence rarement innocente dans l'Etat, au contraire, le plus souvent criminelle, ou du moins répréhensible. *Nihil est enim exitiosus civitatibus*

nihil tam contrarium juri et legibus quam composita et constituta republica quid quam agi per vim. Cicéron, *de legibus* Liv. III n. 18.

Quant à la simple voie de fait qui s'exerce sur les choses, Lanjuinais s'applique à redresser le préjugé de son illégalité accrédité par l'adage de Loisel : « Si l'on prétendait qu'elle est toujours légitime ou qu'elle est toujours illicite, et provisoirement réparable dans les deux cas, on s'écarterait également de la justice et de l'équité, du bien public et de la raison. Sans doute les citoyens ne doivent pas sans nécessité, se faire droit à eux-mêmes; le plus légitime propriétaire, ne doit pas troubler de fait une possession subsistante, s'emparer sans forme juridique de ce dont jouit son adversaire, sous la garde sacrée de la loi; autrement se serait renverser l'ordre public, et violer la première condition du pacte social. La voie de fait serait repoussée par la violence, celle-ci occasionnerait de nouveaux excès, les guerres privées renaîtraient avec leurs atrocités, et l'Etat serait menacé d'une dissolution prochaine.

Ces inconvénients sont réels, mais ils ne doivent pas aussi nous faire abuser du sage principe qu'ils ont fait introduire.

Il y a des voies de fait qui ne sont que l'exécution de la loi, que l'exercice d'un droit actuel et certain; il y en a qui troublent ou qui font perdre, non pas une vraie possession, mais plutôt une détention coupable et indigne elle-même d'un seul

moment de faveur. Qui repousserait par voie de fait, et surtout par la violence, des voies de fait de cette espèce, serait le seul en faute. Enfin il est des voies de fait, qu'on ne peut juger indépendamment du mérite du fond, sans s'écarter des maximes reçues, sans nourrir le monstre de la chicane par des procédures vraiment frustratoires. Ce serait donc une maxime fausse et dangereuse, d'avancer indistinctement, comme certains auteurs, que toutes voies de fait sont défendues, et doivent être réparées par provision.

Il y a des voies de fait qui sont de véritables délits ou des fautes punissables, et qui pour la plupart, doivent être avant tout réparées; il en est de formellement autorisées ou tolérées par les lois et par la jurisprudence.

L'auteur passe aussitôt à l'examen des cas où la voie de fait est illicite et de ceux où elle est licite.

Mais nous ne le suivrons pas dans la discussion qu'il institue à ce propos : l'intérêt en est purement historique; ce qui nous importe avant tout c'est de remarquer que, quel que fût le grand service qu'il rendait à la clarté en plaçant l'une à côté de l'autre deux conceptions jusque-là dispersées dans les ouvrages (1), Lanjuinais cependant ne terminait pas l'Ancien Régime par une théorie décisive. Il pre-

1. Jousse, en effet, qui admettait l'une et l'autre conception de la voie de fait, en parlait dans des parties de son livre assez éloignées l'une de l'autre, et ne disait rien de leurs relations.

nait parti, au sujet de la définition de la voie de fait ordinaire, entre Dumoulin et les jurisconsultes qui étaient venus après Dumoulin, mais c'était en taisant les motifs de ses préférences. D'un autre côté, il était incomplet. Il ne disait rien des rapports de la force et de la voie de fait, question essentielle cependant que posait toute la tradition. Il omettait de rapporter la première conception de Dumoulin. En somme, pour celui qui étudie l'histoire de la voie de fait, Lanjuinais, au xviii^e siècle — deux siècles après Dumoulin, — fait seulement le pendant de Jacques d'Ableiges au xiv^e, — deux siècles avant Dumoulin. — Celui-ci était un devancier imparfait. Lanjuinais est un successeur partiel.

Pour nous, il ne nous appartient pas de faire ici un choix et d'indiquer les raisons de notre choix. Nous avons encore plus d'un siècle à parcourir, et nous devons, puisque nous connaissons maintenant la tradition, chercher quelle a été sa fortune au xix^e siècle et au commencement du xx^e.

LIVRE III

LE DROIT MODERNE

PRÉAMBULE AU LIVRE III

A considérer l'incertitude qui pesait sur les destinées de la France, depuis 1789 jusqu'au Consulat, les contemporains de la Révolution pouvaient justement s'inquiéter du sort de la Tradition.

Durant de longs jours le commandement des Lois et le conseil des Jurisconsultes avaient été, tout compris, les plus forts. Bien entendu, l'irrespect d'autrui et de l'ordre établi ne s'était pas fait faute de se manifester conformément à la loi d'opposition. Cet irrespect avait pris, selon les occasions, soit des formes qui ne relevaient pas des lois juridiques, soit des formes qui tout en étant punies par les lois juridiques n'étaient pas des voies de fait au sens habituel du mot pour le droit positif, soit la forme de voies de fait. On pourrait même rappeler de nombreuses hypothèses historiques de voies de Fait dont nous n'avons pas parlé dans les Livres qui précèdent. L'exemple de ces voies de Fait était venu de Rome. Les provinces extra-italiques

avaient été tranquilles sous la République et s'étaient servies des voies de droit plus que des voies de fait contre les exactions des gouvernements, mais il n'en avait pas été de même sous l'empire ; les Juifs et les Gaulois s'étaient insurgés au commencement du règne de Vespasien. Ce Nord de la Gaule avait été troublé à l'époque de Dioclétien par la révolte des Bagaudes. A l'intérieur de l'Italie, Rome avait eu à compter avec ses sujets italiques pendant la guerre sociale au 1^{er} siècle avant Jésus-Christ, et quelques années plus tôt les Gracques étaient morts au cours ou à la suite d'émeutes nobiliaires. La France avait suivi. Outre les voies de fait banales et quotidiennes des assassins et des voleurs, les voies de fait collectives avaient été répétées à l'époque barbare et dans l'Ancien Régime. C'étaient tantôt les Paysans qui se soulevaient : les Jacqueries de la guerre de Cent ans avaient été terribles (1), il y avait eu des insurrections, de la misère jusque sous le ministère de Richelieu (2) et le gouvernement de Louis XIV (3) ; tantôt c'était la noblesse qui se révoltait, guidée le cas échéant par des personnages publics ; ainsi le Dauphin Louis avait suscité en 1440 la Révolte de la Praguerie contre Charles VII, et devenu roi, il avait vu Charles le Téméraire former contre lui la Ligue du Bien public. Deux rois coup sur coup,

1. V. Lavissee, *Histoire de France*, t. IV, p. 270 et s.

2. V. Lavissee, *cod. op.*, t. VI¹, p. 431.

3. V. Lavissee, *cod. op.*, t. VIII¹, p. 345.

Henri III et Henri IV avaient été assassinés. Mais toutes ces voies de fait extraordinaires, à l'instar des voies de fait ordinaires, avaient été contenues par les sanctions dont disposaient les particuliers ou dont disposait le Pouvoir. Les lois s'étaient faites plus précises et les sanctions juridiques plus puissantes. Le Pouvoir s'était défendu et le Droit s'était adapté. Aux siècles de moindre civilisation, aux débuts de Rome, aux premiers temps de l'occupation barbare, les sanctions juridictionnelles des voies de fait avaient été, en matière de responsabilité, plutôt pénales que civiles ; et ce qu'elles avaient frappé, c'était le fait illicite, non la faute qui pouvait se trouver derrière ce fait, elles étaient donc sévères. En se développant, la société avait perfectionné les actions en responsabilité et s'était préoccupée davantage de la faute. La responsabilité de l'auteur de la voie de Fait à l'égard de la victime avait été civile seulement, la peine avait été payée à l'Etat, la responsabilité pénale publique était demeurée rigoureuse, les peines dans l'Ancien Régime étaient arbitraires, pour parer aux éventualités ; en même temps, et pour compenser, les actions tendant à la réparation en nature avaient été agencées suivant des principes meilleurs : les actions possessoires qui procuraient la remise en état provisoire avaient été renforcées, on avait assisté à la multiplication des interdicts mobiliers ou immobiliers du préteur, éclipse à l'époque franque, au Moyen-Age redressement : l'Eglise imaginait le *remedium spolié*

et de son côté la pratique séculière créait trois actions possessoires immobilières dont Beaumanoir au xiii^e siècle nous a révélé l'utilité ; les actions en revendication, c'est-à-dire en restitution définitive avaient été étendues : à Rome, sous des noms différents elles avaient protégé peu à peu les diverses espèces de propriétés reconnues ; en France la revendication des meubles qui avait été abandonnée après les invasions au moment où la responsabilité pénale privée était prépondérante, avait réapparu, si elle avait été restreinte à la fin de l'Ancien Régime et si la maxime « en fait de meubles possession vaut titre » s'était fait jour, c'était parce que les nécessités du commerce le demandaient absolument. A côté de ces sanctions par voie juridictionnelle et pour les compléter, le droit avait reconnu la légitimité de l'appel à la force publique ou à la voie de Fait des particuliers contre les auteurs des voies de Fait. Les particuliers, d'ordinaire la victime de la voie de Fait, se défendaient comme on l'a vu contre les voies de fait des autres particuliers, en certains cas d'urgence, par leurs propres voies de Fait. Les personnages publics enfin, mettaient en mouvement la force publique, non seulement quand il s'agissait d'exécuter les sentences des juges mais même en dehors de toute sentence, quand la voie de fait était pour la société ou pour les particuliers un péril imminent. De la sorte les formes les plus graves de l'irrespect social avaient été refoulées par la vigilance combinée des particuliers et des person-

nages publics qui luttèrent pour le maintien du droit établi. Des théories s'élevèrent qui permettaient de justifier les voies de fait dirigées contre les pouvoirs et contre les particuliers. La philosophie des sophistes grecs, introduite à Rome au II^e siècle avant Jésus-Christ avait eu par exemple cette conséquence, car pour elle il n'y avait pas plus de droit stable qu'il n'y avait de vérité permanente et l'on pouvait dès lors faire ce qu'on voulait à l'égard des institutions sociales. Les monarchomaques français, au plein des guerres de religion, avaient soutenu que les particuliers avaient dans une large mesure le droit de s'opposer aux actes des Tyrans et d'aller envers eux jusqu'au meurtre. Mais ces théories, ces conseils que dictait l'esprit d'opposition, s'étaient montrés en fin de compte impuissants ; ils avaient réussi à troubler un instant les Etats, des nobles ou de mauvais hommes étaient morts ou avaient été blessés, des choses de petite ou d'importante valeur avaient été anéanties ou diminuées, mais le Droit positif qui disposait de sanctions et possédait la plus grande force, avait eu le dernier mot : la contre-tradition avait été vaincue.

On avait veillé à l'observation journalière des lois dans les passages critiques. Les chefs d'Etat avaient donné les coups de barre nécessaires, et la crainte des sujets ou leur esprit religieux avaient fait le reste. L'Empire romain n'avait cédé qu'à la poussée grossissante des peuples du dehors. La monarchie

française quant à elle, semblait à l'orée du XVIII^e siècle, avoir soumis les oppositions du dedans à sa pleine autorité, avec une apparence de raison en généralisant une pensée de Montesquieu, que si toutes nos histoires étaient pleines de voies de fait on n'y pouvait compter une Révolution (1).

Et puis, malgré tout cela, en dépit de la Force que le Droit établi semblait recéler en lui, la Révolution était survenue. Elle n'arrivait pas certes inopinément. Les gouvernements les plus despotiques que la France eût éprouvés avaient été suivis de Régences qui donnaient à réfléchir. Là on avait senti que la fortune des institutions dépendrait de leur maniement par les rois et que la nation, lasse de porter les abus, ne les souffrirait pas en tous temps et de toutes les mains. A la mort de Richelieu et de Louis XIII, le Parlement, blessé dans son orgueil et dans ses prérogatives qu'il prétendait ancestrales, avait donné le signal de la Fronde. Paris s'était couvert de barricades. Le Parlement, nous l'avons vu, avait décrété en qualité de corps politique des voies de fait contre le cardinal Mazarin, ombre exécrée de Richelieu. A leur tour les Princes abaissés naguère par Richelieu, comme les magis-

1. *Esprit des lois*, L. V, chap. XI. « Dans ces circonstances (dans les séditions), les gens qui ont de la sagesse et de l'autorité, s'entremettent ; on prend des tempéraments, on s'arrange, on se corrige, les lois reprennent leur vigueur et se font écouter.

« Aussi toutes nos histoires sont-elles pleines de guerres civiles sans révolution ; celles des Etats despotiques sont pleines de révolutions sans guerres civiles. »

trats, s'étaient mis en révolte et le mot de Révolution avait été lancé dans la foule (1). Passé le règne de Louis XIV, un esprit analogue s'était manifesté. La Révolution était redevenue de la simple opposition grâce à l'habileté et aux concessions du Régent. Mais le Parlement et la noblesse frondaient en cachette et le souffle de réforme qui agitait la France était si violent et s'enflait si vite qu'il nous est bien difficile aujourd'hui de le distinguer du vent même de la Révolution qui allait en sortir. Les diverses institutions traditionnelles avaient été dès lors mises en cause à tour de rôle suivant que les événements les mettaient en vedette. Aujourd'hui le Parlement et la noblesse faisaient le procès de la royauté absolue et de l'égoïsme royal. Demain, des circonstances allaient se présenter où l'opinion bourgeoise ferait le procès si facile de l'égoïsme parlementaire ou de celui des grands. Les économistes et les philosophes avaient la tête toute pleine de griefs à invoquer, au nom de la science, au nom de la pitié humaine, au nom de la simple justice, contre l'Ordre traditionnel. Et l'Eglise chrétienne, qui recommande toujours à ses fidèles d'obéir aux pouvoirs établis tant que ceux-ci n'attaquent pas les Droits souverains de Dieu, n'était plus là en quelque sorte pour défendre l'ordre menacé. Elle avait d'une part, perdu en ce temps-là beaucoup de son crédit.

1. M. L. Batiffol, dans une communication récente à l'Académie des Sciences morales et politiques (15 mai 1925) a montré que le mouvement de la Fronde fut plus sérieux et plus profond qu'on ne le croit d'ordinaire (*Journal des Débats* du 16 mai).

Moitié par un oubli de principes essentiels, moitié par un effort de retour aux principes, elle avait ouvert ses flancs aux critiques païennes. L'alliance ou la promiscuité du trône et de l'autel avait été fatale à celui-ci comme c'était inévitable, et dans le haut clergé de cour, des scandales s'étaient produits dont « l'affaire du Collier » n'est que le plus célèbre ; à l'inverse, le développement des grands ordres religieux, le combat qu'ils avaient mené pour l'unité de l'Eglise et son indépendance à l'égard des Pouvoirs civils, avaient fait surgir aux yeux d'une France gallicane le spectre d'une Eglise vraiment catholique, qu'on appelait « ultramontaine ». Ceux d'autre part qui avaient encore quelque action sur la foule, les curés des bourgs et des campagnes, outrés de savoir les maximes du Christ oubliées en haut lieu, ne soutenaient plus un régime qu'ils jugeaient perverti ; n'avaient-ils pas d'ailleurs sous leurs yeux les misères des paysans, et le bruit de l'opinion ou la confiance secrète des familles ne les tenaient-ils pas au fait, plus encore que les philosophes, des fautes que la misère traînait après soi ? Or en face de ces puissances avilies, une bourgeoisie vivait qui entre beaucoup de défauts, — mais les hommes ne sont-ils pas le plus souvent impurs, — avait au moins le mérite d'être laborieuse. La force qu'elle puisait dans son travail journalier ne l'empêchait pas d'obéir journellement aux lois ; cependant comme elle avait étudié les lettres antiques, comme elle lisait Montesquieu, comme elle lisait Rousseau, elle aspirait à

une vie large. Les promenades aux champs, aux jours de repos, n'étaient pas seulement pour elle, comme pour les privilégiés, le prétexte aux galanteries et aux intrigues politiques.

Dans le Tiers Etat se trouvaient des gens qui, s'occupant bien de leurs affaires, étaient soucieux aussi des affaires publiques. Le commerce florissait et tendait à une liberté qu'arrêtaient les chaînes du passé. La jeunesse respirait en même temps que l'air des forêts, la sève forte des vies antiques et elle se grisait de ses propres aspirations. Elle avait l'orgueil de l'esprit et l'orgueil de la vertu, elle avait aussi le désir de l'action et la vanité de paraître. Mélange singulier, prodigieux stimulant qui faisait d'elle — à ce qu'elle croyait — la source de la France. Et sur cette classe sociale si pleine de vie le fardeau financier des institutions pesait de tout son poids. Sans doute la bourgeoisie n'était pas seule à le porter. Le peuple qu'elle méprisait parfois, le portait plus qu'elle, mais malgré la distance sociale qui séparait la bourgeoisie et le peuple, les uns et les autres se sentaient solidaires devant les oppresseurs et il n'y avait plus pour la bourgeoisie, à voir les choses largement, que deux classes sociales : des privilégiés oisifs et hautains accrochés à leurs privilèges et des gens du Tiers Etat qui faisaient les frais de la vie des premiers. La conscience de l'injuste inégalité des classes était allée s'accroissant à mesure que les fautes des ministères s'étaient amoncelées, car tout avait tourné au cours du XVIII^e siècle

contre le pouvoir : les guerres malheureuses de Louis XV avaient été un affront et une douleur pour le peuple : sous Louis XVI la guerre victorieuse d'indépendance avait développé le ferment de liberté qui germait dans le pays, et les réformes proposées, essayées et de nouveau retirées par ce Roi avaient exaspéré l'opinion. L'idée de Révolution s'était imposée avec une force de plus en plus grande et des esprits la regardaient comme inéluctable : « Nous approchons de l'état de crise et du siècle de la Révolution » écrivait Rousseau dans l'*Emile* (1). Et Voltaire : « Tout ce que je vois jette les semences d'une révolution qui arrivera inmanquablement, et dont je n'aurai pas le plaisir d'être témoin ; les Français arrivent tard à tout, mais enfin ils arrivent ». On savait qu'une revision de l'ordre établi serait nécessaire et qu'elle devrait être de grande envergure : on ne voulait plus de la tradition, on savait aussi que le roi était incapable d'empêcher la Révolution. Mais personne ne prévoyait exactement l'attitude qu'allaient prendre les hommes dans la lutte imminente : on croyait seulement qu'elle serait sans merci. « Qui pourra vous répondre de ce que vous deviendrez alors ? » continuait Rousseau dans le passage que nous avons cité. — Lorsque la Révolution eut commencé, ceux même qui allaient en être les victimes n'avaient pas la vision de ce qu'elle

1. *Emile*, III.

2. Lettre à Chauvelin, 2 avril 1764, citée par Littré au mot, Révolution.

serait pour eux et ils adoptaient des principes dont ils ne voyaient pas les conséquences. Aussi quand les voies de fait, qui avaient déjà précédé l'élection des Etats Généraux (1), éclatèrent de toutes parts, quand la tension entre les deux adversaires se résolut en voies de fait, et quand la voie de fait se mit dans les rapports mêmes des hommes de la Révolution, il y eut quelque stupéfaction et quelque épouvante. Le peuple se soulevait dans les campagnes et guidé parfois par des bandits qui étaient issus de son sein, il mettait au pillage les greniers à dîme ou à sel et les châteaux, brûlait les titres qui établissaient les droits des privilégiés sur les terres qu'il détenait, livrait à la pendaison les privilégiés eux-mêmes. Les Jacqueries étaient nombreuses sur tous les points du territoire. Par là les propriétés et les personnes étaient en danger (2). Les privilégiés combattaient peu en France, sauf en Vendée, ils émigraient à l'étranger pour diriger contre le gouvernement révolutionnaire des voies de fait internationales, et de ce côté c'était la patrie qui était en danger.

La Révolution d'ailleurs ne semblait pas prête de sitôt à s'assagir : à Paris elle ne progressait que par insurrections et par voies de fait. La prise de la

1. Mathiez, *la Révolution Française*, t. I, chap. II et III.

2. Taine; *la Révolution*, 3 vol. *passim*, nous donne une sorte de tableau géographique et historique de ces diverses voies de fait. On les trouvera également dans toutes les histoires récentes de la Révolution. V. Madelin, *la Révolution Française* ; Mathiez, *la Révolution Française et l'Histoire de France* de Lavisse.

Bastille, la marche de la foule sur Versailles (5 et 6 octobre 1789), les émeutes du Champ de Mars (17 juillet 1791) avaient entrecoupé les travaux de la Constituante. Pendant l'Assemblée législative (1^{er} oct. 1791-20 septembre 1792) les voies de fait des particuliers avaient été plus redoutables et plus cruelles encore pour la royauté. Deux fois les faubourgs s'étaient insurgés : le 20 juin, l'insurrection avait forcé les Tuileries et Louis XVI avait été contraint d'accepter le bonnet rouge, signe de ralliement de l'insurrection ; le 10 août, au lendemain du manifeste de Brunswick, les Tuileries avaient été envahies de nouveau, les Suisses massacrés, le Palais mis au pillage et la famille royale avait dû se réfugier dans l'enceinte de l'Assemblée. Les cruautés avaient renchéri à l'égard des partisans de la royauté et des partisans de la religion (deux choses cependant différentes) lorsqu'on avait appris les premières défaites de nos armées, et dans les premiers jours de septembre des flots de sang humain avaient été répandus comme une sinistre libation, des affections et des familles avaient été brisées, pour le triomphe de la Révolution. On sait que la Convention nationale s'est signalée par la condamnation de Louis XVI; nous rechercherons dans notre seconde Etude si ce fut là une voie de Fait de ces personnages publics qu'étaient les conventionnels, mais disons ici qu'elle se présentait à première vue comme telle et l'on avait eu après ce fait là, de plus en plus le sentiment qu'on vivait dans une atmosphère de

voies de fait : voies de fait du Pouvoir (1) et voies de fait des Particuliers. Le soulèvement de la Vendée avait répondu à la mise à mort du Roi. La ville de Lyon s'était révoltée contre la Convention. Robespierre une fois décapité, les Jacobins précipités du Pouvoir avaient essayé de reprendre leur place par l'émeute du 1^{er} prairial (1795). Le 13 vendémiaire, nouvelle émeute contre la Convention. On pouvait se demander avec angoisse jusqu'à quand cela durerait. Que devenait la Société au milieu de ce tourbillon de crimes ? que devenait le Droit sous la marée montante des voies de Fait ? que devenaient l'ordre des lois et l'enseignement des grands jurisconsultes de la Tradition ? Celle-ci avait semblé solide et permanente, et maintenant qu'en restait-il ? C'était réellement avec une inquiétude infinie qu'on pouvait songer à l'avenir de la Tradition.

Pourtant un observateur calme et attentif eut discerné des raisons sérieuses d'espérer avec justice certains actes, certaines intentions de la plupart des fils de la Révolution.

Nominalement ils ne voulaient pas de la Tradition mais ils ne voulaient pas non plus de l'Anarchie. Ils exigeaient que plus de justice apparût dans les lois. L'Ancien Régime avait cassé les ressorts mêmes de la vie en commun, ceux qui plus que la crainte ou même que l'honneur, sont le soutien moral des

1. Nous ne saurions insister ici sur les voies de Fait du Pouvoir : nous n'indiquons que les principales et celles qui sont absolument nécessaires au récit.

sociétés politiques, c'est-à-dire la confiance, l'espérance et l'amour. Ils voulaient les refaire. Les voies amiables n'ayant pas suffi, les doléances des Etats n'ayant pas été entendues, on avait été obligé de recourir aux voies de fait. Les voies de fait sans doute dépassaient la mesure, mais aussi beaucoup de ceux qui jusqu'à la Convention dirigèrent les assemblées révolutionnaires étaient-ils hostiles aux voies de fait. Ils réclamaient une Constitution et des lois fondamentales écrites, l'abolition des privilèges politiques, la séparation des puissances de l'Etat (séparation religieuse, séparation du pouvoir judiciaire, des sanctions juridictionnelles, surtout des sanctions pénales mieux appropriées dans l'ordre du droit public ; ils demandaient des changements correspondants dans l'ordre du droit privé ; la chute de leurs chaînes patrimoniales ou personnelles, mais ils ne niaient pas les nécessités de la vie en société. S'il y en eut qui rêvèrent de chimériques et absolues « Justices », le gros de la nation se contentait d'un émondage des branches mauvaises et tous ne convenaient pas qu'il fallut employer la confiscation et la mort pour cela. Si le nom de Tradition les faisait fuir, c'était en tant qu'il s'appliquait à un Ancien Régime dont leur vertu ou leur propre égoïsme étaient ulcérés, mais ils acceptaient volontiers d'être les héritiers de Rome et de chercher leurs inspirateurs parmi les Hommes de Plutarque. De fait, ils conservèrent les institutions fondamentales — eussent-ils pu d'ailleurs procéder autrement — la

famille, la propriété, le pouvoir étaient pour ainsi parler, chevillées à leur cœur. Ils croyaient que sur ces trois appuis, une certaine égalité et une certaine confiance, une certaine liberté et une certaine espérance, une certaine fraternité et un certain amour pourraient se multiplier. Ils avaient foi en la puissance des sentiments essentiels de l'Humanité, que l'esprit révolutionnaire avait renouvelés, et par la voie de ces sentiments c'était une des meilleures parties de la Tradition, qu'on pourrait nommer l'Humanisme social, qui pénétrait en eux. Qu'est-ce en effet que l'Humanisme social sinon une manière à la fois pratique et réaliste, concrète et rationnelle, individualiste et altruiste de traiter la société. Il ne semble pas que cette « manière » ait manqué à la plupart des hommes de la Révolution et M. Seillière sur ce point, bien qu'il ne parle pas à vrai dire d'« humanisme social » leur a mieux rendu justice que Taine (1).

L'Humanisme fut il est vrai troublé chez les « Enfants de l'Esprit nouveau » de mystique individualiste ou de mystique humanitaire à la mode de Rousseau, mais enfin il se traduisit par le maintien de la propriété, de la famille, de la patrie, et il fallut protéger toutes ces réalités sociales contre les voies

1. Seillière, *Le Péril mystique dans l'Inspiration des démocraties contemporaines*. Paris, 1918. — V. tout particulièrement sur la pensée de M. Seillière l'étude pénétrante et lumineuse de M. J. M. L. Boudeau, E. Seillière, *Historien du Mysticisme Romantique*. Paris, 1925, p. 31.

de fait de l'opposition ou contre celles de la Révolution même. Ainsi la permanence inéluctable du fonds traditionnel appelait la permanence de la législation sur la voie de Fait. Il ne s'agissait que de décanter le legs du passé et de plier ses lois juridiques aux conditions nouvelles que faisaient à la France l'existence d'une Constitution, l'anéantissement des privilèges et les séparations des pouvoirs ; De Tocqueville et Albert Sorel nous ont montré — et de quelle façon magistrale ! — le premier comment cette survivance et cette adaptation (il dit exagération) de l'hérédité ont été accomplies dans l'ordre administratif, (1) le second comment elles se sont effectuées dans l'ordre de la politique extérieure (2), mais un travail identique a été fait dans chacune des branches principales de l'activité juridique ou politique. Les Assemblées révolutionnaires ne manquaient pas d'hommes expérimentés pour cette œuvre de rénovation. La tâche fut d'ailleurs plus aisée au sujet de la voie de Fait qu'au sujet des institutions que la voie de Fait contredisait. Par suite de la simplicité relativement plus constante de l'idée de voie de Fait et jusqu'au Consulat, les mesures individuelles ou générales furent nombreuses contre les voies de fait entendues au sens habituel du droit positif. De la sorte l'horizon social n'était pas tout à fait sombre pour l'observateur attentif. Les gouvernements révolutionnaires ne

1. *L'ancien Régime et la Révolution.*

2. *L'Europe et la Révolution.*

parvenaient pas il est vrai à établir une paix véritable à l'intérieur et à l'extérieur et notre premier observateur pouvait craindre à bon droit une recrudescence de voies de fait qui mettrait en question le nouveau régime. Mais bientôt le Premier Consul apporta aux principes de la Révolution l'autorité morale et la force effective qui leur faisaient défaut. L'Empire confirma l'œuvre du Consulat, et centralisa plus encore que l'Ancien Régime, autour du Pouvoir, les pouvoirs individuels. Les Codes napoléoniens étendirent ou renforcèrent les règles antérieures. Les gouvernements qui succédèrent à l'Empire prolongèrent dans des lois diverses les données du Code. Les tribunaux, par l'interprétation qu'ils donnèrent aux textes en vigueur, leur assurèrent une portée plus large. L'idée de voie de Fait fut dans l'ensemble augmentée, la Tradition adaptée et agrandie. Le changement général de l'esprit produisit le même effet que jadis l'évolution de la langue. Les magistrats continuèrent à jouer un rôle éminent dans la sanction de la voie de Fait et les personnages administratifs et les particuliers eurent à collaborer avec eux par des sanctions coercitives. La doctrine enfin resta en contact étroit avec quelques-uns des jurisconsultes anciens. Si beaucoup de ceux ci furent délaissés et si la doctrine de la voie de fait subit en réalité un fléchissement alors que le Droit positif se développait au contraire, le Répertoire de Merlin resta néanmoins, en matière de voie de fait comme en beaucoup d'autres matières, le trait d'union de

l'Ancien Droit et du Nouveau (1) et grâce à lui la théorie de Lanjuinais se trouve au point de départ du Droit moderne, comme elle était au point d'arrivée de l'Ancien.

Nous allons voir dans un chapitre I comment l'idée de voie de Fait se présente dans le Droit positif. Nous montrerons d'abord comment elle a subsisté sous la Révolution (ce sera l'objet d'une section préliminaire). Nous montrerons en second lieu quelle est sa place exacte dans le Droit actuel. Enfin la Doctrine des juristes du xix^e et du xx^e siècle, sera étudiée dans un chapitre second : Il ne nous *restera plus à la fin de ce chapitre second* qu'à tirer provisoirement les conclusions de notre Etude.

1. V. Génv, *Méthode d'interprétation* 2^e éd., I, 23.

LIVRE IV

LE DROIT MODERNE OU LA TRADITION AGRANDIE

CHAPITRE PREMIER

LA VOIE DE FAIT DANS LE DROIT POSITIF

SECTION PRÉLIMINAIRE

Les textes du droit intermédiaire

Dès la première année de la Constituante, un décret montra que l'essentiel de la notion traditionnelle de la voie de fait allait subsister comme subsistait la royauté même. Le 11 décembre 1789 il fut défendu « à toutes communautés d'habitants, sous prétexte de droit de propriété, d'usurpation et de tout autre quelconque, de se mettre en possession, par *voie de fait*, d'aucun des bois, pâturages, terres vagues et vaines, dont elles n'auraient point eu la possession réelle au 4 août dernier : sauf auxdites communes à se pourvoir par les *voies de droit* contre les usurpations, dont elles croiraient avoir le droit de se plaindre ». Tous les traits anciens de la voie

de fait classique sont ici sous-entendus : la voie de fait est un acte matériel, la voie de fait est un acte volontaire, c'est un acte opéré à l'encontre d'autrui, c'est un acte qui s'oppose à la voie de justice, c'est enfin un acte illicite.

Mais de même que celui qui prend possession de l'antique maison de sa famille qu'il n'avait vue que du dehors, s'il bouleverse l'ensemble, déplace quelque objet, par un besoin instinctif de sa personnalité et sans presque s'en douter, pour rendre cette maison sienne autant qu'il est possible, de même nous voyons l'Assemblée nationale dans le feu de son action législative, substituant, dès les premiers mois de l'année 1790, au tryptique, « force, violence, voie de fait », que l'Ancien Régime avait affectonné, le dyptique « violence, voie de fait », qui allait devenir en notre matière, comme un signe des temps modernes (1). Préoccupée de contenir la fièvre révolutionnaire des provinces, l'Assemblée proclama : « Tous ceux qui excitent le peuple des villes et des campagnes à des voies de fait et violences contre les propriétés, possessions et clôtures

1. Le concept de force apparaît peu dans le droit intermédiaire : quand il apparaît c'est avec la même signification que la violence. On le rencontre tantôt seul dans le sens de violence physique « Les ennemis du peuple sont ceux qui cherchent à anéantir la liberté publique, soit par la force, soit par la ruse. » D. 22 prairial an II, sur le Tribunal Révolutionnaire. Duv., VII. 232. 11, tantôt, suivi du terme de violence, dans le sens de violence morale et physique, C. du 25 sept. 1791, art. 40, Duv., III. 41, 1, ou dans le sens de violence physique simplement, C. de brumaire an IV. Duv., VIII. 524. 1.

des héritages, la vie et la sûreté des citoyens, la perception des impôts, la liberté de vente et de circulation des denrées et subsistances, sont déclarés ennemis de la constitution, des travaux de l'Assemblée nationale, de la nation et du roi » (1).

Après cette rentrée en scène, comme ce dernier décret permettait de le pressentir, l'idée de voie de fait allait se trouver continuellement dans les soucis des assemblées révolutionnaires, soit qu'on s'attachât à protéger la Révolution contre elle-même ou contre ses adversaires, soit qu'on s'attachât à son organisation, et il n'est pas beaucoup de grandes affaires où elle ne paraisse.

S'agit-il d'abord de garder la Révolution de ses propres excès, la Constituante à la veille même de sa séparation, flétrit les troubles que les sociétés populaires comme autrefois les factions romaines portaient à la justice : « la Révolution même, déclarait le décret du 29 septembre 1791 sur les sociétés populaires, n'a pas pu excuser ces mandats donnés à des fonctionnaires publics, pour venir rendre compte de leur conduite, ces voies de fait commises pour détruire des procédures commencées contre de prétendus patriotes, cette audace qui a forcé un tribunal à désigner dans son auditoire, des places à

1. Duv., I.236.1. V. encore sur violence et voie de fait, décr. 17 mai 1790, Duv., I.207.1 ; D. III, 5 août 1790, Duv., I. 309 ; D. 12 déc. 1790, Duv., II, 100.1 ; D. 16 janv. 1791, Duv., II.197.2 ; D. 19 juillet 1791, Duv., III.140.1, C. pénal 6 oct. 1791, Duv., III. 410.2, etc...

des députés de club, pour inspecter des instructions criminelles et des jugements » (1).

Est-il nécessaire à l'inverse, d'assurer contre les retours du passé, ce qu'on regarde comme des conquêtes de la Révolution, il est encore indispensable de prévoir les voies de fait : les 5 et 10 août 1790 un décret intervient contre les insurrections et voies de fait commises en Bretagne (2), et le 8 novembre 1790, un décret est promulgué contre les instigateurs des troubles et des voies de fait que la population de Cambrai avait opposés à la vente des biens de l'église métropolitaine (3).

A plus forte raison, les assemblées révolutionnaires retrouvèrent-elles la voie de fait, lorsqu'il fut question d'établir les institutions positives, qui devaient fonder la liberté de la nation et l'autorité du nouveau gouvernement.

S'attachait-on à réformer le Pouvoir Judiciaire, le célèbre décret du 16-24 août 1790 donnait aux juges de paix compétence en matière « d'injures verbales, rixes et voies de fait » (4). Les cours martiales (5) et les tribunaux spéciaux, (6) de temps en temps créés pour fortifier les tribunaux ordinaires, en connurent également. La Convention enfin tranchait elle-même,

1. Duv., III. 518. 1.

2. Duv., I. 317. 2.

3. Duv., II. 13. 2.

4. Tit. III, art. X, 6°. Duv. I. 367, col. I ; V. aussi C. pénal de brumaire an IV, art. 605, 8°. Duv., VIII. 522, col. 2.

5. Décr. 20 sept. 1791, art. 2, Duv., III. 365. 1.

6. Loi 18 pluv. an IX, art. 3, Duv., 12. 365. 2.

certaines difficultés d'espèces, relatives à la voie de fait, qui lui étaient soumises. Le 22 floréal de l'an II elle ordonnait de détenir jusqu'à la paix, un citoyen qui « malgré trois jugements consécutifs du juge de paix de son canton, s'était permis de rétablir par voie de fait et en tenant des propos défectueux à l'autorité publique, une barrière qu'il avait été condamné à abattre, et au moyen de laquelle, il interceptait à son voisin, un droit de passage commun entre eux » (1).

Organisait-on les forces de police, la gendarmerie nationale ou la police municipale, on leur donnait mission de « saisir tous ceux qui seraient trouvés exerçant des voies de fait ou violences contre la sûreté des personnes ou des propriétés, contre la libre circulation des subsistances, contre les porteurs de contrainte pour deniers publics, ou d'ordonnances de justice » (2) et de repousser les violences et voies de fait qui seraient employées contre elles (3). Dans le même ordre d'idée, la Constitution de fructidor an III confiait au directeur du jury, en tant qu'officier de police, la poursuite des « troubles occasionnés et des voies de fait commises pour entraver la perception des contributions, la libre

1. Décr. 22 floréal an II, Duv., VII. 198 ; 2.

2. Décr. 16 janv. 1791, sur la Gendarmerie nationale. Duv., II. 197.2. V. sur la police municipale D. 19 juillet 1791, art. 4, et 19, Duv., III. 133.1, 134.2.

3. Pour la gendarmerie, D. 16 janv. 1791, Duv., II. 197.2 ; L. 28 germ. an VI, Duv., X. 256.1 ; pour la garde nationale, D. 28 juil. 1791, Duv., III. 172.2 ; Duv., III. 410.2 ; pour les agents de la force publique en général, C. pénal du 6 oct.

circulation des subsistances et des autres objets de commerce » (1).

La sûreté des personnes et l'inviolabilité des propriétés, la liberté du commerce et la levée des impôts, étaient les principaux objets qu'on voulait par ces diverses institutions, protéger contre les voies de fait, et ceux dont la préoccupation revenait le plus souvent ; mais ce ne sont pas les seuls objets auxquels ait songé le Droit de la Révolution. Deux autres libertés lui parurent encore capitales : la liberté des assemblées locales, et la liberté des cultes. Pour garantir la première, la Convention, quelques jours après le vote de la Constitution de l'an III, rendit un décret sur la tenue des assemblées primaires, et permit au Président, pourvu que l'Assemblée l'y autorisât, de faire saisir ceux qui commettraient des voies de fait, des excès graves ou des délits au cours des séances (2). Le Directoire allait renouveler ces mêmes mesures dans la loi du 18 ventôse an VI (3). Quant à la liberté des cultes le décret du 7 ventôse an IV, portait défense à chacun, de contraindre une ou plusieurs personnes à célébrer certaines fêtes religieuses, par des voies de fait, des injures ou des menaces, et interdisait au ministre des cultes, de recourir à des voies de fait pour le paiement des frais du culte (4).

1. Art. 243, 4°.

2. D. 25 Fruct. an III. Duv. VIII, 333, 2.

3. Duv. X, 307, 1.

4. D. 7 vend. an IV, art. 3 et 12. Duv. VIII, 361, col. 1 et 2.

Voies de fait sur les personnes, voies de fait sur les biens, avaient ainsi leur place dans la législation intermédiaire avec leur sens connu et la voie de fait y conservait sa signification classique.

AVANT-SECTION

LES PRINCIPES DE LA VOIE DE FAIT DANS LE DROIT ACTUEL

Pour nous éclairer sur le droit actuel, nous passerons en revue successivement : 1° les textes, c'est-à-dire les lois ou les décrets qui parlent de la voie de fait ; 2° les sentences judiciaires.

Les Codes napoléoniens furent le produit d'un esprit foncièrement semblable à celui du droit intermédiaire, mais plus ample et plus divers. Ce n'est pas qu'ils aient été longuement médités, on sait que leur rédaction et leur discussion furent rapides ; mais l'étendue et la complexité du cadre appelaient dans les expressions et dans les idées plus de souplesse et une variété plus grande. Aussi voit-on l'importance de la notion de voie de fait s'accroître. D'autre part, du fait qu'elle est jetée dans le moule plus étroit des articles des Codes, du fait aussi qu'elle se trouve parmi d'autres idées qui ne sont pas toujours aussi saillantes qu'elle, son relief s'accuse.

Les Codes une fois promulgués, de nombreux textes postérieurs transplantèrent dans des sujets nouveaux, la notion de voie de fait ainsi consacrée ; cependant que les tribunaux précisaient la notion de

voie de fait au gré des procès, et l'analysaient en profondeur à la lumière de la vie concrète.

La notion de Voie de fait, qui se dégage de ces manifestations du droit positif est celle d'un acte matériel, effectué par un particulier, en dehors de la voie amiable ou de la voie de justice, c'est-à-dire d'un acte accompli « d'initiative personnelle », qui est, soit : 1° un simple acte matériel, accompli d'ordinaire volontairement sur, ou dirigé contre, la personne d'autrui ou les biens qui sont sous la main d'autrui, soit : 2° un acte anormal qui n'est ni accompli immédiatement sur, ni dirigé contre, l'immeuble d'autrui, mais qui fait sentir ses effets sur cet immeuble.

On reconnaît sans peine, dans la première formule de cette définition, la notion traditionnelle de la Voie de fait ; quant à la seconde formule elle est nouvelle ; elle était tout à fait inconnue de l'Ancien Droit, on verra que c'est par l'interprétation jurisprudentielle qu'elle a été dégagée. Mais avant d'exposer l'œuvre des lois et de la jurisprudence, il convient d'indiquer les principes qui se dégagent de l'œuvre législative et de l'œuvre jurisprudentielle et qui, sont inclus dans la définition de la Voie de fait ; nous aurons aussi à comparer rapidement les notions de Voie de fait, de Violence, de Force et de Fait. Voyons d'abord quels sont les caractères de la Voie de fait, et plaçons-nous successivement au point de vue matériel, au point de vue psychologique et au point de vue social.

I. — Si l'on se place *au point de vue matériel* et que l'on se demande en premier lieu quelle sorte d'agents la voie de fait suppose, on aperçoit qu'elle est un fait de l'homme, et non le fait de l'animal ou un fait des choses. Sans doute, lorsqu'un particulier se sert d'un animal ou d'une chose, pour accomplir son entreprise, son action ne laissera pas d'être une voie de fait ; mais, à vrai dire, il n'y a pas en ce cas fait d'animal ou fait des choses, il y a vraiment fait de l'homme : c'est l'homme qui est la cause efficiente de l'action, l'animal ou la chose ne sont que des instruments. Le vrai fait de l'animal ou le vrai fait des choses, suppose un mouvement de l'animal, ou un mouvement des choses, accompli sous l'empire de leurs lois physiques, de leurs lois chimiques ou de leurs lois physiologiques propres, sans intervention actuelle de l'homme. — Si l'on se demande, en second lieu, quel mode d'action la voie de fait implique, on aperçoit qu'elle est un fait de commission, non un fait d'omission. — Si l'on se demande enfin quel instrument d'agir, la voie de fait implique, on aperçoit qu'elle est pour le droit positif un acte matériel et visible et non pas un acte immatériel et invisible. Le droit positif ne s'occupe pas des choses invisibles.

II. — Si l'on se place maintenant au point de vue psychologique, et qu'on se demande quel état d'âme la Voie de fait suppose, on remarque qu'aucun état d'âme déterminé, n'est en principe nécessaire. — La

Voie de fait ne requiert pas chez le particulier, la présence de la mauvaise foi, ou de la bonne foi inexcusable. La faute n'est pas indispensable, à l'existence de la Voie de fait : Un acte matériel peut être une Voie de fait, étant accompli avec une bonne foi excusable. — D'ordinaire, la Voie de fait sera consciente et volontaire, mais ni la conscience ni la volonté elles-mêmes, ne sont nécessaires à son existence : un enfant en bas âge, un fou, peuvent commettre une voie de fait, encore qu'ils n'aient ni volonté ni discernement ; de même un particulier qui effectue un acte sous l'empire d'une force majeure, ou simplement par hasard, peuvent commettre une voie de fait. Il suffit que leur acte présente par ailleurs les caractères sociaux acquis.

III. — Au point de vue social : — 1^o Le particulier auteur de la Voie de fait, peut être un français ou bien un étranger.

2^o La Voie de fait requiert : A) un objet physique, qui doit être soit la personne d'autrui, soit une chose physique détenue en fait ou possédée en droit par autrui. « Autrui » peut être, du reste, un français ou un étranger, une femme ou un enfant, un particulier ou un personnage public. La « chose » d'autrui peut être : a) soit un meuble physique, soit un immeuble physique, — soit une chose ordinaire, soit une chose de valeur, (valeur pécuniaire, ou valeur morale, domicile, lettre sépulture). — b) Soit une chose détenue par autrui, soit une chose qui est possédée

juridiquement par autrui. — c) Soit une chose détenue ou possédée par un particulier, soit une chose détenue ou possédée au nom d'une personne morale de droit public. — B) La Voie de fait requiert un acte matériel qui se trouve dans un certain rapport avec l'objet physique. Il faut que cet acte soit accompli sur (mainmises physiques : meurtres, coups, vols, — occupations de propriétés, destructions, etc...), ou dirigées matériellement contre l'objet physique ou (fusil braqué contre une personne), — ou il faut que, n'étant ni accompli sur, ni dirigé contre l'objet physique, cet acte soit anormal et fasse sentir ses effets sur lui (usage anormal des eaux par un riverain, excavation ouverte par un particulier dans un fond voisin de la voie publique). — D'ordinaire, à vrai dire, la Voie de fait est un acte accompli *sur*, une mainmise physique, ou un acte dirigé contre la personne ou les biens d'autrui (1) mais l'acte anormal qui fait sentir ses effets sur un fonds en dehors duquel il est accompli, est lui aussi une Voie de fait (2).

3° Au point de vue du moyen social, qu'elle suppose, la Voie de fait est un acte matériel accompli sur la personne ou sur les biens d'autrui, en dehors

1. V. ci-dessous, ce qui sera dit sur C. civ., art. 2.060, 2^e, — C. pro., art. 600, — C. P., art. 109, 179, 209, 222 et suiv. 260, et 264, 308 et 309, 412 et 414, 438, — C. I. C., art. 505, et ce qui sera dit sur la jurisprudence relative au C. P. ou au c. civ.

2 V. ci-dessous ce qui sera dit sur la jurisprudence relative au louage de choses, et ce qui sera dit sur la jurisprudence relative à l'action en complainte, ou à l'action en dénonciation de nouvel œuvre.

de la Voie amiable ou de la Voie de justice, c'est-à-dire un acte accompli « d'autorité personnelle », ou plus exactement un acte accompli « d'initiative personnelle » (1).

Lorsqu'un acte sera accompli sur la personne ou sur les biens d'autrui, conformément à la volonté d'autrui, il n'y aura pas de voie de fait. Lorsqu'à défaut d'autorisation d'autrui, un acte sera accompli conformément à la voie de justice (voie de procédure ou voie d'exécution), il n'y aura pas davantage de voie de fait.

Mais lorsqu'un acte, effectué sans autorisation d'autrui (ou, ce qui revient au même, qui dépasse une autorisation accordée), est effectué, en même temps, sans suivre la voie de justice (ou, ce qui revient au même, en dehors des limites de la voie de justice) il y aura voie de fait (2).

C'est la réunion de ces divers caractères matériels, psychologiques et sociaux qui forme la voie de fait, ou, plus exactement, c'est entre les limites marquées

3. L'expression « acte d'initiative personnelle », est plus exacte que l'expression « acte d'autorité personnelle ». Pour qu'un acte soit « d'autorité personnelle », il faut qu'il soit accompli *volontairement*, en dehors de la Voie amiable ou de la Voie de justice ; pour qu'un acte soit « d'initiative personnelle » au contraire il suffit qu'il soit accompli, en dehors de la voie amiable ou de la Voie de justice. Etant donné ce que nous avons dit de la nature psychologique, de la Voie de fait, il s'ensuit que la Voie de fait sera d'ordinaire, un acte « d'autorité personnelle », mais qu'elle ne le sera pas toujours.

2. Le duel qui était une voie de fait dans l'Ancien Droit, est une voie de Fait dans le Droit moderne, et pour la même raison : c'est plutôt un contrat de voie de fait, qu'une vraie voie amiable.

par ces caractères que les lois de la jurisprudence font évoluer l'idée de voie de fait, car, bien entendu, aujourd'hui comme dans l'ancien régime, l'idée de voie de fait n'est pas prise toujours dans la plénitude de son sens.

Telle étant l'idée de voie de fait, la notion de violence, dans le Droit actuel, comme dans le Droit intermédiaire et dans l'Ancien Droit, reste étroitement apparentée à cette idée. Leurs rapports, cependant, sont plus enchevêtrés. Quelquefois la violence reçoit un sens plus large que la voie de fait. Elle désigne alors, non seulement les mainmises matérielles (c'est alors la violence physique), mais encore les menaces qui font redouter un mal physique, un mal intime, ou un mal social (violence morale). C'est en ce sens que les tribunaux entendent la violence des articles 1111 et suivants (1), tandis que, s'ils parlent, en interprétant ces articles, de voie de fait, ils n'entendent celle-ci que dans le sens de violence physique. D'ordinaire, la violence a, cependant, la même signification que la voie de fait, soit qu'elles désignent, l'une et l'autre, uniquement les mainmises matérielles (violence physique), soit qu'elles comprennent, en même temps que les mainmises, les menaces qui font craindre un mal physique (la

1. V. la Jurisprudence citée par M. Demogue, *Traité des Obligations en général*, t. I, n° 107. Les règles de l'article 1111 sont générales et gouvernent tous les actes juridiques du droit privé (actes bilatéraux ou unilatéraux, sans forme ou solennels : partages, mariages, etc.).

violence morale dont il s'agit alors n'est plus qu'une partie de la violence morale entendue au sens large) (1). D'autres fois enfin, la violence n'a qu'une portée plus restreinte et ce terme ne s'applique qu'à la voie de fait grave (2).

La notion de force par contre, ne se trouve presque pas dans le droit positif au sens de la voie de fait et de la violence (3) ; les textes et la jurisprudence ne l'emploient qu'au sens de force majeure (4), de force à laquelle on ne peut résister, (5) force subite d'une rivière (6), force de l'âge ou du sexe (7), force de chose jugée (8).

La notion de fait enfin semble perdre entièrement la portée qu'elle avait jadis, pour prendre celle d'action de l'homme en général : c'est dans ce sens que les textes nous parlent, par exemple, de « fait du propriétaire » (9), de « fait du preneur » (10), de « fait de l'Homme » (11), ou celle analogue de mou-

1. V. ci-dessous, art. 209, 223, 309, etc.

2. V. *La Jurisprudence relative à la possession*.

3. V. cependant : art. 400 C. P. : « Quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre. »

4. C. C., 1148, 1631, 1784, 1929, 1934 ; C. commerce, 103, 230, 277 ; C. P., 430 ; C. forestier, 59 ; C. rural, L. I, t. IV, art. 111, tit. V, art. 8 ; décr. du 11 nov. 1917 sur les voies ferrées d'intérêt local, art. 43, etc.

5. C. P., 64.

6. C. C., 559.

7. C. C., 720.

8. C. C., 2056 ; C. procédure, 362, 478.

9. C. C., 599.

10. C. C., 1766.

11. C. C., 688, 1382.

vement des choses, c'est en ce sens qu'il faut entendre le « fait des choses » de l'article 1384 du Code civil.

Nous allons donner, au cours des sections de ce chapitre, les preuves des propositions que nous venons d'avancer. Nous montrerons d'abord (section I), dans quelles circonstances les lois ont fait appel à la notion de voie de fait, et, en second lieu (section II), comment la jurisprudence a appliqué les principales de ces lois. La voie de fait apparaîtra au cours de ces deux sections, comme étant en principe une action illégale ; mais ce serait commettre une erreur que de rester sur cette impression de l'illégalité constante de la voie de fait. Si le droit moderne a maintenu le principe de l'illégalité, il a maintenu aussi la règle exceptionnelle de la légalité, lorsque la sagesse politique imposait cette solution. Il nous faudra donc examiner, dans une section III, quels sont les rapports de la voie de fait avec la légalité dans le droit actuel.

SECTION I

La notion de voie de fait dans les textes du droit actuel.

I. — LES CODES NAPOLÉONIENS

Parmi les cinq Codes napoléoniens, quatre parlent de la voie de fait. Seul le Code de commerce reste à l'écart. Nous les répartirons en deux groupes : celui du Code civil, celui des lois pénales codifiées.

L'article 600 du Code de procédure civile et les articles 505 et 507 du Code d'Instruction criminelle se rattachent en effet aux lois d'ordre pénal.

La voie de fait dans le Code civil

Le Code civil prévoyait la voie de fait à deux endroits différents, à l'occasion de deux théories distinctes : celle de la possession, celle du louage de choses.

A vrai dire, dans le premier cas, c'était ailleurs que dans les articles 2228 et suivants consacrés à la possession qu'on devait chercher la voie de fait : il fallait se reporter au titre de la contrainte par corps (1). Mais là se trouvait un article 2060 qui s'exprimait ainsi : « la contrainte par corps a lieu : ... en cas de réintégrande, pour le délaissement ordonné par justice d'un fonds dont le propriétaire a été dépouillé par *voie de fait* ». Ainsi la voie de fait se révélait liée à l'action en réintégrande et elle était, dans la pensée des rédacteurs l'acte de s'emparer d'autorité privée du fonds détenu par autrui (2).

En cela le Code civil se souvenait de l'ordonnance d'avril 1667 où la voie de fait était présentée comme une des conditions de la réintégrande et prolongeait la tradition consacrée par cette ordonnance.

L'article 2060 n'est plus aujourd'hui dans le Code :

1. Code civil, liv. III, tit. XVIII.

2. Fenet, *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, t. XV, p. 163.

la loi du 22 juillet 1867 qui a supprimé la contrainte par corps en matière civile, l'a abrogé. Mais son influence, nous le verrons, se fait encore sentir.

Les articles visant la voie de fait dans la théorie de louage, au contraire, sont toujours en vigueur : il s'agit des articles 1725 et 1727.

Chacun s'attache à une catégorie déterminée de voies de fait, pour déduire leurs effets dans les rapports du bailleur et du preneur avec les tiers ou entre eux. La voie de fait est envisagée du point de vue de l'état d'âme de l'agent et du point de vue de l'aptitude sociale de celui-ci. Si l'auteur de la voie de Fait prétend réaliser un droit, nous sommes dans l'hypothèse de l'article 1727. S'il ne prétend pas réaliser un droit nous sommes dans l'hypothèse de l'article 1725. L'article 1725 dispose : « Le bailleur n'est pas tenu de garantir le preneur du trouble que des tiers apportent par *voies de fait* à sa jouissance, sans prétendre d'ailleurs aucun droit sur la chose louée : sauf au preneur à les poursuivre en son nom personnel. » L'article 1727 établit un régime tout différent : « Si ceux qui ont commis les *voies de fait*, prétendent avoir quelque droit sur la chose louée, ou si le preneur est lui-même cité en justice pour se voir condamner au délaissement de la totalité ou de partie de cette chose, ou à souffrir l'exercice de quelque servitude, il doit appeler le bailleur en garantie, et doit être mis hors d'instance, s'il l'exige, en nommant le bailleur pour lequel il possède. »

Ici encore le Code s'inspire de la tradition de l'Ancien droit, mais ce ne sont plus les ordonnances qui lui servent de source, c'est la Doctrine classique et spécialement le n° 82 du *Traité du contrat de louage* de Pothier.

La voie de fait dans les lois pénales codifiées

Le Code de procédure, le Code d'instruction criminelle, le Code pénal répriment deux espèces de voie de fait. Parfois la voie de fait désigne les actes accomplis à l'encontre des choses et des personnes. Parfois elle désigne seulement les actes accomplis à l'encontre des personnes.

La voie de fait, au premier cas, est inscrite dans l'article 600 du Code de procédure civile, et dans l'article 438 du Code pénal. Le Code de procédure décrète sous la rubrique des saisies-exécutions : « Ceux qui par *voie de fait*, empêcheraient l'établissement du gardien, ou qui enlèveraient et détourneraient des effets saisis, seront poursuivis conformément au Code d'instruction criminelle. » Le Code pénal à son tour déclare dans la rubrique des crises et délits contre les particuliers : « Quiconque par des *voies de fait*, se sera opposé à la confection de travaux autorisés par le Gouvernement, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts ni être au-dessous de 16 francs. » L'on reconnaît facilement, en même temps que la

parenté des circonstances relatées dans ces deux articles, la parenté de l'idée de voie de fait qui y est contenue. Il s'agit de résistance à un acte accompli par un personnage public, saisie ou confection des travaux publics (1), et la voie de fait c'est précisément l'acte de résistance quel qu'il soit, opposé à l'accomplissement ou au maintien de la saisie ou à la confection des travaux. Les deux Codes entendent que tout obstacle apporté sans autorisation de justice et par voie d'exécution privée soit regardé comme une voie de fait.

La voie de fait de la seconde catégorie était prévue par les articles 505 et 507 du Code d'instruction criminelle et par les articles 109, 209, 260 et 264, 412 du texte primitif du Code pénal. La plupart de ces articles avaient des antécédents dans le droit de l'Ancien régime ou dans celui de la Révolution. On pouvait les classer en deux groupes : le groupe de protection des personnages publics de l'autorité, et le groupe de protection des particuliers.

Le premier était formé des articles 507 du Code d'instruction criminelle et des articles 209 et 109 du Code pénal. Les articles 505 et 507 du Code d'instruction criminelle reproduisaient en les élargissant les interdictions des voies de fait qui trou-

1. Remarquons ici que lorsqu'il s'agit de travaux publics et que ces travaux sont exécutés à l'entreprise ou à la concession, l'entrepreneur ou le concessionnaire apparaissent comme des personnages auxiliaires de l'administration, un peu de la même manière que l'huissier est un personnage auxiliaire de la justice.

blent le fonctionnement de la justice. Voici ce que dit l'article 505 : « Lorsque le tumulte aura été accompagné d'injures ou *voies de fait* donnant lieu à l'application ultérieure de peines correctionnelles ou de police, ces peines pourront être, séance tenante et immédiatement après que les faits auront été constatés, prononcés. » Article 507 : « A l'égard des *voies de fait* qui auraient dégénéré en crimes ou de tous autres crimes flagrants et commis à l'audience de la cour de cassation d'une cour royale (d'une cour d'appel) ou d'une cour d'assise la cour procèdera au jugement de suite et sans désesparer. » Les voies de fait, ainsi que l'indique le terme d'injure qu'on leur oppose, étaient comprises dans le sens de mainmise physique seulement, et ni les menaces, ni les injures n'étaient regardées comme des voies de fait. L'article 209 élargissait davantage encore la protection des personnages publics exécutant les actes de l'autorité contre les attaques ou les résistances avec violence et voies de fait et visait par le mot de voie de fait les simples actes matériels en même temps que les mainmises physiques : « Toute attaque, toute résistance avec *violence et voies de fait* envers les officiers ministériels, les gardes champêtres ou forestiers, la force publique, les préposés à la perception des taxes et des contributions, les porteurs de contraintes, les préposés des douanes, les séquestres, les officiers ou agents de la police administrative ou judiciaire agissant pour l'exécution des lois, les ordres ou ordonnances

de l'autorité publique, des mandats de justice ou jugements est qualifiée selon les circonstances, crime ou délit de rébellion. » — L'article 109 enfin réprimait la voie de fait contraire à l'exercice de la fonction électorale. « Lorsque par attroupements, voies de fait ou menaces on aura empêché un ou plusieurs citoyens d'exercer leur droit civique, chacun des coupables sera puni de l'emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus et de l'interdiction du droit de voter et d'être éligible pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. »

Le groupe de protection des particuliers était composé des articles 260, 264 et 412. La voie de fait contraire à la liberté religieuse était sanctionnée par les articles 250 et 264 : « tout particulier, disait l'article 260 qui, par des *voies de fait* ou des menaces, aura contraint ou empêché une ou plusieurs personnes d'exercer l'un des cultes autorisés, d'assister à l'exercice de ce culte, de célébrer certaines fêtes, d'observer certains jours de repos, et, en conséquence, d'ouvrir ou de fermer leurs ateliers, boutiques ou magasins, et de faire ou quitter certains travaux, sera puni, pour ce seul fait, d'une amende de 16 francs à 200 francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois. » A cela l'article 264 ajoutait : « Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent qu'aux troubles, outrages ou *voies de fait* dont la nature ou les circonstances ne donneront pas lieu à de plus fortes peines, d'après les autres dispositions du présent Code. »

La voie de fait contraire à la liberté du commerce, ou plus exactement à la liberté des enchères, était prévue par l'article 412 : « Ceux qui, dans les adjudications de la propriété, de l'usufruit ou de la location des choses mobilières ou immobilières, d'une entreprise, d'une fourniture, d'une exploitation ou d'un service quelconque, auront entravé ou troublé la liberté des enchères ou des soumissions, par *voies de fait*, violences ou menaces, soit avant, soit pendant les enchères ou les soumissions, seront punis de l'emprisonnement de quinze jours au moins, de trois mois au plus et d'une amende de 100 francs au moins, et 5.000 francs au plus. » Toutes ces voies de fait étaient le plus souvent des main-mises physiques, mais elles pouvaient être aussi de simples actes matériels ; il suffisait qu'un fait fut un empêchement à la liberté pour être regardé comme une voie de fait. C'était absolument la conception du droit intermédiaire. Mais aujourd'hui le Code pénal revêt un autre aspect. Les articles 260 et 264 ont été remplacés par les articles 31 et 33 de la loi de séparation de 1905. D'autre part, certaines parties du Code pénal furent retouchées et la voie de fait fut introduite par le législateur ultérieur dans des textes spéciaux.

III. — LES TEXTES POSTÉRIEURS.

Après la promulgation des Codes, en effet, nous rencontrons la voie de fait soit dans des lois ou décrets qui modifient le Code pénal, soit dans des

lois ou décrets indépendants du Code. Comme ces derniers textes sont les plus nombreux et comme d'autre part ils suivent de très près la promulgation des codes nous les parcourrons d'abord.

*Expansion de l'idée de voie de Fait
en dehors des Codes*

L'Empire, lui-même, ne se contenta pas de défendre la voie de fait par des Codes. Il la prohiba encore par des décrets. Le 16 décembre 1811, l'empereur qui gouvernait à ce moment la Belgique et les Pays-Bas, en organisant la police des polders dans ces provinces, renvoyait « à la connaissance des tribunaux ordinaires les violences, vols de matériaux, voies de fait ou réparations des dommages réclamés par des particuliers » (1). Au terme de la campagne de Russie, l'administration impériale, en s'occupant de la police et de la conservation des canaux du Loing et d'Orléans, ordonnait d'afficher « dans tous les bureaux de recettes les noms de ceux qui auraient commis des voies de fait et des actes d'insubordination contre la police de la navigation » (2). Même dans les détails de la vie publique l'Empire à son déclin voulait garder intacte son autorité.

La Restauration accepta le léger changement que la Constituante avait imprimé aux relations de la

1. Duv., XVIII.89.I, art. 114, 2^e éd.

2. Duv., XVIII.243.II (2^e éd.).

force, de la voie de fait et de la violence, elle ne rétablit pas la pratique de l'ancien régime suivant laquelle l'idée de force prenait place souvent à côté des deux autres idées. Qu'importaient ces minuties ! La France n'était-elle pas, malgré tout, la maison des Bourbons et pour toujours ?

Ce fut aux idées courantes que se rattachèrent l'ordonnance du 14 janvier 1815, parue quelques temps avant les Cent Jours, qui avait pour but de réprimer « les violences et voies de fait » exercées pour obtenir l'abolition des droits réunis (1) « tant contre la personne des employés que contre les fonctionnaires publics et la force armée chargée de les protéger (2) », et la loi du budget du 28 avril 1816 qui punit les rébellions ou voies de fait dirigées contre les agents du fisc (3). L'ordonnance sur le service de la gendarmerie du 29 octobre 1820 ne fit que répéter ce qu'avaient dit les décrets de l'époque révolutionnaire ; il rentre dans le service ordinaire des brigades de « saisir tous ceux qui seraient trouvés exerçant des voies de fait ou violences contre la sûreté des personnes et des propriétés » (4). On ne se borne pas toutefois à parler de la voie de fait dans l'ordre de matières où il en avait été parlé jusque-là. Quelques jours avant le sacre de Charles X à Reims, son gouvernement fit voter la loi du 24 mai 1825 « pour la répression des crimes ou délits com-

1. C'est-à-dire les contributions indirectes.

2. Duv., XIX. 377. 2.

3. Duv., XX, 418. 1.

4. Duv., XXIII, 219. 2.

mis dans les édifices ou sur les objets consacrés à la religion catholique ou autres cultes légalement établis en France ». C'était la loi du sacrilège (1). Le titre I^{er} contenait un article 2 ainsi rédigé : « Est déclarée profanation toute voie de fait commise volontairement, et par haine ou mépris de la religion sur les vases sacrés ou sur les hosties consacrées ». Vivement discutée, la loi du sacrilège fut attentivement défendue. Elle était rendue nécessaire par les odieux attentats commis sur des objets qu'une partie de la nation regardait comme « saints ». Ses termes furent pesés avec soin. La notion de voie de fait fut précisée à la fois par le ministre des cultes et par le garde des sceaux : « Le sacrilège, tel qu'on l'entend ici,... déclarait le premier, est un acte positif, sensible, un acte matériel commis contre les choses saintes et contre les objets consacrés au culte. » « Des gestes et des paroles, disait le second, ne peuvent constituer la profanation qui est nécessairement un acte direct ou matériel et qui n'existe qu'autant que cet acte est consommé ». La voie de fait, par suite, se confondait ici avec la mainmise physique.

La monarchie bourgeoise de juillet s'occupa plus que la Restauration des problèmes locaux ou des problèmes administratifs : à ce titre elle fut amenée à réorganiser les justices de paix. D'un autre côté

1. Duv., XXV, 51. La loi du sacrilège fut abrogée par celle du 14 octobre 1830. Duv. XXX.278.

la police des chemins de fer attira son attention. Dans chacun de ces deux domaines elle eut à compter avec la voie de fait.

La loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix répète, en ce qui nous concerne, le décret du 16 août 1790. Elle donne aux juges de paix la connaissance « des actions civiles pour diffamation verbale ou pour injures publiques ou non publiques, verbales ou par écrit... Les mêmes actions pour rixes et voies de fait » (1).

La loi du 15 juillet 1845 qui s'applique à la police des chemins de fer, prolonge pour ainsi parler les articles 209 et suivants du Code de l'an X. Elle accorde dans son article 25 la protection du Code pénal aux agents des chemins de fer se trouvant dans l'exercice de leurs fonctions : « Toute attaque, toute résistance, avec violence et voie de fait envers les agents des chemins de fer dans l'exercice de leurs fonctions sera punie des peines appliquées à la rébellion suivant les distinctions faites par le Code pénal ». Les agents des chemins de fer devenaient ainsi partiellement les personnages publics.

Le Second Empire devait surtout s'intéresser à la voie de Fait, à propos de la revision du Code pénal. Néanmoins, quelques décrets de l'Empire autoritaire, font mention de cette sorte d'activité : « Ceux, qui, soit par voie de fait, violence ou menaces contre un électeur, soit en lui faisant craindre de perdre

1. Art. 5-5°, abrogé par la loi du 12 juillet 1905.

son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille, sa fortune, l'auront déterminé à s'abstenir de voter ou auront influencé son vote... seront punis... », c'est en ces termes que le décret du 2 février 1852 développait l'article 109 du Code pénal (1). A son tour, le décret du 24 mars 1852 sur la marine marchande, — le second Empire avait à cœur le commerce et l'industrie qui lui donnaient ses apparences brillantes, — réprimait sévèrement les voies de fait des passagers entre eux ou des passagers envers le capitaine et les officiers du bord. Il prenait, lui aussi, la voie de fait, dans le sens de mainmise physique (3).

La République actuelle a été sollicitée, plus que les régimes précédents, en raison de la complexité plus grande de la vie contemporaine, par une multitude d'objets, sur lesquels il lui a fallu légiférer.

Les Pouvoirs publics, se sont bornés parfois à éditer de nouveau des lois antérieures, qu'il était nécessaire de corriger et de rajeunir, et ils ont, ce faisant, conservé à la voie de Fait la place et le sens qu'elle avait dans le texte primitif. C'est ainsi que la loi du 19 juillet 1905, qui régit aujourd'hui la compétence des justices de paix, reproduit dans son article 30, l'article 50 de la loi du 25 avril 1838.

1. Duv. LII, 86.

2. Duv. LII, 360, 2, art. 58 et 63.

3. Le décret du 1^{er} mars 1854 sur la gendarmerie, reconnaît une nouvelle fois à celle-ci, le pouvoir de repousser par la force, les « Violences et Voies de fait », dirigées contre elle. Duv. LIV, 141, art. 297.

C'est ainsi encore que la loi de séparation des Eglises et de l'Etat du 9 décembre 1905, après avoir abrogé les articles 260 et 264 du Code pénal, les a remplacés par les articles 31 et 33 où se trouve, telle quelle, la notion de voie de Fait des articles abrogés (1).

Mais les pouvoirs publics, ont, en outre, propagé l'idée de voie de fait dans des textes nouveaux ; ils l'ont fait pratiquement, soit lorsqu'ils ont réglementé par des lois, des droits dont l'usage pouvait dégénérer en voies de fait, soit lorsqu'ils ont eu à assurer, par décret, l'ordre aux colonies.

Une première hypothèse est celle des réunions publiques. Les réunions publiques sont placées sous le régime de liberté des lois du 30 juin 1881 et du 28 mars 1907. Mais la première loi, qui est le texte fondamental, a prévu, que dans le but de veiller à la sécurité de ces assemblées, un fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire pourrait y être délégué et choisir sa place (2). Ce représentant de

1. Le décret du 20 mai 1903 sur l'organisation et le service de la gendarmerie reproduit dans son article 174 (Duv. C. III, 344) l'article 297 du décret du 1^{er} mars 1854 ; v. également l'article 14 de l'Instruction du ministère de la guerre du 24 juin 1903 sur les réquisitions de la force armée. (*Lois nouv.*, 1903, p. 306). — Le Décret du 24 mars 1852 sur la marine marchande est toujours en vigueur : la circulaire du ministère de la marine du 12 août 1884 relative à la compétence, en matière de voies de fait commises à bord des navires du commerce, ne fait qu'appliquer le décret de 1852. V. cette circulaire au *Recueil des lois et Règlements* concernant la marine marchande française publiée par le Comité central des armateurs de France, 1921, p. 363.

2. Art. 9.

l'autorité est investi du droit de dissolution. « Toutefois, dit la loi, ce droit ne devra être exercé par le représentant de l'autorité que s'il en est requis par le bureau ou s'il se produit des collisions et voies de fait » (1). Tel est le résultat de la voie de fait : Si la voie de fait a lieu le représentant de l'autorité intervient spontanément, sinon, il est indispensable qu'on l'appelle. La voie de fait s'entend encore ici des entreprises sur les personnes.

D'un autre côté le Code du Travail a voulu décourager les voies de fait auxquelles sont trop portés aujourd'hui certains éléments des classes ouvrières. Il a étendu à l'élection des « délégués à la sécurité des ouvriers mineurs », le principe et quelques-unes des expressions de l'article 109 du Code pénal (2) : « Ceux qui, soit *par voies de fait*, violences, menaces, dons ou promesses, soit en faisant craindre à un électeur de perdre son emploi, d'être privé de son travail ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille et sa fortune, ont influencé le vote dans les élections de délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 à 2.000 francs ».

Enfin un décret du 22 mars 1924 adaptait récemment à la justice indigène de l'Afrique occidentale française la règle de l'article 505 du Code d'Instruction criminelle. « Les juridictions indigènes appliquent...

1. Art. 9, § 4.

2. Code du travail, Liv. II, art. 181.

en matière répressive... : une peine de 16 à 500 francs d'amende ou de six à un an d'emprisonnement, pour sanctionner le faux témoignage, l'outrage au tribunal ou à l'un de ses membres, l'injure aux témoins, les actes susceptibles de troubler l'audience, tels que le tumulte, l'injure ou les *voies de fait*. La condamnation est prononcée séance tenante et immédiatement exécutoire... » (1).

Mais pendant que des lois spéciales transportaient ainsi la notion de voie de fait, hors des Codes napoléoniens, en des matières que les Codes n'avaient pas prévues ou remplaçaient des articles surannés, un autre travail législatif s'effectuait, qui consistait à transformer le texte du Code pénal lui-même, à l'adapter d'une façon plus heureuse aux hypothèses qu'il avait à régir. C'est de ce travail d'aménagement intérieur qu'il nous faut maintenant rendre compte.

*L'idée de voie de fait
introduite par retouches dans le Code pénal*

Ces retouches ont été faites par la loi du 13 mai 1863 et par celle du 25 mai 1864. Etudions d'abord la portée de la première de ces lois.

I. — Le génie autoritaire du Premier Empire n'avait pas su se dégager des barbaries répressives de l'Ancien Droit et le Code pénal contenait des peines que la bourgeoisie de 1830 ne comprenait plus. Aussi le gouvernement de Louis Philippe promulgua-

1. *J. Off.*, 3 avril 1924.

t-il la loi du 28 avril 1832 qui s'inspirait du principe de l'adoucissement des peines (1). La voie de fait n'intervenait pas dans cette loi. Mais en 1863 la société était de plus en plus emportée par l'esprit libéral, par cette mystique humanitaire que le *xviii^e* siècle avait mise à la mode dans les salons, que la Révolution avait semée çà et là dans les provinces, le Romantisme, accréditée dans la littérature, la révolution de 1848, répandue dans les diverses classes de la nation, l'Empire autoritaire, reçue dans sa politique extérieure, l'Empire libéral enfin, introduite dans sa politique intérieure. L'on voulut de nouveau relâcher l'étreinte trop brutale du Code pénal et le Corps législatif vota la loi du 13 mai 1863.

Mais en même temps que l'on s'appliquait à diminuer la rigueur des peines, l'on eut soin de combler les lacunes de la répression pour éviter que le Droit social ne fut sacrifié. Et comme la notion de voie de fait avait été jusque là employée par les lois pour assurer la défense de la société, elle servit encore en 1863 aux mêmes fins. Le mot de voie de fait fut inséré dans les articles relatifs aux outrages subit par les personnages publics ou aux attentats dont les particuliers sont les victimes, pour que fussent châtiés sous ce nom des actes qui ne l'étaient point ou qui l'étaient mal avant cette date.

1. Cette loi supprima la mutilation du poing et la marque au fer rouge. Elle remplaça des peines criminelles par des peines correctionnelles, et elle permit l'emploi des circonstances atténuantes.

1° Ainsi les articles 222 et suivants qui prévoyaient les outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité et de la force publique, ne punissaient que les coups (art. 228) ou les outrages par gestes ou menaces (art. 223). Or il est des actes intermédiaires qui ne sont ni des menaces ni des coups et contre lesquels les personnages publics n'étaient pas protégés, tels « le fait de cracher à la figure d'un fonctionnaire, de déchirer sa robe, d'arracher ses insignes, de le saisir au corps, de le secouer avec violence » (1). Le législateur rangea ces actes sous l'expression de voies de fait et il les fit tomber sous la même peine que les coups : article 228. « Tout individu, qui même sans armes et sans qu'il en soit résulté de blessures aura frappé un magistrat dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de cet exercice, ou commis toute autre violence ou voie de fait envers lui dans les mêmes circonstances, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans » (2).

2° La même méthode fut suivie dans la revision des articles 309 et suivants mais ici le problème quoique semblable était un peu moins simple.

Après la promulgation du Code pénal deux dispositions contribuaient à réprimer les atteintes aux particuliers : les articles 309 et suivants du Code pénal, et les articles 605 et 606 du Code de brumaire an IV. Les premiers punissaient seulement les coups

1. Rapport de M. de Belleyne, D. 1864.4, p. 90, n° 91.

2. V. également art. 230 C.P.

et les blessures, les seconds étaient relatifs aux voies de fait violences légères (1).

Ce concours des deux codes n'était pas suffisant cependant pour garantir la sécurité des personnes. Entre les coups et blessures d'une part, et les voies de fait et violences légères d'autre part, il existait une catégorie d'actes qui ne pouvaient être assimilés aux coups et blessures à cause de leur moindre gravité, ni aux voies de fait et violences légères à cause de leur gravité plus accusée. Il fallait réprimer ces actes cependant : il eût été immoral et illogique de les laisser impunis alors que les voies de fait légères ne l'étaient pas. La jurisprudence usa d'une fiction : elle considéra la plupart de ces actes comme des coups et les soumit à la peine prévue pour ceux-ci. Mais aussitôt la logique et l'esprit juridique furent blessés, car il n'était pas juridique de rapprocher sans texte des actes dissemblables par leur nature et de les punir sans texte de la même peine : la jurisprudence se trouvait, de la sorte, à côté de la loi.

La loi de 1863 sortit les juges d'embarras par le même moyen qu'elle avait employé dans les art. 209 et suivants. « Les articles 309 et 311, dit le rapporteur, ne parlent que des blessures et des coups.

1. Si le Code de Brumaire n'avait pas été entièrement abrogé par l'art. 484 du Code pénal Henrion de Pansey et Merlin s'étaient prononcés pour l'affirmative, mais la Cour de cassation avait statué en sens contraire et le Code de brumaire était toujours considéré comme étant en vigueur. Cass. 14 avril 124. B. 61 9 mars 1854. B. 65.

Comme nous l'avons déjà fait dans l'article 228, nous y avons introduit, par une mention spéciale toutes autres violences et voies de fait, afin d'atteindre plus sûrement celles de ces violences qui, sans être précisément des coups, ont cependant un caractère de gravité punissable. Ainsi, le fait d'avoir saisi un individu au corps ; de l'avoir jeté à terre, de l'avoir poussé contre un corps dur, de lui avoir arraché les cheveux, de lui avoir craché au visage, pourront désormais, sans contestation tomber sous l'application de ces articles » (1). L'on aboutit ainsi à un article 309 ainsi conçu : « Tout individu qui, volontairement, aura fait des blessures ou porté des coups, ou commis toute autre violence ou voie de fait, s'il est résulté de ces sortes de violences une maladie ou une incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours, sera puni d'emprisonnement de deux ans à cinq ans ». L'article 311 était modifié dans le même esprit (2),

II. — La révision de 1863 fut certainement l'acte le plus important de l'Empire libéral en matière pénale et celui qui révéla le mieux le double esprit, césarien et individualiste, qui l'animait. Elle ne fut pas cependant le seul et la loi du 25 mai 1864 qui modifia les articles du Code pénal relatifs au droit de coalition, s'inspirant d'une pensée analogue, eut recours elle aussi, pour la réaliser, à la notion de voie de fait.

1. D. 1863.4, p. 91, n° 103.

2. L'art. 605 garda, malgré cette réforme toute sa valeur. Cass. 7 janvier 1865, S. 65.1.197, 7 janvier 881, S. 82.1.45.

Le Code de 1810 interdisait la coalition et sanctionnait d'une peine cette défense. La loi de 1866 fit disparaître la défense des coalitions et des grèves en faveur de l'égalité contractuelle ; mais afin de décourager les excès qui pourraient s'autoriser de la grève, elle déclara passible d'une amende de 16 fr. à 3.000 francs « quiconque (art. 414) à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aurait amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail » (1).

Après cette loi on ne devait plus augmenter le domaine de la voie de fait dans le Code pénal.

L'activité des pouvoirs législatif ou administratif se déroule dans la sphère des principes : le sens des réalités n'y est pas absent, mais la forme générale, impersonnelle et parfois abstraite, que les lois sont forcées de revêtir pour garder leur dignité et leur efficacité, interdit qu'on y traduise des sentiments trop vivants et trop personnels. De là, dans les lois,

1. Le rapport d'Emile Ollivier nous révèle que la loi de 1863 n'avait pas été sans exercer une réelle influence sur la rédaction de la nouvelle loi de 1864 : « La violence doit en général se manifester par des coups et blessures, elle peut aussi exister sans cela. Ainsi on se rend coupable de violence lorsque, sans frapper, on saisit au corps, on jette à terre, on arrache les cheveux, on crache au visage. Les termes généraux de notre article embrassent les violences légères ainsi que les violences graves et qualifiées », le terme de voie de fait est là pour l'indiquer. D. 1864.4, p. 67, n° 22.

une certaine sécheresse qui n'est pas dans le législateur.

Avec le juge, au contraire, nous allons pénétrer dans une sphère où les principes se rencontrent avec les réalités qu'ils doivent protéger, ou contenir et régulariser. Les juges sont forcés de se mêler au peuple, et s'ils doivent garder eux aussi l'impartialité qu'on demande à la loi qu'ils appliquent, les faits qu'ils envisagent les obligent malgré eux à parler un langage qui nous fait mieux sentir la vivante réalité du droit. Nous nous efforcerons de le montrer dans les sections suivantes.

SECTION II

La notion de voie de fait dans les sentences judiciaires

Les tribunaux du siècle passé et du nôtre ont été conduits par les différends qu'ils avaient à trancher, à manifester leur opinion sur la voie de fait en deux occasions : tantôt lorsqu'ils interprétaient les lois de voie de fait qu'ils avaient à appliquer, tantôt en dehors de ces lois lorsqu'ils obéissaient aux suggestions des cas qu'ils avaient à régler. Mais comme dans chacune de ces occasions la notion de Voie de Fait est la même (1), nous examinerons seu-

1. Comme preuve, voir un arrêt rendu par le Conseil d'Etat, siégeant comme juge des conflits de juridiction entre les tribunaux de l'ordre judiciaire et les tribunaux de l'ordre administratif, le 26 juin 1822 (Lebon, 1822, I, p. 588). Le C. E. dans cet arrêt

lement les sentences judiciaires qui interprètent les textes relatifs à la Voie de Fait.

« Dans les Etats despotiques, nous dit Montesquieu (1), il n'y a point de lois, le juge est lui-même sa règle. Dans les Etats monarchiques il y a une loi ; et là où elle est précise, le juge la suit ; là où elle ne l'est pas, il en cherche l'esprit. Dans le gouvernement républicain, il est de la nature de la constitution que les juges suivent la lettre de la loi. »

Si Montesquieu dit vrai, il faut conclure que nous ne sommes pas sous un gouvernement tout à fait républicain, mais plutôt sous un gouvernement en partie monarchique, puisque les magistrats ne se contentent pas de suivre la lettre de la loi, et qu'ils en cherchent l'esprit.

L'étude de l'application qu'ont faite les tribunaux, des textes principaux relatifs à la voie de fait, va nous démontrer, en effet, que par la seule vertu de son institution, la jurisprudence s'est reconnue en France sous tous les régimes, le pouvoir de rechercher l'esprit de la loi, et parfois même un pouvoir prétorien (2). Prenons d'abord les textes du Code pénal.

appelle la voie de fait, le dépôt de bois effectué par un marchand de bois sur la propriété d'un particulier, sans le consentement de celui-ci, et sans l'autorisation du juge.

1. *Espirit des lois*, Liv. VI, chap. III.

2. On sait que les tribunaux répressifs n'ont pas, à raison du caractère « légal » du droit pénal, de pouvoir prétorien : La loi est tout. Sans doute les tribunaux peuvent s'enquérir de l'esprit de la loi ; ils le doivent même, s'ils veulent que leur interprétation soit correcte. Mais ils doivent aussi se garder d'étendre le champ d'application de la loi, par voie d'analogie, ou de toute autre manière. En pratique, on va le voir, ils n'ont pas toujours

§ 1^{er}. — *La jurisprudence est la notion de voie de fait du Code pénal*

Il ne saurait être question d'exposer la doctrine des arrêts sur chacune des lois pénales relatives à la voie de fait. Sans compter que ces arrêts sont clairsemés dans certains cas, et, que pour les textes récents il n'en existe même pas, le parti le plus raisonnable nous paraît être d'étudier seulement les articles les plus importants qui sont les articles 209 et suivants du Code pénal, les articles 223 et suivants, 309 et suivants du Code pénal révisé, et 605 du Code de Brumaire, dont nous venons d'expliquer l'origine et le mécanisme (1). Nous savons déjà quelle est la raison d'être de ces articles, voyons maintenant quelles sont les actes que, sous le nom de voies de

respecté ces principes. V. Faustin-Hélie sur Boitard, *Introduction aux Leçons sur les Codes pénal et d'instruction criminelle*; Roux, *Cours de Droit pénal*, p. 56 et suiv.

1. Indiquons seulement que, d'après la Jurisprudence, la notion de voie de fait du particulier en matière de travaux publics (art. 438, C. P.) est très large. Sont des voies de fait, non seulement les mainmises matérielles effectuées sur les « travailleurs » de l'Administration, mais encore les actes matériels dirigés contre les représentants de l'Administration, ou contre leurs actions, lorsqu'ils sont de nature à empêcher (il n'est pas nécessaire qu'ils empêchent réellement) la prise de possession par l'Administration, des immeubles sur lesquels elle veut construire, ou à porter obstacle à l'exécution même des travaux. Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. VI; Christophle et Auger, *Travaux publics*, t. II; Cours : Toulouse, 10 mars 1834. Chauveau et Faustin Hélie, t. VI, n° 2580; Amiens, 1^{er} décembre 1876. D. 79. 2.60; Nancy, 10 juin 1885. D. 86. 2.232; Toulouse, 24 novembre 1888. S. 89. 2.117; — Cass. : 2 juin 1844, S. 44. 1. 271, 5 juin 1856, D. 56. 1. 309.

fait, la jurisprudence a placés dans leur dépendance.

La Cour de cassation (1) a fait prévaloir partout une doctrine semblable qui repose sur trois principes.

I. — Le premier principe est que les expressions violences et voies de fait sont synonymes, dans ces textes, et qu'en tout cas il n'y a aucun intérêt pratique à les distinguer.

Ce principe est affirmé dans toute son ampleur par un arrêt du 25 février 1843. M. Barthes avait été condamné pour crime de rebellion par la Cour d'assises du département du Tarn. Il prétendit que l'article 209 du Code pénal avait été violé en ce qu'au lieu de se conformer littéralement au texte de cet article et de demander aux jurés si l'accusé était coupable d'avoir commis une attaque ou résistance avec violences *et* voies de fait, on lui avait demandé si l'accusé était coupable d'avoir commis une attaque ou résistance avec violence *ou* voies de fait. Il se pourvut en cassation ; la Cour de cassation rejeta le pourvoi et répondit : « Attendu que les expressions de violences, voies de fait ne présentent pas, surtout dans le langage du droit criminel, un sens si différent qu'on ne puisse pas et que le

1. La Cour de cassation a toujours considéré que l'interprétation des mots coups, blessures, violences et voies de fait est une question de droit qui relève de sa compétence et non pas une question de fait qui ne relèverait que des juges du fond : Cass., 29 juill. 1893.D.96.1.79 ; 9 février 1923.D.24.1.114. V. Garçon, Code pénal annoté, art. 309, n° 173 suiv.

législateur n'ait pas dû considérer ces deux expressions comme synonymes, l'une n'ajoutant rien à la signification de l'autre ; qu'ici les voies de fait s'entendent comme les violences d'excès envers les personnes ; ce qui est suffisamment indiqué par ces termes de l'article 209 « violences et voies de fait envers »... que cela résulte encore mieux du rapprochement de certains articles du Code pénal ; les 186, 256, 279, 317, 331, 332 applicables aux violences envers les personnes, et le 228^e qui qualifie voie de fait, le coup porté à un magistrat en fonction ou à l'occasion de ses fonctions ; qu'évidemment dans tous les cas, les mots violences et voies de fait sont synonymes ; que l'une de ces expressions, prise isolément, a autant de portée que l'autre, prise isolément, et que l'on ne sait pas pourquoi il en serait autrement à l'égard de l'article 209, pourquoi la réunion, la conjonction de deux expressions synonymes ferait cesser cette synonymie, et pourquoi il ne serait pas indifférent de dire soit violences *et* voies de fait, soit violences *ou* voies de fait ». On ne saurait être plus formel.

L'interprétation de la Cour suprême ne fut pas cependant acceptée par tous les magistrats, et la Cour de Metz, dans un arrêt qui suivit le vote de la loi du 15 mai 1863, exprimait une manière de voir essentiellement différente (1) : « Att. que chacune de ces expressions, coups, blessures, violences,

1. Cour Metz, 18 nov. 1863. D. 64.2 ; 101.

voies de fait, a un sens qui lui est propre et qui a plus ou moins d'étendue relativement à celui que comportent les autres ;... qu'en effet les coups et les blessures sont nécessairement et toujours des coups, des blessures ou des violences, car admettre une pareille synonymie, ce serait supprimer une des incriminations spéciales et formelles de la loi ; si, à la rigueur, on pouvait prétendre que les violences ne tombent sous l'application de la loi que quand elles ont atteint directement et matériellement, par voie de contact immédiat et réel, la personne physique de celui qui en a été l'objet, il n'en serait pas de même des voies de fait qui existent sans que le corps ait été atteint, lorsqu'elles consistent dans une manifestation *agressive* qui menace la personne dans sa sûreté, sa liberté et son inviolabilité ».

La Cour suprême ne fut pas convaincue par cette argumentation et elle demeura constante à ne pas distinguer les voies de fait et les violences : on peut lire notamment en ce sens : un arrêt du 6 décembre 1872 (1), un autre arrêt du 21 mars 1877 (2) et d'une manière plus générale tous les arrêts de Cassation que nous allons citer.

Mais si la Cour de cassation rejeta la théorie de la Cour de Metz, elle admit cependant, — ce sont les deux autres principes qui la dirigent : — 1^o que les menaces agressives doivent être rangées parmi les voies de fait, comme le voulait la Cour de

1. D. 72.1.476.

2. S. 77.1.296.

Metz, 2^e que, s'agissant d'appliquer les articles 309, du Code pénal et 605 du Code brum. il fallait établir, par interprétation de ces textes, une discrimination entre les voies de fait et violences graves, et les voies de fait et violences légères.

II. — Le second principe est en effet que « les expressions violences et voies de fait comprennent non seulement les voies de fait qui s'exercent sur la personne même, mais aussi celles qui sans atteindre la personne, sont de nature à l'impressionner vivement ». Ces formules qui proviennent de l'arrêt du 6 décembre 1872 (1) sont la raison d'être d'un grand nombre de sentences.

Il est en premier lieu des sentences qui contiennent des exemples de voies de fait et violences s'exerçant sur les personnes mêmes. Nous constatons dans les recueils d'arrêts qu'en pratique, les relations des jeunes filles et des jeunes gens ne sont pas à l'abri des voies de fait de ce genre, et les juges ont dit qu'un individu commet une voie de fait s'il saisit une jeune fille par derrière, lui ouvre la bouche qu'il remplit de son, sur une place publique, (2) ou si un jeune homme décoiffe pour se venger une jeune fille qui a refusé de danser avec lui et danse avec un autre (3). Le fait de jeter un gant au visage de quelqu'un (4) ou de lui mettre le poing

1. D. 72.1.476.

2. Cass., 14 avril 1821, B. 61.

3. Cass., 26 janv. 1877. S. 77.1.183.

4. Tr. Seine, 23 fév. 1906. D. 06.5.49.

sur le visage (1) ou de le gifler (2) sont un autre groupe de voies de fait. Sont encore des voies de fait l'action d'arracher une lanterne des mains de quelqu'un (3) ou de prendre son chapeau et de le jeter violemment à terre (4). Arracher les cheveux de quelqu'un (5) ou le traîner par les cheveux (6), le pousser et le faire tomber (7), le renverser à terre malgré sa résistance (8) sont un quatrième groupe de voies de fait. Enfin il y a voie de fait à résister par mainmises aux personnages publics ou à les attaquer (9).

Mais à côté de ces voies de fait portant immédiatement sur la personne physique, la jurisprudence range parmi les voies de fait des actes n'atteignant autrui que moralement et par l'émotion vive qu'ils provoquent, et auxquels le législateur n'avait certainement pas songé en pensant à la voie de fait. L'on a vu, à ce titre, une voie de fait dans l'action de s'ar-

1. Cass., 5 août 1881. S.83.1.239.

2. Cass., 25 juill. 1884. D.250, 7 avril 1894. B. I. 9 févr. 1923. D.24.1.114; 26 juin 1924. D. H. 539. Citons encore le fait de jeter de l'eau sur quelqu'un. Cass., 12 août 1853. B.398, ou de lui cracher au visage. Cass., 5 janv. 1855. D.55.1.47.

3. Tr. Lille, 5 avril 1836 (D. J. *Crimes et délits contre les personnes*).

4. Tr. Paris simple police, 16 mai 1906. D.06.2.317; Caen, 25 nov. 1906. D.09.2.237.

5. Cass., 3 sept. 1807 (D. J., *compl. Crim.*).

6. Cass., 23 frim. an VII, 7 mars 1817, D. J., *op. cit.*, n° 1751.

7. Cass., 15 juill. 1882. D.83.1.45.

8. Cass., 7 déc. 1872. D.72.1.480.

9. Cass., 15 oct. 1824. B.140, 3 sept. 1824. B. 110, 15 juill. 26 B. 140, 17 avr. 1891. B.91, 28 nov. 1902. S.1904.1.57 note de M. Chavegrin, 17 août 1908. B.374.

mer d'un fusil et de coucher en joue son adversaire (1), de brandir un couteau contre lui (2), de le menacer d'une fourche (3), — de déposer un engin explosif qui ne pouvait pas exploser mais qui causa une grande frayeur (4), — de tirer contre un individu des coups de feu qui n'atteignirent pas leur but, ou lancer contre une voiture, des pierres qui effrayèrent le cheval (6), de jeter une bouteille dans la direction d'autrui au cours d'une rixe (7), — d'enfermer autrui dans un local jusqu'à paiement d'une somme qu'on lui réclame (8) ou jusqu'à l'arrivée d'un officier de police judiciaire (9). — Encore faut-il toutefois que l'émotion provoquée par des actes de cette sorte soit vive pour que la voie de fait existe, car si l'émotion est légère, il n'y a pas de voie de fait (10).

III. — Nous avons placé côte à côte dans le para-

1. Cour Metz, 18 nov. 1863. D. 64.2.101; Angers, 18 déc. 1876. D. 78.2.80; Cass., 30 août 1849. D. 49.1.228, 1^{er} juin 1875. D. 76.5.479, 10 déc. 1915. D. 1921.1.140.

2. Cass. 11 nov. 1897. B. 351, 31 mars 1900. B. 139; Cours : Rennes, 21 nov. 1900, *J. des Parquets*, 1901.2.29.

3. Cass. 23 déc. 1921. D. 22.1.62.

4. Grenoble, 2 mars 1894. D. 94.2.263.

5. Cass. 6 déc. 1872. D. 72.1.476, 13 mars 1886. B. 114; 12 juin 1886. B. 218.

6. Cass. 5 juin 1886. D. 88.1.47.

7. Cass. 28 juin 1901. B. 189.

8. Chambéry, 10 mars 1887 (D. J. supp., *Crimes contre les pers.*

9. Cass. 16.4.1921. D. 22.5.8.

10. Il a été ainsi jugé du fait de cracher dans la direction de quelqu'un sans l'atteindre. Cass., 19 nov. 1920, D. 21.1.158.

graphe qui précède un grand nombre de faits très variés ; il convient de remarquer maintenant que les tribunaux ne les mettent pas tous sur le même rang. C'est en effet un troisième principe suivi par la Cour de cassation sur le fondement de la loi, qu'il est des violences et voies de fait légères relevant de l'article 605 et des violences et voies de fait graves relevant de l'article 309 (1). La répartition entre l'une ou l'autre de ces deux catégories de voies de fait dépend des circonstances, de l'intention plus ou moins répréhensible de l'agent et de la qualité de la victime (2). En pratique, on traite comme voies de fait graves : — d'abord toutes les actions qui ne consistent qu'en menaces et ne se traduisent pas en des entreprises directes sur les personnes ; — en second lieu un certain nombre d'entreprises immédiates et directes caractérisées : comme le fait de renverser violemment un individu (3), de le pousser et de le faire tomber (4), de lui donner un soufflet (5). A l'inverse on a traité comme voies de fait légères un grand nombre d'autres actions. Les voies de fait aux jeunes

1. Voir sur ce principe : Cass., 7 janvier 1865. S. 65.1.197, 7 janvier 1881. S. 82.1.47.

2. C. le Poittevin, *Dictionnaire formulaire de la simple police*, t. II, 1906, v^o *Violences légères*, *Dictionnaire formulaire des Parquets et de la police judiciaire*, 5^e éd., t. IV, 1916, v^o *violences*.

3. Cass., 7 déc. 1872, D. 72.1.480.

4. Cass., 15 juill. 1882. D. 83.1.45.

5. Le fait de gifler tombe sous l'art. 309, Cass., 25 juillet 1884. B. 250, 9 févr. 1923. D. 24.1.114, 26 juin 1924. D. H., 539, les légers soufflets sous l'article 605 ; Cass., 7 avril 1894, B. 91.

filles (1) les voies de Fait au visage (2), les voies de Fait aux objets qu'on tient dans les mains (3) sont des voies de Fait légères.

§ 2. — *La jurisprudence et la notion de voie de fait du Code civil*

Alors que la jurisprudence pénale connaît surtout de voies de fait qui sont des attentats contre les personnes, la jurisprudence civile s'applique d'une manière plus particulière, à des voies de fait dirigées contre les biens. De plus, alors que dans la jurisprudence pénale, la voie de fait et la violence sont inséparables, il n'en est plus absolument de même dans la jurisprudence civile relative au louage de choses ou à la possession : Les deux notions n'apparaissent liées que dans la théorie de la réintégration. Au demeurant, la voie de fait civile comme la voie de fait pénale, est tantôt une mainmise physique qui porte directement sur un objet, tantôt un acte physique qui fait sentir ses effets sur un objet, tout en s'accomplissant cependant en dehors de lui.

1° *La jurisprudence relative au louage de choses.*

— Le trouble par voie de fait d'un tiers, prévu par

1. Cass., 14 avr. 1821. B. 61, 26 janv. 1877. S. 77.1.183.

2. Cass., 5 août 1881. S. 83.1.239, 7 avril 1894. B. 91, tribun. : Seine, 23 févr. 1906. D. 06.5.49.

3. Tribun. de Lille : 5 avril 1836. D. I., *Crimes et délits contre les personnes*. Les voies de Fait aux chapeaux sont encore des voies de Fait légères. Trib. : Paris, 16 mai 1906. D. 06.2.317; Cass., 25 nov. 1908. D. 09.2.237.

les articles 1725 et 1727, se différencie suivant la jurisprudence, de la destruction partielle ou totale par cas fortuit (fait de nature ou fait d'un tiers), prévu par l'article 1722 (1). La destruction se reconnaît à ce qu'elle diminue ou supprime momentanément la jouissance. Le trouble par voie de fait au contraire n'est qu'une simple gêne à la jouissance (2). Pour définir la voie de fait il suffira donc de définir la gêne à la jouissance.

I. — Il y a d'abord gêne à la jouissance et voie de fait lorsqu'il y a entreprise passagère sur l'immeuble loué, soit que cette entreprise s'accompagne, soit qu'elle ne s'accompagne pas de prétention de droit.

1° Voici d'abord des cas d'entreprises effectuées sans prétention de droit.

La Cour de cassation eut en 1885 à apprécier une affaire curieuse : un ancien concessionnaire du nom de Marcion avait obtenu de l'administration maritime l'autorisation d'enlever toutes les huîtres d'une certaine espèce, qui se trouvaient encore dans un parc que le concessionnaire précédent avait abandonné à l'administration et que celle-ci venait de concéder de nouveau à un particulier nommé Bouffard. Or Marcion ne se contenta pas de retirer les

1. Bien que la voie de fait soit, comme nous l'avons montré, partiellement à la base de l'article 1722, la jurisprudence, à l'exemple du législateur, n'invoque l'expression de voie de fait, que lorsqu'elle applique les art. 1725 et 1727.

2. V. note de M. Wahl au S. 1916. 2. ; I, V. du même auteur, *Exonération et réduction des loyers par suite d'une force majeure résultant de la guerre* (Rev. T. D. C., 1916, p. 5).

huitres qui lui étaient attribuées par l'administration, mais « pendant quatre jours aidé par douze personnes environ » il s'occupa à démolir une grande partie du parc octroyé à Bouffard, en emporta les pierres enleva ou écrasa presque toutes les huitres, « grosses ou petites sans distinction. » La question fut posée devant la cour suprême de savoir si Bouffard avait pu à bon droit poursuivre Marcion personnellement devant les tribunaux judiciaires. La Cour jugea que c'était avec raison que le tribunal avait retenu la connaissance de ces abus et « voies de fait » pour leur appliquer l'article 1725 (1).

Dans le même ordre d'idées, le fait de chasser sur les terres d'autrui, ou le bris d'une porte [par les cambrieurs (2), ou les dégâts causés à une boutique par des individus que les inscriptions de l'enseigne avaient mis en fureur (3), ont été regardés comme des voies de Fait se reliant à l'article 1725 (4).

2^o Entreprises effectuées avec prétention de droit : un arrêt récent nous indique que si un usinier d'aval supprime, dans le but d'affirmer son droit, le barrage établi par un usinier d'amont pour retenir les eaux, il commet un trouble de droit par voie de fait

1. Cass. 21 avr. 1885. S. 85.1.360.

2. Trib. corr. Lille, 6 nov. 1889 *G.P.* 90.1.9 Cours : Rouen, 22 févr. 1878. D. 79.2.260 ; Rennes, 1^{er} mai 1878. S. 79.2.197 ; 13 juill. 1887. S. 90.2.3.

3. Tl paix Paris, 5 déc. 1902. Pand. 1904.2.299. Le bris de la glace d'un magasin par un homme ivre a été traité comme une force majeure. V. Tl de Lille, 13 janv. 1903. Do3.2.120.

4. Cour : Lyon 8 fév. 1896. D. 97.2.473 note Boistel.

qui tombe sous l'application de l'article 1725 (1).

II. — La gêne à la jouissance est encore constituée par l'acte accompli en dehors de l'héritage loué pourvu que cet acte fasse sentir ses effets dans celui-ci. Exemple : un usager d'aval surélève le plan d'eau par des hausses mobiles et trouble de la sorte un usager d'amont (2), une personne ouvre dans un immeuble contigu un établissement de prostitution clandestine (3), le mur mitoyen d'une maison subit des dégradations du fait de la surcharge excessive imposée à ce mur par le propriétaire voisin (4).

Par ces deux sortes d'exemples l'idée de voie de fait paraît ainsi au point de vue matériel assez diverse. Mais sous l'aspect de ses caractères moraux la voie de fait n'est pas moins complexe.

III. — A ce dernier point de vue non seulement elle comprend des actes pleinement volontaires de l'espèce de ceux que nous venons de mentionner, où le dol a corrompu la volonté, mais elle comprend aussi des actes où seule la faute simple existe, où c'est l'imprudence et la négligence qui sont venues diminuer la volonté : l'incendie d'un immeuble voisin par exemple (5), le dommage causé par l'eau s'écoulant d'un robinet laissé négligemment ouvert (6) ont été considérés comme engageant en qualité de

1. Cass. 8 juill. 1920. D. 22. 1.57 avec une intéressante note signée P.B. Adde Cass. 6 août 1841. D.J. V^o Louage, n^o 247.

2. Cass. 12 juill. 1892. S. 96. 1.510.

3. Cour : Lyon 18 avril 1894 D. 95. 2.377.

4. Cass. 28 août 1877. S. 78. 1.344.

5. Trib. Seine 26 avril 1891. *Mon. jud. Lyon*, 28.6.1891; Cour Toulouse 1^{er} juillet 1893. *Rec. des assur.* 1894, p. 13.

6. Bordeaux, 25 nov. 1902. *Rec. Bordeaux*, 1903, p. 13. Demogue, R.T.D.C. 1903, p. 171.

voies de Fait l'application de l'article 1725. De même l'écroulement partiel occasionné par la démolition maladroite d'un mur mitoyen a été déclaré par la Cour de Nancy « véritable voie de fait (1) ».

2° La Jurisprudence relative à la possession.

De notre temps comme en droit romain les règles de la protection possessoire sont surtout l'œuvre des tribunaux. Pour bien comprendre la position de la jurisprudence vis-à-vis de la voie de fait en cette matière, il faut savoir que le juge a élaboré son système des actions possessoires entre une doctrine en partie hostile et des lois à demi-complaisantes.

Un groupe de juristes disait (2) « Suivez la tradition : Sans doute Beaumanoir, distinguait trois actions possessoires, dont chacune exigeait des conditions particulières, mais ces actions se sont ensuite confondues et, à la fin de l'Ancien Régime, en dépit des trois noms de réintégration, de dénonciation de nouvel œuvre et de complainte qui subsistaient encore, il n'y avait plus qu'une seule action possessoire dont les caractères étaient ceux de la complainte. N'admettez donc que cette dernière action ».

Les lois, au contraire, si on les envisage dans leur ensemble, semblaient favoriser une interprétation

1. Cour Nancy, 10 nov. 1900. D OI. 2.420 ; Cass. 16 juill. 1903 D OI. 1.84.

2. Bien entendu, nous n'avons pas l'intention de poser et de résoudre dans les pages qui suivent le problème des actions possessoires en son entier. Nous indiquerons seulement les idées générales indispensables. V. au surplus, Garsonnet et César, Bru, *Traité théorique et pratique de procédure...* 3^e édit., t. I ; Glasson et Tissier, *Précis de procédure*, 2^e éd., t. I ; Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 5^e éd., Martin, t. II.

différente proposée par un groupe d'auteurs : Le Code civil, en ce qui le concernait, avait proclamé dans l'article 2060-2° l'existence de l'action en réintégrande ; mais entendait-il consacrer de la sorte une action possessoire distincte ou seulement l'une des formes particulières d'une action possessoire unique ? Rien, dans le Code, ne permettait de résoudre cette question. Le Code de procédure civile, quant à lui, fut tranchant. S'il admettait dans son article 23 qu'il existât plusieurs actions possessoires, il les soumettait toutes aux mêmes conditions et par là ces diverses actions n'étaient que des variétés d'une seule action fondamentale. Mais la loi du 25 mai 1838 changea dans son article 6-1° l'état de la question. Elle dressa d'abord une liste d'actions possessoires dans laquelle elle énumérait les « dénonciations de nouvel œuvre, plaintes, actions en réintégrande ». Puis elle déclara que le juge de paix serait aussi compétent pour connaître « des autres actions possessoires fondées sur des faits également commis dans l'année », semblant affirmer ainsi que le juge avait une certaine latitude tant pour créer de nouvelles actions possessoires s'il l'estimait bon, que pour fixer les conditions de toutes les actions possessoires (sauf en ce dernier cas à respecter la condition fondamentale que la loi indiquait et en vertu de laquelle toute action possessoire doit être fondée sur des faits commis dans l'année).

Les tribunaux, qui n'avaient pas du reste attendu

la loi de 1838 pour agir avec indépendance, ont interprété cette loi comme justifiant leur manière de comprendre la protection possessoire ; ils ont considéré dès lors comme hors de discussion au point de vue théorique les règles qu'ils avaient établies en s'inspirant surtout de considérations pratiques (1).

Ces règles peuvent être classées sous trois idées générales :

1° Comme le veut la tradition, il existe trois actions possessoires, la dénonciation de nouvel œuvre, la complainte, la réintégrande et ces actions possessoires sont les seules qui puissent être admises.

2° Ces trois actions possessoires se répartissent en deux catégories nettement différentes. La réintégrande qui garantit contre la dépossession par voie de fait, la détention actuelle, paisible et publique d'une chose forme la première catégorie. La seconde catégorie est formée de la dénonciation de nouvel œuvre et de la complainte : ces actions garantissent contre les troubles éventuels (action en dénonciation de nouvel œuvre) ou contre les troubles actuels (action en complainte), la possession annale qui présente les caractères requis pour la prescription (c'est-à-dire : qui est paisible, publique, continue et non interrompue, non équivoque, non précaire.

3° Ces deux sortes d'actions, en dépit de leurs différences offrent des traits communs : a) ce sont

1. L'article 6-1° de la loi de 1838 est devenue l'article 720 de la loi du 12 juillet 1905.

des actions d'urgence ; à ce titre : 1° elles sont intentées dans l'année du trouble ; 2° devant une juridiction rapprochée du contribuable, le juge de paix ; 3° par un plus grand nombre de personnes que les actions pétitoires (1) ; b) ce sont des actions à efficacité provisoire : la sentence qui intervient à leur sujet tranche la question de savoir si la détention est actuelle, paisible ou publique, ou si la possession est annale et réunit les conditions exigées pour prescrire, mais elle ne décide pas du fond du droit qui peut toujours être recherché dans une instance pétitoire ; c) ces actions ont pour objet de réprimer tantôt un simple trouble de droit (a. en complainte), tantôt une voie de fait (a. en réintégrande, dénonciation de nouvel œuvre, complainte).

La notion de voie de fait en effet n'entre pas seulement dans la théorie de la réintégrande où le législateur de 1804 avait paru la confiner, elle paraît aussi dans la théorie de la complainte et de la dénonciation de nouvel œuvre et c'est à la fois dans la théorie de la complainte et de la dénonciation de nouvel œuvre et dans la théorie de la réintégrande que nous devons l'examiner. Le principe, c'est que la voie de fait désigne un acte matériel de l'homme, qui, soit dans l'intention de son auteur, soit simplement par ses caractères matériels et sociaux, contredit la possession d'autrui.

1. Capitant et Colin, I, 11^e éd., p. 985, *Cours élémentaire de droit civil*.

Cette définition fait tout de suite apparaître qu'ici comme en matière de louage, la voie de fait est un trouble à l'usage d'une chose, qui tantôt s'accompagne et tantôt ne s'accompagne pas d'une prétention de droit : tantôt la voie de Fait est une voie de fait trouble de droit, tantôt la voie de Fait n'est qu'une simple voie de fait. Cependant il ne faudrait pas croire que la notion jurisprudentielle de la voie de fait du louage et celle de la possession soient identiques : la jurisprudence a établi pour chacun de ces cas des divisions particulières qui ne se retrouvent pas dans l'autre cas : d'une part en effet elle ne s'attache pas à relever séparément en matière de possession comme elle le fait en matière de louage, les voies de fait simples et les voies de fait troubles de droit ; d'autre part, tout en conservant à la notion possessoire de la voie de fait son unité de principe, la jurisprudence ne lui donne pas, dans la théorie de la réintégration, le même développement que dans la théorie de la complainte ou de la dénonciation de nouvel œuvre. C'est ce que nous allons constater dans les divisions suivantes.

La voie de Fait, qui donne lieu à l'action en réintégration, lorsqu'on la dégage des autres conditions de cette action, se définit comme étant la mainmise violente et volontaire, exercée sur l'héritage d'autrui d'autorité privée, qui est de nature à troubler la paix sociale.

I. — En ce qui concerne ses éléments d'ordre matériel, la voie de Fait, pour ouvrir la réintégration,

doit être violente. L'idée de voie de Fait et l'idée de violence vont de pair en cette matière. Parfois, il est vrai, le terme de voie de Fait apparaît seul dans les arrêts (1) tandis que parfois on lit « violence et voie de Fait (2) », « violence ou voie de Fait (3) », ou bien « violence » seulement (4), mais quels que soient les termes employés, les idées demeurent identiques et la voie de Fait et la violence sont toujours une seule et même chose : la violence est une voie de Fait gravé et positive (5), la voie de Fait est une voie de Fait violente.

II. — En ce qui touche ses caractères d'ordre psychologique, cette voie de Fait apparaît comme un acte volontaire et conscient, accompli soit de mauvaise foi (6), soit avec bonne foi, dans le but de réaliser un droit qu'on croit avoir (7).

III. — Au point de vue social, la voie de Fait de la théorie de la réintégrande offre trois caractères :

1^o *Elle est une entreprise agressive accomplie sur*

1. Cass. 11 janv. 1809. S. 09.1.95; 10 nov. 1819. D. J., v^o Act. poss., p. 89, n. 1; 11 mai 1841, *op. cit.*, p. 97, n. 2; 3 mai 1848. S. 48.1.714.

2. Cass. 19 août 1839, *op. cit.*, p. 90, n. 1, 2^e esp; 5 avr. 1841, *op. cit.*, p. 91, n. 1.

3. Cass. 28 déc. 1826. D. 27.1.107; 4 déc. 1833. D. J., v^o Act. poss., p. 94, n. 1; 5 août 1845. D. 45.1.103; 10 fév. 1864. D. 64.1.343; 26 juill. 1882. S. 84.1.318.

4. Cass. 4 mai 1868. D. 68.1.332.

5. V. l'arrêt fondamental, j'allais dire organique, de la Chambre des Req. du 28 déc. 1826, Chauffier, rendu sous la présidence d'Henrion de Pansey. D. 1827.1.107; D. J., v^o Act. poss., 102. — Adde : Cass. 4 déc. 1833. D. J., v^o p. 94, note 1.

6. Trib. Perpignan.

7. Cass. 22 fév. 1888. D. 88.1.387; 15 juin 1898. D. 99.1.379.

le fonds d'autrui, fonds d'un particulier ou fonds d'une personne morale de droit public : a) *Voies de Fait accomplies sur le fonds d'un particulier* : ont été regardés comme voies de Fait en ce domaine, l'établissement de barrières ayant pour effet de rendre impossible l'accès d'un terrain (1), la destruction d'ouvrages possédés par autrui (2), le déversement des eaux d'un canal d'irrigation dans un ruisseau possédé privativement alors que cet acte occasionne des éboulements dans les fonds riverains (3), le comblement d'un fossé séparatif d'héritage (4), l'ouverture dans un fossé d'une brèche qui entraîne l'inondation des fonds voisins (5), la destruction d'une digue (6) ; b) *Voies de Fait accomplies sur le fonds d'une personne morale publique* : ont été regardés ici comme voies de Fait, des labours qui rendent impraticable un chemin public ou des actes de destruction d'une passerelle établie sur une rivière (7). Au contraire, une entreprise effectuée par un particulier sur son propre fonds, n'est pas une voie de Fait qui ouvre l'action en réintégrande. Ainsi la Cour de cassation a décidé que l'on ne commet pas de voie de Fait à construire sur un canal qui vous appartient un passage qui prive un riverain inférieur

1. Cass. 1^{er} fév. 1869. D. 72.1.24; 14 mars 1876. D. 78.1.68.

2. Cass. 22 nov. 1846. S. 47.1.286; 22 fév. 1888. D. 88.1.387; 15 juin 1898. D. 99.1.379.

3. Cass. 25 avr. 1865. D. 65.1.283.

4. Cass. 16 mars 1841. S. 41.1.196; 5 août 1845. D. 45.1.403.

5. Cass. 3 mai 1848. D. 48.1.157.

6. Cass. 28 déc. 1826. D. 27.1.107.

7. Cass. 4 mai 1868. D. 68.1.332.

des eaux avec lesquelles il arrosait son pré, (1) ou à détruire un barrage établi par autrui sur votre fonds (2).

2° *La voie de Fait est une mainmise effectuée malgré l'opposition d'autrui et sans autorisation de justice.* Toute la jurisprudence pourrait être citée comme preuve de cette proposition ; marquons seulement quelques traits.

Lorsqu'une entreprise est autorisée par la justice, lorsqu'elle n'est que l'exécution d'un jugement, elle n'est pas une voie de Fait donnant lieu à la réintégrande (3).

De même lorsqu'une entreprise n'est que l'exécution d'un titre non contesté, elle n'est pas une voie de Fait (4).

Mais lorsqu'un particulier prend possession d'un immeuble, en vertu d'un titre contesté, et malgré les protestations d'autrui, il commet une voie de Fait (5), « Nul ne peut se faire justice à lui-même » (6). La réintégrande est ouverte.

3° *la voie de Fait est une entreprise grave.* — Sur

1. Cass. 17 nov. 1857. D. 58.1.72.

2. Cass. 19 nov. 1888. D. 90.1.15. — V. encore 28 oct. 1885. D. 86.1.309; cependant la réintégrande a été accueillie contre l'établissement par un particulier sur son propre fonds d'une barrière empêchant l'exercice d'un droit de passage : Tr. civ. Dijon, 24 fév. 1897. D. 97.2.265.

3. Cass., 14 déc. 1859. D. 59.1.509.

4. 5 janv. 1837. D. 1. V° act. poss., n° 118.

5. Cass. 22 fév. 1888. D. 88.1.387.

6. Cass. 1841. D. J. V° act. poss., p. 97 n. 2. v. aussi les moyens de défense de l'avocat dans l'affaire jugée par Cass. le 19 août 1839 au D. J. V° cit. p. 90 n° 1, sous cass. 19 août 1839.

ce point, la jurisprudence indique assez souvent comme idée directrice, d'une manière très vague, que si la voie de fait ne suppose pas des combats ou du sang répandu (1) elle doit être cependant de nature à troubler dans une certaine mesure la paix publique ou à mettre en mouvement le droit de légitime défense (2), ou du moins « telle qu'on ne pouvait la commettre, sans blesser la sécurité et la protection que chaque individu en société a droit d'attendre de la force des lois » (3), « sans blesser la paix sociale » dit un vieil arrêt (4) C'est par une conséquence de cette idée qu'une dépossession importante exercée d'autorité privée est une voie de fait. (5) A l'inverse construire des fondations ou déposer des moellons sur un immeuble du domaine privé de l'Etat ne constituent pas des voies de fait (6) Mais l'application du principe est parfois délicate : le simple labourage d'une propriété d'autrui non ensemencée (7), même si quelques légumes sont arrachés (8) n'est pas une voie de fait, au contraire lorsque le labourage a pour conséquence de bouleverser la propriété d'autrui (9), ou que le champ est

1. Cass. 28 déc. 1826. D. 27. I. 107, Trib. Marseille, 13 fév. 1833 sous Cass., 18 fév. 1835. S. 35. I. 386.

2. Cass. 19 nov. 1888. D. 90. I. 16.

3. Cass. 28 déc. 1826. D. 27. I. 107, 18 fév. 1835. S. 35. I. 886.

4. Cass. 4 déc. 1833. D. J. V° act. poss., p. 94, n° 1.

5. Trib. Marseille 13 fév. 1833 sous Cass. 18 fév. 1835. S. 35. I. 886

6. 21 fév. 1905 D. 05. I. 271.

7. Cass. 3 nov. 1897. D. 98. I. 13.

8. Cass. 8 janv. 1924. D. 24. I. 199.

9. Cass. 24 juin 1851. D. 51 I. 154.

ensemencé et la récolte détruite (1), il y a voie de fait donnant lieu à l'action en réintégrande.

L'IDÉE DE VOIE DE FAIT DANS LA THÉORIE DE L'ACTION
EN DÉNONCIATION DE NOUVEL ŒUVRE
ET DANS LA THÉORIE DE L'ACTION EN COMPLAINTE

La voie de Fait est à la base de l'action en complainte et de l'action en dénonciation de nouvel œuvre, comme elle est à la base de l'action en réintégrande. L'on a des décisions formelles sur ce point (2), mais le concept de la voie de Fait qui donne lieu à la dénonciation de nouvel œuvre et à la complainte est plus large que le précédent. La complainte en effet étant par d'autres côtés une action plus difficile à intenter que la réintégrande, il était indispensable de lui donner du côté de la voie de Fait plus de facilité si l'on voulait que la possession fut efficacement protégée. Aussi la voie de Fait s'entend-elle de tous les troubles matériels et volontaires accomplis sur le fonds d'autrui ou même en dehors de ce fonds, qui impliquent une contradiction à la possession d'autrui, et qui sont effectués sans autorisation de justice malgré l'opposition d'autrui.

1. Cass. 10 août 1847. D. 47 1.333, Trib : Cambrai 8 avr. 1909. D.9.5 41.

2. Tr. Saint-Etienne 27 mai 1834 D.J. V^o *cit.*, p. 80 n^o 1, Cass. 13 nov. 1838 D.J. V^o *cit.*, p. 97 n^o 1, Cass. 12 mai 1857 S.57.1.802 « att. que toute voie de fait qui pourrait motiver l'action en complainte possessoire ne fonde pas l'action en réintégrande.

I. — Les éléments matériels de la voie de Fait ne sont plus groupés ici autour de l'idée de violence. Ce n'est pas dire, il est vrai que « la voie de Fait grave et positive », la violence ne pourra engendrer l'action en complainte ou en dénonciation de nouvel œuvre : au contraire, il est une série de cas où la voie de Fait grave et positive n'ayant pas entraîné une dépossession, la réintégrande ne pourra aboutir, faute de la condition essentielle de dépossession (1), et où la complainte ou la dénonciation de nouvel œuvre seront seules possibles ; il est aussi une série de cas où la jurisprudence accueille tantôt la complainte, tantôt la réintégrande. Mais il est de principe que, si la voie de Fait grave et positive peut donner lieu à l'action en complainte ou en dénonciation de nouvel œuvre, la gravité de la voie de Fait n'est cependant pas requise, et ces actions trouvent un appui suffisant dans une voie de Fait sans gravité.

II. — La nature psychologique de la voie de fait ès complainte est à peu près la même que celle de la voie de fait ès réintégrande. Elle est d'ordinaire volontaire et consciente : il y a voie de fait quand bien même la conscience morale serait innocente et d'une bonne foi irréprochable (2).

1. « Att. qu'un simple fait de trouble de possession, fut-il violent ne peut autoriser la réintégrande, qui par sa nature ne peut reposer que sur une dépossession partielle et complète... » Trib. Perpignan 5 mars 1895. D. 95.2.248. V. Cass., 27 fév. 1894. D. 94.1.369, 28 mai 1895. D. 95. 1.382.

2. Cass. 1 mai 1889, D. 90.1.479.

III. — Quant aux traits sociaux de la voie de fait, ils sont en matière de plainte et de dénonciation de nouvel œuvre, comme les traits matériels, plus larges, et pour ainsi parler plus dégagés que dans les hypothèses de réintégrande :

1° La voie de fait se définit « un trouble matériel à la possession d'autrui ». Un simple trouble matériel suffit pour la produire. Ce trouble sera suivant les cas, un trouble effectué par un particulier sur l'immeuble d'autrui, ou un trouble effectué à l'encontre de la possession d'autrui mais en dehors du fonds d'autrui. Quand le trouble est exercé sur l'immeuble d'autrui la voie de fait alors motive la plainte non la dénonciation de nouvel œuvre. Si des travaux de curage d'un cours d'eau sont effectués par un tiers sur mon fonds, il y a trouble de fait que je puis repousser par l'action en plainte (1). Si l'on déplace les bornes de mes champs (2) ou que l'on prenne un passage sur ma propriété (3) ou que l'on obstrue un chemin qui la dessert (4) ou que l'on fasse pacager des troupeaux sur des terres qui m'appartiennent (5) ou qu'un voisin détruise les ceps de mes vignes (6) j'aurai encore la plainte. J'aurai encore la plainte si l'on déplace des câbles conducteurs d'électricité au-dessus de ma

1. Cass. 18 avril 1854. D. 54. I. 241 ; 30 juin 1869. D. 69. I. 484.

2. Cass. 27 août 1829, D. J. n° 64.

3. Cass. 17 juill. 1845. D. 45. I. 312.

4. Cass. 26 avril 1906. D. 08. I. 500, 5 fév. 1907, D. 08. I. 169.

5. Cass. 11 janv. 1910. S. 10. I. 318. D. 11. I. 311.

6. Cass. 21 juill. 1892. D. 92. I. 455.

propriété (1), si l'on supprime les tuyaux de décharge en plein ciel des toits de ma maison pour les remplacer par des tuyaux de descente s'enfonçant dans le sol (2), ou si un pêcheur enfonce des pieux dans mon île pour amarrer son bateau (3) ou si un usager commun effectue des dépôts privatifs ou établit une barrière sur notre cour commune (4). Ces diverses actions sont des voies de fait (5). De plus, nous rencontrons ici comme ouvrant la complainte, des voies de fait qui ont été reconnues trop faibles pour ouvrir la réintégrande : l'établissement de fondations et le dépôt de moëllons sur le domaine privé de l'Etat (6), doivent être notés comme un cas de cette espèce. — Quand le trouble exercé par un particulier à l'encontre de la possession d'autrui est accompli sur son propre fonds et en dehors du fonds d'autrui, si ce trouble occasionne un préjudice immédiat et actuel, il ouvre l'action en complainte, s'il fait craindre seulement un préjudice éventuel ou futur il ouvre l'action en dénonciation de nouvel œuvre (7). En conséquence, sont

1. Trib. paix Lille, 15 nov. 1899. D. 00.2.361.

2. Cass. 26 juillet 1882. S. 84.1.318,

3. Cass. 19 juill. 1911. D. 13.1.313.

4. Cass. 18 juin 1900, S. 01.1.223.

5. Il est vrai que les arrêts ne prononcent pas toujours le nom de voies de fait, mais, certains d'entre eux que nous avons notés plus haut décèlent qu'elle est au fondement de la complainte. Je rappelle tout particulièrement : Cass. 12 mai 1857. S. 57.1.802 précité.

6. Cass. 21 fév. 1900. D. 05.1.271.

7. Cass. 4 mai 1852. D. 52.1.123 ; 3 août 1852. D. 52.1.198 ; 4 fév. 1856. D. 56.1.296 ; 7 avril 1875. D. 75.1.381.

regardés comme voies de fait, certains actes qui touchent au régime des eaux : le barrage qui prive d'eau un riverain inférieur (1), le fait d'altérer les eaux (2) l'arrosage abusif d'un terrain à des jours non prévus par le règlement d'eau (3), en général tout acte qui supprime ou diminue un usage existant (4). De même le fait par un particulier d'établir sur son fonds personnel un grillage qui met obstacle à l'exercice d'une servitude de passage, est une voie de fait (5).

2° La voie de fait implique une contradiction à la possession d'autrui, tantôt cette contradiction existe dans l'intention de son auteur (existence subjective), tantôt elle n'existe que dans les faits (existence objective). Dans les cas où les faits excluent par eux-mêmes l'hypothèse d'une contradiction, il n'y a pas de voie de fait : la Chambre civile a jugé que le débordement sur un pré des eaux d'un ruisseau qui n'avait pas été curé, ne pouvait être regardé comme une voie de fait ouvrant la complainte, le défaut de curage en effet ne pouvant être considéré comme impliquant à lui seul la négation du droit de posséder le pré (6) ;

3° La voie de fait suppose enfin l'opposition d'autrui et l'abstention du juge. Si l'opposition d'autrui

1. Cass. 6 déc. 1854. S. 56.1.208 ; 24 août 1870. S. 71.1.219.

2. Cass. 16 janv. 1866. D. 66.1.206 ; 12 mars 1900. D. 00.1.284.

3. Cass. 30 nov. 1903. D. 04.1.184.

4. Cass. 10 déc. 1862. D. 63.1.45 ; 16 mars 1881. D. 82.1.175.

5. Cass. 9 décembre 1903. S. 04.1.501.

6. Cass. 17 déc. 1912. D. 13.1.172.

disparaît en effet, il n'y a plus de contradiction, au contraire, la concordance des volontés est réalisée et nous nous trouvons en présence de la voie amiable. Si le juge autorise, il n'y a plus voie de fait du particulier puisque la volonté du particulier fait place à la volonté du juge, nous nous trouvons en présence de la voie de Justice.

SECTION III

Rapports de la voie de Fait avec la légalité

NOTES SUR LES MŒURS

Nous rechercherons en premier lieu successivement : 1^o quelle est la signification du principe d'illégalité et quelles sont les sanctions juridiques de la voie de Fait illégale; cette recherche nous permettra de constater que, si la voie de Fait est illicite en principe et d'une manière qui paraît absolue, le principe de l'illégalité subit de sérieux échecs, par suite de la façon dont sont organisées les sanctions. Nous verrons, en second lieu, dans quelle mesure la voie de Fait est légale, et quelles sont les formes que revêt la voie de Fait dans les mœurs contemporaines.

§ 1^{er}. — *Le principe de l'illégalité de la voie de Fait et les sanctions juridiques de la voie de Fait illicite*

I. — LE PRINCIPE DE L'ILLÉGALITÉ DE LA VOIE DE FAIT.
— L'ordre juridique au sein duquel vit le particulier est établi sur la base d'une certaine Paix sociale. Le

Droit ne supprime pas la lutte. Il ne le pourrait pas, même s'il le voulait : la lutte est naturelle à l'homme, c'est un penchant et un besoin de sa nature et du reste elle lui est imposée par la vie en société. Mais le droit donne des règles aux combats et aux rapports sociaux pour qu'ils se maintiennent dans de justes limites. La loi exige un minimum de Paix sociale, qu'on peut appeler la Paix juridique et que le particulier doit observer dans son activité sociale sous peine de transgresser la loi.

Or c'est précisément une des règles essentielles de la Paix juridique que celle, lorsqu'on agit, de ne pas commettre de voies de fait envers autrui. L'Ancien Régime et la Révolution nous ont appris cette règle, mais le Droit actuel l'applique lui aussi à la voie de fait telle qu'il la comprend (1).

Il est interdit de faire aucun acte matériel *sur* la personne d'autrui ou sur les biens qu'autrui possède ou détient, en dehors de la voie amiable ou de la voie de justice. Il est interdit de *diriger contre* sa personne ou contre ses biens, en dehors de la voie amiable et de la voie de justice, aucun acte matériel. Il est interdit enfin d'accomplir sur notre propre fonds, en dehors de la voie amiable et de la voie de justice, aucun acte matériel anormal qui fasse sentir ses effets sur la partie du territoire occupée par autrui. Cette règle, avec ses trois préceptes, gouverne en France l'activité des étrangers comme celle des

1. Cette règle, à la vérité n'est écrite nulle part dans les lois. Elle est exprimée seulement dans des sentences de tribunaux.

nationaux. Elle est d'ordre public. Elle s'applique aussi bien lorsque « autrui » n'est qu'un simple particulier que lorsqu'il est un personnage public. C'est ce que nous établirons d'abord. Nous montrerons ensuite que l'intention de l'agent qui est indifférente à l'existence de la voie de Fait est indifférente aussi à son illégalité.

1° De la nécessité pour le particulier de suivre la voie amiable ou, à défaut, la voie de justice, dans ses rapports avec la personne ou les biens d'autrui. —

a) La voie de Fait est illégale dans les rapports du particulier avec les autres particuliers. Elle est illicite dans les rapports intérieurs de la famille, elle est illicite dans les rapports extra-familiaux, elle est illicite dans les rapports extra-territoriaux.

Dans la vie de famille la voie de fait n'est point autorisée. Les relations d'un homme avec sa femme ne doivent pas être troublées par elle : le droit de correction maritale est supprimé et nous allons voir tout à l'heure comment cette suppression est sanctionnée. Il rentre aussi dans l'esprit actuel des rapports de famille que la voie de fait ne soit pas exercée en principe sur les enfants. Le père de famille, ou d'une manière plus générale celui qui exerce la puissance paternelle, est investi du droit de faire incarcérer l'enfant mineur non émancipé quand il a contre lui de graves sujets de mécontentement : il doit demander dans ce cas une ordonnance au prési-

dent du tribunal civil et celui-ci sera parfois obligé de délivrer cette ordonnance. Une voie de justice étant ainsi organisée pour la correction de l'enfant, quels que soient les défauts de cette institution légale (1), le père ne peut recourir, de son autorité privée, qu'à des voies de fait corporelles légères. L'article 312 du Code pénal, amendé dans le sens de la sévérité par la loi du 19 avril 1898, réprime les excès du droit de correction. Comme le maître d'école tient partiellement dans l'éducation de l'enfant la place de la famille, il ne doit pas non plus commettre sur ses élèves des voies de fait sinon légères. Mari, père de famille et maître d'école sont invités par les lois à suivre à l'égard de leurs libres sujets, la voie amiable de la persuasion ou celle des doux commandements.

Dans la vie de société, extérieure à la famille, le particulier est obligé plus encore de se soumettre à la nécessité de la voie amiable ou de la voie de justice. Ses rapports avec les Français ou avec les étrangers et leurs biens sont régis par la loi qui défend la voie de fait. Le particulier a le devoir juridique de respecter ses semblables et leurs biens, quelle que soit l'opinion qu'il se fasse par ailleurs sur la valeur juridique de leur situation. Que la situation d'autrui sur un immeuble soit fondée par exemple, sur un titre incontestable ou qu'elle soit fondée sur un titre contesté, sur un simple fait de possession ou même sur un fait de détention, le

particulier a le devoir de ne pas l'attaquer de fait. S'il veut qu'elle disparaisse, il doit demander au particulier établi, de lui céder sa place par voie amiable. Si Secundus refuse, Primus doit attendre le bon vouloir de Secundus ou s'adresser au juge, s'il croit avoir raison au regard de la loi. Il en va de même pour les situations relatives aux meubles. Le possesseur de meubles ne doit pas être inquiété par d'autres voies que la voie judiciaire, au cas où il ne se rend pas aux demandes et aux offres de Primus et ne consent pas à l'amiable aux désirs de celui-ci. Voie amiable ou voie de justice, c'est toujours l'alternative qui s'impose au particulier s'il veut obtenir matériellement ce qu'un autre possède. Il en est ainsi quel que soit le titre que Primus invoque, serait-ce un acte authentique. La voie de fait est défendue au commencement comme à la fin de l'action privée. Elle ne peut pas être le *préalable* de la voie amiable et forcer à autrui la main ou briser sa résistance pour lui arracher le consentement qu'il ne donnerait pas s'il était tout à fait « lui-même ». Elle ne peut pas non plus être le *complément* de la voie judiciaire. Le particulier ne doit pas exécuter lui-même le titre exécutoire qui lui a été conféré par le juge. Ce sont des auxiliaires de la justice qui sont chargés de cette exécution. Pour aller jusqu'au fait, conformément au droit positif, il faut jusqu'au bout suivre la voie de la justice. Et ce qu'on vérifie lorsqu'on s'attache à l'exécution des jugements on peut le vérifier encore en étudiant l'exécution des actes

authentiques autres que les jugements. Pour ces actes, quand l'adversaire est récalcitrant, il est encore nécessaire de faire appel aux personnages publics préposés aux voies d'exécution. Secundus même ne pourrait pas consentir à l'avance pour le cas où plus tard il résisterait à Primus, que celui-ci pourrait d'autorité privée et malgré lui, s'emparer de ses biens. La clause de voie parée, c'est-à-dire le contrat de voie de fait en matière réelle, est défendue (1) : ce n'est pas en effet une véritable voie amiable. Le particulier n'est autorisé ni à se créer un titre à lui-même et à exécuter lui-même ce titre, ni à se faire céder le titre d'autrui par voie de fait, ni à exécuter par ses propres moyens un titre authentique qui lui appartient. La voie amiable et la voie de justice sont ouvertes d'ordinaire à l'homme d'action et lorsque ces voies lui sont fermées, le droit l'engage à la patience.

D'un autre côté lorsque le particulier use de ses droits propres mobiliers ou immobiliers, il a le devoir juridique de ne pas se servir de ses droits à l'encontre des biens d'autrui. Il lui est souverainement défendu de diriger volontairement ou involontairement son activité à l'encontre des biens d'autrui : couper la veine d'eau qui passe dans son fonds, pour nuire à son prochain, est une voie de fait illícite (2).

1. V. Cézard-Bru, *Voies d'exécution* ; Garsonnet et Josserand, *Voies d'exécution*, art. 742, C. proc.

2. La voie de Fait dans ce cas est un abus du droit. Sur la no-

Enfin la voie de fait qui consiste à exercer son droit d'une manière anormale est encore illicite (1). Le droit commande la tempérance. Il faut, au moins, que celui qui se propose d'agir d'une manière extraordinaire prenne ses précautions et qu'il obtienne de ceux qu'il va léser gravement l'autorisation d'agir. A la différence de la clause de voie parée, cette autorisation ne constitue pas une autorisation de voie de fait, car la voie de fait disparaît ici totalement pour faire place réellement à la voie amiable.

A plus forte raison la voie de Fait heurte-t-elle la loi civile ou la loi pénale quand elle porte sur les personnes des autres particuliers. Déjà lorsque les meubles ou les immeubles touchent de plus près à la personne humaine, le droit se fait plus sévère contre ses violateurs (domicile (2), lettres (3), sépulture) (4). Mais lorsque la voie de fait s'adresse aux personnes, elle est une contradiction aux droits que les particuliers ont sur leur être physique. Et ces droits sont supérieurs au droit de propriété qu'on a sur les choses, quel que soit le prix de ces choses. Le corps humain est sacré pour le droit. Cette vérité

tion d'abus du droit. V. Duguit, *Transformation du droit privé*, p. 200 ; H. Capitant, in *Les Transformations du droit civil français depuis cinquante ans*, t. I ; G. Ripert, *La règle morale dans les obligations civiles*, p. 153 s.

1. La voie de Fait dans ce second cas est encore un abus du droit, qui peut être, comme dans le cas précédent fautif ou non fautif.

2. Art. 184, C. pén.

3. Génry, *Des droits sur les lettres missives*. Paris, 1911.

4. Art. 360, C. pén.

visible déjà dans la législation relative à la mort, l'est davantage encore quand il s'agit du corps habité par l'âme, car c'est le composé même d'âme et de corps qui est le vrai titulaire des droits (1). Aussi l'obligation de respecter la personne humaine est-elle stricte et a-t-elle pour conséquence de rendre illicite en principe toutes les voies de fait personnelles : sont illicites, non seulement les mainmises immédiates et directes qui agissent sur le corps, mais les entreprises dirigées contre un particulier qui agissent plus directement sur l'âme. Les lois entendent non seulement préserver le corps humain contre les dangers de mort, mais lui assurer l'usage tranquille de sa liberté et la vie en paix. Ajoutons que le duel est interdit, comme la clause de voie parée. La convention du duel n'est en effet qu'un contrat de voie de Fait sur les personnes de même que la clause de voie parée n'est qu'un contrat de voie de fait sur les biens.

Les étrangers qui résident en France n'ont pas, on le sait, les droits politiques des Français et ils n'ont pas non plus tous leurs droits publics ou leurs droits privés (2). Cependant dans la mesure où ils peuvent être titulaires de droits sur les choses, leurs biens sont protégés par la loi française pénale ou civile contre les voies de Fait et leur être physique

1. A. Arbus, *Concessions dans les cimetières*. Thèse Paris, 1924, p. 290.

2. A. Pillet et Niboyet, *Manuel de droit international privé*, 1924, p. 259 s.

jouit de la même protection (1). A vrai dire, cette protection fait partie du minimum de droits qu'un Etat doit reconnaître aux étrangers, et elle ne saurait leur être retirée sans que des complications internationales soient à redouter. Ainsi la loi de paix qui oblige toujours les étrangers parce qu'elle est d'ordre public, veille à leurs intérêts parce qu'elle est en quelque sorte de droit des gens.

Mais la loi française ne se contente pas de prévoir et de proclamer illicites les voies de fait accomplies sur le territoire français. Si la souveraineté territoriale et intérieure de l'Etat est la plus importante, il faut tenir compte aussi de la souveraineté extérieure, en vertu de laquelle la loi française, tout au moins la loi pénale (2), accompagne le national qui s'en va à l'étranger (3), ou s'applique à des crimes et délits commis à l'étranger par l'étranger lui-même (4).

b) La Voie de Fait est illicite dans les rapports du Particulier avec les personnalités publiques françaises

1. On sait qu'il est question de retirer certains droits privés des français aux étrangers. A. Pillet et Niboyet, *op. cit.*, p. 260 et n° 1.

2. La seule loi civile applicable aux faits illicites accomplis en pays étranger est, en vertu des règles françaises sur le conflit des lois, la loi du lieu où les faits se sont passés. V. Pillet et Niboyet, *op. cit.*, pp. 609 et 610.

3. Roux, *Cours de droit pénal et de procédure pénale*, p. 52 s.

4. Roux, *op. cit.*, p. 54 s. Tantôt le gouvernement français appliquera la loi française à cet étranger lorsque celui-ci reviendra en France, tantôt il le remettra par voie d'extradition à l'Etat dont l'étranger a violé la loi nationale en même temps qu'il violait la loi française, afin que cet Etat lui applique sa propre loi.

ou étrangers, ou avec les biens des personnes morales françaises ou étrangères de droit public. Si la loi de la Paix est rigoureuse pour le particulier dans ses rapports avec les autres particuliers, on comprendrait peu qu'elle ne le fût pas, pour assurer la sécurité des personnages publics ou des biens des personnes morales de droit public.

La matière du Droit public français est toute formée de règles qui ne sont que la mise en œuvre de la loi de la Paix. C'est là le « Souverain bien », dit Pascal, et le but suprême de tout gouvernement. L'on se passerait peut-être bien de Justice, si la vraie Paix, la Paix profonde, la Paix stable, était possible sans la justice, mais l'on ne peut pas se passer de Paix et d'ordre social. Montesquieu nous aide à compléter Pascal : « La paix, dit-il, serait la première loi naturelle ». C'est elle qui est le premier besoin de l'Homme, comme son désir suprême. Ce besoin, il est vrai, apparaît à première vue comme étant d'ordre matériel plutôt que d'ordre spirituel, mais les choses sont ainsi faites que le problème matériel de la Paix n'est pas distinct du problème spirituel de la justice. « *Justitia et Pax osculatæ sunt* » (1). Elles sont inséparables, il faut qu'elles s'équilibrent et qui veut donner trop de place à l'une, ruine l'ordre des choses humaines. La paix est la tranquillité de l'ordre, il faut en croire sur ce point saint Augustin, la Justice, d'autre part, en est la vérité. Et l'Homme ne peut supporter la vérité que si elle se manifeste à

1. Ps. 84.

lui dans la tranquillité. L'on trouverait partout chez les auteurs qui se rattachent à l'Humanisme moral, les échos suggérés par cette loi fatale de la vie. Le mot de Pascal, l'homme n'est ni ange ni bête, n'a pas en réalité d'autre sens. Dès lors ce n'est pas déprécier le droit, et le droit public, en particulier, que de dire qu'il tend à instituer la Paix.

Le droit public français s'occupe d'abord d'établir la paix dans l'activité des particuliers à l'égard des détenteurs de la puissance publique *française*. La voie de fait est défendue qui s'attaque aux biens des personnes morales ou à l'être physique des personnages publics français. Seules la voie amiable ou la voie de justice sont ouvertes aux particuliers, et les entreprises qui ne pourraient s'accommoder de l'une ou l'autre de ces voies sont mauvaises et condamnées par leur nature même en droit public, comme en droit privé.

Ces idées vont de soi pour le Domaine privé des personnes morales, dont le régime est à peu près semblable au régime de propriétés privées des particuliers. Elles sont plus exactes encore au sujet du domaine public. Sans doute les particuliers peuvent user de la partie de ce domaine affectée à l'usage de tous sans autorisation spéciale de l'administration ou de la justice, pourvu qu'ils se conforment à la destination du domaine, mais c'est parce que l'affectation du domaine public à l'usage de tous vaut par elle-même autorisation générale de l'usage collectif. L'affectation est une autorisation implicite. Lorsque

le particulier ne voudra pas se contenter de l'usage collectif que la loi permet à tous et cherchera à faire du domaine public un usage privatif, il sera obligé de recourir à la voie amiable et de demander une autorisation de police ou un assentiment contractuel. S'il n'obtient pas satisfaction par cette voie, il devra faire appel à la voie de justice, il ne pourra pas procéder par voie de fait. La voie de fait du particulier serait même d'autant plus répréhensible que le juge administratif lui-même n'aurait pas qualité pour ordonner des voies d'exécution sur les biens des personnes morales. Doué du pouvoir de juridiction, il ne possède pas en principe le pouvoir d'ordonner l'exécution qui appartient aux personnages administratifs seuls ; S'il agissait autrement, il dépasserait ses pouvoirs ; à plus forte raison, la voie de fait, acte d'un simple particulier, est-elle une atteinte aux maximes fondamentales du droit public relatives au domaine des personnes publiques. L'interdiction de commettre des voies de fait à l'encontre des biens des personnes morales de droit public, s'impose bien entendu aux étrangers comme aux français. Les étrangers sont même soumis à des obligations spéciales qui ne pèsent pas sur les Français et dont la méconnaissance serait une voie de fait illicite. Pour entrer sur le territoire de la France, ils doivent par exemple être munis d'un passeport (1). La voie du passeport

1. Fillet et Niboyet, *op. cit.*, p. 261. — Le survol des Etats est libre. V. conv. internationale du 13 octobre 1919 et Déc. du 8 juillet 1920. *J. Off.* 13 juillet 1920.

est la voie amiable : si donc un étranger pénètre en France sans passeport et néglige ainsi la voie amiable, il commet une voie de fait contraire à la loi française.

La voie de fait sur l'être physique des personnages publics français est illicite en vertu des mêmes idées. Le respect de leur intégrité corporelle et de la liberté qui leur est nécessaire pour accomplir leurs fonctions est un devoir juridique essentiel des particuliers. A la nécessité de respecter le corps du personnage public et sa liberté, s'ajoute ici la nécessité de respecter l'autorité dont il est revêtu. Le juge est, il est vrai, compétent pour ordonner contre eux aussi bien que contre les particuliers, des peines lorsqu'ils se disqualifient et tombent sous le coup des lois criminelles ; les voies d'exécution sur les personnages publics ne sont pas contraires au droit public français, à la différence des voies d'exécution sur les biens des personnes morales. Mais ces actes d'exécution ne sont légitimes qu'autorisés par la voie de justice. Le particulier qui croit avoir des motifs légaux de se plaindre d'un personnage public peut demander au juge d'ordonner ces actes d'exécution, mais il a le devoir de ne pas y recourir lui-même et cela non seulement quand les personnages publics agissent dans les limites de la légalité, mais encore lorsque le particulier estime qu'ils dépassent les limites de la légalité. Il est sans intérêt d'insister sur l'obligation pour un particulier de ne pas commettre de

voie de fait à l'encontre de personnages publics manifestement irréprochables. L'illégalité de la résistance à l'autorité légitime n'a pas besoin de démonstration. C'est le principe d'autorité lui-même que cette résistance attaquerait. Mais la résistance est encore illégale quand elle est dirigée contre un personnage public qui exécute un acte dont le particulier conteste la légalité.

Il existe des voies amiables pour obtenir que l'acte incriminé soit rapporté ou qu'il soit réformé, annulé ou encore que son exécution soit suspendue. Si l'acte de l'autorité est un acte administratif, le recours gracieux est possible devant le personnage public qui a pris l'initiative de l'acte, et par ce recours le particulier parviendra peut-être au retrait de la mesure critiquée ; le recours hiérarchique devant le supérieur, en second lieu, est ouvert pour permettre au particulier de faire contrôler les actes administratifs des subordonnés au double point de vue de l'opportunité et de la légalité. Lorsque, d'autre part, on a des raisons de douter de la validité constitutionnelle ou de l'opportunité d'un acte législatif, l'on peut faire l'essai du droit de pétition et demander au Parlement de revenir sur une décision déjà prise. L'on a aussi, qu'il s'agisse d'un acte administratif ou législatif, illégitime ou inopportun, toujours la ressource des manifestations publiques et des campagnes de presse.

Enfin, outre les voies amiables et les voies paci-

fiques, les voies de justice sont très largement aménagées en France pour l'examen de la légalité des actes du Pouvoir exécutif (sinon de la constitutionnalité des actes législatifs (1). Ces actes seront éventuellement l'objet de simples recours contentieux sur la question de droit, ou de recours contentieux en droit et en fait devant les tribunaux judiciaires ou (plus ordinairement) devant les tribunaux administratifs. Ces voies amiables et ces voies judiciaires doivent suffire au particulier mécontent. Il lui est interdit d'affirmer son mécontentement par des voies de fait individuelles ou collectives, soit au cours de l'exécution de l'acte qui excite son mécontentement (art. 209 et suiv. rébellion, soit en dehors du temps de cette exécution (art. 226 et suiv. violences envers les dépositaires de l'autorité et de la force publique). Le droit de résistance individuelle (agressive et défensive) par voie de fait, ou le droit d'insurrection proclamés théoriquement par les déclarations des Droits (2), et pratiquement par le Code pénal de 1791 sont contredits aujourd'hui par la loi et par la jurisprudence : si le particulier ne s'est pas fait donner raison par les voies amiables ou par les voies judiciaires il doit obéir et encore

1. V. cependant, Duguit, *Traité de droit constitutionnel*, t. III, p. 659 s. ; Hanrion, *Précis de droit constitutionnel*, p. 302 s. ; J. Leblanc, *Du pouvoir des Tribunaux d'apprécier, en France, la constitutionnalité des Lois*. Thèse, Paris, 1924.

2. Résistance à l'oppression : Décl. des droits 1789, etc., art. 2, Décl. des droits girondins, art. 1, 13, 31, 32, Décl. des droits de 1793, art. 11, 27, 33. Droit d'insurrection. Décl. des droits 1793, art. 35.

une fois se tenir tranquille : 1° il doit obéir provisoirement jusqu'à ce qu'il ait le temps de mettre en mouvement la voie amiable ou la voie de justice ; le premier mot du pouvoir doit être temporairement respecté ; 2° le particulier doit obéir définitivement et se soumettre si les torts du pouvoir ne sont pas reconnus par la voie amiable ou de justice : c'est le Pouvoir qui doit avoir le dernier mot. Nous avons indiqué dans les sections précédentes, des textes et des arrêts qui appliquent ces principes au droit de résistance (1). Mais la Haute-Cour de justice de 1849, les a fait intervenir aussi à l'égard du droit d'insurrection, par un arrêt du 10 novembre 1849 (2). Il semble que cet arrêt soit aujourd'hui oublié, cependant son importance constitutionnelle est grande. Il a été rendu sous l'empire de la constitution de 1848, pour réprimer l'insurrection du 13 juin 1849, fomentée par Ledru-Rollin et quelques députés, soutenus par la garde nationale (3). Voici quelles sont les parties essentielles de cette sentence toujours actuelle : « Attendu que le premier de ces principes inviolables (la Cour vient d'invoquer « les principes inviolables qui sont le fondement de toute

1. Pour plus de détails, v. Lacour, *La résistance aux actes de l'autorité publique*. Thèse Paris, 1905 ; Porquiez de Lagarrigue, *la Sécurité et la résistance aux actes de l'autorité publique* ; v. aussi notre prochaine étude II sur la voie de fait des personages publics au regard de la loi et des jurisconsultes français.

2. D. 49. I. 293.

3. Les méfaits de la garde nationale dans l'histoire du XIX^e s. peuvent être rapprochés, si on les grossit légèrement, des méfaits des compagnies des gens d'armes de l'Ancien Régime.

société »)... est qu'il n'appartient à personne de substituer sa volonté propre à l'action souveraine des pouvoirs, en qui se résume la volonté de tous ; que là où sont ouvertes les voies de droit, les voies de faits sont virtuellement interdites ; que cette règle obligatoire d'homme à homme, l'est plus encore de citoyen à gouvernement, puisque dans ce dernier cas son infraction impunie remettrait en question et en péril les intérêts garantis par le pacte social, et que chaque voie de fait peut être un pas vers la guerre civile.

« Attendu que la constitution... n'autorise le mode de résistance au moyen duquel une fraction du peuple, tumultueusement convoquée sur la place publique, s'y attribuerait le pouvoir suprême de juger les questions constitutionnelles et d'exécuter elle-même son jugement ».

C'est la négation catégorique du droit d'insurrection. Du moment que ce droit est condamné, les insurgés ne sauraient échapper à l'application des lois civiles et des lois pénales qui interdisent la voie de fait. S'ils tuent, ils tombent sous l'empire des lois qui répriment le meurtre. S'ils arrêtent des personnages publics ils tombent sous le coup des textes qui punissent les arrestations (1-2) etc.

1. Cour Grenoble, 17 avril 1832, D.J.C. Vo *Attroupement*, n° 23. Il s'agissait dans cette affaire de particuliers qui avaient assiégé le lieutenant général du roi dans son hôtel et l'avaient empêché de sortir.

2. Les actes d'insurrection sont en outre spécialement réprimés par la loi du 24 mai 1834. Cette loi a été votée en réaction contre les nombreuses émeutes qui avaient suivi à Paris et à

Le droit public français, qui distingue le temps d'état de siège ou le temps de guerre, par opposition au temps de paix, lorsqu'il s'agit de déterminer les pouvoirs des personnages publics, et accorde en temps de crise des pouvoirs plus étendus aux personnages publics, en ces occasions diminue au contraire les Droits des particuliers vis-à-vis de l'autorité.

Encore que le droit public français protège avant tout la Chose publique française contre les voies de fait des particuliers, il est cependant amené à réprimer les voies de fait commises contre les personnages ou les biens des personnes morales étrangères de droit public. La nécessité de maintenir de bons rapports avec les autres Etats forcerait à elle seule à prendre ce parti, alors même que le devoir juridique de respect mutuel ne viendrait pas appuyer les suggestions de l'intérêt et commander la même solution. Aussi la loi française contient-elle des dispositions qui déclarent illicites les voies de fait envers les Etats étrangers. Bien entendu les personnages publics et les biens publics étrangers sont au point de vue civil traités de la même manière que les particuliers et leurs biens, (1) ou les personnes morales étrangères de droit privé, la législation relative à l'interdiction de la voie de fait leur sert de garantie comme aux particuliers ; mais de plus

Lyon l'avènement de Louis-Philippe. Elle s'occupe surtout des pillages commis par les insurgés et des barricades.

I. A. Pillet, *Des personnes morales en droit international privé* 1914.

la loi pénale française prévoit et punit expressément certaines voies de fait commises à l'égard des personnes publiques étrangères. La loi française est d'ailleurs assez égoïste comme la loi romaine : c'est l'intérêt qui la guide. La loi romaine rangeait les injures faites aux ambassadeurs étrangers sous la rubrique de la « Vis » illicite, parce que ces actes étaient de nature à entraîner une guerre étrangère. De même la loi française ne réprime d'une peine spéciale les actes dirigés contre la puissance publique étrangère, que s'ils peuvent avoir des conséquences fâcheuses pour l'Etat ou pour les particuliers français : seule la piraterie est punie pour elle-même (Loi du 10 avril 1825). Les autres voies de fait au contraire, ne sont pénalement répréhensibles que lorsque n'étant pas approuvées par le gouvernement français, elles ont exposé l'Etat français à une déclaration de guerre (art. 84, C. pénal) ou des Français à éprouver des représailles (art. 85, C. pénal) (1).

2° La voie de fait est illicite quel que soit l'état d'âme où se trouve son auteur. La loi de paix est une loi qui impose en effet le devoir absolu de respecter l'ordre objectif. Elle ne s'occupe pas du monde

1. V. Cass. crim., 18 juin 1824. D. J. C. V° *Compétence criminelle*, n° 112. Il s'agit dans cette espèce de la capture en pleine paix par le capitaine d'une goëlette française d'un navire portant le pavillon ami du roi de Sardaigne; V. aussi Cour Grenoble, 25 avril 1831. D. J. C. V° *Crimes et délits contre la chose publique*, n° 74. Cette seconde affaire est relative à l'attaque d'un poste de douane étranger par des Français. V. Garraud, *Traité de droit pénal*, 3^e éd., t. III, n° 1165 s.

subjectif, du domaine de la conscience. Elle interdit d'effectuer *certaines mainmises* sur, *certaines entreprises contre*, *certaines entreprises anormales à côté*, et cette interdiction s'applique également à celui qui a et à celui qui n'a pas sa volonté, — à celui qui a et à celui qui n'a pas son discernement, — à celui qui est de mauvaise foi et sait qu'il agit en dépit du droit, et à celui qui est de bonne foi et croit agir conformément au droit, — à celui qui agit de bonne ou de mauvaise foi dans le but de se faire justice à lui-même et de réaliser un droit qu'il a, (1) et à celui qui agit de bonne ou de mauvaise foi dans le but d'acquérir un droit qu'il n'a pas, — en un mot à celui qui est en faute et à celui qui n'est pas en faute. La considération de l'état d'âme est importante pour déterminer la sanction, mais non pour déterminer l'obligation. L'obligation de ne pas commettre de voie de fait et stricte.

On pourrait sans doute former beaucoup d'autres développements sur la raison d'être et la portée du principe de l'illégalité de la voie de Fait, dans le droit actuel, mais ce sera parler encore de ce principe que d'en étudier les sanctions. En pratique un principe juridique ne vaut, le plus souvent, que lorsqu'il a la force, en d'autres termes la sanction pour

1. Pratiquement, en effet, il peut se faire, on peut concevoir, que celui qui agit dans le but de se faire justice à lui-même sache qu'il n'a pas le droit de réaliser soi-même son droit ou qu'à l'inverse il croit qu'il a le droit de réaliser soi-même son droit ; dans ce dernier cas il est en état d'erreur de droit.

lui ; à coup sûr, ce n'est pas à dire qu'en dépit de l'absence de sanction la règle juridique ne puisse déjà se distinguer de la règle morale. Du moment qu'un devoir est promulgué par les pouvoirs publics ou qu'il s'induit ou se déduit des devoirs déjà promulgués (1), il cesse aussitôt d'être un simple devoir moral pour devenir un devoir juridique. Néanmoins on est obligé de convenir que sans la sanction le devoir juridique n'est qu'un devoir platonique, bien difficile à distinguer pratiquement du devoir moral et qui pourra comme celui-ci être violé sans grand danger. Si les droits et si les principes dépassent les sanctions, celles-ci sont cependant la seule vraie mesure de la force actuelle des droits et des principes. Peut-être, dans l'avenir, à la suite d'un épanouissement meilleur de la force spirituelle qu'il recèle en lui, le principe de l'illégalité de la voie de Fait conduira-t-il à la création de nouvelles sanctions, c'est ce qui se prépare tous les jours, mais en attendant, et si l'on veut connaître exactement quelle est sa puissance effective au moment présent, il faut se pencher le plus attentivement qu'on peut sur les sanctions qu'à l'heure actuelle le droit positif lui donne.

II. — LES SANCTIONS JURIDIQUES DE LA VOIE DE FAIT.

— Les lois juridiques de la France demandent implicitement à ceux qui sont soumis à leur autorité

1. Sur l'induction et la déduction dans les sciences juridiques, V. F. Larnaude, *La méthode du Droit public* in *Les méthodes juridiques*, Paris, 1911.

de leur accorder l'obéissance volontaire. Elles ne s'imposent pas, tout d'abord, par la Force matérielle : on les fait précéder d'exposés de motifs qui cherchent à convaincre, et elles font appel, en même temps qu'à la raison, à cet amour de la cité qui dictait aux Sages d'autrefois le sacrifice d'eux-mêmes aux lois de leur pays. Elles se présentent à nous comme les sœurs plus parfaites des lois morales, pour émouvoir notre conscience et elles veulent garder au devoir juridique qui est un devoir moral conçu et proclamé par les pouvoirs publics (1), toute la valeur du devoir intime. Elles nous demandent en conséquence de les écouter quoique nous estimions leurs demandes excessives. Elles ne voudraient même pas, ces lois humaines, qu'une loi supérieure, écrite ou non écrite, nous permit de nous dérober à la volonté qu'elles expriment. Nous n'aurions pas à nous enquérir, pour savoir si nous devons refuser ou donner notre assentiment, des défauts possibles des législateurs ou de l'intention égoïste qui a présidé peut-être à l'élaboration des lois. La loi morale n'est-elle pas la loi morale jusque dans la bouche des méchants, de même en est-il de la loi juridique. Si, par aventure, les autorités juridiques promulguaient des ordres mauvais, nous devrions les supporter par considération pour tant d'autres commandements auxquels nous sommes un peu redevables de notre part de bonheur. Et les

1. V. G. Ripert. *la Règle morale dans les obligations civiles*, Paris, 1925.

étrangers qui sont nos hôtes doivent à nos Lois, comme nous, l'hommage de leur obéissance courtoise. Les lois s'adressent donc tout d'abord à la conscience morale des particuliers, pour les persuader de s'abstenir spontanément des voies de Fait et d'accomplir leur devoir juridique, comme un devoir moral.

Mais si leur volonté n'est pas écoutée de plein gré, alors les sanctions seront, dans certains cas, mises en mouvement suivant des procédures légales, pour que force soit à la Loi et satisfaction donnée à la victime (1) et à l'État Français. Ces sanctions auront pour effet de transformer le devoir violé de ne pas commettre de voies de fait, en un devoir juridique et moral nouveau (2).

1. Ou à ses représentants.

2. On voit que nous ne sommes pas tout à fait d'accord, au sujet de la force morale du droit positif, avec les défenseurs du « positivisme juridique ». Nous pensons avec M. Ripert, que la loi morale est l'âme de la règle juridique à laquelle elle donne tout son prix, et qu'en fait la morale chrétienne est l'inspiratrice, directe ou indirecte, de ce qu'il y a de meilleur dans le droit positif français actuel. Mais nous ne croyons pas comme lui, qu'une fois que la règle juridique est née, elle se détache de la règle morale, brise le lien vital qui l'unissait à celle-ci et s'offre à nous aussitôt casquée et menaçante. A notre avis la loi juridique demande en premier lieu, aux particuliers d'être considérée comme une règle morale et d'être suivie comme telle. Sans doute elle prend la forme d'un impératif catégorique. Mais la loi morale elle-même est un impératif catégorique, et elle nous donne des ordres; cela n'empêche pas qu'elle ne s'adresse avant tout au cœur et à la raison. Il en est de même de la loi juridique. Elle fait appel à notre conscience morale, c'est-à-dire à notre raison et à notre cœur, associés et confondus. Et c'est seulement quand elle est désobéie, qu'elle se revêt du casque et de l'épée; encore, on va le voir, ne le fait-elle pas toujours (Comp. G. Ri-

Le problème des sanctions aujourd'hui comme autrefois est aussi complexe qu'il est important. Il existe toujours deux grandes catégories de sanctions : des sanctions juridictionnelles et des sanctions coercitives.

On a recours d'abord aux sanctions juridictionnelles du moins à l'ordinaire. Il est logique que le Particulier qui « a pris » la voie de Fait illicite soit ramené au droit par la voie de Justice qu'il aurait dû prendre, la voie amiable lui étant refusée. Le Droit positif veut, en outre, que les procédures calmes, qui donnent le plus de garantie, soient tentées avant le recours à la Force matérielle : il recule, autant qu'il peut, l'échéance de celle-ci, et n'y fait appel, même pour l'exécution des jugements ou des actes authentiqués, que lorsque tous les espoirs d'une exécution volontaire sont épuisés. Il veut que les sanctions jouent d'abord comme Forces moralement contraignantes.

Elles atteignent la grande masse des voies de fait et les plus dangereuses d'entre elles, mais les voies de Fait illicites sanctionnées ne sont pas toutes frappées également et il y a des voies de fait qui échappent aux sanctions. Chacune de ces dernières en effet, ne corrobore qu'une partie plus ou moins large du devoir général de ne pas commettre

per, *La Règle morale dans les Obligations civiles passim*). Il va sans dire que nous sommes nous aussi positiviste, encore que ce ne soit pas, tout à fait, de la même manière que M. Ripert; et nous devons beaucoup à son très beau livre, si fort et si prenant.

de voies de fait ; chacune est affectée à un devoir juridique particulier de ne pas commettre certaines voies de fait, qu'elle transforme en un devoir nouveau.

Mais avant d'entrer dans l'étude même des moyens employés pour frapper les voies de fait illicites, remarquons que les étrangers (simples particuliers, personnages publics ou personnes morales de droit public) sont assimilés aux particuliers français et qu'ils sont aptes eux aussi à bénéficier de ces moyens, sauf quelques réserves. En ravanche le poids de toutes les sanctions s'exerce sur eux et il est même une mesure coercitive, l'expulsion, qui ne pèse que sur eux. Quant aux personnages publics français, ils ont, bien entendu, la faculté de mettre en mouvement les sanctions juridictionnelles, soit en leur nom, soit au nom de la personne morale publique, mais ils sont en mesure de recourir plus souvent que les particuliers aux sanctions coercitives.

Etudions tour à tour les sanctions juridictionnelles et les sanctions coercitives. Nous allons constater que la nécessité de ménager en même temps la Paix et la Justice, a obligé de tenir compte de plusieurs considérations.

I. — *Les Sanctions juridictionnelles de la voie de Fait illicite.* — Elles sont civiles ou pénales. Les sanctions civiles ont en principe pour but de faire cesser les voies de Fait et d'obtenir soit provisoirement, soit définitivement, soit en droit, soit en droit et

en fait, soit en nature, soit par équivalent, la remise des choses dans l'état antérieur. Les sanctions pénales ont pour fin le châtiment du coupable. La peine est en principe publique et elle est la conséquence de la responsabilité pénale proposée par les tribunaux répressifs, mais elle est parfois privée et se rattache alors aux sanctions civiles (1).

A toutes ces sanctions l'étranger comme le français, est assujetti (2), s'il est l'auteur de la voie de fait illicite, mais il peut aussi, comme le français, appe-

1. Sur les principes de la compétence en matière civile, v. Garsonnet et Césaire Bru, *Traité théorique et pratique de procédure civile et commerciale*, 3^e édition; Glasson et Tissier, *Précis théorique et pratique de procédure civile*, 2^e édition. Sur la preuve, Bonnier, *Traité des preuves en matière civile et commerciale*, 5^e éd. revue par M. Larnaud. Sur la compétence et la preuve en matière pénale, v. Vidal et Magnol, *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire*, 6^e éd.; Roux, *Cours de Droit Pénal et de Procédure pénale*. Sur la compétence et les règles spéciales de procédure qui s'appliquent lorsque les personnes morales de droit public sont demanderesse, v. Hauriou, *Précis*, 10^e éd., p. 906, n^o 1.

2. Lorsque c'est un Français qui est la victime de la voie de Fait de l'étranger, il peut citer l'étranger devant un tribunal français quand bien même l'étranger ne résiderait pas en France : art. 14 du C. civ. Mais les agents diplomatiques étrangers jouissent d'une immunité de juridiction pour les actes qu'ils font en qualité de particuliers. Cette immunité d'ailleurs ne s'étend pas aux actes privés que les consuls (A. Pillet, *Traité pratique de Droit international privé*, t. 1, n^o 184) ou les souverains étrangers, font en leur nom personnel, ni aux actes privés accomplis au nom d'une personne publique ou d'un Etat étranger (relativement aux actes privés de l'Etat la jurisprudence est flottante. V. Pillet et Niboyet, *op. cit.*, p. 672). Lorsque c'est un étranger qui est la victime de la voie de fait de l'étranger, les tribunaux français sont compétents, encore que le Droit français admette d'ordinaire la règle de l'incompétence des tribunaux français dans les litiges entre étrangers. La matière de la voie de Fait est d'ordre public en effet et c'est une idée reçue que la règle de l'in-

ler à son aide (1), si la voie de fait illicite lui a causé un préjudice (2). Nous indiquerons successivement quelles sont les sanctions civiles et quelles sont les sanctions pénales.

A. — *Les Sanctions civiles* sont réelles, personnelles ou mixtes selon qu'elles tendent à la reconnaissance d'un droit réel, d'un droit de créance ou des deux à la fois ; elles consacrent au profit de la victime de la voie de Fait, tantôt une situation provisoire, — ce sont des sanctions provisoires, — tantôt une situation définitive, — ce sont alors des sanctions définitives. Seules les voies de fait dommageables sont réprimées par les sanctions civiles, les voies de fait non dommageables, en pratique très rares, éludent les sanctions ; de plus ceux qui disent le droit ont veillé à ce que la représ-

compétence cède devant les exigences de l'ordre public (Pillet et Niboyet. *op. cit.*, p. 286).

1. Sauf à fournir une *cautio judicatum solvi* (art. 16, C. civ.) lorsqu'il poursuit au civil un Français devant les juridictions répressives ou devant les juridictions civiles (A. Pillet et Niboyet, *op. cit.*, p. 272 ; Aubrey et Rau, *Cours de droit civil français*, 5^e éd. Martin, t. XII, p. 11, n° 22 ; Trib. de la Seine, 27 juin 1918. S. 18-19.292, note de M. Audinet). L'art. 15. du Code civil dénie par ailleurs à l'étranger le droit d'assigner un Français devant une juridiction étrangère.

2. Au cas où la voie de fait n'aurait pas entraîné de préjudice, la victime n'aurait pas d'action civile, car, s'il n'y a pas d'intérêt, il n'y a pas d'action. V. Cass. Req., 7 fév. 1910. D. 11.1.374. De plus, la jurisprudence, par application de l'adage *nemo auditur turpitudinem allegans*, refuse dans certains cas le droit d'ester en justice à des particuliers qui y auraient intérêt, V. note Savatier. D. 1922. II. 33, H. Capitant, *De la cause*, p. 235, s.

sion civile des voies de fait ne soit pas injuste pour leurs auteurs et ne tombe pas sous le reproche de l'adage *summum jus summa injuria*. Ils ont permis dans certains cas à l'auteur de la voie de fait d'échapper par des exceptions aux sanctions dirigées contre lui. Ils ont aussi permis aux juges d'exercer un certain contrôle sur les actions de la victime. Nous étudierons successivement les sanctions provisoires et les sanctions définitives. L'on verra au cours de cette étude dans quels cas l'auteur de la voie de Fait bénéficie des exceptions. Nous indiquerons ensuite quelle est la portée du pouvoir discrétionnaire du juge.

1. *Les sanctions provisoires* s'offrent à nous sous une double forme. La victime de la voie de Fait peut prendre le parti, selon les circonstances où elle se trouve, de demander au président du tribunal civil une ordonnance sur requête ou une ordonnance de référé, ou d'introduire devant le juge de paix une action possessoire. L'existence de ces sanctions provisoires est par elle-même une preuve de l'hostilité que le Droit positif éprouve à l'égard de la voie de Fait. Les sentences sont en effet rendues sans examen du fond : elles sanctionnent le devoir de ne pas troubler par voie de fait les situations juridiques simplement « apparentes » d'autrui, et elle répriment les voies de fait commises, alors même que l'agresseur invoquerait ou posséderait réellement un droit au fond et prétendrait uniquement se faire justice lui-même. C'est donc la paix

que les sanctions visent surtout à protéger, elles ne se préoccupent pas de la justice réelle : une justice apparente leur suffit (1).

Les *ordonnances sur requête* et les *ordonnances de référé* sont d'une utilité très étendue : elles suspendront le cours de voies de fait commencées, ou bien elles empêcheront des voies de fait imminentes de se produire. Les ordonnances sur requête permettront par exemple à une femme exposée aux voies de fait de son mari, de quitter le domicile conjugal en attendant le jugement de divorce ou de séparation de corps. Les ordonnances de référé apaiseront les différends des locataires et des propriétaires, des débiteurs saisis et des créanciers saisissants, elles préviendront les voies de fait ou bien y mettront fin (2).

Les *actions possessoires* sont d'une utilité plus restreinte : elles ne répriment pas les voies de fait commises sur les meubles ou sur les personnes. Les actions possessoires sont restées immobilières dans le droit actuel. Nous savons qu'elles sont au nombre de trois. Les particuliers et les personnes morales de droit public peuvent y faire appel, mais elles ne protègent la possession de fait (sensu lato) des immeubles, que lorsque cette possession réunit des caractères déterminés, qui donnent à la victime une position plus intéressante, au moins en apparence, que celle de

1. Voyez ce que dit M. Haurion des « deux couches du Droit », *Principes de Droit public*, 2^e éd. p. 799.

2. V. Garonnet et César Bru, *Traité de procédure civile*.

l'agresseur. Nous savons aussi que, pour que la voie de fait dont on se plaint donne lieu à l'une ou à l'autre des actions possessoires, il faut qu'elle se présente de son côté avec certains caractères. Si l'on effectue la combinaison pratique de ces règles directrices on peut dire : 1° qu'aucune action possessoire ne réprimera les voies de fait, quelles qu'elles soient, commises contre une possession de fait qui n'est ni actuelle, ni paisible, ni publique ; 2° qu'aucune action possessoire ne réprimera les voies de fait autres que la dépossession, si la victime n'est pas en mesure d'invoquer une possession de nature à conduire à la prescription. On voit combien il serait inexact de prétendre que les actions possessoires arrêtent temporairement toutes les voies de fait portant sur, dirigée contre, ou faisant sentir ses effets sur les immeubles. Elles ne sanctionnent en réalité le devoir juridique de ne pas commettre de voie de Fait sur les immeubles, que lorsque certaines conditions sont réunies. Lorsque ces conditions ne sont pas réunies, le principe juridique qui interdit la voie de Fait manque de sanction civile provisoire.

La victime ne peut aboutir à la répression civile de la voie de Fait que si elle fait la preuve que le fonds du droit est pour elle. Les sanctions définitives sont instituées pour lui permettre de faire cette preuve.

2. Les *sanctions définitives* assurent de diverses manières la répression du manquement au devoir de s'abstenir des voies de fait. Tantôt, ainsi que

nous l'avons dit, elles poursuivent la remise dans l'état, tantôt elles ont pour objet la fixation d'une peine privée.

1^o Les *sanctions civiles de remise en état* visent tantôt la remise en droit dans l'état, tantôt la remise dans l'état en fait et en droit. Les autorités juridiques, en les organisant, se sont ingénérées à établir un juste équilibre entre la victime de la voie de fait, d'une part et l'auteur de la voie de fait ou les détenteurs qui ont profité de la voie de fait, d'autre part. L'intérêt général de la justice fait pencher la balance tantôt d'un côté tantôt de l'autre par un jeu savant d'actions et d'exceptions, de prescriptions extinctives et prescriptions acquisitives et par la considération de la bonne foi irrépréhensible ou de la faute.

La *remise dans l'état simplement en droit* est le but obtenu par les actions en nullité et par les actions en résolution : Les *actions en nullité* arrêtent les effets juridiques des voies de fait violentes effectuées sur les personnes. Elles sanctionnent le devoir de ne pas se livrer à des voies de fait violentes sur les personnes dans le but d'obtenir le consentement d'autrui. Par elles seront mis à néant les actes juridiques conclus sous l'empire des voies de fait de cette espèce. Si la voie de fait a pris la forme d'une contrainte physique invincible, d'une force majeure qui ait anéanti la volonté de l'auteur de l'acte juridique, l'acte est dit inexistant, — si la voie de fait a pris seulement la forme d'une violence grave et actuelle

exercée par le bénéficiaire de l'acte juridique ou par un tiers, sur l'auteur de l'acte ou sur une personne chère à celui-ci, l'acte est dit annulable, — mais que l'acte soit annulable ou qu'il soit inexistant, la victime pourra provoquer sa chute par l'action en nullité et les droits consentis reviendront sur sa tête (1) rétroactivement. La voie de fait que paralysent les actions en nullité est par hypothèse une voie de fait fautive. *L'action en résolution*, prévue par l'article 1184 (2), déliera éventuellement d'un contrat méconnu par voie de fait, la victime d'une voie de fait fautive (mauvaise foi ou inexcusable bonne foi) ou non fautive (bonne foi excusable). C'est une sanction du devoir juridique absolu de ne pas commettre de voies de fait en méconnaissance d'un contrat. Supposons qu'un créancier gagiste abuse de la chose reçue en gage, qu'un usufruitier conventionnel abuse de la chose reçue en usufruit, qu'un propriétaire construise sur son fond malgré une promesse con-

1. Pratiquement la victime de la voie de fait ne peut jamais même dans le cas d'*inexistence*, se comporter comme si l'acte juridique entaché de violence *n'existait pas*. La terminologie traditionnelle qui parle d'*inexistence* est donc inexacte et contradictoire, puisque l'acte existe, et que la victime est tenue de faire appel au juge pour faire au moins déclarer la nullité. V. sur la nullité, outre les ouvrages de M. Planiol et de MM. Capitant et Colin, César Bru, *Cours de droit civil de 1^{re} année* (nullités de mariage) et de 2^e année (nullité des actes juridiques), et la thèse de M. Jappiot, Dijon, 1909.

2. S. l'action en résolution v. Capitant et Colin, *Cours de droit civil*. II, 249 ; Dimitresco, *De la condition résolutoire dans les contrats*. Th. Paris, 1905 ; Nichitch, *L'Action en résolution*. Thèse Paris, 1903 ; Maury, *Essai sur la notion d'équivalence* 1.280. Thèse Toulouse, 1924. — G. Boyer, *Recherches historiques sur résolution des contrats*. Thèse Toulouse, 1924, p. 118.

traire, qu'un locataire emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, qu'un mandataire chargé de vérifier les coupes d'un bois, dépasse son mandat et abatte lui-même des arbres de haute futaie non compris dans les coupes, ils commettent des voies de fait qui peuvent ouvrir l'action en résolution. La résolution prononcée, les droits se retrouveront dans l'état antérieur (1). Normalement lorsque l'annulation ou la résolution seront intervenues, le défendeur condamné devra remettre en fait (en nature ou par équivalent) les choses dans l'état antérieur, s'il ne le fait pas, la victime aura la faculté de diriger contre son adversaire les actions qui procurent en toute occasion la remise dans l'état en fait et en droit (2).

La *remise dans l'état, en fait et en droit*, est l'objet propre des plus importantes des actions réelles et des actions personnelles ou des actions mixtes.

Nous examinerons d'abord les actions qui tendent à la *remise en nature dans l'état*. Les actions en exécution des contrats ou les actions réelles ont, en principe, les unes et les autres, cet effet.

L'action en exécution des contrats nous paraît devoir assurer dans deux cas, la sanction du devoir de ne pas commettre de voies de fait fautives ou non fautives. C'est en premier lieu lorsque la voie de fait consistera dans la détention indue d'une chose qu'un

1. A moins que le juge en vertu de son pouvoir discrétionnaire ne dise le contraire.

2. Baudry-Lacantinerie et Barde, *Obligations*, t. III, n° 1669. — J. Olivier, *Sanctions des obligation illicites*. Thèse Paris, 1904.

contrat obligede livrer : en ce cas l'action en exécution d'un contrat est octroyée à la victime de la voie de fait, soit qu'il s'agisse d'un propriétaire qui se prétend victime de retards dans la livraison d'une chose de la part d'un vendeur, d'un locataire, d'un commodataire, d'un dépositaire ou d'un créancier gagiste ou d'un séquestre, etc., soit qu'il s'agisse du titulaire d'un droit autre que le droit de propriété, d'un locataire par exemple, qui se plaint de retards apportés par le propriétaire à la livraison de la chose. — L'action en exécution est octroyée en second lieu contre les voies de fait qui violent une obligation de ne pas faire, — soit qu'il s'agisse de voies de fait effectuées sur la chose d'autrui, c'est-à-dire de la chose détenue matériellement ou possédée juridiquement par autrui (un locataire, un commodataire, un usufruitier, etc., abusent de la chose qu'ils ont entre les mains) — soit qu'il s'agisse de voie de fait effectuée par un particulier sur son propre fond (j'élève une barrière sur un sentier qui m'appartient, malgré la promesse contraire que j'ai faite). L'action en exécution qui sanctionne de la sorte le devoir juridique de livrer ou le devoir juridique de ne pas faire, aboutira pratiquement soit à la délivrance de la chose injustement retenue, soit à la destruction des innovations injustement accomplies. Cependant l'auteur de la voie de fait aura le pouvoir de se dérober à l'action en exécution et de refuser l'exécution, en invoquant le droit de rétention, s'il se trouve dans un des cas où l'on peut invoquer ce droit.

Les *actions réelles* sanctionnent le devoir de ne pas retenir une chose par voie de fait fautive ou par voie de fait non fautive, en opposition avec un droit réel d'autrui. Elles permettent à autrui de faire reconnaître ce droit réel vis-à-vis de tout particulier détenteur de la chose, et non pas seulement vis-à-vis de l'auteur de la voie de fait originaire. Lorsque c'est une hérédité qui est retenue par voie de fait au détriment de l'héritier, celui-ci possède l'action en pétition d'hérédité.

Si c'est un immeuble déterminé qui est retenu en son entier par voie de fait à l'encontre du propriétaire (1) celui-ci possède l'action en revendication ; si l'immeuble est « partiellement » retenu par un particulier qui prétend à un droit réel à l'encontre du propriétaire, celui-ci possède l'action négatoire ; si l'immeuble est retenu par le particulier propriétaire à l'encontre d'un particulier ou d'une personne morale de droit public qui y prétendent un droit réel, ceux-ci possèdent l'action confessoire. Quand la chose retenue par autrui est un meuble, l'action en revendication est en principe accordée au titulaire du droit réel. Pratiquement, ces diverses actions réelles ont tantôt pour résultat le déplacement pur

1. Sous ce nom de « propriétaire » il faut entendre les personnes morales de droit public comme les particuliers. On sait que la jurisprudence analyse le droit des administrations sur leur domaine public en un droit de propriété. V. Hauriou, *Précis de droit administratif*, 10^e éd., p. 630 et suiv. — Adde : L. Rigaud, *Les Droits réels administratifs*, thèse Toulouse, 1914 ; A. Arbus, *Concessions dans les Cimetières*, thèse Paris, 1924, p. 100 et s. ; M. Waline, *Les Mutations domaniales*, thèse Paris, 1925.

et simple de la chose qu'elles font passer d'un patrimoine dans un autre, tantôt elles entraînent en même temps des destructions ou des démolitions d'ouvrages (1). Mais il est des hypothèses où les actions réelles sont réduites à l'impuissance, des hypothèses, où leur utilité tout au moins se trouve fortement diminuée ; car tantôt le Droit positif tient compte dans une certaine mesure de la bonne foi de l'auteur de la voie de fait ou du détenteur de la chose, tantôt il tient compte de l'intérêt économique de la société, et parfois ces deux considérations s'unissent pour commander la même solution : 1° La bonne foi irrépréhensible du détenteur de la chose sur laquelle porte la voie de fait, lui assure des privilèges appréciables vis-à-vis de la victime de la voie de fait ; d'une part, il ne sera pas obligé de restituer les fruits qu'il aura perçus de bonne foi (2) ; d'autre part, s'il a élevé de bonne foi (3) des constructions et des ouvrages ou fait des plantations sur l'immeuble d'autrui, le propriétaire ne pourra demander

1. Les juges sont rigoureux dans la répression des voies de fait commises contre les propriétés : ils ordonnent la démolition des ouvrages qui anticipent, si minime que soit l'anticipation V. Cass., 20 juin 1859. S. 59.1.707 ; 20 nov. 1912. S. 13.1.198 ; 5 mars 1913. S. 13.1.191.

2. Art. 549 C. civ. Dans la pensée de la loi, le possesseur est de bonne foi dès qu'il croit à l'existence d'un juste titre qui le constituerait propriétaire. Capitant et Colin. *op. cit.*, t. I, 1^{re} éd., p. 921 et suiv. Mais pour que la bonne foi permette d'acquérir les fruits, il faut qu'elle se maintienne à chaque perception.

3. Art. 555 du C. civ. Sur la nature de la bonne foi requise du constructeur, pour l'application de l'art. 555. V. Cass. req., 4 janv. 1922. *Gaz. Pal.*, 3 février 1922.

au juge de le condamner à supprimer ces ouvrages, constructions ou plantations ; il sera même obligé de verser une indemnité à l'auteur de la voie de Fait. Enfin, par application de la maxime « en fait de meubles possession vaut titre » (art. 2279 C. civ.) celui qui possède de bonne foi un meuble corporel d'autrui ne peut être inquiété par une action en revendication, à moins que ce meuble corporel n'ait été perdu ou volé depuis moins de trois ans. Encore faut-il remarquer que même si la chose a été perdue ou volée depuis moins de trois ans, le propriétaire ne peut se la faire rendre (art. 2280 C. civ.) qu'en remboursant le prix de la chose si le possesseur l'a achetée dans une foire, marché ou vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles (1). 2^o L'intérêt moral et économique de la société apporte une seconde limite aux actions réelles. C'est cet intérêt qui explique la prescription extinctive des droits de la victime (2) et la prescription acquisitive par l'auteur de la voie de fait des objets acquis par voie de fait. Le même intérêt explique encore le phénomène d'accession et ses conséquences en

1. Il est des meubles qui sont soustraits à ces règles ; les meubles qui font partie du domaine public sont inaliénables et imprescriptibles et peuvent être réclamés perpétuellement par les personnes morales de droit public (exception, cependant, pour les meubles classés comme objet d'art d'intérêt historique, qui ne peuvent être revendiqués que pendant 3 ans), les titres au porteur échappent encore à l'art. 2279 du C. civ. lorsque le propriétaire fait les deux oppositions prévues par la loi du 16 juin 1872 (amendée par la loi du 8 fév. 1902).

2. On sait que le droit de propriété ne se perd pas par le simple non-usage.

matière d'actions réelles. Le particulier qui construit sur son terrain à l'aide des matériaux d'autrui commet une voie de fait : cependant le propriétaire des matériaux ne peut les revendiquer, de même lorsqu'un artisan imprime à une matière dont il s'est emparé par voie de fait un travail dont la valeur dépasse de beaucoup la valeur de la matière employée, le vrai maître de la chose n'a pas l'exercice de l'action en revendication. Dans ces deux cas le propriétaire doit se contenter d'une remise dans l'état par équivalent ; 3° Enfin la force majeure arrête de son côté les actions réelles qui ne sont pas possibles si la chose a péri. Seule en ce cas la réparation par équivalent est permise.

b) *La remise en état par équivalent* est le but des actions en indemnité, qu'on a coutume d'appeler actions en responsabilité (bien que l'expression soit imparfaite, il faudrait dire au moins l'action en responsabilité pécuniaire (1). Nous montrerons, en premier lieu, quelles sont les conditions nécessaires au

1. La responsabilité, dans son sens le plus général, c'est le fait pour une personne de répondre d'une action (action personnelle ou action d'autrui). Quand ce fait est imposé par une loi divine ou humaine il devient une obligation, un devoir, et ce devoir est religieux, moral ou juridique, suivant que c'est une loi religieuse (divine ou humaine), une loi morale ou une loi juridique qui l'ont établi. En ce sens général, la théorie de la responsabilité se confond avec la théorie même de la sanction. Mais, dans un sens juridique moins large, la responsabilité s'entend de l'obligation de réparer, par une somme d'argent, le préjudice causé en violation d'un devoir juridique (responsabilité civile), ou de subir un châtement à raison de la violation d'un devoir juridique (responsabilité pénale). S. la responsabilité en général, v. Fauconnet, *La Responsabilité* ; Parodi, *Rev. méta. et morale*, 1924, p. 49.

succès de l'action en indemnité, et en second lieu, quelle est la mesure de la réparation.

1^o *Conditions du succès des actions en indemnité.*

— Les actions en indemnité sont dirigées, tantôt contre l'auteur de la voie de fait, tantôt contre des tiers qu'un certain lien social rattache à l'auteur de la voie de fait.

Dirigées contre l'auteur de la voie de fait, les actions en indemnité sanctionnent, soit le devoir du particulier de ne pas commettre de voie de fait illécite par sa faute, soit le devoir strict du particulier de ne pas commettre de voie de fait même avec une excusable bonne foi. Si une voie de fait a été commise par faute, ou avec une bonne foi non fautive, la sentence rendue sur l'action en indemnité, proclamera l'obligation qui incombe à l'auteur de la voie de fait de réparer pécuniairement la voie de fait commise.

a) Il est de principe en droit positif français que l'auteur d'un dommage n'en doit la réparation pécuniaire, que s'il est en faute juridiquement et si la victime démontre cette faute. Or, la faute juridique, comme nous l'avons laissé entrevoir, est la violation, subjectivement et socialement inexcusable (1), d'un devoir juridi-

1 Nous nous rendons bien compte que nous détournons le terme inexcusable de son sens juridique ordinaire, mais il n'en est pas d'autre croyons-nous qui puisse mieux traduire ce qu'il y a au fond de la notion de faute juridique. Le contexte d'ailleurs nous paraît exclure suffisamment toutes les équivoques. V. tout particulièrement sur la notion de faute : P. Bettremieux, *Essai histo-*

que (1). Pour savoir s'il y a faute juridique à commettre une voie de fait et, par suite, obligation juridique de réparation, il faut donc se demander dans quel cas la voie de fait illicite, qui est par hypothèse même la violation d'un devoir juridique, est subjectivement et socialement inexcusable. La réponse à cette question sera parfois délicate mais l'on peut dire que dans la plupart des cas il sera aisé de discerner si la voie de

rique et critique sur le fondement de la responsabilité civile en droit français. Thèse, Lille, 1921. — G. Ripert, *la Règle morale dans les obligations civiles*, p. 188 et suiv. — R. Demogue, *Obligations*, t. III n° 223 et suiv.

1. Voici quelques brèves réflexions : 1° sur la faute juridique du particulier ; 2° sur la faute morale ; 3° sur les rapports de la faute juridique et de la faute morale, selon l'esprit du droit positif français.

1° On parle quelquefois de l'aspect subjectif ou psychologique et de l'aspect objectif ou social de la notion de faute juridique, et c'est avec raison. Remarquons en effet qu'étant donné notre définition de la faute juridique, pour déterminer si une action X est fautive ou non, il faut faire porter son examen, à la fois, sur les caractères subjectifs ou psychologiques de cette action, et sur ses caractères objectifs ou sociaux.

a) Point de vue subjectif ou psychologique : Lorsqu'on dit en effet que l'action fautive est une violation subjectivement inexcusable d'un devoir juridique, cela revient à dire que l'action fautive est une action illicite, qui pouvait être évitée, si le particulier avait été plus *vertueux* (plus juste, plus prudent, plus tempérant, ou moralement plus fort (2). Il faut donc rechercher pour savoir si la faute existe, quel a été l'état d'âme de l'auteur de la voie de fait. Il faut se pencher sur le monde subjectif du particulier, sur son moi, sur son âme, sur sa conscience et se demander si son intelligence et sa volonté naturelles étaient assez éclairées et assez énergiques pour résister à la tentation de l'injustice et n'ont pas été anéanties ou amoindries par les circonstances extérieures. L'examen de l'action du particulier au point de vue psychologique est donc indispensable. Cependant l'exa-

2. La vertu de diligence se rattache à la vertu de force.

fait est socialement inexcusable ou non. Il est des cas où les tribunaux diront sans hésiter que la voie de fait est inexcusable : c'est lorsqu'elle sera accompagnée de mauvaise foi, mauvaise foi simple ou mauvaise foi méchante, ou lorsque, étant accomplie de bonne foi, cette bonne foi ne s'expliquera que par une imprudence ou une négligence grossières.

men de cette action au point de vue objectif ou social est plus important encore.

b) Point de vue objectif ou social : 1^o dire que l'action fautive est la violation d'un devoir juridique, revient à dire que l'action fautive est la violation d'une règle imposée du dehors, d'une règle objective ; d'une règle sociale ; il faut donc rechercher pour savoir si la faute existe, sous l'empire de quelle loi juridique tombe cette action, et pour cela se préoccuper d'analyser ses caractères sociaux (sujet, objet, moyen, dommage) ; 2^o dire en second lieu que l'action fautive est une violation « socialement inexcusable » revient à dire que pour savoir si l'action est fautive, il ne faut pas se préoccuper seulement de rechercher quel était l'état d'âme du particulier, il faut comparer cette action avec la conduite ordinaire des honnêtes gens, et rechercher si cette action serait inexcusable à raison de sa mauvaise foi, de son imprudence, ou de l'intempérance et de la défaillance qu'elle suppose, pour la moyenne des particuliers qui se trouveraient dans la même situation ; 3^o ajoutons d'ailleurs que la preuve de la faute juridique est forcément objective, elle s'appuie sur l'existence de certains signes extérieurs.

II. — La faute morale d'un particulier est la violation subjectivement inexcusable, par un particulier, d'un devoir moral qui s'impose à lui. Remarquons, que même pour déterminer s'il y a faute morale, il faut tenir compte du point de vue objectif. Le devoir moral ; en effet, est d'ordinaire regardé par les hommes, comme dérivant d'une loi morale qui n'est pas créée par l'individu, qui est antérieure à lui et régit du dehors les diverses consciences individuelles. Les anarchistes seuls considèrent que l'individu tire sa règle morale de lui-même. Toutefois les considérations objectives ont sensiblement moins de place dans la détermination de la faute morale que dans celle de la faute juridique : on ne se soucie pas, en principe, de comparer la violation de la règle morale commise par un particulier, aux violations de la

A l'inverse, il est des cas où les tribunaux diront sans hésiter : la voie de fait est certainement excusable, c'est lorsque la voie de fait aura été effectuée par un particulier dépourvu de discernement ou de volonté (dément, enfant en bas âge), ou asservi par une force majeure, joué par un cas fortuit, trompé par une erreur invincible, par une croyance irréprochable en l'existence d'un titre qui lui donne

même règle morale commise par d'autres particuliers, pour décider s'il y a violation inexcusable de la loi morale ; on apprécie la conduite du particulier par rapport à ses facultés personnelles de bien faire. On observe sa vie intérieure et les combinaisons de sa volonté. On se demande si, étant donné les talents moraux dont il dispose, les combinaisons de sa volonté sont subjectivement inexcusables ou non. Mais bien entendu la recherche d'intention ne sera possible à l'Homme qu'à l'aide de moyens objectifs, visibles, sociaux. La preuve de la faute morale comme celle de la faute juridique est objective et suppose que l'on peut invoquer des signes extérieurs (des gestes, des regards, des attitudes).

III. — Le Droit positif qui tend à nous persuader que le devoir juridique est un devoir moral, tend aussi à nous persuader que la faute juridique est une faute morale et l'on doit avouer qu'il a pour cela quelque apparence de raison. D'une part, en effet, le devoir juridique n'est que la transposition par la loi d'un devoir moral : la règle juridique a ses racines dans la règle morale. Toute violation de la règle juridique, peut donc être regardée comme une violation d'une règle morale latente. Il s'ensuit, que la faute juridique qui est une violation de la règle juridique, est en même temps une violation de la règle morale. D'autre part, le monde subjectif du particulier n'est pas d'une autre nature que le monde social, l'un et l'autre sont humains. La société et l'honnête homme normal, ont à peu près la même conception du minimum de vertu, qu'on peut légitimement demander à l'homme dans ses rapports avec autrui. Il s'ensuit que d'ordinaire, l'acte qui est socialement inexcusable, est aussi moralement inexcusable, la faute juridique est en même temps une faute morale. Mais nous retrouverons cette question des rapports de la faute morale et de la faute juridique dans nos Etudes postérieures et notamment dans notre Etude V.

le droit d'agir comme il l'a fait (erreur de fait). Les incertitudes ne commenceront que lorsque l'imprudence ou la négligence seront légères : dans ce cas la solution dépendra des diverses circonstances sociales de la voie de fait. Mais lorsqu'on sera certain que l'imprudence ou la négligence légères sont subjectivement et socialement excusables, en principe, il n'y aura pas de réparation pécuniaire de la voie de fait. Si le législateur et le juge ont pensé, en effet, que si la remise en nature dans l'état devait dans certains cas être arrêtée par la bonne foi de l'auteur de la voie de fait illicite, il fallait que la réparation par équivalent s'arrêtât elle aussi devant l'absence de faute. Le législateur et le juge ont été semblent-ils influencés par une double crainte, la crainte en premier lieu que la solution contraire ne fût inhumaine et injuste pour le particulier, et la crainte en second lieu qu'elle ne fût antisociale et nuisible pour la société. Il a craint, d'abord, qu'en mettant à la charge du particulier, la responsabilité de tous les dommages que celui-ci a fait naître par son action personnelle, on ne méconnût injustement les difficultés imprévisibles et insurmontables que des circonstances surhumaines ou simplement étrangères (force majeure, cas fortuit, démence), peuvent apporter à l'accomplissement des devoirs juridiques. Il a craint aussi, que la responsabilité absolue ne fût antisociale et qu'à côté d'un petit nombre de particuliers stimulés vers l'action impeccable par l'obligation absolue de réparer tous les faits dom-

mageables, la plupart ne soient découragés par la perspective d'une telle responsabilité et ne restent dans une timide inaction, plus dommageable encore à la société, ou qu'à l'inverse ils ne demandent à des Compagnies d'assurance de les garantir contre les recours possibles des victimes et dès lors s'attachent moins à la correction légale et à la valeur morale de l'action qu'à son intensité. Autant il est bon de distribuer la justice d'après les résultats obtenus, quand il s'agit de distribuer les récompenses, car ce dont il est question alors c'est d'augmenter le patrimoine du particulier (*lucrum emergens*), et il est juste et socialement utile de n'augmenter le patrimoine d'autrui qu'en tenant compte des avantages que les lois naturelles assurent à chacun, autant il serait cruel et impolitique d'adopter la même règle quand il s'agit de diminuer le patrimoine d'autrui et de réduire ses moyens de subsistance (*damnum emergens*). Ici le principe que les indemnités réparatrices ne seront dues qu'au cas de violation subjectivement et socialement inexcusable du devoir juridique, au cas de faute, est un principe meilleur. Avec un tel principe, en effet, la loi juridique de sanction est plus humaine et plus adaptée à la faiblesse originelle de l'Homme, car les condamnations sont distribuées selon le mérite et le démérite et en tenant compte de l'état d'âme du particulier ; la loi juridique de sanction est néanmoins sociale comme il convient, car elle exige du particulier un minimum de résultat, sous peine pour

lui d'entendre officiellement proclamer par les magistrats que son action est socialement inexcusable.

β) Cependant, si tel est le principe de responsabilité pécuniaire admis par le Droit positif français, et si en conséquence l'action en indemnité contre l'auteur de la voie de fait n'est habituellement donnée à la victime, que lorsqu'elle peut démontrer l'existence d'une faute, ce principe, comme beaucoup de principes juridiques, n'est pas absolu. Il a reçu des exceptions, parce que, si sage qu'il soit, il a dans certains cas des inconvénients graves. Le danger en effet d'un pareil système c'est que la victime parfois soit sacrifiée. Elle doit faire la preuve de la faute de son adversaire pour avoir droit à réparation, si elle n'y parvient pas le dommage souffert reste à sa charge. C'est elle qui supporte les risques sociaux. La prime d'irresponsabilité que la loi juridique donne à l'homme d'action, non fautif c'est elle qui en fera les frais. Mais, s'il peut paraître explicable que la victime fasse ainsi les frais de certains risques, lorsqu'elle est une victime ordinaire ou lorsque le dommage est lui-même ordinaire (c'est à charge de revanche, dira-t-on, que la victime supporte de pareils risques), on n'aurait pas compris la même solution quand c'est la même victime, socialement plus faible, qui est exposée toujours aux mêmes risques, sans que son tour vienne jamais de les voir endossés par autrui, ou quand l'auteur du dommage a retiré de l'acte illicite commis un enrichissement qu'il est encore facile de

constater. En ces cas il était nécessaire que le principe d'indemnité pour faute seule, fit place à d'autres principes secondaires destinés à corriger les injustices du premier. Il convenait, en premier lieu d'admettre que certaines victimes pussent faire reconnaître l'obligation de réparer tous les faits dommageables, en prouvant simplement les faits dommageables sans avoir à démontrer la faute de l'auteur du dommage. Il convenait en second lieu d'admettre que certaines victimes pussent « revendiquer », en quelque sorte, l'enrichissement procuré à autrui par leur appauvrissement. C'est ce qu'a compris l'autorité française et elle a consacré, à titre complémentaire, le principe de l'indemnité pour risque proportionnel et le principe de l'enrichissement sans cause (1), qui ont l'un et l'autre leurs applications en matière de voie de fait.

Le principe de l'indemnité pour les risques professionnels est établi par les lois sur les accidents de travail. Il impose aux patrons l'obligation de réparer par une somme d'argent les voies de fait, même non fautives, dont ils sont eux-même les auteurs ; Le principe de l'indemnité pour simple enrichissement sans cause, affirmé d'une manière générale, par la Cour de cassation (2), est formellement appliqué, quelquefois, par des lois spéciales. C'est

1. S. l'enrichissement sans cause : Maury, *Essai sur le rôle de la notion d'équivalence*, t. II ; Ronast, *Rev. Trim. droit civil*, 1922 ; G. Ripert *op. cit.*, p. 231 s.

2. Cass., 15 juin 1892. D. 92.1.596, S. 93.1.281, note Labbé.

ainsi que des artisans qui ont employé la chose d'autrui à former une chose d'une nouvelle espèce, dont la valeur en raison de la main d'œuvre incorporée, est très supérieure à la valeur de la chose d'autrui doivent verser au propriétaire, qu'ils soient ou non excusables, une indemnité réparatrice (1) ; de même le propriétaire d'un fonds qui a élevé, même de très bonne foi, des constructions avec les matériaux d'autrui, doit une indemnité au propriétaire des matériaux (2). Dans tous ces cas, l'on peut dire que l'action en indemnité sanctionne le devoir strict du particulier de ne pas commettre de voies de fait à l'égard de certaines personnes, ou celui de ne pas commettre certaines voies de fait à l'égard des biens d'autrui, et remplace le devoir violé par le devoir juridique de verser une indemnité.

Quand elles sont dirigées contre des tiers les actions en indemnité sont gouvernées par des principes semblables. Les tiers, bien entendu, ne répondent des voies de fait d'autrui que si un lien social étroit les rattache à l'auteur de la voie de fait, mais ils répondent des voies de fait d'autrui, comme l'auteur de la voie de fait lui-même, ou bien en raison de la faute qu'on leur impute, ou bien parce que la loi leur impose, en dehors même de toute faute, le devoir juridique de réparation.

α) Les tiers sont responsables *pour faute*, des voies de fait d'un particulier, dans un grand nombre

1. Art. 571, C. civil.

2. Art. 564, C. civil.

d'hypothèses. — Dans une première hypothèse, le tiers, (qui en l'espèce est une personne individuelle), ne sera responsable que si l'on prouve, à sa charge, l'existence d'une faute personnelle grave : c'est de cette manière et à ces conditions que les personnages publics seront responsables si, ayant été mis en demeure, par un particulier ou par un autre personnage public, d'empêcher les voies de fait des particuliers, ils ont refusé ou se sont abstenus de le faire, par mauvaise foi et par dol, ou par une négligence ou une imprudence grossières (faute lourde) (1). Les personnages publics répondent en effet de leurs fautes personnelles graves, à condition bien entendu que la victime de la voie de fait du particulier fournisse la preuve de la faute personnelle grave du personnage public (2). Mais dans la plupart des

1. Au cours de la célèbre affaire *Lemonnier*, la cour de Toulouse avait reconnu la responsabilité pour faute lourde du maire de la commune de Rocquécourbe coupable de n'avoir pas arrêté le tir de réjouissance dangereux qui avait blessé Mme Lemonnier, encore qu'il fut prévenu de danger. Mais la Cour de cassation a déclaré que la faute du maire n'était pas une faute personnelle grave, de nature à engager sa responsabilité personnelle. Cass., 5 janv. 1921, S. 22.1.177, et la note de M. Mestre.

2. Nous disons « faute personnelle grave » du personnage public. La pratique et les auteurs disent simplement faute personnelle. Il opposent la faute personnelle, dont la réparation incombe au personnage public devant les tribunaux ordinaires à la faute de service dont la réparation incombe à la personne morale en principe devant les tribunaux administratifs. Cette terminologie est assez commode et claire. Mais il convient de remarquer que la faute de service est elle-même une faute personnelle, car elle est forcément commise par un ou plusieurs personnages publics déterminés, si bien que dans la réalité des choses toute faute commise par des personnages publics se ramène à la faute personnelle ; seulement, il y a des fautes personnelles graves dont les person-

hypothèses, la faute du tiers, qu'un lieu social rattache à l'auteur de la voie de fait, n'aura pas besoin d'être prouvée. — Le fait prouve la faute, la faute est présumée, c'est la loi même qui tient lieu de preuve, la victime, quant à elle, n'aura qu'à établir la voie de fait du particulier et le lien social qui unit le tiers qu'elle poursuit au particulier dont elle se plaint. Tantôt du reste la présomption de faute est simple (*juris tantum*) et peut être détruite par la preuve que peut faire le tiers de l'absence de faute personnelle, tantôt au contraire la présomption est absolue (*juris et jure*) et le tiers ne sera pas admis à prouver

nages publics ont eux-mêmes la charge, ce sont les fautes personnelles proprement dites, et des fautes personnelles légères, ou moins graves que les premières, ou graves mais collectives, qui sont à la charge du service public, ce sont les fautes de service. On dit parfois que la répartition des fautes commises par les personnages publics entre la catégorie des fautes personnelles et la catégorie des fautes de service, se fait en partant de cette idée que le service public est pratiquement la cause déterminante des fautes de service, tandis que la personnalité individuelle du personnage public est elle-même la cause déterminante des fautes personnelles ; il y a selon nous, beaucoup de vrai dans cette manière de voir. Mais nous ne pouvons nous arrêter maintenant à ces questions difficiles. Cette note a simplement pour objet de justifier la terminologie employée au texte qui nous permet, à raison de sa simplicité, d'éviter les longs développements qui seraient ici nécessaires. V. P. Cot. La responsabilité civile des fonctionnaires publics ; H. Dupeyroux. Faute personnelle et faute de service ; Thèses Paris 1922. Les conclusions des Commissaires de gouvernement et les notes de M. Appleton, de M. Duguit, de M. Jèze, de M. Haurion et de M. Mestre, dont la plupart sont citées dans ces thèses (notamment Dupeyroux, *op. cit.*, p. 10 s. — Bien entendu ce que nous avons dit des caractères subjectifs et objectifs et de la preuve de la faute juridique, s'applique à la faute personnelle grave et à la faute de service des personnages publics.

l'absence de faute personnelle. — Il convient d'envisager séparément les cas où le tiers responsable pour faute présumée est une personne juridique individuelle et ceux où il est une personne morale, ou pour parler plus exactement une personne juridique collective (1).

Les personnes individuelles sont responsables, en qualité de tiers, des voies de fait d'autrui, soit en vertu d'une simple présomption de faute, soit en vertu d'une présomption irréfragable de faute. En vertu d'une simple présomption de faute, le père, et la mère (après le décès du mari), répondent des voies de fait commises par leurs enfants mineurs habitant avec eux, les artisans et les instituteurs répondent des mêmes actes commis par leurs élèves et leurs apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance (2). L'obligation d'indemniser incombe dans ces cas au tiers responsable, sans qu'il y ait lieu de rechercher si l'enfant, l'élève ou l'apprenti ont commis une voie de fait fautive ou non fautive. En vertu d'une présomption absolue de faute, les maîtres et commettants répondent des voies de fait commises par leurs domestiques ou leurs préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés (3), mais cette responsabilité n'est

1. Personne juridique, c'est-à-dire, être individuel ou centre social, reconnu par la loi juridique, comme sujet de droits et de devoirs juridiques. V. Mestre. *La Responsabilité pénale des personnes morales*, Introduction, Paris 1899.

2. Art. 1384, C. civ.

3. Art. 1384, C. civ.

encourue que si les domestiques ou préposés ont commis une faute.

Les personnes juridiques collectives, responsables en qualité de tiers des voies de fait des particuliers, peuvent être des personnes de droit privé ou des personnes de droit public. Les personnes de droit privé, sont responsables en vertu d'une présomption absolue de faute (1), des voies de fait fautives commises par leurs préposés et des voies de fait fautives commises par leurs organes (2). Les personnes

1. Il va sans dire que la faute des personnes juridiques collectives ou personnes morales, est une faute fictive et qui n'existe pas réellement. Les personnes collectives n'ont pas de conscience morale vivante. Elles ne vivent d'une vie propre que dans l'imagination des hommes. Il est vrai que l'imagination humaine, et le cœur de l'homme qui loge si près de l'imagination, les dotent d'une vie puissance et par là ce sont des réalités spirituelles. Elles apparaissent aussi comme des centres de ralliement social, situés en dehors du moi, et par là ce sont des réalités sociales. Mais cette vie des « Œuvres », ce sont les « Ouvriers » qui la produisent en commun. Les personnes collectives, juridiquement distinctes des particuliers qui les composent, n'ont pas, à un moment donné, d'existence psychologique distincte de l'ensemble de ces particuliers ; et leur existence sociale dépend, en pratique, de la personnalité individuelle plus ou moins puissante et généreuse de quelques-uns de leurs membres.

2. L. Michoud, *La théorie de la personnalité morale*, 2^e éd. par L. Troabas, t. II, p. 216 et s. On dit assez souvent que la responsabilité des personnes morales du chef de leurs préposés, est une responsabilité indirecte, et celle du chef de leurs organes une responsabilité directe. On ajoute même que la faute de l'organe est une faute personnelle de la personne morale (Michoud, II, p. 235) ; mais bien entendu ce n'est là qu'une manière de parler fictive et anthropomorphique. Pratiquement la personne morale est distincte de ses représentants passagers (sa vie n'est elle pas souvent plus longue ?) et quand une voie de fait est commise par ceux-ci, la personne morale est vraiment un tiers pour la victime. Ce tiers bien entendu est uni par un lien social très étroit à ses représentants, mais c'est tout de même un tiers

collectives de droit public répondent, envers les victimes de la voie de Fait des particuliers : 1° des fautes individuelles légères des personnages publics; 2° des fautes individuelles qui n'ont qu'un certain degré de gravité; 3° des fautes *collectives* graves ou légères, lorsque de telles fautes ont permis aux particuliers de commettre des voies de fait (1). L'hypothèse n'est pas comme on pourrait le croire, purement théorique. Le Conseil d'Etat a fait application de ces principes tant à l'occasion de voies de fait volontaires, qu'à l'occasion de voies de fait involontaires des particuliers. L'arrêt Zulémario a reconnu la responsabilité de l'Etat dans un cas où les surveillants du camp de Coudourveille, n'ayant pas procédé avec assez de diligence à la recherche de forçats évadés, ceux-ci (simples particuliers placés sous la main de l'administration) avaient assassiné un particulier. La voie de fait des particuliers, qui a mis en jeu la responsabilité de la personne morale Etat, dans l'arrêt Zulémario, était volontaire (2). L'arrêt Thévenet et l'arrêt Lemonnier nous donnent des exemples de voies de Fait involontaires de particuliers qui ont engagé la responsabilité des communes. Il s'agissait dans les deux espèces de blessures causées par des

au regard de la victime. Compar. A. Mestre. *La responsabilité pénale des personnes morales*. Th. Paris, 1899.

1. V. comme exemples de fautes collectives, les fautes relevées dans Trib. conf. 29 février 1908, reb. p. 208, et les conclusions de M. Teissier, conf. 6 mai 1918, Lempereur, R. 417, 18 mai 1918. Fermentel, R. 535.

2. C. E. 4 janv. 1918, Leb. p. 9.

tirs effectués sous la surveillance de la police municipale, tir forain dans le premier cas, tir communal sur but flottant en rivière dans le second cas. La faute des personnages publics avait consisté dans la première affaire à ne pas vérifier la résistance de la plaque de tir destinée à arrêter les balles : une balle avait perforé la plaque et atteint M. Thévenet dans son appartement (1), dans le second affaire, la faute des personnages publics, (en l'espèce le maire), avait consisté à ne pas faire cesser le tir qu'on leur signalait comme dangereux pour les particuliers qui se promenaient sur la rive opposée : une balle avait blessé Mme Lemonnier au bras de son mari (2).

Du chef de la responsabilité pécuniaire des personnes juridiques collectives, la question des actions en indemnité pour voies de fait commises par les particuliers apparaît donc infiniment complexe. Mais de plus les tiers sont responsables, en dehors de toute faute, des voies de fait d'autrui.

β) A vrai dire la responsabilité pécuniaire des tiers lorsque la présomption de faute est irréfra-

1. C. E. 23 juin 1916, v. les conclusions de M. Corneille et la note de M. Jèze, *Rev. de Droit public*, 1916, p. 378. La personne morale, aux termes de cet arrêt, est subrogée aux droits de la victime contre l'auteur de la voie de fait et peut exercer un recours contre celui-ci.

2. C. E. 26 juillet 1918, Leb. p. 772, S. 1918-19. 3. 41, avec les conclusions de M. Blum et la note de M. Hauriou. L'arrêt Feutry (Conf. 29 fév. 1908, Leb. p. 208), nous donne un exemple de voie de fait inconsciente d'un particulier, engageant la responsabilité du département. (Il s'agissait d'un incendie provoqué par un aliéné évadé).

gale ne se distingue pas d'une manière très profonde de la responsabilité sans faute. La présomption de faute *juris et de jure* n'est qu'une manière détournée de proclamer le devoir absolu de réparer les voies de fait d'autrui ; et n'était que d'ordinaire la responsabilité de ces tiers a lieu seulement lorsque le particulier dont ils ont à répondre est lui-même en faute, il n'y aurait pas de différence entre ces deux principes de responsabilité ; mais les tiers sont responsables, sans qu'aucune faute leur soit imputée, des voies de fait, même non fautives, d'autrui ; de plus tandis que les tiers sont responsables pour faute présumée à raison du lien social qui les unit à l'auteur de la voie de Fait, les tiers sont responsables sans faute, tantôt à raison du lien social qui les rattache à l'auteur de la voie de fait, tantôt à raison du lien social que les rattache à la victime. Pareille responsabilité sans faute incombe aux personnes physiques ou aux personnes fictives du droit privé, qui sont obligées de répondre en vertu des lois sur les accidents de travail des voies de fait commises sur les ouvriers par d'autres ouvriers ou par des particuliers étrangers à l'entreprise. Elle incombe en outre aux personnes fictives du droit public qui sont obligées de répondre : 1° envers leurs personnages publics, civils ou militaires des voies de fait d'une certaine gravité matérielle, subies en service commandé (1) ; 2° envers

1. Lois, 11 et 18 avril 1831 et 31 mars 1819, 24 juin 1919 pour

leurs ouvriers des voies de fait commises contre eux à l'occasion de leur travail (1); 3° envers les simples particuliers et leurs biens, envers les personnages publics et les biens des autres personnes morales de droit public, « des crimes et délits » commis à force ouverte, et par violence..., par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés »(2).

Après cette revue rapide des conditions de succès des actions en indemnité, il convient d'examiner brièvement quel sera le quantum de l'indemnité allouée par le juge compétent.

2° *Quantum de l'indemnité.* — L'indemnité est calculée tantôt d'après l'appauvrissement de la victime, tantôt d'après l'enrichissement de l'auteur de la voie de fait dommageable. En principe la victime récupère son appauvrissement : il était juste que se trouvant d'ordinaire défavorisée par les règles qui gouvernent les conditions de succès des actions en indemnité, puisqu'elle est en principe obligée de prouver la faute de l'auteur de la voie de fait, la victime reçût une compensation du côté de l'indemnité : on lui assure donc en principe que sa

les agents des services militaires. 19 juin 1853 pour les agents des services civils.

1. Maurion, *Précis*, 10^e éd., p. 388.

2. L. 16 avril 1914 (art. 103-109 de la loi municipale du 5 avril 1884, dans ce cas c'est la commune sur le territoire de laquelle les voies de fait ont lieu qui est en principe civilement responsable ; mais l'Etat contribue pour moitié au paiement des condamnations et des frais. En outre des actions récursoires sont prévues entre l'Etat et la commune, ou entre plusieurs communes quand les groupes d'émeutiers ont été formés d'habitants de plusieurs communes.

situation sera remise dans l'état qu'elle avait antérieurement à la voie de fait, autant du moins que permet de le faire un *équivalent*. Le préjudice matériel sera réparé, le préjudice moral le sera aussi (par exemple les cas de soufflet, d'adultère) (1). Le préjudice indirect sera réparé comme le préjudice direct (2). Le principe est donc très étendu. Son application cependant n'est pas générale, et lorsque l'action en indemnité se fonde sur le principe que nul ne doit s'enrichir au détriment d'autrui hormis par les voies légales, l'indemnité se modèle sur l'enrichissement dont a profité l'auteur de la voie de fait, ou bien elle se calcule d'après un indice économique qui correspond le mieux, d'ordinaire, et à l'enrichissement et à l'appauvrissement ; ainsi le propriétaire qui a construit avec les matériaux d'autrui devra forfaitairement la valeur des matériaux employés. On a pensé que c'est la valeur des matériaux qui représentait avec le plus de vraisemblance l'appauvrissement du maître des matériaux et l'enrichissement du propriétaire des constructions. Mais si les sanctions juridictionnelles, par lesquelles on poursuit ainsi la remise dans l'état, en nature ou par

1. Par suite du mariage, chaque époux a des droits sur la personne de son conjoint et on peut dire que la personne de l'un est en quelque sorte dans le patrimoine moral de l'autre. L'adultère de l'un des époux, qui est d'habitude accompli sans le consentement de l'autre époux, est donc une voie de fait, encore que l'époux adultère donne son consentement. L'époux outragé peut réclamer la réparation du préjudice moral causé par l'adultère. Capit. et Colin, *op. cit.*, t. II, p. 373.

2. L. Huguney, *la Peine privée*, p. 242. — Planiol, note D. 1905. 1.297.

équivalent, n'infligent pas à l'auteur de la voie de fait d'autres condamnations que celles nécessaires à la réparation du dommage causé, il n'en est pas de même des sanctions juridictionnelles par lesquelles la victime ou ses représentants tendent à faire prononcer, contre l'auteur d'une voie de fait fautive, une peine privée.

2° Les sanctions par lesquelles on demande au juge de prononcer contre l'auteur d'une voie de fait fautive ou contre un tiers coupable une *peine privée*, ont pour but en effet d'imposer délibérément au coupable, dans l'intérêt de la victime, une perte qui est hors de proportion avec le dommage causé.

Les formes de la peine privée sont complexes. Quelques-unes des sanctions mêmes que nous avons étudiées jusqu'ici, peuvent être regardées comme des variétés de cette peine. La résolution, par exemple, quand elle intervient à la suite de la voie de fait fautive du contractant infidèle, est une peine privée, plutôt qu'une simple réparation, car elle est plus rigoureuse que ne le serait une simple réparation (1). De même si l'indemnité allouée par le juge sur l'action en responsabilité dépasse le taux du préjudice occasionné, cette indemnité est moins une réparation qu'une peine.

Mais il est beaucoup d'autres hypothèses de peine privée. La perte est alors infligée soit par refus

1. V. sur tout ce qui concerne la peine privée, L. Huguney, *la Peine privée*.

d'un droit, soit par retrait d'un droit comme dans le cas de résolution.

Refus d'un droit; le possesseur qui détient un immeuble par voie de fait, s'il est de mauvaise foi, se voit refuser le droit de rétention qui est au contraire reconnu au possesseur de bonne foi, bien qu'il soit lui aussi en état de voie de fait.

Le *retrait d'un droit*, peut être le retrait d'un droit de famille ou le retrait d'un droit exclusivement patrimonial. *Retrait d'un droit de famille* : 1° La voie de fait commise au sein de la famille par un époux sur l'autre époux autorise ce dernier à demander le divorce, et le divorce qui est déjà théoriquement une peine privée entraînera toute une cascade de conséquences, toute une chute de droits, toute une nuée de peines spéciales pour le coupable (1) : la déchéance de la puissance paternelle est une peine privée qui peut servir de sanction à trois sortes de voies de fait, soit à des voies de fait commises *par* les enfants, soit à des voies de fait commises *contre* les enfants par les parents, soit à des voies de fait commises contre les enfants par des personnes autres que les parents ; l'existence de cette peine nous avertit du devoir qui incombe au titulaire de la puissance paternelle de faire diligence pour gar-

1. V. sur les conséquences du divorce, les ouvrages de M. Planiol et de MM. Ripert et Colin, t. I, je rappelle seulement que les déchéances qu'entraîne le divorce sont relatives, tant aux rapports du coupable avec les enfants et les biens des enfants, qu'aux rapports du coupable avec son conjoint ou avec les biens de celui-ci.

der les enfants de leurs entraînements, pour les protéger contre les personnes étrangères à la famille et surtout pour réfréner leur colère personnelle envers eux (1). Lorsque l'oubli de ces devoirs ouvre passage à la voie de fait, la menace de la déchéance de la puissance paternelle est suspendue sur celui qui en est titulaire (2). *Extrait d'un droit patrimonial* : Lorsqu'un usufruitier commet un abus de jouissance par voie de fait (dégradation du fond par exemple), la déchéance de l'usufruitier est éventuellement encourue par lui, aux termes de l'article 618 du Code civil. Les auteurs s'accordent à reconnaître qu'il y a là une peine privée (3).

Les peines privées sont ainsi comme un poste détaché du droit pénal dans le droit privé. Elles ne sont pas seulement des survivances, historiques et surannées, d'un temps où la vie était moins savante. Elles se révèlent, en quelque sorte, comme une « baie » de notre temps ouverte entre les lois pénales et les lois civiles, par où la lumière de celles-là vient aider très utilement celles-ci, à faire régner la paix sociale sur le territoire dans l'intérêt de nos contem-

1. Capitant et Colin, t. I, p. 451 s. (1^{re} éd.).

2. La déchéance de la tutelle peut être prononcée dans le cas de voie de fait par le conseil de famille ou par le juge. Il est vrai que le tribunal devra homologuer la décision du conseil de famille à charge d'appel néanmoins, du fait que le conseil de famille intervient en premier lieu, la peine privée n'est plus une sanction juridictionnelle, c'est une sanction privée; il conviendra de l'étudier seulement en parlant des sanctions coercitives.

3. Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *Des Biens*, n° 756, 2^e éd. Capitant et Colin, t. I, p. 818 (1^{re} éd.), L. Hugueney, *Peine privée*, p. 146, no 1.

porains, en punissant les « malfaiteurs » de tous ordres.

Mais seuls jusqu'ici l'auteur de la voie de fait et sa victime ont attiré notre attention au cours de notre trop sommaire analyse des sanctions civiles. L'on a pu constater que le principe rigide de l'illégalité demeurerait quelquefois purement théorique : la sanction n'accompagne pas toujours l'obligation. Il convient aussi de se demander si dans la répression civile des voies de fait, le pouvoir discrétionnaire, dont dispose quelquefois le juge, ne va pas lui permettre d'humaniser encore davantage, d'adapter plus exactement aux divers « cas » d'humanité qui se présentent à son tribunal, les lois sanctionnatrices.

3^o Le pouvoir discrétionnaire du juge. C'est un principe bien connu de procédure civile que le juge civil n'a qu'un rôle passif, « il assiste à la procédure, il la voit et il l'écoute, mais il ne la dirige pas, il n'est là que pour rendre le jugement » (1). C'est aux plaideurs eux-mêmes représentés par leurs avoués, qu'il appartient d'agir dans les formes légales. Mais quand le moment vient de rendre le jugement, le juge alors agit avec intensité : d'ordinaire son rôle actif consiste à élucider le point de fait et à apprécier le fait ainsi établi au point de vue des règles du droit positif. Mais parfois il doit tenir compte des considérations d'opportunité, à

1. Ces lignes sont extraites du discours de M. Ricol, à la Faculté de droit de Toulouse, sur la Procédure civile.

côté des considérations de légalité; il doit rechercher quel est le parti le meilleur, étant donné les circonstances de l'affaire qui lui est soumise, et la sentence doit être inspirée par le jugement pratique du magistrat, par le choix qu'il fait du parti le meilleur (1), en même temps que par son jugement juridique, par l'application qu'il fait de la volonté de la loi positive. Il est administrateur en même temps que magistrat judiciaire.

Pratiquement, dans les procès relatifs aux voies de faits (2), le juge a l'occasion d'exercer son pouvoir discrétionnaire et cela, qu'il soit juge ordinaire ou juge administratif.

Le pouvoir discrétionnaire du juge ordinaire, se manifeste surtout, lorsque la victime de la voie de fait lui demande une ordonnance sur requête ou de référé, ou porte devant lui une action en résolution du contrat, ou lorsqu'elle lui présente requête d'ordonner une peine privée. Dans le cas de résolution, le pouvoir d'appréciation du juge, qui est « nul au cas d'inexécution totale fortuite » devient « maximum

1. Le juge se placera pour décider quel est le parti le meilleur, tantôt au point de vue économique, tantôt au point de vue intime, tantôt au point de vue social. C'est dans cet esprit que le juge civil se reconnaît le pouvoir de compléter un contrat. Cass. Req. 27 avril 1921. S: 21. I. 311: *Rev. Trim. Droit civ.*, 1922, p. 636.

2. Le juge a bien entendu un pouvoir discrétionnaire en beaucoup d'autres matières: c'est ainsi qu'il doit apprécier la légitimité et la gravité des motifs de dissolution d'une société (art. 1851 C. civ.), lisez: la légitimité et l'opportunité de la dissolution.

au cas d'inexécution partielle fautive » (1), et le juge peut à volonté ordonner la résolution immédiate, la remplacer par des dommages-intérêts (2), ou consentir au défendeur un délai de grâce (3). Dans le cas où le litige tend à la détermination d'une peine privée, le juge dira, par exemple, si les excès et les services allégués par un conjoint sont assez graves pour justifier le divorce (4), ou si le titulaire de la puissance paternelle mérite d'être déchu de son autorité (5), ou dans quelle mesure l'usufruitier doit perdre son droit à l'usufruit (6).

Le pouvoir discrétionnaire du juge administratif se manifestera lorsque la victime, d'une voie de fait que les personnages administratifs avaient le devoir juridique d'empêcher, réclamera une indemnité à la personne morale administrative intéressée, devant le Conseil d'Etat. On sait qu'en vertu d'un principe bien établi, la responsabilité des administrations n'est ni générale, ni absolue, et qu'elle varie d'après les services publics en cause et d'après les circonstances du fait dommageable (7).

1. Maury, *Essai sur la notion d'équivalence*, t. I, p. 303-304.

2. Cass. 19 mars 1855. S. 55. 1. 648; 18 juin 1883. D. 84.5.333; 25 juillet 1922. *Gaz. Palais*, 15 nov. 1922.

3. V. Nichitch, *l'Action en résolution*. Thèse Paris, 1909.

4. Capitant et Colin, t. I, p. 205.

5. Tantôt la déchéance de la puissance paternelle est obligatoire, tantôt elle est facultative pour le juge. V. Planiol, t. X, 8^e éd., p. 532 et s. Capitant et A. Colin, t. I, p. 464 et s. (3^e éd.):

6. Art. 618. Planiol, t. I, p. 889 et s. Colin et Capitant, t. I, p. 825, et s. — Adde, E. H. Perreau, *Technique de la Jurisprudence en droit privé*, 1923, t. II, p. 222.

7. Il faudrait citer toute la jurisprudence du Trib. des conflits

B. — *Les sanctions pénales proprement dites.* —

Les sanctions pénales proprement dites, celles relatives à la voie de fait illicite comme celles relatives aux autres actes illicites, s'expliquent par cette idée, que certaines violations d'un devoir juridique, sont plus préjudiciables que les autres à la personne collective Etat. Celle-ci va, de ce chef, et dans son intérêt, prendre en main leur répression, et imposer à l'auteur de la voie de fait ou à ses complices, en remplacement du devoir violé, le devoir juridique nouveau de subir un châtiment expiatoire et préventif.

A vrai dire, les sanctions civiles supposent elles aussi, en même temps que la violation d'un devoir juridique, la collaboration intéressée de l'Etat à sa répression. Elles n'existent que si l'Etat les reconnaît, et il ne les reconnaît que lorsque l'intérêt de la société est lésé, en même temps que l'intérêt personnel des victimes : Leur existence implique la communauté d'intérêts de l'Etat français et des autres victimes qui résident sur son territoire (1).

et du Cons. d'Etat, v. notamment, Trib. Conf., 1^{er} fév. 1873, Blanco, Cons. d'Et., 30 déc. 1910, Médé ; Adde Hauriou, *Précis*, 10 éd., p. 373 et suiv.

1. Nous savons en effet que lorsque l'intérêt social ne coïncide pas avec l'intérêt personnel de la victime, celui-ci doit céder : des exceptions sont données à l'auteur de la voie de fait, ou bien c'est le tribunal lui-même qui excipe, en face des prétentions de la victime de son Pouvoir discrétionnaire. La maxime « *nemo auditur, turpitudinem suam allegans* », a une signification analogue. L'Etat français ne veut pas faire cause commune avec les « coquins » (G. Ripert, *op. cit.*, p. 185) il les exclut du lieu de sa justice.

Elles sont des réactions juridiques (1), volontaires et réfléchies, de la société française, pour le compte des victimes (2). D'autre part, elles aboutissent comme les sanctions pénales, quand elles sont des peines privées à un châtement hors de proportion avec le dommage causé.

Mais les sanctions pénales proprement dites ont une fin exclusivement sociale. Ce sont des réactions juridiques volontaires et réfléchies, accomplies pour le compte de la société française elle-même, qui se considère comme principale victime, non pas pour le compte des autres victimes, qui doivent se contenter de la sanction civile (3). Au terme de la réaction pénale, l'auteur de la voie de fait aura le devoir juridique de souffrir sa peine, et l'Etat français sera rétabli dans sa souveraineté méconnue. Le châtement purifiera l'atmosphère sociale, ou ramènera la Paix, au nom de la personne collective Etat pour l'utilité générale des habitants et pour la bonne

1. Nous réservons le problème des réactions sociales contre l'illégalité qui ne prennent pas la forme juridique. Il en sera parlé seulement dans notre Etude V.

2. Le but des sanctions civiles est donc subjectif et social à la fois.

3. Lorsqu'un fait est réprimé par une sanction pénale l'avantage le plus appréciable qu'ait la victime, c'est de pouvoir porter son action civile devant les tribunaux criminels : la solution de l'affaire est alors facilitée : l'action civile bénéficie aussitôt de la lumière que projettent sur la cause les débats criminels. Mais cet avantage est balancé par la prescription plus rapide de l'action civile. Il faut remarquer cependant que la peine publique est prononcée quelquefois au bénéfice de la victime et à titre de réparation ; dans ce cas elle ne se distingue de la peine privée que par la compétence qui est criminelle.

renommée extérieure de la France. La sanction pénale est ainsi profondément distincte par sa raison d'être de la sanction civile (1).

De sa raison d'être découlent toutes les règles qui lui sont applicables, règles de recevabilité et règles de fond.

La première des règles de recevabilité a trait aux personnes qui peuvent intenter l'action publique. Tandis que les sanctions civiles, qui relèvent des tribunaux de répression civile, appartiennent, sous réserve du pouvoir discrétionnaire du juge, aux victimes des voies de fait qui ont elles-mêmes le pouvoir discrétionnaire de les exercer ou de ne pas les exercer, les sanctions pénales proprement dites, qui relèvent des tribunaux de répression criminelle, appartiennent à l'Etat français, et c'est aux personnages publics compétents pour représenter l'Etat devant les tribunaux criminels, aux membres du

1. Il résulte du développement précédent que toute sanction est subjective dans ses fins, puisqu'elle est rendue au profit d'un sujet de droit individuel ou collectif, et objective en même temps, puisqu'elle vise à reconstituer l'ordre social, et nous pensons qu'il n'y a pas lieu de distinguer, comme le fait M. Duguit, une juridiction exclusivement subjective et une juridiction exclusivement objective (V. *Traité Droit const.*, 2^e éd., II, p. 342 s.). Quoique les éléments objectifs prédominent dans le droit à raison de son caractère social, le subjectif et l'objectif se combinent et se soutiennent intimement : le Droit, comme toute manifestation de la vie sociale de l'humanité, suppose la collaboration et l'harmonie des éléments subjectifs et des éléments objectifs. Mais si nous n'admettons pas la terminologie de M. Duguit ce n'est pas à dire que nous refusions tout crédit à ses analyses pénétrantes de la fonction de juger ; nous les retrouverons dans notre étude II.

ministère public, que revient le privilège de les requérir ; les autres personnages publics ou les particuliers n'ont pas ce droit (1), ils ne pourront que provoquer l'exercice de l'action publique, en portant leur action civile devant les juges de l'action publique (2).

La seconde règle de recevabilité concerne le dommage social requis pour l'ouverture de la sanction pénale. Il est de principe que celle-ci n'exige pas l'allégation d'un dommage précis, effectivement causé à une victime autre que l'Etat français. Un trouble à l'ordre social suffit pour les justifier, ce trouble n'aurait-il occasionné aucun préjudice déterminé à une victime déterminée. C'est ainsi que la loi pénale réprime notamment les infractions tentées, manquées ou impossibles et par conséquent les voies de fait tentées, manquées ou impossibles, bien qu'aucune victime ne puisse venir se plaindre d'un dommage effectif. Mais en revanche il est de principe en droit français, depuis la Révolution, que la sanction pénale n'existe pas sans un texte qui l'établisse. Il faut, pour qu'elle s'applique, que le manquement du devoir juridique, dont l'Etat se plaint, ait été prévu et réprimé ex-

1. Roux, *Cour de droit pénal*, p. 546 et suiv., mais la mise en mouvement de l'action publique est subordonnée quelquefois à la dénonciation de la partie lésée, *op. cit.*, p. 566.

2. Roux, *op. cit.*, p. 589 suiv. Les juridictions compétentes sont tantôt des juridictions ordinaires, tantôt des juridictions d'exception, c'est ainsi que les conseils de préfecture connaissent des voies de fait du particulier lorsqu'elles constituent des contraventions de grande voirie. L. 28 pluviôse an VIII, art. 4 ; 29 floréal an X.

pressément par le Code pénal ou les lois pénales, et ce que nous venons de dire laisse assez entendre, que les lois pénales ne sont pas aujourd'hui, non plus qu'en droit romain, la doublure exacte, le soutien constant des lois civiles : d'une part, en effet, nous le disions à l'instant, les lois pénales appréhendent dans l'intérêt de l'ordre des faits que les lois civiles laissent en liberté ; d'autre part, il est des actes illicites sanctionnés par la loi civile, qui ne donnent pas lieu à la répression pénale : Ainsi la voie de fait brutale (violente (1) est réprimée d'ordinaire par la loi pénale, mais la voie de fait frauduleuse ne l'est pas toujours, qui relève cependant toujours de la loi civile ; de même, la voie de fait par laquelle on se fait justice soi-même sur les biens, n'est pas spécialement prévue par une loi pénale (2) ; de telle manière que les lois pénales et les lois civiles, lorsqu'on les superpose par la pensée, ne se recouvrent pas exactement. La loi pénale a son but propre qui la tire à soi. Tantôt elle est une loi de complément, tantôt elle est une loi de renfort.

Les règles de fond fixent : 1^o les conditions de suc-

1. L'on prend ici le mot « violence » dans son sens le plus étroit.

2. Pour que la justice privée par voie de fait soit réprimée pénalement, il faut qu'elle se traduise par des violences sur les personnes ou par des bris de clôture : le délit de bris de clôture est puni par l'art. 456, C. pén. même lorsqu'il est commis par le vrai maître de la chose ; le propriétaire qui fait enlever la toiture d'un logement, pour obliger à déguerpir le locataire auquel il a donné congé, commet un bris de clôture : Cass. 27 janv. 1922, S. 22.1.281, note de M. Roux.

cès de l'action publique, 2° les formes du châtement qui sera infligé au coupable.

1° *Conditions de succès de l'action publique.* — La faute est nécessaire pour qu'enaisse le délit pénal (1). La sanction pour un acte non fautif n'est pas admise en droit criminel. Elle y paraîtrait même plus injuste qu'en droit privé, puisqu'il s'agit ici non pas de réparation, mais de châtement et que nous ne comprenons aujourd'hui un châtement que s'il est proportionné à la faute. Il faut donc que la violation d'un devoir juridique soit subjectivement et socialement inexcusable pour que l'action publique soit autorisée contre elle. Et la sanction pénale se rapproche par là de l'action civile en indemnité pour faute (2). Pourtant, si la faute pénale et la faute se définissent en principe de la même manière, elles ne sont pas en pratique identiques et ceci pour deux raisons : c'est d'abord que les devoirs sanctionnés par la loi pénale ne sont pas partout les mêmes que les devoirs sanctionnés par la loi civile. C'est en second lieu que par suite du caractère légal du droit criminel français, le point où la violation d'un devoir juridique sanctionné par le droit pénal

1. On sait que l'expression « délit » dans son sens large désigne en droit pénal toutes les infractions. Du reste la terminologie pénale ne correspond pas à la terminologie civile, l'on ne parle pas en droit criminel de quasi délit comme en droit privé pour désigner les actes effectués avec une bonne foi fautive.

2. Ce que nous avons dit des caractères subjectifs ou psychologiques et objectifs ou sociaux de la faute juridique, s'applique à la faute pénale comme à la faute civile et à la faute administrative.

devient socialement inexcusable, est indiqué par la loi pénale elle-même, ou se déduit de son esprit. Dès lors pour savoir si telle ou telle voie de fait prévue par le Code pénal est une faute pénale, il est indispensable d'interroger à son sujet les articles spéciaux des lois pénales qui la régissent ; il faut se demander à quelles conditions matérielles ou psychologiques ou sociales cette voie de fait est tenue pour inexcusable par les lois pénales. — Nous ne saurions entreprendre nous-même à cette place un pareil travail : c'est plus de la moitié du droit pénal spécial qu'il faudrait exposer dans ses grandes lignes pour montrer quelle est sa psychologie, nous nous contenterons de donner en note une classification des voies de fait fautives prévues par le Code pénal ou par lois pénales (1), et de faire ici quelques re-

I. LA VOIE DE FAIT SUR LES PERSONNES. — A) *La Voie de fait envers les particuliers.*

1° *La Voie de fait entre les membres de la famille* : blessures et simples coups (312 C. pén.) ; infanticide (300 C. p.) ; avortement provoqué par la femme (317.2, C. pén.) ; parricide (299 C. pén.).

2° *La Voie de fait envers les personnes étrangères à la famille.*

a) *Textes prévoyant des voies de fait accomplies de mauvaise foi* ; 1° Articles applicables à tous les particuliers. — Simples coups portant sur les personnes et produisant des blessures apparentes, ou gestes dirigés contre les personnes et produisant de vives émotions suivies de contusions ou de blessures internes (matérielles ou psychologiques). Ces coups sont réprimés soit en eux-mêmes (C. pén. 309 et s., adde 475 8°, jet d'immondices sur quelqu'un), soit en tant parce qu'ils entravent l'exercice d'une liberté individuelle déterminée (412 C. pén. liberté des enchères ; 415 C. pén. liberté du travail ; art. 31 et 33, loi 9 déc. 1905 liberté religieuse), ou le fonctionnement tranquille de la justice (506 et 807 C. Instr. crim., art. 51. D. 22 mars 1924 sur la Justice indigène dans l'Afrique occidentale française), soit enfin parce qu'ils

marques d'ordre général : 1° En principe il n'existe pas de responsabilité pénale pour fait d'autrui : la

ont pour objet d'extorquer la remise ou la signature d'un acte contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge (400 C. pén.). — Empoisonnement (317, 4 C. pén.). — Voies de fait contraires à la pudeur (334 s. C. pén.) ; castration (316 C. pén.). — Voies de fait contraires à la liberté : séquestration et arrestation (341-345 C. pén.). — Meurtre ou assassinat (295 et s. C. pén.) — Actes anormaux qui font simplement sentir leurs effets sur les personnes d'autrui : bruits et tapages injurieux ou nocturnes (479 8° C. pén.). — 2° Articles applicables aux voies de fait envers les enfants (345-357 C. p.) : — Parmi les voies de fait envers les enfants, il en est qui sont effectuées sans le consentement de l'enfant, d'autres sont effectuées avec le consentement de l'enfant, mais sans le consentement de ceux qui les ont en puissance (c'est-à-dire dans leur patrimoine moral). — 3° Articles applicables éventuellement aux voies de fait envers les étrangers (85 et 84 C. p.). — N. B. Le duel n'est pas prévu par les lois pénales en dépit de nombreuses propositions de lois déposées à cet effet (v. Garraud, *op. cit.*, 3e éd., t. V, n° 1925). La Cour de cassation pensa jusqu'en 1837 qu'il ne pouvait être réprimé pénalement (V. Cass. 8 avril 1819, D. J. G. v° *Duel*, n° 98). — En 1837, le procureur général Dupin persuada à la Cour de changer sa jurisprudence (Cass. 22 juin 1837, Cass., ch. réun. 15 déc. 1837 D. J. G. v° *Duel*, n° 107 et 108, avec les deux réquisitoires de Dupin). Depuis lors la Cour de cassation soumet le duel à la législation pénale des coups, des blessures ou du meurtre, suivant qu'il a eu pour conséquence des simples contusions, des blessures ou la mort ; — lorsque le duel n'a pas eu de résultat (ni contusions, ni blessures, ni mort) il est cependant puni : le duel à mort, non suivi de mort, est soumis à la peine de tentative d'homicide avec préméditation ; le duel au premier sang, où le sang ne coule pas, est soumis à la peine des coups (Trib. Seine, 10 mai 1872 D. J. G. , Supp., v° *Duel*, n° 631). — b) La *voie de fait accomplie de bonne foi* : Coups, blessures, homicide involontaires (319 et 320, C. pén.), jet imprudent d'immondices sur les personnes (471. 12°, C. pén.).

3° La *Voie de fait commise en dehors du territoire français par des étrangers ou par des Français*. — Les textes que nous venons de citer sont applicables, en dehors du territoire, aux Français en vertu de l'art. 5, C. I. C., et aux étrangers en vertu de l'art. 7, C. I. C. (adde art. 63 Code justice militaire pour les individus de toutes nationalités qui ont commis en territoire occupé mili-

sanction pénale est uniquement dirigée contre l'auteur de voie de fait ou contre les tiers complices, qu'un lien criminel étroit, unit à l'auteur de la voie

tairement quelqu'une des voies de fait prévues au livre IV du même Code).

B) *La Voie de Fait envers les personnages publics.* — 1° *Voies de fait envers les personnages publics français.* — Art. 209 C. pén. voies de fait commises contre les personnages publics français dans l'exercice de leurs fonctions ; 438 C. pén., dans l'exécution de travaux publics ; 109 C. p. Décr. 2 février 1852, 181, C. Travail, Livre II, voies de fait contre les électeurs exerçant le droit de vote ; — 25, loi 15 juillet 1845, contre les agents des chemins de fer dans l'exercice de leur emploi ; — 60 et suiv., décr. 24 mars 1852 sur la marine marchande ; — 87 C. pén. attentats accomplis dans le but de changer la forme du gouvernement. — Art. 228 C. pén. voies de fait accomplies contre les personnages publics en dehors de leurs fonctions. — 2° *Voies de fait envers les personnages publics étrangers* (84 et 85 C. pén.).

. . .

II. LA VOIE DE FAIT ENVERS LES CHOSSES. — A) *La Voie de Fait envers les choses détenues ou possédées juridiquement par des particuliers.*

1° *La voie de fait accomplie de mauvaise foi.*

a) *La voie de fait accomplie sur les choses.* — Nous ne distinguons pas la voie de fait violente de la simple voie de fait, le même article les prévoyant parfois toutes deux.

1° LA VOIE DE FAIT SUR LES MEUBLES. — *Meubles ordinaires.* — Enlèvement ou soustraction d'objets ; Vol proprement dit (379, C. pén., ne donne pas lieu à sanctions pénales si commis entre parents ou alliés, 380 C. pén.) ; maraudage (388, 475, n° 15, C. pén.), glanage, ratelage ou grappillage, 471-10° C. p., pillage de denrées et marchandises par bandes ou à force ouverte, 440-442 C. pén. ; abus de confiance : 408 et 409, C. pén. — Dégâts (440-442 C. pén.) ou détérioration de denrées, marchandises, etc., (443, C. pén.) ; arrachement de plants, C. For. 194 ; dévastation ou fait de couper des récoltes sur pied, ou des plants (446 C. pén.), des grains ou des fourrages (449 C. pén.), ou des greffes (447 C. pén.), ou des grains en vert (450 C. pén.) ; abattage, écorçage, mutilation d'arbres (445 et 446 C. pén.). Destruction d'instruments d'agriculture, de parcs à bestiaux, de cabanes de gar-

de fait. Les tiers qu'un simple lien social unit à celui-ci, au contraire, ne sont pas responsables, les peines étant personnelles, depuis la Révolution :

diens (451 C. pén.). Destruction par l'incendie (434 C. pén.). — Tous autres dommages volontaires causés aux propriétés mobilières d'autrui (479-1^o C. pén.). — *Meubles ayant une valeur qui sort de l'ordinaire*. — Destruction de titres (409 et 459 C. pén.). Enlèvement, laceration ou oblitération d'affiches (loi 29 juil. 1181, art. 17). Contrefaçons (425 C. pén.). Détournement ou destruction d'objets donnés en gage (400 C. pén.). Destruction d'animaux domestiques 452-456 C. pén.) ; mauvais traitements envers les animaux (loi Grammont 2 juillet 1850 ; V. sur l'application de cette loi aux courses de taureaux ; Cass., 16 février 1895, S. 95. 1.369, 17 oct. 1895. S. 95.1.524, 4 nov. 1899. S. 00.1.142, aux combats de coqs, Cass. 17 févr. 1899, S. 99.1.208. Adde, art. 65, C. rural).

2^o LA VOIE DE FAIT SUR LES IMMEUBLES. — *Immeubles ordinaires*. — Passage sur un champ ensemencé, d'un particulier qui n'est pas propriétaire, usufruitier, locataire, fermier et ne jouit pas d'un terrain ou d'un droit de passage ; si le particulier passe seul : 471-13^o, 475-9^o C. pén. ; s'il passe avec des bestiaux : 471-14^o C. pén. ; s'il passe avec des bestiaux dans un bois taillis 471-10^o C. pén.) ou sur les immeubles énumérés à l'article 479-10^o C. pén. ; chasse sur le terrain d'autrui, loi 3 mai 1844, art 1^{er} et suiv. — Destruction partielle ou totale d'édifices, de ponts, digues, chaussées ou autres constructions appartenant à autrui, ou fait d'avoir causé l'explosion d'une machine à vapeur (437 C. pén.). Destruction par l'effet d'une mine ou de toute autre substance explosive (435 C. p.). Destruction par le feu (436 C. pén.). — *Immeubles ayant une valeur qui sort de l'ordinaire*. — Violation de domicile (184 C. pén.) ; violation de sépulture (360 C. pén.) ; destruction ou dégradation de monuments et statues élevées par les particuliers, pour l'utilité ou la décoration publique, avec l'autorisation des personages publics (257 C. p.).

b) *La voie de fait dirigée contre les choses*. — Incendie (434 C. p.). Attentats ayant but de porter le pillage et la dévastation dans une ou plusieurs communes (96 C. pén.).

c) *La voie de fait faisant sentir ses effets sur les choses*. — Inondations (437 C. pén.).

2^o *Voie de fait accomplie de bonne foi*. — Actes anormaux qui font sentir leurs effets sur un autre fond : incendie par

par application de cette idée les personnes juridiques collectives ne répondent pas pénalement des actes

imprudence (458 C. pén.). — Dommages causés aux animaux par l'emploi maladroit ou imprudent des armes (479-30 C. pén.).

B) *Voie de fait envers les choses détenues ou possédées juridiquement par les personnages publics ou les personnes collectives de droit public :*

1^o *La voie de fait envers des choses françaises.* — a) La voie de fait relative à des *objets mobiliers* : détournement d'objets saisis (400, C. p. 600 C. proc.) ; usurpation de costumes ou de décorations (259, C. pén.) ; bris de scellés ou enlèvement de pièces dans les dépôts publics (249-256, C. pén.) ; — destruction de titres de l'autorité publique (439, C. pén.) ; livraison à l'ennemi de plans ayant une importance militaire (82, C. pén.). — b) La voie de fait relative selon les cas à des *objets mobiliers* ou à des *objets immobiliers* : dégradation de monuments, statues et autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique élevés par l'autorité publique (257, C. pén.) ; actes dirigés contre l'exécution des travaux publics (438 C. pén.). Incendie ou destruction par explosion des propriétés appartenant à l'Etat (95 C. pén.) ; attentats ayant pour but de changer la forme du gouvernement (87 C. pén.) ; attentats ayant pour but de porter le pillage et la dévastation dans une ou plusieurs communes (91 C. pén.). — c) La voie de fait relative à des *objets immobiliers* : dépôt de matériaux ou de choses quelconques effectués sur la voie publique (471-4^o 70 C. pén.) ; dégradations ou détériorations des chemins publics, usurpation sur leur largeur (479-110 C. pén.) ; enlèvement de gazons, terres ou pierres dans les chemins publics ou des terres et matériaux dans les lieux appartenant aux communes, à moins qu'il n'existe un usage général qui l'autorise (479-120 C. pén.) ; délits forestiers commis dans les bois de l'Etat (v. notamment 33, 57, 69, 78 et 144 C. Forestier).

2^o *La voie de fait envers des choses étrangères.* — L'article 84 et l'article 85 sont assez larges pour punir tous les actes matériels effectués ou dirigés contre les choses appartenant à des étrangers ou à des personnes collectives du droit public étranger, et les actes anormaux qui font sentir leurs effets sur ces choses ; mais il faut, ainsi que nous l'avons dit en étudiant le principe de l'illégalité, que ces divers actes soient de nature à exposer l'Etat à une guerre étrangère (84 C. pénal.), ou les Français à des représailles (85 C. pén.). Nous renvoyons, pour le surplus, aux traités de droit pénal, v. notamment Ortotan, *Éléments de Droit pénal* ; Chauveau et F. Hélie, *Théorie du Code*

de leurs organes ou de leurs préposés (1) ; cependant, à titre exceptionnel la responsabilité pénale du fait d'autrui est admise (2). 2° En principe la preuve de la faute pénale doit être expressément fournie ; dans quelques cas seulement la faute est présumée et l'Etat français n'a pas alors à faire la preuve (3).

3° Enfin, dès que la voie de fait illicite est accomplie dans certaines conditions, la faute pénale disparaît, s'atténue simplement, ou bien au contraire s'aggrave. Elle disparaît : 1° lorsqu'une voie de fait n'est plus la violation d'un devoir juridique sanctionné par une peine ; 2° lorsque le caractère inexorable de la violation du devoir sanctionné par une peine s'efface. La première hypothèse se produit dans le cas de légitime défense (art. 328, C. pén.) ; ici, la loi pénale au lieu de punir la voie de fait, la justifie (4). La seconde hypothèse se produit

pénal ; 6^e éd. ; Garraud, *Traité de droit pénal*, 3^e éd. (la 3^e éd. du tome VI n'a pas encore paru), Garçon, *C. pénal annoté*.

1. A. Mestre, *Les personnes morales et le problème de leur responsabilité pénale*. Paris, 1899. Roux, *Cours de droit pénal*, p. 100, note au S. 1921.1.89. — *Revue pénitentiaire*, 1920, p. 238 et suiv. Rapport de M. Mestre et discussion de la société des prisons. — L. Michoud, *La personnalité morale*, 5^e éd., par L. Trota-bas, t. II, p. 246 ; Adde. Laborde-Lacoste, *De la responsabilité pénale dans ses rapports avec la responsabilité civile et la responsabilité morale*, Thèse Bordeaux, 1918.

2. Roux, *Cours de droit pénal*, p. 274 et suiv.

3. Roux, *Cours de droit pénal*, p. 274 et les renvois.

4. On ajoute d'ordinaire à la légitime défense deux autres faits justificatifs : le consentement de la victime, et le commandement de l'autorité légitime (art. 327, C. pén.) ; mais ces faits justificatifs ne jouent pas en matière de voie de fait. Lorsqu'en effet, la victime consent à une certaine action, cette action n'est plus une voie de fait. D'autre part, lorsque l'autorité légitime ordonne une

quand l'auteur de la voie de fait illicite est mineur de 13 ans, ou dépourvu de discernement et de volonté (dément, enfant en bas âge), asservi par une force majeure (art. 64, C. pén.), joué par un cas fortuit (1). La faute pénale s'atténue, quand l'auteur de la voie de fait se trouve dans l'une ou l'autre des hypothèses où la loi pénale admet les excuses atténuantes (2) (excuse de minorité de seize ans (3), excuse de provocation (4), excuse de crédulité (5), excuse de repentir actif (6), ou dans celles où le juge a le pouvoir discrétionnaire de lui accorder les circonstances atténuantes (7). — A l'inverse, la faute pénale s'aggrave lorsque l'auteur de la voie de fait se trouve dans l'une ou l'autre des circonstances qui sont

voie de fait, ou bien cette autorité s'appuie sur une loi, et alors l'illégalité de la voie de fait commandée fait place à sa légalité, ou bien ce que l'autorité ordonne est illégal et alors la voie de fait illégale ne saurait être excusée par le commandement de l'autorité. V. sur ce point Vidal et Magnol, *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire*, 6^e éd. ; Roux, *Cours de droit pénal* ; Garraud, *Traité de droit pénal*, 3^e éd., t. I.

1. Dans le cas où la loi prévoit des excuses absolutoires, ce n'est pas la faute pénale qui disparaît : le fait excusé reste, en effet, une violation du devoir juridique sanctionné par la loi pénale et une violation de la loi pénale subjectivement et socialement inexcusable, mais la loi déclare dans un but supérieur d'utilité sociale que le coupable sera absous.

2. Les excuses atténuantes sont de droit strict et le juge pour les prononcer a compétence liée : il ne peut ajouter à la loi.

3. Art. 67 nouveau, du C. pénal.

4. Art. 323, s., C. pén., Chauveau et F. Hélie, *Théorie du C. pénal*, t. IV.

5. Art. 135, al. 2 et 441 C. pén.

6. Art. 343, combin. avec art. 341, Roux, *op. cit.*, p. 177.

7. Art. 463 et 483 C. pén.

qualifiées « aggravantes » par la loi (préméditation, guet-apens, récidive, etc. (1).

2° *Les formes de la peine publique.* — Le degré de la faute provoque la forme de la peine qui sera appliquée à la voie de fait. La peine suit la faute (2) et non pas le dommage (3), et la division des peines principales en peines criminelles, peines correctionnelles et peines de simple police correspond à une division des fautes pénales, des violations inexcusables de la loi pénale, en violations tout à fait inexcusables accomplies de mauvaise foi, ce sont les crimes, en violations gravement inexcusables, accomplies de bonne foi (fautes lourdes) ou de mauvaise foi (dol), ce sont les délits, et en violations simplement inexcusables, accomplies de bonne ou de mauvaise foi, ce sont les contraventions de simple police.

Je rappellerai seulement qu'en matière criminelle, il y a deux échelles de peines principales : l'échelle de droit commun et l'échelle politique, et qu'en matière correctionnelle et de simple police, les peines principales sont constituées par l'emprisonnement et par l'amende. A côté des peines principales, il y a des peines accessoires qui sont attachées

1. Garraud, *op. cit.* t. II.

2. ...« La proportion entre les fautes et les peines... est comme l'âme des Etats et l'harmonie des Empires », Montesquieu, *Lettres persanes*, 102.

3. Le dommage causé n'est qu'un élément qui servira à prouver le degré de la faute et par conséquent à établir la peine ; bien que la gravité de la faute, en effet, ne se mesure pas toujours sur la nature du dommage causé, il n'en est pas moins vrai que dans la plupart des cas le dommage est un des signes extérieurs qui serviront à prouver et parfois même à mesurer la faute.

par la loi à la peine principale, et des peines complémentaires qui doivent être prononcées par le juge. Celles-ci permettent d'adapter la peine à la faute du délinquant et, dans une certaine mesure, de l'individualiser (1).

Ces diverses peines prennent la forme : 1^o, d'atteintes à la personne : privation de la vie ou de la liberté, restrictions négatives ou positives de la liberté, 2^o, d'atteintes au patrimoine, 3^o, de privations de droits civils ou de droits publics (2). Les peines publiques apparaissent donc plus variées et plus rigoureuses que les sanctions civiles qui se bornent à réparer le dommage causé ou même que les peines privées qui sont des châtiments comme les peines publiques. L'Etat veut se faire respecter et donner à la société française pour la plupart des manifestations de sa vie sociale, publique ou privée, une protection aussi forte et efficace, contre les voies de fait des Particuliers, qu'indépendante des faiblesses et des lâchetés des victimes et pour la protéger des voies de fait des Particuliers.

Pourtant si le droit pénal est plus sévère et plus strict que le droit civil, il se préoccupe lui aussi, pour rendre sa justice plus humaine et sa paix plus assurée, d'adapter la sanction à la faiblesse humaine ou à l'utilité sociale (3). De là le sursis à l'exécution de

1. R. Saleilles, *l'Individualisation de la peine*.

2. Garraud, *op. cit.*, t. II.

3. Trébutiers, *Cours de droit criminel*, t. I, n^o 719; Roux, *op. cit.*, p. 382 et s.

la peine, la libération conditionnelle, la prescription pénale, l'amnistie, la grâce et la réhabilitation, et la Procédure pénale elle-même, par lesquelles la Prudence, qui n'est à vrai dire que la profondeur de la justice, et la Miséricorde, qui en est la perfection et la splendeur, pénètrent le Droit pénal à son tour.

*2° Les sanctions coercitives
de la voie de fait illicite*

Les sanctions coercitives consistent dans l'emploi de la force matérielle contre les auteurs de la voie de fait. L'esprit du droit français, nous le savons, est de préférer les voies amiables ou les voies juridictionnelles à la voie de la force matérielle : s'il répugne à l'exercice brutal de la force sous la forme des voies de fait illicites, il répugne encore à l'autoriser pour répondre aux voies de fait illicites ; il est bon que le particulier qui a pris la voie de fait illicite, soit ramené à son devoir par voie amiable ou par la voie de justice qu'il aurait dû ne pas quitter. Néanmoins, l'exercice de la force matérielle est légitime dans trois cas : 1° pour préparer la sanction juridictionnelle ; 2° pour exécuter la sentence des juges ou les autres titres exécutoires qui établissent le droit de la victime ; 3° pour suppléer aux insuffisances des sanctions juridictionnelles.

Le plus souvent c'est aux personnages publics que les sanctions coercitives appartiennent ; la force est

centralisée par l'Etat (1), et les personnages publics supérieurs la distribuent suivant certaines règles à quelques-uns des personnages publics inférieurs. Mais il est des cas où le particulier lui-même peut y recourir : l'étude de ces cas sera très importante pour la théorie de la voie de fait, nous allons constater en effet que pour réprimer la voie de fait illícite, le droit moderne comme la tradition autorise la voie de fait elle-même.

Nous étudierons tour à tour les sanctions coercitives préparatoires à la sanction juridictionnelle, les sanctions coercitives exécutrices des jugements et autres titres exécutoires, et les sanctions coercitives supplétives des sanctions juridictionnelles.

A) *Sanctions coercitives préparatoires aux sanctions juridictionnelles.* — Ces mesures sont la préparation d'une sanction pénale ou d'une sanction civile.

1. *Sanctions coercitives préparatoires à la sanction civile.* — Les saisies conservatoires sur les biens, quand elles sont effectuées sur simple sommation du particulier qui se plaint de la voie de fait, sont les sanctions coercitives de cette espèce (2).

2. *Sanctions coercitives préparatoires à la sanction juridictionnelle pénale.* — Elles sont exercées

1. C'est même cette centralisation qui constitue en partie l'Etat : « La réunion de toutes les forces particulières, dit très bien Gravina, forme ce qu'on appelle l'Etat politique ». Montesquieu, *Esprit des lois*, Liv. I, chap. III.

2. V. Les ouvrages de MM. Cézair Bru, Cuche, Garsonnet et Josserand sur les *Voies d'exécution*.

tantôt par un particulier ou un personnage public quelconque (sanction coercitive populaire), tantôt par les officiers ou par les agents auxiliaires de la justice.

a) *Sanction populaire*. — Il appartient à tout particulier et à tout personnage public, même lorsqu'ils n'en sont pas eux-mêmes les victimes, de saisir un particulier surpris en flagrant délit de voie de fait, ou poursuivi par la clameur publique, et de le conduire devant le procureur de la République pour que celui-ci décide s'il y a lieu de mettre l'action publique en mouvement (1). — b) *Sanctions coercitives appartenant aux personnages judiciaires seuls*. — Ces sanctions prennent la forme de perquisitions, de visites domiciliaires, de saisies, d'arrestations ou de détentions préventives, qui doivent être autorisées par les juridictions d'instruction (2) et qui sont exécutées par les agents de la force publique ; ceux-ci ont le droit de commettre des violences ou des meurtres, si ces actes sont nécessaires à l'accomplissement de leur mission (3).

B. — *Sanctions coercitives exécutrices des juge-*

1. Art. 106, C. Inst. crim.

2. V. sur tous ces points, les traités d'instruction criminelle, de F. Hélie et de M. Garraud.

3. Ces actes échappent aux sanctions pénales (art. 327 C. pén., et art. 186 du même Code, Cass., 1^{er} août 1878, S. 78.1.484) et ils échappent aussi aux sanctions civiles (c'est ainsi que le Conseil d'Etat a déclaré que ceux qui résistent par la force à des agents de douane et sont blessés, ne peuvent réclamer une indemnité à l'administration pour faute de service (Cons. Etat, 7 juillet 1911. Tissot, D. 14.346). Mais si ces actes de force étaient excessifs, ils pourraient être poursuivis, comme nous le verrons dans notre étude II, pénalement et civilement.

ments ou des autres actes exécutoires. — La force matérielle est encore autorisée à l'encontre des voies de fait, quand elle est nécessaire à la réalisation pratique des jugements et des autres actes exécutoires contre l'auteur de la voie de fait.

Lorsque la victime de la voie de fait possède un acte exécutoire opposable à l'auteur de la voie de fait, si celui-ci n'exécute pas volontairement l'obligation que lui impose le titre exécutoire, la victime, après avoir notifié ou signifié cet acte, pourra recourir à la force en suivant les voies d'exécution établies par la loi. Ces voies d'exécution amènent soit à l'exécution en nature, soit à l'exécution par équivalent. Les règles des voies d'exécution ne sont pas tout à fait les mêmes, quand la victime de la voie de fait est une personne morale de droit public ou bien un particulier.

Le particulier, victime de la voie de fait d'un autre particulier n'a pas la faculté d'exécuter de son propre mouvement, ni en nature, ni par équivalent, les condamnations qu'il a obtenues : il doit faire appel au ministère des huissiers ; c'est avec leur concours qu'il procédera à l'exécution ordonnée par le juge. — Le juge prescrit l'exécution en nature toutes les fois qu'elle est possible (1). Cette exécution peut consister pour la victime : 1° Quand l'obligation qui a été violée par voie de fait est une obligation de ne pas faire : a) A détruire elle-même aux dépens du

1. Il se reconnaît d'ailleurs un certain pouvoir discrétionnaire. Cass. 18 juin 1883. D. 84.5.353.

débiteur ce qui aura été fait par celui-ci sur le fonds de la victime ou en dehors de ce fonds (1) ; *b*) à passer outre à la résistance qu'on oppose par voie de fait à ses actes de jouissance, etc. (2) ; 2° quand le devoir violé par voie de fait est une obligation de donner un corps certain, à prendre elle-même possession de la chose (3). Le particulier pourra dans tous ces cas, si son adversaire est récalcitrant, se faire protéger, *manu militari*, par la force publique, c'est-à-dire par les personnages administratifs (4). Quant à l'exécution par équivalent, elle est réalisée par les saisies : le juge autorise soit des saisies provisoires (saisies conservatoires), soit des saisies dé-

1. Art. 1143 C. civ. Cass., 6 déc. 1869. S. 70.1.104, 11 juin 1877. S. 78.1.209 ; 9 août 1880. S. 81.1.358, 18 nov. 1884. D. 85.1.71. — Demolombe, t. XXIV, n° 500 ; Rousseau et Laisney, *Dict. de procédure*, V. *Exécution des jugements et des actes*, n° 11. Meynial, *Sanction civile des obligations de faire ou de ne pas faire*, *Rev. pratique*, 1884, p. 385. — Massin, *Exécution forcée des obligations de faire ou de ne pas faire*. Thèse Paris, 1893. — Demogue, *No-tions fondamentales de droit privé*, p. 473.

2. Capitant et Colin, t. II, p. 18 (3^e éd.).

3. Art. 1144. Le cas type est celui du vendeur qui ne livre pas la chose vendue et reste par voie de fait en possession de cette chose. L'acheteur, qui en est d'ordinaire déjà propriétaire, pourra se faire autoriser à prendre possession de la chose en dépit de la résistance du vendeur. — Quand l'obligation violée par voie de fait est une obligation de donner une chose de genre, le juge autorise le créancier à se procurer, aux frais du débiteur, des choses équivalentes ; mais ici, l'exécution en nature n'est pas coercitive, puisqu'elle ne s'accomplit que moyennant la cession volontaire des choses de genre par un tiers : seule, l'exécution par équivalent, grâce à laquelle le créancier recouvrera les frais exposés pour l'acquisition de ces choses, sera dans cette hypothèse, une mesure coercitive.

4. Mais quand le créancier a besoin de pénétrer dans le domicile du débiteur, si celui-ci résiste, le créancier doit obtenir une autorisation spéciale du juge. Demolombe, t. XXIV, n° 400.

finitives (saisies exécutoires proprement dites) (1). Ainsi quand le particulier veut réaliser un titre exécutoire, divers personnages publics l'encadrent pour le garder de ses propres excès ou de ceux d'autrui. Il arrive d'un autre côté que les personnages publics agissent seuls, pour le compte des personnes morales publiques contre les auteurs des voies de fait.

Les personnages publics sont obligés de recourir aux mêmes voies d'exécution que les particuliers, quand ils agissent en leur nom personnel, mais quand ils agissent au nom de la personne morale qu'ils représentent, il en est autrement : il importe de distinguer si l'acte qu'ils veulent exécuter, est un jugement qui porte peine publique ou si c'est un autre acte exécutoire. Les peines publiques sont exécutées par les soins du ministère public qui peut requérir directement l'assistance de la force publique (2). Les remises en état prononcées par le juge pénal ou le juge civil, au profit des personnes collectives de droit public, seront exécutés par l'action directe administrative, lorsque la voie de fait du Particulier réprimée a méconnu un droit de puissance publique, sans qu'il soit besoin d'une autorisation spéciale du juge (3); lorsque, au

1. Nous ne pouvons évidemment développer tous ces points, ni indiquer, même brièvement quelle est la procédure des voies d'exécution; nous nous attachons seulement à montrer quels sont les rouages essentiels du mécanisme des sanctions coercitives. V. pour le surplus, Gh. César-Bru, *Voies d'exécution*. Garsonnet et Josserand, *Voies d'exécution*.

2. Art. 376, C. I. C. 1. 22 germinal an IV, art. 2.

3. Bien entendu, je ne m'occupe du pouvoir de l'administration d'exécuter les sentences judiciaires qu'en ce qui concerne la voie

contraire, la voie de fait du Particulier a méconnu les droits de personne privée, la personne morale est astreinte aux voies d'exécution du droit privé (1).

C. — *Sanctions supplétives des sanctions juridictionnelles.* — Les sanctions coercitives que nous avons examinées jusqu'ici ont pour fin de permettre à la sanction juridictionnelle de jouer son rôle et de produire des effets réels. Le particulier et les personnages publics judiciaires ou administratifs en y ayant recours, ne font qu'étayer les sanctions juridictionnelles.

Mais il est aussi des cas où les particuliers et les personnages publics sont chargés de remédier par les mesures coercitives, aux lacunes des mesures juridictionnelles. Les sanctions juridictionnelles en effet, si elles ont l'avantage d'être pacifiques, demandent des délais; les plus rapides, comme les ordonnances sur requête ou de référé, sont lentes cependant, et elles arrivent parfois trop tard pour être utiles; elles sont, d'un autre côté, imparfaites,

de fait. V. la jurisprudence relative aux contraventions de grande voirie : en pratique, il est des cas où le juge inscrit dans son jugement le droit pour l'administration d'opérer elle-même la remise en état (C. E. 26 nov. 1890, Briant, Leb. p. 938), mais cette déclaration n'est pas nécessaire, l'administration peut sans elle effectuer l'exécution en nature (C. E. 21 fév. 1890, Drouet, p. 212), sauf à ne pas dépasser les termes de la condamnation (C. E. 20 mars 1874, Bohé, p. 287); si l'administration les dépassait, elle commettrait un excès de pouvoir.

1. Sur la distinction des droits de personne privée et des droits de puissance publique qui appartiennent aux personnes morales administratives, v. ce que dit M. Haurion de la distinction de la gestion publique et de la gestion privée : les deux distinctions sont équivalentes, Hauriou, *op. cit.*, p. 39 et s.

et elles ne réparent pas toujours le préjudice causé par la voie de fait illégale. De là la nécessité pour la loi juridique française d'autoriser l'emploi de la force, d'une manière indépendante de la sanction juridictionnelle, d'organiser des mesures de coercition, supplétives des mesures juridictionnelles, C'est la Prudence qui l'y oblige.

1. *Sanctions supplétives qui appartiennent aux particuliers.* — Si la Force matérielle est centralisée par l'Etat, elle n'est pas cependant pour lui un monopole. Eriger la force en monopole absolu serait pour un Etat de la dernière imprudence : il livrerait ainsi sans défense les honnêtes gens aux premiers coups des malfaiteurs (1). Il n'est pas en effet possible, aux personnages qui détiennent la force de l'Etat, d'être partout, et de protéger à chaque instant les autres personnages publics ou les particuliers contre les entreprises illicites. L'Etat institue un service général de police, permettant à ses membres, de « vaquer à leurs propres affaires, sans être constamment obligés de porter leurs armes pour leur défense » (2), et il est par suite autorisé à interdire en principe le port d'armes ; il s'efforce aussi d'instituer un service de justice publique, permettant de dire le droit avec impartialité et sagesse, et de réparer les injustices commises, et il

1. Nous prenons ce mot dans son sens le plus large.

2. Ces mots sont empruntés à la définition de l'Etat que l'historien Curtius a extraite de Thucydide (Hist. 1.6) ; M. Hauriou les cite l'un et l'autre dans ses *Principes de droit public*, 2^e éd. p. 78.

est par là autorisé à prohiber d'une manière générale la Justice privée qu'on se ferait à soi-même. Mais il aurait été, de sa part, tyrannique et insensé, d'interdire la possession des armes ou la Justice privée, d'une manière absolue.

Aussi le pouvoir pour le particulier de défendre sa personne, ses biens, ou ceux d'autrui, contre les voies de faits illicites, par ses propres moyens, est-il reconnu ou toléré dans certains cas, par la loi juridique. Le particulier peut faire usage de la force matérielle soit pour la défense des biens, soit pour la défense des personnes :

1^o La défense des personnes par voie de fait est prévue par l'article 326 du Code pénal, dont nous avons dit un mot en étudiant la sanction pénale. Cet article, à la vérité, se borne à déclarer que la légitime défense de soi-même ou d'autrui par voie de fait contre certaines voies de fait illicites, n'est pas une infraction pénale ; mais ce n'est pas là toute la loi. La juridiction civile de son côté, soustrait à la sanction civile elle-même la légitime défense, quand celle-ci est vraiment légitime, c'est-à-dire quand elle s'est maintenue dans de justes limites. De plus, il faut se rendre compte si la légitime défense échappe aux sanctions, ce n'est pas qu'elle soit une voie de fait illégitime que la loi ne réprime pas, c'est qu'elle constitue une voie de fait réellement légale, une voie de fait qui est l'exercice d'un droit.

2^o La défense du patrimoine est prévue d'abord

par l'article 329 du Code pénal pour lequel valent les observations que nous venons de faire sur l'article 328 du même code. La voie de fait du particulier sur la personne d'un agresseur, quand elle a pour but de garantir les biens du particulier ou ceux d'autrui de certaines voies de fait nocturnes ou de certaines voies de fait violentes, est légale (1).

Mais il est d'autres cas où la voie de fait exercée en réponse à une autre voie de fait illicite échappe à toutes les sanctions parce qu'elle est légitime, et devient elle-même une sanction légale; — c'est lorsque la voie de fait est l'exercice d'un droit de rétention sur les choses qui appartiennent à autrui et que le particulier détient, — c'est ensuite lorsque la voie de fait n'est que l'exercice d'un droit de résolution unilatérale, — c'est encore lorsque la voie de fait est l'exercice d'un droit de reprise sur les choses qui appartiennent à un particulier et dont un autre particulier l'a dépossédé par voie de fait, — c'est enfin lorsque la voie de fait est l'exercice de ce droit de police minimum que possède le particulier sur les lieux qu'il occupe en vertu d'un titre;

1° En vertu du droit de rétention ou de l'*exceptio non adimpleti contractus*, le particulier victime d'une voie de fait pourra garder par devers lui les choses

1. La jurisprudence civile fait application du principe qui est à la base de l'article 329 du Code pénal: elle a notamment déclaré, que la défense de la propriété contre les agresseurs, par des engins automatiques, peut être légitime. V. Cass. 25 mars 1902. S. 03.1.5, note de M. Lyon-Caen; V. aussi Alger, 5 juin 1878. S. 80.2.176.

qui appartiennent à l'auteur de la voie de fait, lorsque ce dernier sera rattaché à lui par un contrat synallagmatique dont la voie de fait illicite est la violation, ou lorsque la chose qu'il détient a été elle-même l'instrument de la voie de fait : à ce dernier titre, le détenteur d'un champ aura, par exemple, le droit de retenir l'aéronef qui vient d'atterrir sans autorisation sur les lieux qu'il occupe (1).

2° En vertu du droit de résolution unilatérale des contrats, une Compagnie d'éclairage peut couper le courant électrique à un abonné qui a installé des lampes mobiles au lieu des lampes fixes prévues par le contrat (2).

3° Le droit de reprise peut être exercé soit sur les meubles, soit sur les immeubles dont on a

1. Sur le droit de rétention et sur ses rapports avec l'exception non adempti contractus, V. R. Cassin, *De l'exception tirée de l'inexécution dans les rapports synallagmatiques*, p. 139-190, notamment, p. 189 et note S. 1922.2.25. Ainsi le droit de rétention est un instrument à double tranchant. Nous avons vu que le droit de rétention peut être invoqué par l'auteur de la voie de fait quand il est de bonne foi, pour borner les réclamations de sa victime. Ici, au contraire, il est invoqué par la victime à l'encontre de l'auteur. Bien entendu, si la rétention est abusive, elle n'est plus un droit ; c'est ce qui a été jugé, pour la mise sous clef par un propriétaire des meubles du locataire. Cass. 14 mars 1883. S. 83.1.204. — V. aussi sur le droit de rétention et sur l'exception n. a. c., ce qui sera dit dans le paragraphe relatif à la règle exceptionnelle de la légalité de la voie de fait.

2. Limoges, 30 avril 1906. S. 07.2.204. La mise en demeure préalable est dans ce cas nécessaire : la victime doit demander à l'auteur de la voie de fait illicite de mettre fin à celle-ci, avant de recourir elle-même à la voie de fait licite. Cass., 1^{er} déc. 1897. D. 98.1.289 note Planiol, Trib. Versailles (2 mai 1905. D. 07.2.238). Cassin, *op. cit.*, p. 356. Demogue, *Des modifications aux contrats par volonté unilatérale*. *Rev. trim. Droit civil*, 1902, p. 245 et s.

été dépossédé. Si le particulier se remet d'autorité privée, sans voie de fait sur les personnes, en possession d'un meuble volé dont il est propriétaire, il ne sera en effet ni passible de la peine pour vol, puisque l'article 379 définit le vol « la soustraction frauduleuse d'une chose qui appartient à *autrui* » et que la victime par hypothèse est propriétaire de la chose, ni passible d'une indemnité pour faute commise, puisque l'auteur de la voie de fait tombe lui-même sous l'application de la maxime « *nemo auditur turpitudinem suam allegans* » et sa voie de fait en reprise doit même être regardée comme étant l'exercice d'un droit, l'exercice du droit de défendre sa propriété. Le droit de reprise des immeubles est plus limité parce qu'il se heurte souvent aux actions possessoires, mais si la voie de fait en reprise effectuée par un particulier, vrai maître de la chose, est une de ces voies de fait qui échappent aux actions possessoires (1) elle est une voie de fait légale et elle permet au propriétaire de recouvrer son bien.

c) Le Droit de police que chaque particulier a sur sa chose l'autorise croyons-nous à pousser doucement dehors et sans violence, les particuliers qui commettent des voies de fait (simple passage, bris, dégradations, etc.), sur la chose qui lui appartient.

2. *Sanctions supplétives qui appartiennent aux*

1. Nous avons indiqué quelles sont ces voies de fait en étudiant les sanctions juridictionnelles provisoires de la voie de fait illicite.

personnages publics. — C'est aux personnages publics, « dépositaires de la force publique », que la force matérielle centralisée par l'Etat, est déléguée et ce sont des personnages publics qui en sont les détenteurs. Les autres personnages publics et les particuliers doivent s'adresser à eux pour vaincre les résistances rencontrées soit dans la coercition préparatoire aux jugements, soit dans leur exécution. Mais ces dépositaires de la force publique ne sont pas seulement les agents d'exécution des personnages judiciaires et du Pouvoir que ceux-ci représentent, ils sont encore les agents d'exécution des personnages administratifs et des pouvoirs représentés par ceux-ci : c'est sous cet aspect qu'il nous faut maintenant les considérer. — D'un autre côté, les particuliers eux-mêmes ne se servent pas seulement de cette parcelle de force que le droit leur réserve pour leurs intérêts particuliers ou pour secourir autrui, ils peuvent encore être requis par le Pouvoir administratif de lui prêter main-forte pour l'application matérielle des décisions administratives ou gouvernementales, en dehors de toute sentence juridictionnelle.

Si le pouvoir administratif, en effet, collabore à la répression de la voie de fait par les interdictions qu'il porte dans des règlements généraux, il y collabore encore en prenant contre la voie de fait des mesures spéciales, qui, lorsqu'elles sont réellement conformes à la loi, participent au caractère obligatoire, juridiquement et moralement, de celle-ci, —

et le Pouvoir administratif peut dans certains cas, exécuter lui-même ces mesures spéciales, sans passer par l'intermédiaire du juge, sans demander à celui-ci un titre exécutoire.

Les cas où l'administration a le pouvoir de coercition spontanée, d'action directe, sont d'abord ceux où le particulier lui-même aurait ce droit. Il est bien entendu que les personnages publics pourraient invoquer les textes relatifs à la légitime défense des personnes et des biens qui sont absolument généraux, s'ils se trouvaient dans les circonstances prévues par ces articles ; il est bien certain aussi qu'ils pourraient exercer le droit de rétention, le droit de résolution, le droit de reprise, le droit de police minimum que nous avons reconnu aux particuliers, s'ils se trouvaient dans les mêmes conjonctures que les particuliers.

Mais le Pouvoir « administratif », par le fait qu'il est le Pouvoir « exécutif » et que les agents de la force publique font partie de ses cadres, possède un droit plus étendu de recourir à la coercition. Ce droit, il est vrai, a été restreint depuis la Révolution à mesure que les magistrats judiciaires étaient réhabilités dans l'opinion, car on a dit de plus en plus que le pouvoir judiciaire est le protecteur né des particuliers, et que l'administration, si elle veut exécuter quelque mesure contre les particuliers, doit obtenir au préalable une sentence du juge comme les simples particuliers ; le pouvoir de coercition spontanée reste néanmoins très appréciable puisque

l'administration, aux termes de la jurisprudence du Tribunal des conflits et du Conseil d'Etat (1), peut l'exercer dans trois sortes d'hypothèses : 1° quand les textes qu'il s'agit de faire respecter indiquent dans leur lettre ou dans leur esprit que l'administration a le pouvoir d'action directe ; 2° quand, en l'absence de textes, les lois ou les mesures qu'il s'agit de faire respecter sont dépourvus de toute sanction juridictionnelle civile ou pénale ; 3° quand l'urgence l'exige.

1° Les textes qui donnent le pouvoir d'action directe à l'administration sont nombreux. On peut les classer en deux groupes : le groupe des textes qui prévoient l'action directe pour les temps ordinaires, et le groupe de ceux qui prévoient l'action directe pour les temps de crise, d'état de siège ; bien entendu, les pouvoirs accordés par ces anciens textes sont plus larges que les pouvoirs accordés par les premiers. Nous retrouverons ce problème de l'action directe dans notre Etude II, et n'indiquerons maintenant que quelques textes essentiels :

a) En temps normal, c'est-à-dire dans les temps où la Paix sociale ne reçoit aucun trouble profond, guerre civile ou guerre extérieure, les personnages publics ont reçu le pouvoir de coercition soit pour

1. V. surtout les conclusions de M. Romieu, dans l'affaire Société immobilière de Saint-Just. Trib. Conf., 2 déc. 1902, au S. 1904.3.17 avec la note de M. Hauriou. *Adde*, les conclusions de M. Chardenet, sur Cons. d'Etat, 10 déc. 1910 ; Leb., p. 937, — et de M. Blum. sur Cons. d'Et., 17 mars 1911 (2 arrêts), Leb., p. 341.

se défendre eux-mêmes, soit pour défendre la société. Le Décret du 20 mai 1903 sur l'organisation et le service de la gendarmerie dispose, dans son article 174, que les officiers, sous-officiers, brigadiers et gendarmes, peuvent en l'absence de l'autorité judiciaire ou de l'autorité administrative supérieure, déployer la force des armes dans les trois cas suivants : si des violences ou voies de fait sont exercées contre eux, s'ils ne peuvent défendre autrement le terrain qu'ils occupent, les postes ou les personnes qui leur sont confiés, ou, enfin, si la résistance est telle, qu'elle ne puisse être vaincue autrement que par la force des armes (1). Ce texte est général et peut s'appliquer à un grand nombre de circonstances. En outre, des textes spéciaux permettent de réprimer administrativement les voies de fait illicites qui sont commises dans des lieux déterminés ou par des personnes déterminées.

Les articles 112 et 113 du règlement du Sénat, les articles 138 et 139 du règlement de la Chambre, donnent au président de chaque assemblée le droit de faire expulser toute personne qui trouble l'ordre, et par conséquent toute personne qui commet des voies de fait. Nous connaissons la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques qui permet au personnage public, judiciaire ou administratif présent, de pro-

1. Duv. CIII, 334, col. 1, *adde* art. 14 de l'Instruction du ministère de la guerre, sur les réquisitions de la force armée (*Lois nouvelles*, 1903, p. 306).

noncer la dissolution de la réunion (1) au cas de voie de fait; nul doute que ce fonctionnaire en s'autorisant de cette loi ne puisse disperser par la force l'assemblée qui ne voudrait pas se séparer. Les attroupements sur la voie publique, qui sont des menaces de voies de fait, peuvent être dispersés suivant certaines procédures par la force publique (2). La loi du 30 juin 1838 qui autorise l'internement par les soins de l'administration agissant soit sur la demande d'un particulier, soit d'office, des aliénés dont l'état compromet la sécurité des biens ou des personnes, est aussi une loi préventive et répressive de la voie de fait (3). Enfin l'expulsion *manu militari* des étrangers indésirables, organisée par la loi du 3 décembre 1849, pourra être utilisée pour prévenir ou pour réprimer les voies de fait des étrangers (4).

b) En temps de crise l'autorité militaire puise dans l'article 9 de la loi du 9 août 1849 des pouvoirs exceptionnellement étendus contre les voies de fait. Elle a le droit de faire des perquisitions domiciliai-

1. Art. 9, § 6.

2. Loi du 7 juin 1848.

3. Berthélémy, *Traité élémentaire de Droit administratif*, 10 éd., pp. 345 et 856.

4. Art. 7 et 8. — Le droit d'expulsion est discrétionnaire; il est exercé par le ministre de l'intérieur ou par les préfets dans les départements frontières.

Lorsque l'étranger est autorisé à établir son domicile en France, la mesure d'expulsion qui intervient contre lui n'est que temporaire, elle ne peut devenir définitive qu'après le retrait de l'autorisation, par un décret rendu sur l'avis du Conseil d'Etat, Berthélémy, *op. cit.*, p. 345.

res, d'éloigner les repris de justice ou les individus qui n'ont pas leur domicile dans les lieux soumis à l'état de siège, d'ordonner la remise des armes et des munitions ou de procéder à leur recherche, d'interdire les réunions, et la jurisprudence a reconnu que l'autorité pouvait, qu'elle devait même, étant donné l'esprit de la loi, exécuter ses ordres par la force si les particuliers se montraient réfractaires (1). Ces mesures sont destinées à prévenir ou à réprimer les actes illicites et notamment les voies de fait. Observons que la jurisprudence du Conseil d'Etat décide que pendant les temps de crise les pouvoirs du temps normal doivent être largement interprétés (2).

2° Nous n'insisterons pas sur le pouvoir qu'ont les personnages publics d'exécuter par la coercition à l'encontre de la voie de fait des particuliers, les lois imparfaites qui n'ont pas de sanction, juridictionnelle ou coercitive. Ce droit (3) a été vigoureuse-

1. Cass. 10 avril 1874 D. 74.1325; 20 avril et 12 mai 1916, S. 1917. 1. 29, note de M. Roux.

2. V. l'arrêt du Conseil d'Etat 6 août 1915, Delmotte, S. 1916, 2. 9 avec les conclusions de M. Corneille et la note de M. Hauriou. M. Hauriou distingue dans cette note les lois de salut public et les lois ordinaires et il indique qu'il est de l'esprit des lois de salut public d'autoriser le recours direct à la force. — V. encore, les arrêts suivants relatifs aux filles publiques. C. E. 8 août 1919, Dlle Bellone, Leb. p. 747, 27 juin 1919, Dlle Bouget, p. 587, et comparez, C.E. 31 mars 1922, Gillet, sur l'invitation adressée à un évacué de quitter la commune où il s'est réfugié.

3. H. Berthélemy, *op. cit.*, p. 315 et 316, n. 2, *Rev. Droit public*, 1904 : Exercice de la Souveraineté par l'Administration, p. 209 s.; Duguít, *Traité*, 2^e éd., t. III, p. 711, v. cependant t. II, p. 307; Jèze, *Revue Droit public*, 1904, p. 168 s.; p. 515 s., *Année administrative*, t. II, p. 225 s.

ment contesté par les auteurs libéraux : ils ont dit qu'une loi imparfaite devait rester lettre morte et qu'il appartenait seulement au pouvoir administratif de provoquer la remise de la loi sur le métier ; l'exécution forcée quant à elle, serait tout à fait contraire aux principes du droit public français. Cependant la thèse adverse a triomphé devant les juridictions françaises (1). Ses défenseurs ont fait valoir que la loi était toujours la loi, même quand elle n'était pas sanctionnée et que force devait toujours lui rester en France, parce que notre droit, dans les rapports de l'administration et des administrés, ne sépare point l'obligation et la sanction coercitive, mais reconnaît, au contraire, dans l'intérêt du principe d'autorité, que la sanction, du moins la sanction administrative, suit constamment l'obligation, du moins l'obligation administrative. Ceci est de grande conséquence en matière de voie de fait car il en résulte que toutes les voies de fait illicites dirigées contre les personnages ou les biens de l'administration peuvent toujours être sanctionnées : Les lacunes des procédés juridictionnels seront comblées par la coercition administrative.

3° Dans les cas d'urgence les personnages publics administratifs n'auront même pas à rechercher s'il existe ou non une sanction juridictionnelle, ou si la

1. V. notamment Trib. Conf. 2 déc. 1902, conclusions de M. Romieu, S. 1904. 3. 17, avec note de M. Hauriou qui approuve ; Cons. d'Et. 10 déc. 1910, conclus. de M. Chardenet, heb. p. 937, 17 mars 1919 (2 arrêts), heb., p. 341.

loi leur octroie le droit d'agir directement. L'urgence justifiera l'usage de la force adapté aux circonstances.

L'administration publique, par le fait seul de son existence, a la vocation juridique (le devoir et le pouvoir), de garder des dangers imminents et imprévus la société qu'elle surveille ; elle n'est pas faite seulement pour les travaux de la vie courante, c'est dans les temps critiques qu'elle manifeste le mieux son efficacité. Elle puise alors dans cette vocation le devoir et le pouvoir de réprimer les voies de fait illicites.

Les lois d'ailleurs et la jurisprudence reconnaissent implicitement ce droit et cette obligation. Les lois votées en prévision des temps de crise, les « lois de salut public » ne le disent pas en propres termes, mais c'est que cela va de soi pour elles ; il serait peu sage de subordonner l'exécution des lois de salut public à la lenteur peut-être néfaste des procédures juridictionnelles. Mais si cela va de soi pour les lois de salut public proprement dites, cela doit aller de soi pour toute loi en cas d'urgence, parce qu'en cas d'urgence, toutes les lois sont à vrai dire des lois de salut public. La jurisprudence administrative à fait, plusieurs fois, application de cette idée, en cette matière si importante en droit administratif des contraventions de grande voirie, et elle a déclaré que l'administration a le pouvoir de procéder elle-même, en dehors de toute autorisation du juge, à la remise en état des lieux troublés par voie de

fait (1). Ainsi donc, s'il y a d'urgence, les personnages publics administratifs pourront faire appel dans la mesure indispensable à la Force matérielle.

II. — LA RÈGLE EXCEPTIONNELLE DE LA LÉGALITÉ ET
DE LA VOIE DE FAIT. NOTES SUR LA VOIE DE FAIT
DANS LES MŒURS.

I. *La règle exceptionnelle de la légalité
de la voie de fait.*

Deux constatations essentielles se dégagent de l'étude du principe et des sanctions juridiques de l'illégalité de la voie de fait : c'est d'abord, qu'il y a des différences dans l'illicéité des diverses voies de fait ; c'est ensuite que le principe de l'illégalité n'est pas si absolu qu'il le paraît à première vue, puisque la voie de fait est parfois la sanction licite de la voie de fait illicite.

Ces deux constatations sont bien propres à démontrer la complexité et la relativité partielles de la vie juridique française. Les réalités n'y paraissent pas toutes sur le même plan. D'une part, il y a une hiérarchie dans le monde du Mal juridique : tantôt la voie de fait illicite monte ou descend, si l'on peut ainsi parler, l'échelle civile ou pénale des illégalités fautives, tantôt elle monte ou descend l'échelle civile des illégalités non fautives. D'un autre côté, les mêmes actes ne reçoivent pas la même

1. Cons. d'Et. 11 janv. 1866, Ogier, conclus. Aucoc, Leb. p. 7. — V. conclus. Robert sur Cons. d'Et., 30 juillet 1863, Martin, Leb. p. 625. — Cons. d'Et. 17 juin 1904, Dlle Louis, Leb. p. 478.

qualification juridique dans toutes les occasions : tel acte qui est injuste normalement devient juste lorsqu'il est opposé à un autre acte injuste. L'étude, que nous allons continuer, de la règle exceptionnelle de la légalité de la voie de fait, va nous permettre de donner de nouvelles preuves et des développements plus précis à cette dernière idée.

La voie de fait du particulier n'est pas seulement licite quand elle est une réaction contre la voie de fait illicite ; elle est licite, également, dans certains cas exceptionnels où elle est un instrument de lutte contre un Mal juridique autre que la voie de fait, et qui n'est pas toujours du reste un fait de l'homme. La loi française autorise le particulier à recourir à la voie de fait, soit pour la défense contre un mal positif, soit pour la défense contre un mal négatif. De telle sorte qu'au total la voie de fait est licite dans trois grandes hypothèses : 1° quand elle est une défense contre certaines voies de fait illicites des particuliers ; 2°, quand elle est une défense contre des maux positifs autres que les voies de fait illicites des particuliers ; 3° quand elle est une défense contre des maux négatifs. Ce sont ces deux nouvelles hypothèses où la voie de fait est licite qu'il nous faut envisager.

I. — Le mal positif contre lequel la voie de fait est autorisée, peut être causé soit par le fait des choses, soit par le fait de l'homme.

A. — Parfois le particulier peut se garantir par la voie de fait du mal causé par les choses.

1^o La voie fait est légale pour protéger certaines choses contre certaines autres choses. Elle est exercée tantôt sur les choses dommageables elles-mêmes, tantôt sur des choses tierces.

Voie de Fait exercée sur les choses même qui causent le dommage. — Il s'agit ici de dommages peu graves et dont la plupart sont courants ; le législateur a concédé au propriétaire des choses endommagées ou à son représentant un certain droit de police qui leur permet de procéder par l'action directe.

Ainsi, celui sur la propriété duquel avancent les racines, ronces ou brindilles du champ voisin, peut les couper lui-même à la limite de la ligne séparative (1). De même, en vertu du Code rural, les propriétaires ou leurs représentants, ont un droit de saisie ou même un droit de mort sur les animaux qui errent ou qui pacagent sur leurs propriétés ; le droit de mort peut être exercé sur les pigeons, volailles, oiseaux de basse-cour de quelque espèce que ce soit mais le propriétaire ou son représentant ne peut pas s'approprier les animaux tués (2) ; le

1. Art. 673 C. civ. modifié par la loi du 12 fév. 1921 (v. la discussion de cette loi à la Chambre des députés et au Sénat. D. 1921, 4^e partie). Mais on ne peut couper soi-même les branches des arbres, arbustes ou arbrisseaux du voisin, on commettrait une voie de fait illicite : on doit demander au voisin de les couper lui-même, et s'il refuse, il faudra le citer en justice.

2. Art. 15 L. 21 juin 1898, 3 et 4 (C. rur. Liv. III tit. I) ; si après un délai de vingt-quatre heures, celui auquel les animaux appartiennent ne les a pas enlevés, celui qui les a tués est tenu de les enfouir sur place.

droit de saisie peut être exercé sur tous les autres animaux, notamment sur les chiens ; le saisissant doit conduire les animaux saisis, au lieu de dépôt désigné par l'autorité municipale (1).

Voie de fait exercée sur des choses tierces. — La voie de fait est légale, quand elle se traduit par l'entrée ou par le passage éphémère sur les biens d'autrui pour la reprise des choses qui appartiennent à un particulier. Lorsqu'un essaim d'abeilles abandonne la ruche maternelle, le propriétaire pour éviter la perte que cette désertion entraînerait, peut pénétrer sur les propriétés que survole l'essaim jusqu'à ce qu'il puisse le faire prisonnier, il a un droit de suite (2). De même, en vertu d'un usage très ancien le propriétaire d'un objet emporté par les eaux, est autorisé à le reprendre sur le fonds où les eaux l'ont entraîné (3).

2° La voie de fait est parfois licite, quand elle a pour but de défendre les personnes contre les choses. C'est l'hypothèse de l'état de nécessité. La voie de fait peut être exercée par le nécessité soit sur les choses mêmes qui causent le dommage, soit sur des choses tierces.

1. Art. 15. I. L. précit., et pour les chiens art. 16. Il est procédé à la vente des animaux ou à l'abattage des chiens dont le propriétaire est inconnu ou défaillant (art. 15 et 16).

2. Art. 9. L. 4 avril 1889 (C. rural, tit. I, tit. VI). V. Sorel, *Du droit de suite et de la propriété du gibier*. Le gibier en liberté est acquis par l'occupation, c'est une *res nullius* : par suite, la capture n'est pas une voie de fait, puisqu'il s'agit d'un bien qui n'est ni détenu ni possédé juridiquement par autrui.

3. A. Colin et H. Capitant, *op. cit.*, p. 747, n° 1, (1^{re} éd.).

Voie de fait exercée sur les choses mêmes qui causent le dommage. — L'article 456 du Code pénal déclare implicitement que les particuliers peuvent, dans le cas de nécessité, abattre les animaux domestiques d'autrui ; nous pensons, que cette voie de fait n'est pas seulement impunie par le Code pénal, mais qu'elle est tout à fait légale, si le particulier se trouve réellement en état de nécessité (1).

Voie de fait exercée sur des choses tierces. — Les cas d'application de l'état de nécessité peuvent être très variés. La loi a fait de la voie de fait légale au cas de nécessité plusieurs applications formelles : les articles 408 et s. du Code de commerce autorisent et réglementent le jet du chargement d'un navire quand, par suite de la tempête ou de la chasse de l'ennemi le salut du navire en dépend (2). De même lorsqu'un chemin est obstrué par suite d'une force majeure, le particulier dont la liberté est restreinte par l'impossibilité où il se trouve peut passer sur le fond d'autrui.

B. — La voie de fait par laquelle le particulier défend légitimement sa personne, ses biens, ou ceux d'autrui, contre les actes d'autres personnes, s'exerce à l'encontre d'actes gravement illicites commis par les particuliers ou par les personnages publics. Nous envisagerons tour à tour la voie de fait défensive des personnes et la voie de fait défensive des choses.

1^o Voie de fait défensive des personnes contre les

1. C'est là une simple question de fait et les tribunaux auront à la résoudre d'après les circonstances.

2. G. Ripert, *Droit maritime*.

actes illicites des particuliers autres que les voies de fait des particuliers.

La Cour de cassation, bien qu'elle soutienne avec continuité que la résistance aux actes illégaux de l'autorité, par des actes matériels exercés ou dirigés contre les fonctionnaires tombe sous la peine des articles 209 et suiv. du Code pénal, a été contrainte d'admettre que lorsque l'acte du personnage public est manifestement illégal, la résistance par la force est possible (1). Les particuliers ne sont pas des esclaves du pouvoir, et s'il est sage de proclamer qu'ils ne peuvent, en principe, discuter les actes de celui-ci, il est sage aussi de faire une exception pour les cas où l'illégalité est manifeste; l'illégalité manifeste est un flagrant délit administratif.

2^o La voie de fait défensive des choses à l'encontre des actes illicites des personnes, est licite quand elle prend les formes que nous connaissons de la voie de fait légale sanction des voies de fait illégales.

Elle peut être opposée soit aux agissements de simples particuliers, soit aux agissements de personnages publics.

a) La voie de fait défensive des biens contre les actes illicites des particuliers, se présente tantôt comme une voie de fait active, tantôt comme une voie de fait passive.

La voie de Fait passive comprend le droit de

1. Cass. 7 avril 1837. S. 38.1.641, 25 mars 1852, B. 108. v. sur ce point Alcindor, *De la nullité des Actes administratifs*. Thèse Paris, 1912, et Garçon, Code pén. ann. art. 209.

réten tion et *l'exceptio non adimpleti contractus* (1). La voie de fait active se traduit soit par une mainmise sur les choses qui opère résiliation unilatérale d'un contrat synallagmatique au cas d'inexécution par l'autre partie de ces obligations (2), soit par l'exercice tempéré du droit de correction paternelle, soit par l'exercice sans violences du droit de police que le particulier a sur les lieux qu'il occupe en vertu d'un titre. Il convient de remarquer que le droit de correction ne réprime pas seulement les actes illicites des enfants, il peut réprimer encore toutes les fautes morales ou sociales qu'ils commettent. De même le droit de police protège les choses contre tous actes de ceux qui n'ont pas de titre à

1. V. sur les applications légales et jurisprudentielles du droit de réten tion, A. Colin et H. Capitant, *op. cit.*, 2, p. 278 s. ; R. Cassin, *op. cit.*, p. 141 s., note au S. 1922.11.25. V. sur la définition comparée du droit de réten tion et de *l'exceptio non adimpleti contractus*, Cassin, *op. cit.*, p. 186 : « il n'y a pas un droit de réten tion général et unique, il y en a deux, l'un le droit de réten tion proprement dit, celui qui est fondé sur le *débitum cum re junctum*, et qui ne peut fonctionner que lorsque le créancier détient une chose corporelle et invoque une créance connexe à cette chose ; l'autre, l'ex. n. a. c. qui est fondée sur la corrélation existant entre deux obligations et qui peut se mettre en œuvre nécessaire ». Bien entendu, l'exercice de *l'exceptio* n'est une voie de fait au sens du droit positif que lorsque le particulier procède par réten tion d'objets corporels ; dans l'autre hypothèse, elle n'est qu'un simple acte de justice privée sans voie de fait.

2. Sur la rupture des contrats par voie unilatérale, v. Demogue, *Des modifications aux contrats par volonté unilatérale*. *Rev. Trim. Droit civil*, 1907, p. 245 s. ; Cassin, *op. cit.*, 337 à 360. La résiliation unilatérale est parfois prévue par une clause du contrat. La jurisprudence valide de pareilles clauses, bien qu'elle ne permette pas la clause de voie parée. Cass., 20 oct. 1914, D. 16.1.183 s.

occuper la chose et, par exemple, le particulier a le droit de consigner les fâcheux à sa porte.

b) La voie de fait autorisée pour la défense des biens contre les agissements illicites des person-nages publics est elle aussi passive ou active.

La voie de fait passive se traduit par exemple, par la rétention de choses expropriées juridique-ment au nom de l'administration, et dont celle-ci veut s'emparer avant le paiement de l'indemnité d'expropriation (1).

La voie de fait active et la voie de fait passive, lorsqu'elles sont dirigées contre l'exécution de tra-vaux publics *non autorisés* par le gouvernement, échappent à la sanction de l'article 438 du Code pé-nal ; mais nous pensons que l'administration pour-rait intenter contre le particulier une action en responsabilité devant les tribunaux civils : la voie de fait à l'encontre de travaux publics même non autorisés n'est donc pas selon nous une voie de fait vraiment légale ; elle ne le deviendrait que si les travaux exécutés étaient manifestement illégaux. L'article 349 du Code pénal relatif au bris de scellés doit être interprété de la même manière que l'ar-ticle 438 du Code pénal.

Ainsi les besoins de la défense contre des maux positifs entraînent tantôt la légalité de voies de fait actives du particulier, tantôt la légalité de voies de fait passives. La défense contre le mal passif, dont

1. Art. 545 C. civ. et loi du 3 mai 1841.

nous allons maintenant dire un mot, s'effectue toujours, — c'est dans la logique des choses (1), — par la voie de fait active.

II. — Pour lutter contre le mal négatif la loi a considéré comme légales deux grandes sortes de voies de fait actives : l'occupation instantanée ou prolongée du bien d'autrui et la gestion d'affaires.

L'occupation instantanée des meubles ou l'occupation prolongée pendant un temps, temps qui est variable selon les meubles et les immeubles et selon la bonne ou la mauvaise foi de l'occupant, permet d'acquérir les droits réels, par prescription, lorsqu'elle réunit les conditions légales. Le mal que la loi veut atteindre c'est la négligence des titulaires de droits réels (et la récompense à l'inverse de la diligence des occupants), ou l'insécurité des transactions (2).

La gestion d'affaires, qui est une voie de fait au regard de la voie positive, quand elle se traduit par des actes matériels (puisque d'autre part, par définition, elle est faite sans le consentement du maître (3) et sans autorisation de justice), est une voie de fait licite, et elle engendre au profit du gérant des droits pécuniaires à l'égard du géré, si ce dernier ne s'est

1. La lutte contre le mal passif ne peut s'accomplir que par un surcroît d'action.

2. Baudry-Lacantinerie et Tissier, *La prescription*.

3. Si le maître donnait son consentement, il n'y aurait plus gestion d'affaires, mais au contraire mandat ; en pratique, il est des circonstances où le silence du maître, qui a connu la gestion, vaut mandat, V. Demogue, *Obligations*, t. III, n° 14, et les références.

pas formellement opposé à la gestion. La gestion d'affaires est admise tant dans les rapports du particulier avec les autres particuliers (1), que dans les rapports du particulier avec les personnes morales de droit public (2). Le mal que la loi veut pallier c'est le rendement insuffisant des institutions.

Ainsi l'importance de la voie de fait licite apparaît sensible dans le droit actuel et le principe de l'illégalité subit des échecs appréciables.

Pourtant il ne faudrait pas se laisser aveugler par l'importance des exceptions infligées au principe ; elles demeurent des exceptions, le principe est incontestable et il est très général. Il ne faut même pas douter, et s'étonner de la forme absolue que nous lui avons donnée en nous inspirant du droit positif. Il est sage, en effet, de procéder par affirmations tranchantes et absolues quand il s'agit d'apprendre au peuple, comme doivent le faire les pouvoirs publics, quels sont ses devoirs essentiels ; il connaît d'ordinaire, par lui-même, les cas où il est délié de ces devoirs.

Mais quelle est donc en fait la conduite que les

1. Picard, *La gestion d'affaires dans la jurisprudence contemporaine*. Rev. trim. Droit civil, 1921 et 1922 ; Demogue, *op. cit.*, n° 4 et s.

2. Demogue, *op. cit.*, n° 31 ; Hauriou, *op. cit.*, p. 345, n° 1, note au S. 1895.1.185, Jèze, *Principes généraux du droit administratif* ; Mestre, *Gestion d'affaires et enrichissement sans cause en droit administratif*. Rec. de législation, Toulouse, 1913. (Exposé de la jurisprudence aux p. 228 à 278), note au S. 1921.1.5.

habitants de la France ont adopté à l'égard du devoir de s'abstenir des voies de fait ?

II. — NOTES SUR LA VOIE DE FAIT DANS LES MŒURS

Le peuple des diverses classes a pris trois partis principaux au cours du xix^e et du xx^e siècles, comme avaient fait ses ancêtres, au regard de la voie de fait. Les mœurs ont tantôt suivi fidèlement les lois, tantôt elles les ont adoucies, tantôt elles les ont contredites.

Le parti de ceux qui sont demeurés fidèles à la loi, comme celui des gens heureux, n'a pas d'histoire. Ils ont trouvé leur récompense, dans les profits ou, tout au moins, dans la paix intérieure, s'ils étaient bons, que leur a valu l'accomplissement du devoir quotidien.

Il n'y a pas beaucoup de distance morale entre les pratiques des observateurs de la loi et de ceux qui les ont adoucies. Les lois sont forcées d'être rudes parce qu'elles doivent tenir compte des méchants, mais elles n'empêchent pas que les gens de bien, ne tempèrent, entre eux, la rigueur des lois, quand elles ne sont pas d'ordre public, pour se donner des preuves de leur confiance, de leur savoir-vivre ou de leur amitié. En fait, nous constatons que beaucoup de victimes se montrent tolérantes et ne demandent pas toujours la répression des voies de fait commises par certaines personnes privilégiées, les enfants par exemple. Mais les mœurs qui adoucissent les lois

n'ont pas elles non plus d'histoires, chacun n'en connaît que ce que la vie de chaque jour lui en apprend pour son élévation et sa joie.

Quant à ceux qui violent par voie de fait les lois, des motifs bien différents, ou même opposés, les inspirent. Il faudrait ici, pour nous faire une idée exacte de la société sur le point qui nous occupe, tracer les caractères des gens violents de notre siècle. Mais nous ne pouvons donner aujourd'hui que de simples notes sur les mœurs.

Les forces profondes qui ont provoqué de notre temps la plupart des voies de fait pleinement volontaires (1), ne sont pas aujourd'hui aussi aisément canalisées qu'autrefois, même dans les classes dirigeantes, par le sentiment de l'honneur. L'honneur n'apparaît plus, depuis la Révolution, comme une vertu aussi nécessaire socialement que jadis, Vigny le sentait bien, il est plutôt un principe de vie intime pour l'élite morale qu'un principe social.

Le sentiment qui prédomine dans toute l'époque contemporaine paraît être, comme l'a dit M. Seillières, l'Impérialisme. Ce sentiment, en réalité, n'est pas nouveau. Ce n'est qu'une forme de cet « orgueil de la vie » qu'a si profondément analysé la psychologie chrétienne, et dont l'honneur lui-même n'est qu'une manifestation. Mais l'Impéria-

1. Les voies de Fait à demi volontaires, imprudentes ou négligentes, sont restées les mêmes depuis les origines. Les instruments dont les hommes font usage pour les commettre ont seuls varié, et marquent les différences de la civilisation.

lisme est une forme aggravée de l'orgueil humain, il suppose à la fois le désir de l'indépendance absolue pour soi-même (l'impérialisme implique le nationalisme), et le désir de domination sur autrui ; c'est, en un mot, le désir de pleine souveraineté (1).

Il prend d'ailleurs des formes plus ou moins accusées. On peut discerner un impérialisme instinctif et un impérialisme réfléchi et mystique. Celui-ci à son tour est plus ou moins radical. — L'on trouve des doctrines sociales, qui réclament et qui annoncent le bouleversement général de la société, les unes pour anéantir la société au profit de l'individu, ce sont comme on sait les doctrines anarchistes ; les autres pour instaurer la société sur de nouvelles bases au profit d'une classe, ce sont comme on sait les doctrines communistes : ces dernières s'autorisent parfois de la Révolution française et elles veulent, disent-elles, accomplir, en s'aidant des exemples de la Révolution russe, l'œuvre que quelques-uns des hommes de notre Révolution ont rêvé. — L'on trouve à l'inverse des doctrines politiques qui prêchent la contre-révolution et cherchent les moyens de substituer, pour le salut du pays, prétendent-elles, une monarchie où l'autorité serait forte, au régime présent, où, s'il faut les en croire, l'autorité est nulle. Cependant, en dépit des buts différents que ces doctrines poursuivent, et dont il faut tenir compte au reste pour les apprécier, elles

1. V. ici encore sur la pensée de M. Seillières, la belle étude de M. J. M. L. Boudeau, précitée p. 6, et suiv.

présentent la voie de fait violente comme l'un des deux grands moyens de réaliser leurs desseins. La violence n'est, bien entendu, qu'un instrument subsidiaire ; les anarchistes, les communistes, les membres de l'*Action Française* s'attachent premièrement à recruter des adhérents. Assurés qu'ils sont de la justice de leur cause, ils s'appliquent à persuader autrui et la propagande par l'idée est leur principal souci. Mais la violence est l'instrument qui permettra, le moment venu, de réduire les dernières résistances ; en attendant, elle est très bonne comme exercice d'entraînement, ou comme moyen de propagande par les œuvres, par le fait.

Les pouvoirs publics se sont efforcés de combattre les menées des partisans de ces doctrines. Lorsque les lois existantes ne suffisaient pas, le pouvoir législatif en a fait de nouvelles (1). Les pouvoirs administratif (2) et judiciaire ont appliqué ces lois existantes ; les attentats anarchistes ou communistes, et les violences données ou reçues de l'*Action Française* ont été l'occasion de toute une jurisprudence (3).

1. V. pour les anarchistes. L. 13 décembre 1893, modifiant les articles 24-1^o, 25 et 49 de la loi du 29 juillet 1781 sur la presse, 19 décembre 1893 sur les associations de malfaiteurs, 19 décembre 1893 sur les explosifs, 29 juillet 1894. D. 94.4.9-14, 81 et s. — Ces lois ne nomment pas la voie de fait.

2. Circ. Garde des sceaux, 24 décembre 1893 et 8 août 1893. D. *cod. loc.*

3. V. pour les anarchistes : *explosions* de dynamite, caserne Lobau (*Gaz. Trib.* 16 mars 1892), préfecture de police (*Gaz. Trib.* 30 déc. 1892), restaurant Véry (*Gaz. Trib.* 11 avril 1892), affaire Ravachol (*Gaz. Trib.* 27 avril 1892), *attaque* du poste de police de

C'est donc en vain que la vie juridique s'est renouvelée et que les principes en ont été rajeunis. L'inquiétude et l'ambition des hommes livrés à eux-mêmes et à leurs passions, les entraînent toujours. Engagés dans les tourments des luttes et des rivalités, ils ne s'arrêtent pas devant le commandement de s'abstenir des voies de fait. Nous allons voir que, cependant, les juristes, restent attachés à la Tradition qui les défend.

la rue Berzélius (Etievant, *G. T.* 15 juin 1898), — *assassinats*, de M. Georgevitch (Léauthier, *G. T.* 24 février 1894), de l'agent Colson (Marpeaux, *G. T.* 28 février 1894), du président Carnot (Caserio, *G. T.* 4 août 1894). —

CHAPITRE II

LA VOIE DE FAIT ET LES JURISTES

Nous n'avons pas le dessein d'éveiller la querelle des Anciens et des Modernes, et de rechercher si ce sont les premiers qui toujours l'emportèrent. A vrai dire, chacun de nous l'emporte sur autrui par quelque nuance de sa personnalité ; il en est de même des Anciens et des Modernes. Les uns et les autres prévalent tour à tour. Mais en matière de voie de fait les Modernes, cependant, paraissent d'une doctrine moins ferme.

Merlin, comme nous l'avons dit, transmet au droit moderne en rééditant le Répertoire de Guyot, la théorie de Lanjuinais, et, soit de propos délibéré, soit de prime saut, soit par science, soit par instinct, les auteurs des xix^e et xx^e siècle s'ordonnent autour de cette doctrine comme les jurisconsultes d'Ancien Régime l'avaient fait autour de celle de Dumoulin. Ces juristes suivent d'ailleurs non pas les directives d'une école déterminée mais leurs opinions personnelles. Il n'y a pas lieu de rechercher s'ils appartiennent, par exemple, à l'école des interprètes du

Code civil ou à l'école nouvelle de droit civil, la notion de voie de fait reste au-dessus des discussions d'école.

SECTION I

La conception ordinaire de la voie de Fait

La doctrine la plus répandue admet ce que Lanjuinais appelait la signification ordinaire de la voie de fait, et qui est restée la signification ordinaire dans le droit moderne : La voie de fait c'est l'acte par lequel un particulier exécute lui-même ses droits ou ses prétentions sans tenir compte de la volonté contraire d'autrui et sans attendre la décision des juges.

Mais parmi les auteurs qui procèdent de cette doctrine il en est qui ne connaissent de la voie de fait que celle qui s'exerce sur les personnes. Ces auteurs, Blanche, M. Garçon, M. Garraud, sont des criminalistes et ils se présentent comme de simples commentateurs du Code pénal. Chacun met en parallèle la violence et la voie de fait en introduisant parfois le terme de force. Ils ne sont pas malheureusement tout à fait d'accord avec eux-mêmes, et par conséquent, les uns avec les autres.

« Le langage vulgaire, dit Blanche, admet une certaine différence entre la violence et la voie de fait. La violence est le terme générique; elle sert à expri-

mer à la fois les excès commis sur les personnes et sur les choses ; la voie de fait indique plus spécialement une espèce de violence, l'excès dirigé contre les personnes. Dans le langage pénal, au contraire les violences et les voies de fait se confondent et deviennent des expressions synonymes : les violences comme les voies de fait se spécifient, elles s'entendent, comme celles-ci d'excès envers les personnes. Cette vérité qui ne peut être contestée se démontre par les articles 186, 228, 230, 266, 279, 309, 317, 331, 332 du Code pénal » (1).

M. Garçon à l'inverse, indique comme relevant du langage scientifique la notion de voie de fait que Blanche rattachait au langage vulgaire : « Il est vrai que le législateur les a souvent employées ensemble, dit-il en parlant de la voie de fait et de la violence, cependant elles ne sont peut-être pas identiques et redondantes. Les violences peuvent s'exercer sur les choses et sur les personnes ; les voies de faits s'entendent plutôt des violences contre les personnes seulement. Dans le langage usuel les voies de fait paraissent désigner quelquefois des actes moins graves que les violences » (2). « Le mot violence, reprend encore un peu plus loin M. Garçon s'entend des actes de force contre les choses aussi bien que des voies de fait contre les personnes » (3).

En somme M. Garçon pense que si parfois la voie

1. Blanche, *Etudes pratiques sur le Code pénal*, 1888, t. IV, n° 25.

2. Garçon, *Code pénal* annoté art. 209, n° 20.

3. Garçon, *op. cit.*, art. 209 n° 30.

de fait et la violence sont identiques dans la langue scientifique et dans le Code, il est des cas plus nombreux où la violence est plus large que la voie de fait (1) et même des cas où la voie de fait n'a qu'une portée très restreinte ; la voie de fait serait ainsi une idée inférieure en règle générale par son extension à l'idée de violence.

Mais M. Garçon ne s'en tient pas à cette attitude. Il est obligé de reconnaître qu'il est, au moins une hypothèse où l'idée de violence est moins large que celle de voie de fait, c'est celle de l'article 309 où « il semble, remarque M. Garçon, que le législateur, en employant ces deux expressions ait voulu compléter le sens de la première par la seconde » (2) ; c'est dire que la voie de fait est parfois plus étendue que la violence.

M. Garraud enseigne des principes semblables à ceux de M. Garçon mais il nous découvre dans la manière de les exprimer plus d'incertitude encore (3).

Voici quel est le cours habituel de la pensée de M. Garraud : Il part de cette idée qu'il y a deux sortes de violences, la violence morale qui procède par la menace, et la violence physique qui procède par la force (4). La violence physique est dirigée tantôt contre des objets ou des obstacles matériels, tantôt contre des personnes. Le mot de voie de fait se

1. V. encore Garçon, *op. cit.*, art. 184, n° 106.

2. Garçon. *op. cit.*, art. 309, n° 16.

3. J'avoue même que l'éminent criminaliste mêle parfois d'une manière difficile à démêler les deux conceptions de la Voie de Fait.

4. Garraud : *Traité de droit pénal*, t. III, 2^e éd. n° 269.

réfère parfois à la violence physique (1) mais particulièrement aux violences contre les personnes : la voie de fait est dite alors voie de fait personnelle (2) ; dans son acception la plus large, la voie de fait personnelle est constituée par tout acte de violence exercé contre la personne (3). En ce sens on peut dire que les expressions violence et voie de fait ont la même portée (4). Mais M. Garraud ne croit pas comme M. Garçon que ce soit là le sens ordinaire des lois ; ce n'est qu'un sens accidentel (5) : « dans le sens du droit pénal, dit-il, on entend par cette dernière expression voie de fait, les violences légères ou les mauvais traitements qui n'ont eu pour conséquence ni effusion de sang, ni blessures, ni maladie » (6). Ici M. Garraud présente comme sens propre du Code pénal celui que M. Garçon rapportait au langage usuel.

Ce qui brouille l'esprit c'est que M. Garraud ne maintient pas constamment les principes généraux que nous avons dégagés, et l'on peut lire dans un passage de son *Traité* « qu'une voie de fait a *d'ordinaire* une *gravité* que ne comporte pas la violence » (7).

C'en est assez pour montrer que les criminalistes

1. *eod. op.* LVI, 2^e éd. p. 344 s. art. 438.

2. *eod. op.* t. IV, 2^e éd. p. 119 sur art. 184 C. pén.

3. *eod. op.* t. III, 2^e éd. n° 1703, sur art. 309 C. pén.

4. *eod. op.* t. V, 2^e éd. sur art. 281. C. p., n° 2218.

5. T. VI, 2^e éd., p. 89 sur art. 412. C. p.

6. Garraud, t. III, sur art. 209.

7. Garraud, t. VI, p. 112 sous art. 414.

ne sont pas parvenus à une opinion uniforme et cohérente sur l'interprétation du Droit pénal. Disons cependant que tous estiment comme M. Garçon que la violence et par conséquent la voie de fait ne sauraient, au point de vue matériel, être constitués que par un acte positif, un fait actif et non pas une simple abstention (1) et que dans l'ordre psychologique la violence en principe est un acte volontaire (2).

En face de ces criminalistes pour qui la voie de fait est une mainmise sur les personnes, il est des civilistes pour qui la voie de fait est ordinairement une mainmise sur les choses. La plupart des auteurs qui ont écrit sur la possession ou sur le louage ne font que consigner les résultats obtenus par la jurisprudence.

En ce qui concerne la possession, beaucoup, il est vrai, n'aperçoivent ou ne signalent la voie de fait que dans la théorie de la réintégration ; ainsi font Aubry et Rau (3) dans leurs Cours de droit civil (4), Garsonnet et M. Cézard-Bru dans leur *Traité théorique et pratique de procédure civile et commerciale* (5), et des auteurs spéciaux : Belime dans son *Traité du droit de possession et des actions possessoires* (6),

1. Garçon, *op. cit.*, art. 309, n. 47.

2. Garçon, *op. cit.*, art. 186, n° 14.

3. Aubry et Rau, *Cours de droit civil*, 5^e éd. E. Bartin, par. 184.

4. Rappelons que la première édition de ce cours date de la Monarchie de juillet (1838-1847).

5. Tome I, 3^e éd., p. 645.

6. *Op. cit.*, n° 384.

Bioche, dans son *Traité des actions possessoires* (1), M. Bourcart, dans ses *Etudes historiques et pratiques sur les actions possessoires* (2), M. Ch. Appleton, dans sa *Théorie de la possession* (3) ou des arrêtiistes comme M. Guénée (4). En revanche, ces auteurs rendent compte exactement de l'état de la jurisprudence : « On se ferait, dit M. Guénée, une idée trop étroite de la violence nécessaire pour intenter la réintégrande si on exigeait qu'il y eut lutte engagée, coups portés ; la violence peut exister sans cela. On doit, en sens inverse, se garder de déclarer qu'il y a violence indistinctement toutes les fois qu'un individu rentre dans la possession de ce qu'il croit lui appartenir, de sa propre autorité et sans recourir aux tribunaux. Si on parcourt les nombreux arrêts de la Cour de Cassation sur la matière, en négligeant les détails de fait particuliers à chaque affaire, et qui permettent de caractériser plus ou moins énergiquement les actes agressifs commis sur le fonds d'autrui, on peut dégager le principe qui a inspiré les décisions rendues sur ce point : il faut que le demandeur soit dépossédé de tout ou partie de l'immeuble qu'il occupe au moyen d'un acte agressif commis soit sur sa personne, soit sur le fonds, d'une *voie de fait* qui mette en mouvement le droit de légitime défense ou qui soit de nature à compromettre, dans

1. *Op. cit.*, n° 285.

2. *Op. cit.*, n° 154.

3. *Op. cit.*, n° 386.

4. D.1898.I.345.

une certaine mesure, la paix sociale » (1). D'autre part les auteurs les plus récents estiment à l'exemple des tribunaux que la notion de voie de Fait a sa place dans chacune des actions possessoires, dans la complainte et dans la dénonciation de nouvel œuvre comme dans la réintégration: ainsi pensent M. Planiol (2) et MM. Capitant et Colin (3).

Les études sur le louage de leur côté se bornent à reproduire la conception des lois et des sentences judiciaires, en insistant surtout sur la voie de fait simple, celle qui ne contient pas une prétention de droit et qui n'est pas un trouble de droit (4).

Enfin à côté des civilistes et des criminalistes qui se tiennent près des textes, il est un troisième groupe de professeurs et de magistrats qui s'élèvent au

1. Dans le même sens, Dalloz D.J. V° Apos n° 101. ; Aubry et Rau, *op. cit.*, « la réintégration est une action par laquelle le possesseur ou même le simple détenteur est autorisé à demander le rétablissement de l'état de choses qui, par voie de fait violente, a été anéanti ou modifié à son détriment ».

2. *Droit civil*, I, n° 2308.

3. *Cours élémentaire de droit civil*, I, 1^{re} éd., p. 986 et 992.

4. Aubry et Rau, *op. cit.*, t. V, par. 366-3^o, 5 ; Colmet de Santerre, *Cours analytique de G. civ.*, t. VII, n° 179 bis ; Laurent, *Principes de droit civil français*, 1877, t. XXV, n° 159 ; Guillouard, *Traité du contrat de louage*, t. I, n° 157 et 166 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Le Contrat de louage*, t. I, n° 519 ; Planiol, *Traité*, t. II, n° 1682. Capitant et Colin, t. II, 3^e éd., p. 535. Adde note Boistel. D. 97.2.473. — Les auteurs qui traitent de l'effet de la violence dans les conventions (art. 1112, C. civ.), parlent aussi de la Voie de fait: pour eux, dans ce cas, comme pour la jurisprudence, la Voie de fait ne comprend que les mainmises physiques (Baudry et Barde, *Obligations*, t. I, n° 72), au lieu que la violence comprend les menaces qui font craindre un mal d'ordre physique ou un mal psychologique, ou un mal d'ordre social (Demogue, *Obligations*, t. I, n° 307).

dessus du droit positif et consacrent à la voie de Fait et à la violence des développements plus généraux.

Merlin ne s'est pas borné à nous conserver dans *le Répertoire* l'étude de Lanjuinais, son *Recueil alphabétique des Questions de droit* contient lui aussi quelques pages sur la voie de fait : « Qu'est-ce qu'une voie de fait ? demande-t-il. C'est en général tout acte par lequel on exerce de son autorité privée des prétentions et des droits contraires aux droits et aux prétentions d'autrui. Toute violence est voie de fait, mais toute voie de fait n'est pas violence » (1). Merlin, on le voit, imite Lanjuinais.

Favard de Langlade, un peu plus tard, rappelle Denisart : « La voie de fait, dit-il, c'est l'acte de violence qu'on fait sans avoir recours à la justice (2) ».

Ces propositions passent de main en main. Toulhier recueille celles de Merlin, dans *le Droit civil français* et les complète en faisant appel à l'idée de voie de droit. « On entend par voie de fait, dans le sens le plus général, de ce mot, tout acte fait de son autorité privée, pour l'exercice d'un droit ou d'une prétention, sans recourir à la justice pour s'y faire autoriser. La voie de fait est opposée à la voie de droit qui est le recours aux tribunaux pour les faire prononcer sur une prétention contes-

1. Merlin, *op. cit.*, t. V, 2^e éd., 1810, v^o Voie de fait.

2. Favard de Langlade, *Répertoire de la nouvelle législation civile, commerciale et administrative*, t. V, 1824.

tée » (1). Les expressions de Toullier sont acceptées par Sourdat qui les transcrit sans changement dans son *Traité général de la responsabilité* (2). Par ailleurs de nombreux auteurs font à la voie de fait ainsi entendue des allusions passagères. Rauter, par exemple, dit du droit de rétention qu'il est une voie de fait (3) et MM. Capitant et Colin reprennent la même idée (4). Dans le même sens M. Hauriou en étudiant les *Eléments du contentieux* déclare « qu'une contestation appelle un juge par cela même qu'elle est portée à un certain degré d'acuité et qu'elle est susceptible de dégénérer en voie de fait » (5) et MM. Capitant et Colin, pour combattre le système doctrinal en vertu duquel l'action en nullité serait inutile contre les actes entachés de nullité absolue, qui, par eux-mêmes, de plein droit et sans intervention du juge, seraient dépourvus d'effet juridique, font valoir que l'exercice d'une action en justice est toujours nécessaire par la raison « que *les voies de fait sont interdites* et que nul ne peut se faire justice à soi-même » (6).

Quelques auteurs, cependant estiment que c'est aller trop loin que de se faire de la voie de fait une idée si vaste et ils proposent une conception plus

1. Toullier, *op. cit.*, t. XI, n° 135. V. aussi Aubry et Rau, t. IX, 5^e édit., par E. Bartin, paragraphe de tête.

2. Sourdat, *op. cit.*, t. I, n° 422.

3. Rauter, *Rev. étrangères*, 1841, t. VHI, p. 779 s.

4. Capitant et Colin, *op. cit.*, II, p. 776.

5. Hauriou, *Les éléments de contentieux. Rec. de législation*. Toulouse, 1905, p. 41.

6. Capitant et Colin, *op. cit.*, I, p. 75.

restreinte: ainsi M. Cassin, dans son ouvrage sur l'Exception tirée de l'inexécution dans les rapports synallagmatiques (1), réduit la voie de Fait à un « acte positif de violence de nature à troubler la paix sociale » (2) et se borne à généraliser la notion de voie de Fait de la théorie de l'action en réinté-grande. De même, MM. Vidal et Magnol, seraient favorables à une conception de la voie de Fait dans laquelle celle-ci ne désignerait que l'un des aspects de la Justice privée: « La voie de fait employée pour faire respecter son droit, écrivent-ils, a, avec la légitime défense, ce caractère commun d'être accomplie avec la conscience d'agir justement contre une injustice, de défendre son droit contre une violation injuste. Mais il y a cette différence entre elles que la légitime défense tend à empêcher le mal et la violation de droit, à écarter le danger imminent de la violation du droit par la réaction individuelle substituée nécessairement à la protection sociale, absente et impuissante; tandis que la voie de fait employée pour l'exercice d'un droit tend seulement à faire cesser un mal déjà accompli, une violation réalisée, à faire reconnaître un droit méconnu et violé, alors que l'on pourrait, pour cela, recourir à l'autorité judiciaire » (3).

Mais que pensent les partisans de cette première

1. Thèse Paris, 1914.

2. *Op. cit.*, p. 422 et n° 2. V. encore, p. 332 et n° 5, 418, n° 1, 422 et n° 2, 458, n° 1, 489.

3. Vidal et Magnol, *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire*, 6^e éd., 1921, n° 210.

conception (1) sur le problème de l'illégalité de la voie de fait ?

Ils sont d'une manière générale plus avertis que les jurisconsultes de l'Ancien Régime. Quelques-uns d'entre eux répètent encore le préjugé courant qui veut que la voie de fait soit toujours illicite. Nous venons d'entendre MM. Capitant et Colin. Merlin lui aussi, oubliant la leçon de Lanjuinais, avait au début du XIX^e siècle sacrifié à ce préjugé. « S'il y a voie de fait, il y a délit ou au moins faute punissable » (2). Mais Favart de Langlade, Aubry et Rau et surtout Toullier rétablissent la vérité. Le premier fait observer que les voies de fait sur les personnes sont parfois excusées et parfois même innocentées (3) et le second, par une analyse des conditions des actions possessoires, démontre que dans certains cas les voies de fait sur les biens ne sont pas réprimées (4). D'un autre côté, la plupart des juristes admettent

1. Nous devons encore observer que la doctrine administrative, appelle fonctionnaire *de fait* le gérant d'affaires, du moins le gérant des affaires publiques, des personnes collectives de droit public. Le fonctionnaire de fait est celui qui s'immisce d'*autorité privée*, dans les affaires publiques, c'est-à-dire sans autorisation de justice et sans le consentement des représentants qualifiés de la personne morale. Le concept de fonctionnaire de fait rentre donc dans la première conception de la voie de fait, en son sens le plus étendu. Il ne nous semble pas, néanmoins, que les auteurs qui ont traité du fonctionnaire de fait aient songé à la voie de fait. V. Jèze, *Principes généraux de droit adm.*, 2^e éd.

2. *Op. cit.*, T. V. V^o Voie de fait. MM. Vidal et Magnol eux aussi dans le sens où ils entendent la voie de fait déclarent qu'elle est illégale.

3. *Op. cit.* t. V. V^o Voie de fait. V. aussi Aubry et Rau, t. IX, *loc. cit.*

4. *Op. cit.* t. II n^o 137 et suivants.

les solutions du Droit positif et ne les discutent pas. Leurs dissentiments se traduisent seulement par des discussions de termes, ou des améliorations de détail (1).

SECTION II

La conception de la voie de fait acte illicite par nature

Le problème de la légalité ne fait pas difficulté, nous le savons, pour ceux qui sont attachés à l'autre théorie de la voie de fait. Ces juristes en effet tiennent que la voie de fait est un acte illicite par essence. Pour eux, la voie de fait c'est toute illégalité.

Les mêmes particularités nous frappent dans le droit moderne qui nous avaient frappés dans l'Ancien droit : le petit nombre de ces auteurs d'abord, comme aussi le fait que cette seconde conception

1. Il est des points cependant où leur critique du Droit positif est plus vive et plus sérieuse : c'est ainsi que beaucoup d'auteurs reconnaissent le droit de résistance à l'oppression, ou le Droit d'insurrection et combattent les thèses absolutistes des lois et des arrêts (V. notamment L. Duguit, *Traité de D. constit.* 2^e éd. T. III, p. 735 et s., A. Esmein et Nézard, *D. constit.* 7^e éd. T. II p. 533 et s., Garraud, *Traité de D. pénal*, 3^e éd. T. II, p. 36 et s., M. Haurion, *Précis de D. constit.* p. 118 et s.) mais ces opinions découlent d'une conception de la morale politique, non pas d'une interprétation meilleure du droit en vigueur : M. Duguit le reconnaît lorsqu'il avoue que « la question de la légitimité d'une insurrection, ne pourra jamais se poser en droit positif devant un tribunal » (*op. cit.*, p. 749); nous ne pouvons donc que signaler ici ces opinions, leur exposé trouvera naturellement sa place dans notre V^e étude sur la théorie de la voie de fait. Il va sans dire que nul magistrat et nul juriste de la Chaire, quelle que soit sa nuance politique n'a soutenu des principes semblables à ceux des divers partisans de l'Action directe ou de la Propagande par le Fait.

est affirmée dans des études de droit criminel.

Dalloz commence par citer Merlin : « Suivant Merlin, dit-il le mot voie de fait, dans son sens le plus étendu, désigne presque toutes les actions qui blessent une personne dans son corps, dans son honneur ou dans ses biens ». Dalloz toutefois ne suit pas Merlin d'une manière absolue. Il abandonne la notion surannée d'injure réelle. Sans doute reconnaît-il l'existence de voies de fait réelles, mais il entend par là des voies de fait « exercées sur les biens, sans violence contre les personnes » (1).

Un ouvrage très en faveur pendant le second Empire, *le Répertoire de droit criminel* d'Ach. Morin, tout en consacrant les mêmes idées que Dalloz, marque cependant un léger resserrement des idées : « Il y a deux sortes de voies de fait : les unes purement réelles, qui consistent à usurper matériellement des droits qu'on a pas ; les autres, personnelles, qui s'attaquent aux individus par coups et blessures ou autres violences. Toutefois il ne faut pas confondre la violence avec la voie de fait. Jousse dans son commentaire sur l'ordonnance de 1667 titre 8, article 2, remarque relativement à ces mots « dépossédé par violence, ou voie de fait » que la violence suppose de la résistance ce que ne suppose point la voie de fait. Ainsi toute violence est voie de fait ; mais toute voie de fait n'est pas violence » (2).

1. V. D. J. G. V° *voie de fait*.

2. *Op. cit.*, t. II, p. 825.

De nos jours enfin, M. Garraud, à la suite d'Ortolan a su redonner à cette doctrine quelque chose de l'élevation et de l'éclat qu'elle avait jadis : — « Dans un sens large, dit-il, on oppose les voies de fait aux voies de droit et on entend par-là tout emploi d'une force qui n'est qu'une force de fait et non une force de droit et qui peut être dirigée tant sur des objets naturels que contre des personnes (1). » M. Garraud retrouve presque dans ces quelques phrases la première conception de Dumoulin, puisqu'il définit la voie de Fait par contradiction à la voie de droit entendue au sens large. S'il se fut contenté d'opposer la force de fait à la force de droit, s'il n'avait pas ajouté que pour que la voie de fait existe, la force de fait doit être dirigée contre des objets matériels ou contre des personnes, et par conséquent être un acte volontaire, il eut égalé par la généralité de sa pensée, la pensée du Dumoulin, il eut même complété celle-ci, puisqu'il fait entrer les termes de force et de fait dans la théorie de la voie de fait (2). Mais le concept d'entreprise matérielle et volontaire l'a hanté (3).

1. Garraud, t. IV, 2^e éd., p. 119.

2. Et même la violence : M. Garraud en effet identifie dans un autre paragraphe de son Traité la violence et la Force de Fait : « L'expression violence comprend dans sa signification la plus étendue tout emploi illégitime de la force soit dirigée contre des objets ou obstacles matériels, soit dirigée contre des personnes » (t. IV, 2^e éd. au § de la résistance à l'oppression)... « La violence est donc le caractère commun qui se retrouve au fond de toute infraction à la loi pénale » (t. II, 2^e éd. p. 506).

3. Il existe aussi dans la Doctrine française une troisième con-

ception de la voie de Fait du particulier qui apparaît parfois timidement, et dans laquelle la voie de Fait s'entend de toute opération matérielle, exercée sur les personnes ou sur les choses, même avec l'autorisation du juge : V. A. Colin et Capitant, t. II, p. 9 (3^e éd.). — La Voie de Fait, en ce cas, s'oppose à la voie de Paroles, comme dans l'Ancien Droit le *fait* s'opposait parfois aux paroles. Cette troisième conception est identique à celle qu'on peut constater dans les mœurs populaires.

OBSERVATION

Nous pouvons donc redire encore au terme de cette étude, et la permanence foncière de l'idée de Voie de Fait du Particulier et la variété de l'usage pratique qui en ont fait la loi française et les jurisconsultes français. C'est là le thème essentiel que nous avons trouvé au fond de toutes nos analyses.

Mais n'y a-t-il pas d'autres façons de comprendre la notion de Voie de Fait du Particulier et d'en organiser les sanctions ?

L'Etude de la Voie de Fait du Particulier au regard des lois et de la Doctrine étrangères, et celle de la Théorie générale de la Voie de Fait, auront pour but de répondre à ces questions.

Il convient auparavant d'exposer en face de ce que les lois françaises et leurs interprètes nous apprennent de la Voie de Fait du Particulier, ce qu'ils nous apprennent de la Voie de Fait du personnage public.

Vu : le Doyen,
H. BERTHÉLEMY

Vu : le président de la thèse,
F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVERTISSEMENT.....	I
ETUDE I. — La Voie de Fait du Particulier au regard de la loi et des jurisconsultes français.....	7
Préambule aux livres I et II : la Tradition.....	9

LIVRE I

LE LEGS ROMAIN ET LES COMMENCEMENTS DE LA VOIE DE FAIT

CHAPITRE PREMIER. — La « Vis » à Rome et à Byzance jus- qu'au début du VI ^e siècle.....	17
Section I. — Développement historique de la notion de « Vis ».....	18
— Etymologie.....	18
— Notes sur la « Vis » dans les ouvrages littéraires....	19
— La « Vis » dans la langue juridique.....	19
— La « Vis » en tant que fait de l'homme.....	20
I. — L'aspect civil de la « Vis ».....	20
II. — L'aspect pénal de la « Vis ».....	24
Section II. — Analyse de la notion de « Vis ».....	32
I. — La « Vis » sous le rapport matériel.....	34
II. — La « Vis » sous le rapport psychologique.....	34
III. — La « Vis » sous le rapport social.....	35
La double conception de la « Vis ».....	35
La « Vis », acte illicite par définition.....	36
La conception fondamentale de la « Vis » : dans cette conception, la « Vis » est quelquefois licite.....	43
CHAPITRE II. — La « Vis » en France jusqu'à la fin de l'An- cien Régime.....	45
Section I. — La notion de « Vis » dans les Lois.....	45
I. — Leges.....	47
II. — Capitulaires.....	50
III. — Etablissements des Premiers Capétiens.....	53

<i>Section II.</i> — La notion de « Vis » dans la doctrine.....	55
I. — Isidore de Séville.....	56
II. — Romanistes et civilistes : grande Glose, romanistes français, Bartole, Dumoulin, d'Argentré, D. Codefroy, Doneau, Cujas.....	57
III. — Canonistes : Hostiensis, Panormitanus, Fagnanus, Pontanus. Reiffenstuel.....	64
CHAPITRE III. — Le déclin de la « Vis » et l'apparition de la voie de Fait dans le droit positif.....	68
<i>Section I.</i> — Causes générales.....	68
I. — La croissance de la langue française.....	69
II. — La décadence de la langue latine.....	69
<i>Section II.</i> — Les notions qui se substituent à la « Vis » dans le latin décadent : « Fortia », « Foris-factum »....	72
<i>Section III.</i> — Les notions qui remplacent la « Vis » dans le français naissant.....	75
— La « Force » dans la langue littéraire.....	75
— La « Force » et autres expressions dans les textes officiels.....	75
— Le « Méfait ».....	77
Multiplicité d'expressions semblables pour une même fin.	81
— La voie de Fait.....	81
Idée générale de son histoire dans le droit positif.....	83

LIVRE II

LE DROIT DE L'ANCIEN RÉGIME

CHAPITRE PREMIER. — La voie de Fait dans le droit positif..	85
<i>Section I.</i> — Définition de la voie de Fait.....	86
I. — Définition d'ensemble.....	87
Analyse de cette définition.....	87
II. — Applications spéciales.....	92
<i>Section II.</i> — Rapport de la voie de Fait avec la légalité..	96
I. — Le principe de l'illégalité de la voie de Fait.....	98
II. — La règle exceptionnelle de la légalité de la voie de Fait.....	104
<i>Section III.</i> — Rapports de la voie de Fait avec la Force, la Violence et le Fait.....	108
CHAPITRE II. — La voie de Fait et les jurisconsultes de l'Ancien Régime.....	115
<i>Section I.</i> — La notion de Force chez les auteurs du XIII ^e siècle.....	116

<i>Section II.</i> — Autres notions voisines chez les auteurs des XIII ^e et XVI ^e siècles.....	120
La Violence. Apparition de la voie de Fait. Idée générale de son histoire dans la Doctrine.....	120
<i>Section III.</i> — Dumoulin et les auteurs classiques.....	124
I. — Dumoulin.....	124
II. — La conception ordinaire de la voie de Fait chez les auteurs classiques.....	129
III. — La conception de la voie de Fait, acte illicite par nature.....	141
IV. — Vue succincte de la tradition près de la fin de l'An- cien Régime.....	149
<i>Section IV.</i> — Lanjuinais.....	153

LIVRE III

LE DROIT MODERNE

Préambule au Livre III ; Révolution et Tradition.....	159
---	-----

LIVRE III. — LE DROIT MODERNE OU LA TRADITION AGRANDIE

CHAPITRE PREMIER. — La notion de voie de Fait dans le droit positif.....	177
<i>Section préliminaire.</i> — Les textes du droit intermédiaire.	177
<i>Avant section.</i> — Les principes de la voie de Fait dans le Droit actuel.....	183
<i>Section I.</i> — La notion de la voie de Fait dans les textes du droit actuel.....	191
I. — Les Codes napoléoniens.....	191
L'idée de la voie de Fait dans le Code civil.....	192
L'idée de la voie de Fait dans les lois pénales codi- fiées.....	194
II. — Les textes postérieurs.....	198
Expansion de l'idée de la voie de Fait en dehors des Codes.....	199
L'idée de la voie de Fait introduite par retouches dans le Code pénal.....	206
<i>Section II.</i> — La notion de voie de Fait dans les sentences judiciaires.....	212
I. — La jurisprudence et la voie de Fait du Code pénal.	214
II. — La jurisprudence et la voie de Fait du Code civil.	222
— La jurisprudence relative au louage des choses...	222

— La jurisprudence relative à la possession.....	226
L'idée de voie de Fait dans la théorie de l'action en réintégration	232
L'idée de voie de Fait dans la théorie de l'action en dénonciation de nouvel œuvre et de l'action en complainte.....	235
<i>Section III. — Rapports de la voie de Fait avec la légalité juridique</i>	240
§ I. — Le principe de l'illégalité de la voie de Fait et les sanctions juridiques de la voie de fait illicite.....	240
I. — Le principe de l'illégalité de la voie de Fait....	240
II. — Les sanctions juridiques de la voie de Fait illicite.	260
1° Sanctions juridictionnelles.....	264
A. — Sanctions civiles.....	266
1. Sanctions provisoires.....	267
2. Sanctions définitives : La remise en état : La peine privée	269
3. Le pouvoir discrétionnaire du juge.....	301
B. — Sanctions pénales.....	302
1. Règles de recevabilité.....	304
2. Règles de fond : la peine publique.....	306
2° Sanctions coercitives.....	317
A. — Sanctions préparatoires aux sanctions juridictionnelles.....	318
B. — Sanctions exécutrices des jugements et autres titres exécutoires.....	319
C. — Sanctions supplétives des sanctions juridictionnelles.....	323
§ II. — La règle exceptionnelle de la légalité de la voie de Fait. Notes sur la voie de Fait dans les mœurs....	337
I. — La règle exceptionnelle de la légalité de la voie de Fait.....	337
II. — Notes sur la voie de Fait dans les mœurs.....	347
<i>CHAPITRE II. — La Voie de Fait et les Juristes du XIX^e et du XX^e siècle.....</i>	352
<i>Section I. — La conception ordinaire de la voie de Fait. .</i>	353
<i>Section II. — La conception de la voie de Fait, acte illicite par nature.....</i>	364

ADDENDA ET CORRIGENDA

- P. 3, au lieu de : M. Larnaude, professeur, lisez : M. Larnaude, Doyen honoraire.
- P. 10, ligne 15, au lieu de : hérédité, lisez : hérédité.
- P. 11, ligne 7, au lieu de : la dualité, lisez : la loi de la dualité.
 Note 2, ligne 6, au lieu de : Rome VIII, lisez : Rom. VIII.
- P. 14, lignes 29 et 30, lisez : ses plaidoyers Pro Caecina, Pro Caelio et Pro Tullio.
- P. 15, ligne 21, au lieu de : générales, lisez : générales (1).
- P. 17, ligne 12, lisez : Section I. — Développement historique de la notion de « Vis ».
- P. 20, ligne 5, au lieu de : Caius, lisez : Gaius.
 — 7, au lieu de : vis ac potestas, lisez : vis ac potestas.
 — 7, au lieu de : de la portée, lisez : la portée.
 — 8, au lieu de : ou de celle, lisez : ou celle.
 — 19, au lieu de : déterminés, lisez : déterminés (7 bis). —
 Adde : n. 7 bis : Ihering rattache le terme vis au mot vir qui, en sanscrit, signifie guerrier, héros. D'après lui, la vis, originairement, ne désignerait pas la puissance du corps ou de l'esprit en général, mais, d'une manière plus concrète, la puissance guerrière du héros. Le sens du mot ne se serait élargi que postérieurement. V. *Esprit du Droit romain*, trad. Meulenaere, t. I, p. 116.
- P. 21, ligne 3, au lieu de : quinti, lisez : Quinti.
 — 16, au lieu de : vi, lisez : vi.
- P. 22, ligne 3, au lieu de : le premier sens, lisez : la première signification.
 — 4, au lieu de : le même sens, lisez : la même signification.
 — 5 et 6, au lieu de : de superficie, lisez : de superficie.
 — 8, au lieu de : inde, lisez : unde.
- P. 23, ligne 6, au lieu de : corporalis, lisez : corporalis.
 — 16, au lieu de : sans le mot « vis », lisez : sous le mot « vis ».

Note 3, au lieu de : Pro Caelio, lisez : Pro Caecina.

- P. 24, ligne 7, lisez : pendant toute la durée du droit romain (2 bis). —
 Adde : n. 2 bis : Ces lignes sont écrites en faisant abstraction de la vis ex conventu ou violence simulée, dont le caractère et l'histoire sont assez mal définis. V. s. la vis ex conventu, Saleilles, *Nouv. Rev. hist.*, 1892, pp. 245-313; Chabrun, *Nouv. Rev. hist.*,

- 1908, pp. 5-27; Cornil, *Traité de la possession en droit romain* p. 326; Girard, *op. cit. passim*, notamment p. 990, n° 1.
- P. 25, ligne 13, au lieu de : publiques, privées, lisez : publiques et privées.
- ligne 17, au lieu de : une loi spéciale, lisez : une loi.
- P. 26, ligne 4, au lieu de : qui amenait au galop, lisez : qui précipitait.
- notes, au lieu de : *Pro Caelio*, lisez : *Pro Caecina*.
- P. 27, note 6, au lieu de : *Corroï*, lisez : *Coroï*.
- P. 28, ligne 22, au lieu de : autoritate, lisez : auctoritate.
- note 1, au lieu de : *Collegis*, lisez : *Collegiis*.
- P. 31, ligne 3, au lieu de : Vatinien, lisez : Valentinien.
- 4, au lieu de : réglementa, lisez : réglementait.
- P. 32, ligne 15, au lieu de : de vi, lisez : de vi.
- 21, au lieu de : de vis, lisez : de vi.
- P. 34, ligne 3, lisez : Section II. — Analyse de la notion de « Vis ».
- P. 38, ligne 22, au lieu de : pouvoir de droit, lisez : pouvoir de droit (1 bis). — Adde : n. 1 bis : « Le principe que la force individuelle est la source du droit est une des vérités primordiales de l'histoire du Droit romain. » Ihering, *Esprit du Droit romain*, trad. Meulenaere, t. I, p. 108.
- note 2, supprimez : S.
- P. 42, ligne 2, au lieu de : autens, lisez : autem.
- 7, au lieu de : com. lisez : cum.
- 9, au lieu de : omnia que jure permittunt, lisez : omniaque jura permittunt... :
- 16, au lieu de : inculptae, lisez : inculpatae.
- 18, au lieu de : ced, lisez : sed.
- Note 5, ligne 2, au lieu de : pater familias, lisez : paterfamilias.
- 8, au lieu de : jus vitas, lisez : jus vitae.
- 2, lisez : disparut complètement ; au temps des Sévère.
- P. 43, note (suite), ligne 4, au lieu de : castigatio modica, lisez : castigatio modica ;
- P. 49, ligne 4, au lieu de : ses, lisez : ces.
- note 4, ligne 3, au lieu de : dégiat, lisez : dejiat.
- note 5, lisez : Code, 10, éd. Hessels, p. 413.
- P. 51, ligne 11, au lieu de : qualium cumque, lisez : qualiumcumque.
- 16, au lieu de : dans la « Vis » au temps de l'Empire, lisez : dans la « Vis ».
- P. 54, ligne 15, au lieu de : huitème, lisez : huitième.
- 20, au lieu de : personnas, lisez : personas.
- 23, au lieu de : clairesemées, lisez : clairsemées.
- P. 55, ligne 1, au lieu de : seigneurerie, lisez : seigneurie.
- 7, au lieu de : domina, lisez : domino.
- P. 56, ligne 20, au lieu de : perquam, lisez : per quam.
- P. 57, ligne 10, au lieu de : appeluntem, lisez : appellantem. — Au moment de livrer ces corrections à l'imprimeur, nous mettons la main sur une page où F. Ozanam parle ainsi d'Isidore de Séville et de son Livre des Origines : « Au premier abord l'auteur n'y

semble occupé que des mots, des étymologies souvent détestables dont Platon, Varron, les grammairiens et les jurisconsultes romains ont prodigué les exemples. Mais il ne peut s'engager dans la définition des mots sans se mettre à la poursuite des idées, sans pénétrer jusqu'au fond de chaque science, sans se trouver sur les traces de ceux qui s'y enfoncèrent avant lui. Il résume donc en vingt livres les principes des sept arts libéraux, ceux de la médecine, de la jurisprudence, de la théologie, de l'histoire naturelle, de l'agriculture et des arts mécaniques. Les citations des écrivains grecs et latins sont innombrables ; et l'ouvrage annoncé comme un dictionnaire, devient une encyclopédie, le sommaire d'une lecture immense, et pour ainsi dire le dépouillement d'une bibliothèque dont la moitié aurait péri pour nous, si l'évêque de Séville n'en avait sauvé les faibles restes ». (*Etudes germaniques*, t. II (Œuvres complètes. éd. Ampère), pp. 439-440).

P. 57, ligne 19, au lieu de : Irmerius, lisez : Irnerius...

— 22, au lieu de : corpus juris civilis, lisez : *Corpus juris civilis*...

P. 58, ligne 2, au lieu de : Irmerius, lisez : Irnerius...

— 24 et 25, au lieu de : mais Rabelais... jugement, lisez (mais Rabelais... jugement).

P. 59, ligne 21, au lieu de : un certain nombre de textes, lisez : les textes que nous avons nous-même cités.

P. 60, ligne 2, au lieu de : et de confronter, lisez : et confronter.

— ligne 13, le mot *patrie* est bien dans le texte : la citation n'est pas fautive.

P. 64, lignes 14 et 15, au lieu de : il nous enseigne, lisez : nous enseigne...

P. 65, ligne 8, au lieu de : Hostientis, lisez : Hostiensis...

— 10, au lieu de : faite (1), postérieurement, lisez : faite (1).
Postérieurement.

— note 1, au lieu de : *Somma*, lisez : *Summa*; au lieu de : de hisque, lisez : de his quae...

— note 2, ligne 2, lisez : Abbas Panormitanus... de his quae vi metus ve causa fiunt, cap, 2 ad audientiam, 2.

P. 66, ligne 14, au lieu de : arrêtes, lisez : arêtes.

— 20, au lieu de : dit Reiffenstuel, lisez : dit Reiffenstuel.

P. 67, ligne 2, au lieu de : la metus, lisez : la « metus »

— fin de la note 2, ajoutez ; — Relativement aux effets de la « Vis » sur le mariage, les canonistes ont distingué la *vis levis* et la *vis violenta*. La *vis violenta* anéantit le consentement, la *vis levis* ne l'anéantit pas. V. la Somme de Saint Raymond de Pennafort : Liv. IV, tit. XI, De impedimento violentiae, (éd. 1744, p. 505).

Observons, du reste, que si les canonistes permettaient au Particulier de repousser la « Vis » par la « Vis », ils déclaraient que les chrétiens parfaits devaient s'abstenir d'y avoir recours^t « ce qu'indique le Seigneur disant : *si quelqu'un te frappe sur ta joue droite, présente lui la gauche aussi* (Evangile selon saint Mathieu, V. 39). De même l'Apôtre : *ne vous vengez point vous mêmes, bien aimés (carissimi), mais laissez agir la colère de Dieu..*

- (Saint Paul, Épître aux Romains, XII, 19). — Les parfaits peuvent, cependant, réprimander celui qui outrage, à l'exemple du Seigneur disant, lorsqu'il fut frappé au visage : *si j'ai mal parlé, fais voir ce que j'ai dit de mal ; mais si j'ai bien parlé, pourquoi me frappes-tu ?* (Evangile selon Saint Jean, XVIII, 23). De même, l'Apôtre, frappé au visage, dit au grand Prêtre : *certainement, Dieu te frappera, muraille blanchie ! Tu sièges ici pour me juger selon la loi, et, au mépris de la loi tu ordonnes qu'on me frappe !* (Actes des Apôtres, XXIII, 3). De même, ils peuvent demander une escorte, à l'exemple de l'Apôtre : celui-ci représenta au tribun romain les embûches des Juifs, et le tribun le fit conduire sain et sauf par deux cent soldats à Césarée (Actes des Apôtres, XXIII, 23). De même ils peuvent fuir la persécution : *lorsque vous serez poursuivis dans une ville, fuyez dans une autre* (Evangile selon Saint Mathieu, X, 33) ». — V. Somme de Saint Raymond de Pennafort, Liv. II, tit. V. De Raptoribus, § XII, (éd. cit. pp. 173 et suiv.).
- P. 68, lisez : Section I. — Causes générales.
— ligne 9, au lieu de : *litturgique*, lisez : *liturgique*.
- P. 69, ligne 17, lisez : *Livre de Justice*.
- P. 75, note 4, ligne 5, au lieu de : *Force d'armors*, lisez : *Force d'amors...*
- P. 77, note 1, ligne 3, au lieu de : *que 1266*, lisez : *que vers 1266*.
— note 4, ligne 3, au lieu de : *Isamb.*, 390, lisez : *Isamb.* III, 390.
- P. 80, ligne 12, au lieu de : *neffaisans*, lisez : *meffaisans*.
- P. 81, lignes 25 et 26, au lieu de : *qu'on prend celle-ci dans son sens ordinaire*, lisez : *qu'on prend ceux-ci dans leur sens ordinaire*.
- P. 83, ligne 21, au lieu de : *s'augmente*, lisez : *s'augmenta*.
— 22 à 24, lisez : Cette idée, à l'appel des faits, s'employa même plus loin et plus librement que l'idée latine, sur le champ de l'action humaine.
On ne trouvera pas, néanmoins, etc.
- 30, au lieu de : *qui dirige*, lisez : *qui dirigea*.
- P. 85, ligne 12, au lieu de : *actes d'administration*, lisez : *actes d'administration*.
- P. 87, ligne 12, au lieu de : *se présenta*, lisez : *se présentait*.
— 4, au lieu de : *ou à l'encontre de*, lisez : *sur ou à l'encontre des*.
— note 2, ligne 2, au lieu de : *op. cit.*, II^e éd : lisez : *op. cit.*, II^e éd.
- P. 88, ligne 7, au lieu de : *eux-mêmes*. Il fallait..., lisez : *eux-mêmes*.
— Il fallait.
- P. 90, note 1, ligne 1, supprimez : *Loi*.
- P. 91, ligne 22, au lieu de : *se confondait parfois*, lisez : *se confondait ainsi*.
- P. 96, ligne 3, au lieu de : *du fait de « procéder... »*, lisez : *du « procéder*.
- P. 97, ligne 6, au lieu de : *à ses sujets*, lisez : *à ses subjects*.
— 19, au lieu de : *leurs personnes et la Justice*, lisez : *leurs personnes, et la Justice...*
— note 3, ligne 4, au lieu de : *Sorowski*, lisez : *Strowski*.
- P. 101, lignes 9 et 10, au lieu de : *gentilhomme de la noblesse*, lisez : *gentilhomme*.

- P. 101, note 2, ligne 1, *au lieu de* : t. IV, *lisez* : t. IV².
- P. 102, note 1, ligne 5, *au lieu de* : contrat social, *lisez* : *Contrat social*.
- P. 103, lignes 17 et 18, *au lieu de* : l'esprit de gain, *lisez* : l'esprit de rapine.
- P. 106, note 4, ligne 9, *au lieu de* : Celui des Mémoires, *lisez* : celui des Mémoires.
- P. 107, ligne 2, *au lieu de* : est, *lisez* : était.
- note (suite), ligne 1, *au lieu de* : le mari doit demander l'autorisation à justice ou des lettres de cachet du roi, *lisez* : le mari doit demander l'autorisation de justice ou des lettres de cachet du roi, mais il peut les obtenir.
- P. 107, note (suite) ligne 3, *au lieu de* : aux droits de correction, *lisez* : au droit de correction.
- ligne 7, *au lieu de* : Les rois avaient affecté une île : la Désirade à la correction, *lisez* : Les rois avaient affecté une île, la Désirade, à la correction.
- ligne 15 et 16, *au lieu de* : des personnes au titre du droit de correction, *lisez* : au titre du droit de correction.
- ligne 32, *adde* : Essais, liv. I, chap. 25.
- P. 108, ligne 8, *au lieu de* : « pleine rémission et absolution dis et maléfices », *lisez* : « plénière remission et absolution des maléfices ».
- ligne 12, *au lieu de* : se où les peult, *lisez* : se on les peult.
- P. 109, note 1, ligne 3, *au lieu de* : à rappeler force contre force, *lisez* : à « repeller force contre force »
- note 2, *au lieu de* : forme d'armes, *lisez* : force d'armes.
- P. 110, lignes 17 et 18, *au lieu de* : sans le consentement d'autrui, *lisez* : sans le consentement ou avec le consentement d'autrui.
- P. 111, ligne 24, *au lieu de* : en particulier, *lisez* : un particulier.
- P. 115, ligne 13, *au lieu de* : présages. il, *lisez* : présages. II.
- P. 117, ligne 12, *au lieu de* : guider, *lisez* : quider.
- 14, *au lieu de* : guide, *lisez* : quide.
- 21, *lisez* : crainte (3) :
- 24, *au lieu de* : et en mon pouvoir, *lisez* : et en non pouvoir.
- note 2, *lisez* : LXXVI, et *au lieu de* : 2. Beaumanoir, *lisez* : 3. Beaumanoir, etc.
- P. 118, ligne 2, *au lieu de* : pas paour, *lisez* : par paour.
- ligne 18, *au lieu de* : ou meil exploitier, *lisez* : ou vueil exploitier.
- ligne 27, *au lieu de* : supposait, *lisez* : s'opposait.
- P. 119. ligne 14, *au lieu de* : Dans une seconde, *lisez* : II. — Dans une seconde.
- ligne 18. C'est la traduction, *lisez* : C'est le traducteur.
- P. 120, ligne 4 *au lieu de* : prédominente, *lisez* : prédominante.
- 15, *au lieu de* : variété de Force, *lisez* : variété de la Force.
- note 1, ligne 3, *au lieu de* : La Boulaye, *lisez* : Laboulaye.
- P. 121, note 1, *au lieu de* : Etablissement, *lisez* : Etablissements.
- P. 122, ligne 6, *au lieu de* : bollue, *lisez* : tollue.

- P. 124, ligne 24, *au lieu de* : au titre des Fiefs, *lisez* : au titre des Fiefs (3).
 — adde : n. 3. Titre I, art. I, glose IV : Opera omnia, t. I, p. 55, col. 1, et suiv.
- P. 131, ligne 4, *au lieu de* : *Seigneureries*, *lisez* : *Seigneuries*.
 — 17, *au lieu de* : ses, *lisez* : ces...
- P. 134, note 3, ligne 6, *au lieu de* : éd. Brunschig, etc., *lisez* : éd. Brunshwieg. sect. V, n. 297 et suiv. ; éd. J. Chevalier, t. I, p. 150 et suiv.)
- P. 136, lignes 17 et 18, *au lieu de* ; aux Six livres de la République, *lisez* : aux Six livres de la République.
 — 26 et 27, *au lieu de* : à peine, a-t-il fusionné, *lisez* : à peine a-t-il fusionné.
- P. 143, ligne 11, à l'injure par écrit à peu près de la même manière que le meffait, s'opposait..., *lisez* : à l'injure par écrit, à peu près de la même manière que le meffait s'opposait.
 — note 1, ligne 4, *au lieu de* : de la sorte, *lisez* : De la sorte.
- P. 147, ligne 9, *au lieu de* : Muyart et Vouglans, *lisez* : Muyart de Vouglans.
- P. 148, ligne 26, *au lieu de* : groupe classique, *lisez* : groupe ordinaire.
- P. 150, ligne 20, *au lieu de* : pas même ainsi, que, *lisez* : pas même, ainsi que.
 — 24, *au lieu de* : touchant la voie de fait, *lisez* : touchant les rapports de la voie de fait.
- P. 151, note 1, *lisez* : V. Ci-dessus : — *Droit positif* : Force, Violence et Fait : Liv. II, chap. I, sect. III. — *Jurisconsultes* : Liv. II, chap. II, — Force : sect. I ; — Violence et Fait : sect. II ; — Force : sect. III (Bodin, Perrier, Domat, Jousse) ; — Violence : sect. III (Argou, de Héricourt, Jousse) ; — Fait : Sect. III (Pothier, Poullain du Parc, Denisart).
 — note 2, ligne 1 et 2, *lisez* : *Jurisconsultes*.
- P. 154, ligne 30, *au lieu de* : *exitiosus*, *lisez* : *exitiosius*.
- P. 155, ligne 2, *au lieu de* : *quid quam*, *lisez* : *quidquam*.
- P. 156, ligne 16, *au lieu de* : jurisprudence, *lisez* : jurisprudence ».
- P. 160, ligne 4, *au lieu de* : l'empire, *lisez* : l'Empire.
 — 5, *au lieu de* : Ce Nord, *lisez* : Le nord.
 — 19, *au lieu de* : La France avait suivi, *lisez* : La France avait suivi ces exemples.
- notes 2 et 3, *au lieu de* : cod. op., *lisez* : eod. op.
- P. 161, ligne 19, *lisez* : la peine avait été payée à l'Etat, la responsabilité pénale s'était faite publique. Cependant, si la responsabilité civile s'était adoucie, la responsabilité pénale publique était demeurée rigoureuse, etc.
 — 30, *au lieu de* : le remedium spolié, *lisez* : le remedium spoli.
- P. 163, ligne 18, *au lieu de* : des nobles, *lisez* : de nobles.
- P. 164, ligne 3, *au lieu de* : pleine autorité, avec, *lisez* : pleine autorité.
 On pouvait dire, avec une apparence de raison.

- P. 164, ligne 24, *au lieu de* : abaissés naguère par Richelieu, comme les magistrats. *lisez* : abaissés naguère par Richelieu comme les magistrats.
- P. 168, lignes 10 et 11, *au lieu de* : siècle de la Révolution », *lisez* : siècle des Révolutions ».
- P. 169, note 2, ligne 3 : *lisez* : on les trouvera racontées également.
- P. 171, lignes 19 et suiv., *lisez* : Pourtant un observateur calme et attentif eut discerné des raisons sérieuses d'espérer, s'il eût examiné avec justice, certains actes et certaines intentions des Fils de la Révolution.
- P. 174, lignes 18 et suiv., *lisez* : La tâche fut d'ailleurs plus aisée à propos de la Voie de Fait qu'au sujet des institutions que celle-ci contredisait, par suite du sens plus simple et plus constant des termes voies de Fait, — et, jusqu'au Consulat, les mesures individuelles ou générales furent nombreuses contre les voies de fait entendues au sens habituel de ces mots dans le droit positif.
- P. 175, ligne 13, *au lieu de* : les données du Code, *lisez* : les données des Codes.
- P. 176, lignes 12 et 13, *au lieu de* : *Il ne nous restera plus à la fin de ce chapitre second*, *lisez* : Il ne nous restera plus à la fin de ce chapitre second.
- P. 178, ligne 6, *lisez* : Mais de même que celui qui prend possession de l'antique maison de famille qu'il n'avait jusque là vue que du dehors, s'il bouleverse délibérément l'ensemble, déplace quelques objets par instinct et sans presque s'en douter, pour rendre cette maison sienne autant qu'il est possible, — de même, l'Assemblée nationale, dans le feu de l'activité législative, substitua, etc.
- P. 181, note 3, ligne 4, *lisez* : Code pénal du 6 oct. 1791, Duv. III, 410.2.
- P. 184, ligne 24, *au lieu de* : et qui, sont inclus, *lisez* : et qui sont inclus.
- P. 186, ligne 15, *au lieu de* : caractères sociaux acquis, *lisez* : caractères sociaux requis.
- P. 187, ligne 9, *au lieu de* : dirigées matériellement, *lisez* : dirigé matériellement, *et supprimez* : ou, *à la fin de la même ligne*.
- P. 192, ligne 19, *au lieu de* : l'acte de s'emparer, *lisez* : l'acte qui consiste à s'emparer.
- P. 193, ligne 12, *au lieu de* : l'aptitude sociale, *lisez* : l'attitude psychologique et sociale.
- P. 195, ligne 21, *au lieu de* : des personnages publics de l'autorité, *lisez* : des personnages publics, de l'autorité.
- P. 202, ligne 22, *au lieu de* : les personnages publics, *lisez* : des personnages publics.
- P. 204, note 1, ligne 11, *au lieu de* : publiée, *lisez* : publié.
- P. 207, ligne 22, *au lieu de* : outrages subit, *lisez* : outrages subits.
- P. 209, note 1, *lisez* : Sur la question de savoir si le Code de Brumaire n'avait pas été entièrement abrogé par l'art. 484 du C. pénal, Henrion de Pansey, etc.
- P. 210, ligne 11, *au lieu de* : L'on aboutit ainsi, *lisez* : L'on aboutit.
- P. 211, ligne 2, *au lieu de* : La loi de 1866, *lisez* : La loi de 1864.

- P. 211, ligne 4, *au lieu de* : l'égalité contractuelle, *lisez* : l'égalité contractuelle.
- P. 213, note (suite), ligne 1, *au lieu de* : appelle la voie de fait, le dépôt de bois, *lisez* : appelle voie de fait, le dépôt de bois..., etc.
- P. 223, note 2, *au lieu de* : S. 1916.2. ; *lisez* : S. 1916.2.1.
- P. 226, ligne 5, *au lieu de* : 2° La Jurisprudence relative à la possession, *lisez* : 2° La Jurisprudence relative à la possession.
- P. 228, ligne 18, *au lieu de* : d'une chose forme, *lisez* : d'une chose, forme.
- note 1, *au lieu de* : 720, *lisez* : 7-2°.
- P. 230, après la ligne 22, *intercalez* : l'Idée de voie de Fait dans la théorie de l'Action en Réintégration.
- P. 232, ligne 24, *au lieu de* : passage, *lisez* : barrage.
- P. 236, ligne 3, *au lieu de* : Ce n'est pas dire, il est vrai que, *lisez* : Ce n'est pas à dire, il est vrai, que...
- P. 237, ligne 24, *au lieu de* : déplace, *lisez* : place.
- P. 239, ligne 12, *au lieu de* : , tantôt, *lisez* : . Tantôt..
- P. 240, ligne 9, *au lieu de* : avec la légalité, *lisez* : avec la légalité juridique.
- 11, *supprimez* : successivement.
- P. 242, supprimez la note qui doit être transportée à la page 243.
- P. 247, note 1, ligne 2, *au lieu de* : p. 290, *lisez* : p. 29.
- P. 254, ligne 14, *au lieu de* : (art. 209, et suiv. rébellion, *lisez* : (art. 209 et suiv., rébellion).
- note 1, ligne 2, *au lieu de* : Hanrion. *lisez* : Hauriou.
- P. 255, note 1, ligne 2, *au lieu de* : Pourquoi de Lagarrigue, *lisez* : Pourquoi de Lagarrigue.
- P. 257, lignes 24 et 25, *au lieu de* : les particuliers et leurs biens, (1) ou les personnes morales de droit privé, *lisez* : les particuliers et leurs biens, ou les personnes morales de droit privé (1).
- P. 258, lignes 21 et 22, *lisez* : 2° La Voie de fait est illicite quel que soit l'état d'âme où se trouve son auteur.
- P. 259, ligne 2 : *au lieu de* : certaines mainmises sur, *lisez* : certaines mainmises sur.
- P. 264, ligne 11, *au lieu de* : En ravanche, *lisez* : En revanche.
- P. 265, ligne 5, *au lieu de* : responsabilité pénale proposée, *lisez* : responsabilité pénale prononcée..
- 10, *au lieu de* : appeler, *lisez* : les appeler...
- note 1, ligne 4, *au lieu de* : Aubrez, *lisez* : Aubry.
- note 1, ligne 11, *lisez* : Hauriou, Précis de droit adm., etc.
- note 2, ligne 1, *au lieu de* : la vicitme, *lisez* : la victime...
- P. 266, note 2, ligne 5, *au lieu de* : turpitudinem allegans, *lisez* : turpitudinem suam allegans,
- note 1, *lisez* : Hauriou.
- P. 268, note 2, *lisez* : Garsonnet.
- P. 269, ligne 16, *au lieu de* : ses effets, *lisez* : leurs effets.
- P. 271, note 2 ligne 4, *au lieu de* : Paris, 1903, *lisez* : Paris, 1909.
- P. 272, ligne 19, *lisez* : a) Nous examinerons, etc.
- P. 276, ligne 13, *au lieu de* : si, *lisez* : lorsque.
- P. 277, ligne 4, *au lieu de* : , de même, *lisez* : . De même, etc.

- P. 278, ligne 19, *au lieu de* : a), *lisez* : α)
- P. 280, note (suite), ligne 25, *au lieu de* : Le devoir moral ; en effet, *lisez* : Le devoir moral, en effet.
- P. 282, ligne 10, *au lieu de* : que si la remise, *lisez* : que la remise...
- P. 285, note 1, ligne 2, *au lieu de* : Ronast, *lisez* : Rouast.
— 3 *au lieu de* : op, cp. cit, *lisez* : op. cit.
- P. 288, ligne 12, *au lieu de* : (juris et jure), *lisez* : (juris et de jure)
note (suite), ligne 20, *au lieu de* : Haurion, *lisez* : Hauriou.
- P. 290, note, ligne 7, *au lieu de* : vie puissance, *lisez* : vie puissante.
- P. 291, ligne 14, *au lieu de* : Coudourville, *lisez* : Goudourville.
- P. 291, note 1, ligne 2, *au lieu de* : reb, *lisez* : Leb.
- P. 292, ligne 8, *au lieu de* : dans le second affaire, *lisez* : Dans la seconde affaire.
— 13 et 14, *au lieu de* : avait blessé Mme Lemonnier au bras de son mari, *lisez* : avait blessé Mme Lemonnier auprès de son mari.
- P. 294, note 1, *au lieu de* : Maurion, *lisez* : Hauriou.
— note 2, ligne 2, *lisez* : 1884) ;
— 5, *lisez* : En outre,
- P. 295, ligne 5, *au lieu de* : exemple les cas, *lisez* : exemple : dans les cas.
— note 2, ligne 1, *au lieu de* : L. Huguney, *lisez* : L. Hugueney.
- P. 296, ligne 16, *au lieu de* : sanctions, *lisez* : sanctions.
- P. 296, note 1, ligne 1, *au lieu de* : L. Huguney, *lisez* : L. Hugueney.
- P. 298, ligne 7, *au lieu de* : *Extrait*, *lisez* : *Retrait*.
— note 2, lignes 2 et 3, *lisez* : Il est vrai que le tribunal devra homologuer la décision du conseil de famille (à charge d'appel). Et *supprimez* les lignes qui suivent.
- P. 299, ligne 16, *au lieu de* : 3. Le pouvoir discrétionnaire du juge, *lisez* : 3. *Le pouvoir discrétionnaire du juge*.
— note 1, *lisez* : Ces lignes sont extraites du Cours de M. Ricol.
- P. 301, note 5, ligne 2, *au lieu de* : Planiol, t. X, *lisez* : Planiol, t. I.
- P. 305, ligne 12, *au lieu de* : les justifier, *lisez* : le justifier.
- P. 308, note 1, ligne 1, *au lieu de* : sur les Personnes, *lisez* : envers les Personnes.
- P. 313, note 1, ligne 5, *au lieu de* : 5^e éd., *lisez* : 2^e éd.
- P. 316, ligne 20, *supprimez* : et pour la protéger des voies de fait des Particuliers.
— note 3, ligne 1, *lisez* : Trébutien.
- P. 317, ligne 6, ajoutez en note : n. 1 : Les voies de fait commises par les particuliers peuvent en outre donner lieu à des sanctions disciplinaires, si leurs auteurs font partie d'un groupe soumis à une discipline, V. les thèses de M. Nézard (Paris, 1903) et de M. Ricol (Toulouse, 1908) sur le Droit disciplinaire.
— 7, *au lieu de* : 2^e, *Les sanctions coercitives*, *lisez* : II. — *Les sanctions coercitives*, etc.
- P. 319, note 3, ligne 7, *au lieu de* : D.14, 346, *lisez* : D.14.3.46.
- P. 322, note 2, *au lieu de* : 1.22 germinal, *lisez* : L. 22 germinal.
- P. 325, ligne 24, *au lieu de* : se rendre compte si, *lisez* : se rendre compte que si.

P. 327, note 1, ligne 2, *au lieu de* : non adempteti contratus, *lisez* : non adimpleti contractus.

— 3, *au lieu de* : symallagmaticques, *lisez* : synallagmaticques.

P. 328, ligne 11, *au lieu de* : sa voie de fait, *lisez* : la voie de fait.

P. 331, ligne 17, *au lieu de* : ces anciens textes, *lisez* : ces derniers textes.

P. 332, note 1, *lisez* : l'Instruction du ministère de la guerre du 24 juin 1903, etc.

P. 335, note 1, ligne 3, *au lieu de* : heb, *lisez* : Leb.

— 4, *au lieu de* : heb, *lisez* : Leb.

P. 337, ligne 1, *au lieu de* : s'il y a d'urgence, *lisez* : s'il y a urgence.

P. 337, ligne 4 et 5, *lisez* : De la Légalité de la voie de Fait.

P. 339, ligne 22, *au lieu de* : sont, *lisez* : son.

P. 340, ligne 5, *au lieu de* : Voie de fait exercée sur des choses tierces, *lisez* : Voie de fait exercée sur des choses tierces.

P. 343, note 1, lignes 11 et 12, *lisez* : « et qui peut se mettre en œuvre au moyen d'une rétention d'objets corporels, sans que cela soit aucunement nécessaire. »

P. 347, ligne 1, *au lieu de* : ont adopté, *lisez* : ont adoptée.

— lignes 21-22, *lisez* : même quand elles sont d'ordre public.

P. 348, ligne 1, *au lieu de* : histoires, *lisez* : histoire.

— 13, *au lieu de* : ne sont pas aujourd'hui, *lisez* : ne sont pas de nos jours. — Note : Les voies de fait commises au cours des jeux et des exercices sportifs, qui procédaient, dans l'Ancien Régime, de l'Honneur, procèdent à notre époque elles aussi de l'Impérialisme. Parmi ces voies de fait, il en est qui sont autorisées par les mœurs. La limite des voies de fait permises est particulière à chaque sport. Les voies de fait excessives entraînent parfois, en même temps que des sanctions civiles et pénales, des sanctions disciplinaires : la disqualification, l'exclusion, etc. V. sur ce point, J. J. Jusserand, *les Sports et Jeux d'exercice dans l'Ancienne France* ; A. Vuillermet, O.P., *les Jeunes gens et les Sports*, Paris, 1925, pp. 122 et suiv.

P. 352, titre, *lisez* : La Voie de Fait et les Juristes du XIX^e et du XX^e siècles.

P. 359, ligne 8, *lisez* : Les études sur le louage, à leur tour,...

P. 363, ligne 18, *lisez* : D'autre part, le plus grand nombre des juristes admettent sur le problème de l'illégalité, etc.

P. 367, ligne 8, *au lieu de* : dans les mœurs populaires, *lisez* : dans le langage populaire.

TABLE ALPHABÉTIQUE (1)

A

Abattage d'arbres, 310 note.
 Abeilles, 340.
 Ableiges (Jacques d'), 122, 124, 157.
 Abstention, 357. V. Fait d'omission.
 Abus de confiance, 310 note.
 — de l'ancien Régime, 80, 164.
 — du droit, 245 n. 2, 246 n. 1.
 — d'association, 28.
 Accession, 88, 276.
 Accidents du travail, 285, 293.
 Accurse, 58 et suiv.
 Acte administratif, 253.
 — anormal, I, 184, 187, 241, 246, 259, 309 et 312 note.
 — authentique, 244-246.
 — d'administration, 85.
 — « d'autorité personnelle », ou « d'autorité privée » 37, 48, 67, 81, 107 note, III, 122,

1. Les chiffres renvoient aux pages. — C'est pour nous rendre aux conseils et aux désirs de M. le Doyen Larnaude que nous avons dressé cette table alphabétique. Nous nous sommes attachés à relever, les idées et les faits, et les noms des hommes, qui forment la trame de cette Etude ; Nous avons souligné entre eux quelques relations, — de telle sorte que l'énumération qu'on va lire, est en réalité, sur certains points, le complément logique de ce premier volume. — Nous n'avons pas reproduit les noms de ceux des auteurs contemporains qui n'ont été cités que dans les notes.

127, 134, 136, 138, 141, 146, 151, 152, 154, 188 et n. 1, 192, 230, 234, 243, 245, 358, 360.
 — « d'initiative personnelle », 184, 188 et n. 1.
 — d'insubordination, 199. V. Résistance.
 — exécutoires (exécution des), 320. V. titres exécutoires.
 — inexistant, 271 et n. 1.
 — juridique, 181 n. 1.
 — — et voie de fait, 87 n. 1, 127, 151 et 152, 154.
 Acte législatif, 253.
 — matériels ou physiques du Particulier : gestes, paroles, écrits, mainmises, entreprises, effectués malgré l'opposition d'autrui et sans l'autorisation du juge, 53, 87, 127, 151, 152, 178, 185, 187, 201, 229 ; *alias*, actes unilatéraux, 54.
 — — a) accomplis sur les biens ou la personne d'autrui, 131, 184, 238, 241. V. Mainmises matérielles.
 — — a bis) accomplis sur les biens propres ou sur soi-même, 89, 127-128, 138, 151, 152, 232.
 — — b) effectués à l'encontre des biens ou de la personne d'autrui, 23, 24, 33, 35, 38, 47, 61, 73, 87, 102, 111, 116, 117, 131, 183, 222, 237, 238, 241, 245, 247. V. Menaces.
 — — e) qui font sentir leurs effets sur les biens d'autrui,

- 184, 187, 222, 225, 238, 241, 243, 259, 311 note. V. Acte anormal.
- — *d*) qui peuvent être l'occasion d'actes matériels appartenant aux catégories *a* et *b*, 25, 33, 36.
- — *e*) simples. — Cette expression s'oppose, tantôt à « actes juridiques », 87, et n. 1, tantôt à « actes matériels » de la catégorie *a*, 145, 190, 198 ; tantôt à « actes matériels » des catégories *a* et *b*, 33.
- Action directe de l'administration, 322, 330 et suiv.
- des particuliers, 339, et suiv. 364 n. 1.
- Action Française* (l'), 349-350.
- Actions en justice, 20, 229.
- de la loi, 40,
- d'urgence, 229.
- en exécution des contrats, 272-273.
- en indemnité, 277-296.
- en nullité, 270-271, 361.
- en résolution 271-272. 296, 300.
- publiques 302-317.
- réelles, 274-277.
- — pétitoires, 229, 274-277 :
- — confessoire, 274.
- — en pétition d'hérédité, 274.
- — en revendication, 274-277.
- — négatoire, 274.
- — possessoires, 118, 162, 226-240, 268-269, 359, 363.
- récursoires, 294 n. 2. — V. Sanctions juridictionnelles.
- Adultère, 295 n. 1.
- Affectation du domaine public, 250.
- Affiches, 311 note.
- Afrique occidentale française, 205.
- Agents diplomatiques étrangers, 265 n. 2.
- Agresseur, agression (ou acte agressif), 39, 104, 106, 134, 140, 184, 217, 358.
- Aliénés, 333, V. Démence.
- Altérer les eaux (fait d'), 239.
- Ambassadeurs étrangers, 27, 33, 258.
- Ambition, 100, 351.
- Ame, 23, 61, 73, 101, 107 note, 117, 247, 249.
- Amende, 194, 197, 198, 205, 206, 211, 315.
- Amitié, 347, — de Pascal et de Domat, 134 n. 3.
- Amnistie, 317.
- Amour d'autrui, 172.
- de la cité, 261.
- de soi-même et de sa condition sociale, 100.
- — et de sa race, 102 n. 2. v. Amitié.
- Amyot, 70.
- Anarchie, 171.
- Anarchistes, 280 note, 349-351.
- Anciens et Modernes, 352.
- Animaux, 48, 147, 311 et 312 note, 339-341. V. Fait de l'animal.
- Antonin le Pieux, 29.
- Appauvrissement, 294-296.
- Appleton (ch.), 358.
- Apprentis, 289.
- Arbres, 147, 310 note.
- Argenté (d'), 63.,
- Argou, 130, 133, 138, 151 note 1 (Addenda).
- Armes, 23, 28, 32, 41, 57, 58, 70, 91, 109, 117, 118, 122, 123, 135, 141, 145, 146, 154, 220, 312 note.
- (détention des), 28, 32, 33, 40, 325.
- (port d') —, 25, 28, 32, 33, 40, 95 324.
- (remise des), 334.
- Arrestations préventives, 319,
- privées, 80, 256, 309 note. V. Enlèvement,
- Arrosage anormal, 239.
- Artisan, 277, 286, 289.
- Asile (droit d'), 51, 52.
- donné à un condamné, 28, 33, 36.
- Assacis*, 76 n. 1.
- Assassin, 160.

Assassinat, 161, 170, 309 note, 351 note.
Assault, 80, 114.
 Assemblée constituante, 170, 177-182.
 — législative, 170.
 Associations dangereuses, 25, 28, 33, 36.
 Attaques, 89, 105, 196, 214, 219, 258 n. 1, 350 n. 3.
 Atteintes à la liberté, 28, 211.
 — à la personne, 145, 146.
 — à la réputation, 145, 146.
 — à la souveraineté du roi, 98.
 — aux biens, 145, 146-147.
 — aux particuliers, 208.
 Attentats, 25, 48, 201, 207, 222, 311 et 312 note, 350.
 Attroupements, 25, 27, 33, 36, 95, 135, 197, 333.
 Aubry et Rau, 357, 363.
 Aucassin et Nicolette, 76.
 Augustin (St), 249.
 Ausone, 46.
 Auteurs juridiques, v. Jurisconsultes et Juristes.
 — littéraires français, 68 et suiv., 75 et suiv.
 — — latins, 17-19.
 Automne, jurisconsulte, 129, 132, 139 n. 1.
 Autorité officielle des Jurisconsultes, 29 n. 2, 56.
 — spirituelle, 56.
 Avortement, 308 note.

B

Bagaudes, 160.
 Barbares, 46, v. Invasion, Langue, Tradition.
 Barrages établis, 225, 232, 239.
 — supprimés, 224, 233.
 Barrières établies, 232, 238, 239.
 Bartole, 60-63, 124.
Batteurs, 96.
 Beaumanoir (Ph. de), 69, 117-121, 226.
 Belgique, 199.
 Béline, 357.

Bellay (J. du), 70.
 Belleyme (de), 208 n. 1, 209-210.
 Benoît de Saint Maur, 75.
 Biens, v. Choses.
 Bioche, 358.
 Blanche, 353-354.
 Blessures, 23, 30, 146, 147, 148, 163, 208, 209, 210, 217, 234, 308 et 309 note, 356, 365.
 Bodin, 70, 129, 136, 138, 140.
 Bonheur, 261.
 Bourcart, 358.
 Bourjon, 131, 132.
 Boutillier, 120 et suiv.
 Brétigny (traité de), 99.
 Brillon, 130, 138, 141.
 Bris de clôture, 306 n. 2.
 — glace, 224 n. 3.
 — porte, 224.
 — scellés, 312 note, 344.
 Brodeau, 130, 132, 138.
 Brossette, 130, 133.
 Bruits injurieux ou nocturnes, 309 note.
 Burgondes, 47 et suiv.

C

Câbles conducteurs d'électricité, 237.
 Cambrioleurs, 224.
 Cange (du), 72, 98 n. 3.
 Canonistes, v. Jurisconsultes.
 Capétiens, 46, 53-55.
 Capitant, 359, 361, 363, 367, v. Colin.
 Capture de navire, 258.
 Caractères *matériels* de la « Vis », de la « Violentia », de la « Fortia », de la voie de Fait, de la Violence, et de la Force, 34, *passim*, 87-88, *passim*, 125-129, 131-137, 185, 189-191, 230-231, 236.
 — *psychologiques*, 34-35, *passim*, 83, 88, *passim*, 125-129, 138-139, 185-186, 189-191, 225-226, 231, 236, 357.
 — *juridiques et sociaux*, 35-43, *passim*, 88-91, *passim*, 125-

- 129, 139-141, *passim*, 186-188,
 189-191, 231-235, 237-240, 362-
 366.
 Carolingiens, 46 et suiv.
 Cas de nouvelleté, 121, 122.
 — fortuit, 186, 281, 282, 314.
 v. Hasard.
 Cassin (R.), 362.
 Cassius, Jurisconsulte, 41.
Castigatio, 42 n. 5, 52 n. 6.
 v. Correction.
 Catilina, 25.
Cautio judicatum solvi, 266 n. 1.
 César, 18, 25, 26.
 Cézar-Bru, 357.
 Chanson de Roland, 75.
 — de geste, 75.
 Chapeaux (voies de fait aux),
 219, 222 n. 3.
 Charivari, 146.
 Charlemagne, 50 n. 2, 51, 52
 n. 3, 73, 75.
 Charles le Téméraire, 160.
 Charles II, 53.
 Charles V, 92, 98.
 Charles VI, 90, 92, 93, 103.
 Charles VII, 92, 160.
 Charles VIII, 97.
 Charles X, 200.
 Chasse sur le terrain d'autrui,
 224, 311 note.
 Châtiment, 265, 362.
 Cheminobstrué volontairement,
 237.
 Chemins de fer, 202, 310 note.
 Chilpéric, 50.
 Chopin (R.), 130, 132.
 Choses, *passim*, 353-366.
 Christ (N.-S. Jésus-), 11 n. 1,
 100 n. 2, 166, v. Dieu.
 Christianisme, 45.
 — Eglise chrétienne au xviii^es.
 165, v. Eglise.
 — Morale —, 262 n. 2.
 — Philosophie —, 11 et n. 2.
 — Psychologie —, 348.
 Cicéron, 14 et suiv., 64.
 Circonstances aggravantes, 314-
 315.
 Classes ouvrières, 205.
 Clause de voie parée, 245, 247.
 Clercs, 53.
 Clodia, 18.
 Clodius, 18, 25.
 Clovis, 52.
 Code de Brumaire an IV, 208-
 209 notes.
 Code d'Euric, 48 n. 6.
 Codes napoléoniens, 175, 183,
 191-198, 199-240, *passim*.
 Cœur de l'Homme, 262 n. 2,
 290 n. 1.
 Colin (A.), 359, 361, 363, 367,
 v. Capitant.
 Colonies, 104, 205-206.
 Combat, 234, 241.
 — de coq, 311 note.
 Comblement de fossé, 232.
 Commandement de l'autorité
 légitime, 313 n. 4.
 Commettant (responsabilité
 du), 289.
 Communiste (doctrine), 349.
 Compétence juridictionnelle, 265
 n. 1.
 Complainte (action en), 226-240,
 359.
 Concessionnaires de travaux
 publics, 195 n. 1.
 Confiance (ou Foi), 172, 173, 347.
 Conscience morale, 35, 97, 167,
 186, 259, 262 et n. 2, 279 et
 note.
 — des personnes juridiques
 collectives, 290 n. 1.
 Consentement de la victime, 313
 n. 4.
 Constantin, 30 et 31, 49.
 Constitutionnalité des lois, 253
 et 254.
 Constructions ou plantations,
 avec matériaux d'autrui, 286.
 — sur le terrain d'autrui, 153,
 275.
 Consuls étrangers, 265 n. 2.
 Contradiction à la possession
 d'autrui, 235.
 — aux droits d'autrui sur son
 être physique, 246.

- Contrat de voie de fait, 91, 188
 n. 2, 245, 247.
 Contraventions de grande voi-
 rie, 322 n. 3, 336.
 — de simple police, 315.
 Convention (la), 170, 180.
 Convoitise de l'homme, 100 et
 n. 2.
 Coquille (Guy), 129, 139.
 Corps législatif, 207.
 Correction (droit de), 42 n. 5,
 52 n. 6, 106 n. 4, 242-243, 343.
 v. *Castigatio*.
 Corse, 102 n. 1. V. Honneur.
 Cottereau, 131.
 Coucy (sire de), 75 n. 4.
 Couper une veine d'eau, 245.
 Coups, 57 75, 94, 96, 117, 121,
 144, 145, 187, 208 et suiv., 308
 note, 358, 365.
 — de feu, 220.
 Courses de taureaux, 311 note.
 Coutumes, 69, 85, 113.
 — de Bailleul, 95.
 — Béarn, 96.
 — Bretagne, 93.
 — Cassel, 93, 95.
 — Lorris, 74.
 — Sens, 95.
 — Fournay, 95.
 — Ypre, 95.
 Coutumier de France (Grand),
 120 n. 1, 121, 122.
 — de Normandie (Grand), 60,
 119, 121.
 Crainte, 22, 63, 64, 117, 134 n. 3,
 135, 163, 171, 189.
 Crime, 106 et 114, 154, 171, 196,
 197, 315.
 Croyance invincible, 35.
 — irréprochable, 281. v. Con-
 fiance, Foi.
 Cujas, 64.
 Cupidité, 100.
 Curage de cours d'eau, 237, 239.
- D**
- Dalloz, 365.
 Dareau, 142-148.
 Débordement, 239.
 Déchéance de puissance pater-
 nelle, 297-298, 301.
 — de tutelle, 298 n. 2.
 — d'usufruit, 298, 301.
 Défaillance, 280 note. v. Force
 (virtu de).
 Défense, contre mal négatif, 345-
 346.
 — — mal positif, 338-345.
 — — la voie de fait illicite, 324-
 328, 338.
 Dégâts, 48, 224, 310 note.
 Dégradations, 153, 225, 311 et
 312 note.
 Délaissement, 193.
 Délit, Ancien Régime, 78, 79, 80,
 97 n. 1, 143, 148, 156.
 — Droit français moderne :
 — Délit civil, 183, 363.
 — Délit forestier, 312 note.
 — Délit pénal, au sens large,
 307 et n. 1, au sens propre,
 315.
 Délivrance, 273.
 Démence, 186, 281, 282, 314.
 Demeure (mise en), 327 n. 2.
 Démolitions, ordonnées par
 justice, 275.
 Dépôts sur le domaine privé de
 l'Etat, 234, 238.
 Denisart, 131, 133, 134, 139.
 Dénonciation de nouvel œuvre
 (a en), 226-240, 359.
 Déplacement de bornes, 237.
 Dépossession, 25, 28, 30, 31, 33,
 89, 93, 104, 192, 228, 234, 236
 et n. 1, 269, 358.
 Dépôts sur le domaine privé
 de l'Etat, 234, 238.
 Désordre, 98, 105.
 Dessaisine, 118.
 Destructions, 43, 146, 147, 153-
 154, 163, 187, 223, 232, 237,
 238, 310 et 311 et 312 note.
 — ordonnées par justice, 275.
 Détention matérielle et posses-
 sion juridique, 90, 155, 186,
 187, 228, 243, 272, 359 n. 1.
 — préventive, 319.

- Détériorations, 154, 310 et 312 note.
 Détournements, 311 et 312 note.
 Dévastation, 310 note.
 Déversement, 232.
 Devoir intime, 261.
 — juridique, 257, 277 n. 1.
 — moral, 201, 260.
 — platonique, 260.
 — religieux, 270 n. 1.
 Dieu, III, II n. 2, 54, 78, 165.
 v. Christ.
 Dioclétien, 30, 160.
 Directoire, 182.
Direptiones, 51.
 Discernement, 186, 281, 314. v.
 Intelligence.
 Dissolution (droit de), 205, 333.
 Divorce, 297, 301.
 Dol, 147, 225, 287, 315.
 Domaine privé, des personnes
 juridiques collectives de droit
 public, 250.
 — public, — 250-251.
 Domat, 130, 134 et n. 3, 139.
 Domestiques, 289.
 Dommage, au sens étroit du
 mot, 225.
 — au sens large, 53, 99, 112,
 153, 205, 339. v. Préjudice.
 Doneau, 64.
 Droit : a) ensemble de règles
 juridiques ou morales qui
 gouvernent la conduite des
 hommes :
 Droit des gens, 248.
 — français, 75 et suiv.
 — naturel, 41, 139.
 — positif, *passim*.
 — romain, 19-44, 49, 55-64,
 69, 139, 152.
 b) pouvoir social reconnu par
 la règle juridique à des per-
 sonnes juridiques détermi-
 nées :
 Droits politiques, 247.
 — privés, 247.
 — publics, 247.
 Droit de commettre des voies
 de fait, 319, 324-328.
 — d'entrée, 340.
 — de mort, 42 n. 5, 52, 339.
 — — passage, 181, 340.
 — — police privée, 328, 330,
 339, 343.
 — — reprise, 327, 330, 340.
 — — résolution unilatérale,
 327, 330, 343 et n. 2.
 — — rétention, 273, 326, 330,
 343 et n. 1, 344, 361.
 — — saisie privée, 339.
 — — suite, 340.
 Duel, 82 n. 1.
 — extrajudiciaire ou ordinaire,
 88, 91, 94, 98, 188 n. 2, 247,
 309 note.
 — judiciaire, 91.
 Dumoulin, 15, 63, 123, 124-129,
 157, 352, 366.
 Dynamite (explosions de), 350
 n. 3.

E

 Eaux, 187, 232, 239.
 Echiquier de Normandie, 55.
 Ecole de Bologne, 57 et suiv.
 — de Bourges, 64.
 — des interprètes du Code
 civil, 352.
 — nouvelle de droit civil, 352.
 Ecoles bysantines, 44.
 Economistes, 165.
 Ecorçage, 310 note.
 Ecoulements, 226.
 Effusion de sang, 121, 356.
 Eglise, 95, 101, 146, 165.
 Egoïsme de la classe révolu-
 tionnaire, 172.
 — — loi française, 258, 261.
 — — noblesse, 165.
 — — royauté, 165.
 — du Parlement, 165.
 Elections, 27, 32, 33, 197, 205,
 310 note.
 Electricité, 237, 327, 353.
 Elèves, 289.
 Emotions, 219-220.
 Empire français (Premier), 202
 et *passim*.
 — (Second), autoritaire, 202, 207.
 — libéral, 207.

— romain, 26-34, 44, 46, 71, 163.
 Empoisonnement, 18, 309 note.
 Emprisonnement, 194, 197, 198, 205, 206, 208, 210, 315.
 Encyclopédistes, 152.
 Enée (Roman d'), 75.
 Enfants, 309 note, 347.
 — en bas âge, 186, 281, 314.
 — mineurs, 289, 314.
Engin (ouruse), 78.
 Engins automatiques, 326 n. 1.
 — explosifs, 220.
 Enlèvement d'objets, 311 et 312 note.
 — d'une personne malgré elle, 25.
 Ennemi, 312 note.
 Enrichissement, 294-295.
 Enrichissement sans cause, 285.
 Entrepreneurs de travaux publics, 165 n. 1.
 Entreprise de travaux, 198.
 Entreprises sur les choses ou les personnes, 21, 33, 36, 51, 52, 87, 88, 89, 90, 94, 113, 117, 132, 137-138, 205, 221, 223, 231 et suiv., 247, 250, 259, 366.
 Envie, 100.
 Erreur de droit, 259 n. 1.
 — fait, 281-282.
 Esclaves, 13, 34, 47, 104.
 Espérance (vertu d'), 172, 173.
 Esprit libéral, 207, 335.
 — religieux, 163.
 Etablissement de prostitution, 225.
 Etablissements de Saint-Louis, 69, 121.
 Etats étrangers, 27, 33, 257, 265 n. 2, 309 et 310 note. V. Etrangers.
 Etats généraux, 104.
 — de 1484, 97.
 — 1789, 169.
 Etrangers, 87, 186, 241, 247-249, 257-258, 264, 265 et n. 2, 266 n. 1, 309 et 310 et 312 note.
 Etymologies, 19 n. 7 bis (Addenda), 58, 73.

Euric. V. Code.
 Exactions, 160.
 Excavations, 187.
Exceptio non adimpleti contractus, 326, 327 et n. 1, 343, 362.
 Excès d'une activité, 107 note, 179.
 Excès envers les personnes, 79, 94, 145, 155, 182, 354.
 Excuses absolutoires, 313, 314 et n. 1.
 — atténuantes, 314 et n. 2.
 Exécution des peines, 322.
 — en nature, 320-321.
 — par équivalent, 320-322.
 Explosions, 311 note, 350 n. 3.
 Expulsion, 23, 49, 51, 52, 59, 62, 135.
 — (droit d'), appartenant au président de chaque assemblée parlementaire, 332.
 — — des étrangers, 264, 333.
 Extradition, 248 n. 4.

F

Fabre (Jean), 60.
 Fagnanus, 65.
 Faiblesse humaine (sanction adaptée à la), 316.
 Fait, sens du mot —, dans la langue juridique de l'Ancien régime, 77 et suiv., 109-111, 121-157, 367.
 — — du droit actuel, 190-191, 366.
 — d'abstention, 34, 357.
 — d'autrui (responsabilité civile du), 286-294.
 — — (responsabilité pénale du), 309-313.
 — de commission, 34, 185.
 — de détention, 34.
 — de l'animal, 34, 146, 185.
 — de l'homme, 20, 34, 185, 190, 338, 341-344.
 — de la nature, 223.
 — des choses, 34, 185, 191, 338-331.
 — d'omission, 34, 185.
 — d'un tiers, 223.

— du preneur, 190.
 — du propriétaire, 190.
 — fonctionnaire de, 363 n. 1.
 — illicite et fautive, 161, 288.
 Famille, 42 n. 5, 52 n. 6, 106 n. 4, 242-243, 308 note. V. Droit de correction.
 Faute juridique, 35, 147, 156, 161, 166, 186, 259.
 — — administrative, 287 et n. 2, 291-292, 307 et n. 2.
 — — civile, 278-284, 307 et n. 2.
 — — collective, 288 note, 291.
 — — de service, 287 et 288 note.
 — — fictive des personnes collectives, 290 n. 1 et 2.
 — — lourde, 287, 315.
 — — pénale, 307-315.
 — — personnelle, 287 et n. 2.
 — — simple, 225.
 — morale, 280 note II et III.
 — politique, 167.
 Favard de Langlade, 360, 363.
 Femme, 53, 144, 146, 186.
 Ferrière (Claude), 130, 132, 133, 140.
 Fiction, 209, 290 n. 1 et 2.
 Flagrant délit administratif, 342.
 — pénal, 319.
 Foi. V. Confiance.
 — (bonne), 35, 135, 186, 231, 236, 259, 275, 278 et suiv., 286, 287, 307 n. 1, 309 et 311 et 312 note, 315.
 — (mauvaise), 35, 37, 38, 147, 186, 231, 259, 287, 308 note, 310 et 311 note, 315.
 Foires de Brie et de Champagne, 77.
 Fontaines (P. des), 117.
 Forçats évadés, 291.
 Force armée, 109, 200, 332.
 — (idée de), 1^{re} dans la langue juridique de l'Ancien Régime :
 a) Lois, 10, 76 et 108.
 b) Jurisconsultes du XIII^e s., 116-119.
 — du XIV^e s., 120-122.

— du XVI^e-XVII^e s., 123-157.
 2^o dans la langue juridique du Droit moderne :
 a) Lois : époque intermédiaire, 178 n. 1.
 — époque actuelle, 190.
 b) Jurisconsultes des XIX^e et XX^e s., 353, 354, 355, 366 et note 1.
 — majeure, 20, 76, 186, 224 n. 3, 277, 282, 314.
 — matérielle et spirituelle du droit établi, 164, 259, 260.
 — matérielle, 25, 39, 75, 260, 262, 263, 317-337.
 — ouverte, 54, 310 note.
 — publique, 162, 321-322.
 — publiques, 109.
 — spirituelle de la classe bourgeoise, au XVIII^e s., 166.
 — — des idées, 168, 260 et suiv., 262 n. 2.
 — — des sentiments, 75, n. 4, 348.
 — (vertu de), 279 note.
Forisfactum, 73.
Fortia, 72 et 73.
 Fou, V. Démence.
 François I, 83.
 Francs, 47 et suiv.
 Fraude, 306.
 Froissart, 76 n. 1, 122 n. 1.
 Fronde, 164-165.

G

Gage de bataille, 79, 82 n. 1.
 — de créance, 28, 30, 48, 271, 273.
 Gaius, 20.
 Gallo-Romains, 47.
 Gant (jeter legant au visage...), 218.
 Garçon, criminaliste, 354 et suiv.
 Garde nationale, 255.
 Garraud, criminaliste, 355-356, 366.
 Garsonnet, 357.
 Gaulois (insurrection des), 160.
 Gauthier d'Epinal, 75 n. 4.
 Gendarmerie, 200, 203 n. 3, 204 n. 1.

Gêne à la jouissance, 223.
 Gens de guerre, 80 et suiv., 105,
 255 n. 3.
 Gestes, 87, 110, 125, 144, 145,
 201, 208.
 Gestion d'affaires, 345-346, 363
 n. 1.
 Giffer (fait de) 145, 219.
 Glanage, 310 note.
 Godefroy (Denis), 63.
 Grâce (droit de), 317.
 Gracques (les), 160.
 Grappillage, 310 note.
 Guenée, 358.
 Guenois (ou Guenoy), 130, 132.
 Guerre civile, 26, 256.
 — étrangère, 312 note.
 — sociale, 160.
 Guerre de cent ans, 80.
 — de religion, 14, 94, 99.
 — des Gaules, 18.
 Guet-apens, 79 n. 3, 315.
 Cuyot, 153, 253.

H

Haine, 101, 103.
 Hasard (simple), 186. v. Cas
 fortuit.
 Hauriou, 361.
 Henri II, 83.
 Henri III, 161.
 Henri IV, 94, 161.
 Héricourt (de), 131, 134, 151,
 note 1.
 Homicide, 51, 52, 57, 79, 309,
 note. v. Meurtre.
 Homme d'action, 245.
 Honnête homme, 100, 281 note,
 324.
 Honneur, 100, 143 et suiv., 171,
 348, 365.
 Hostiensis, 65.
 Hosties, 201.
 Hugo, jurisconsulte, 58.
 Huitres, 223-224.
 Humanisme juridique, II.
 — littéraire, 70.
 — moral, 250.
 — social, 173.
 Humanité de la loi, 283.

I

Illégalité. v. Légalité,
 Imagination, 57, 290.
 Impératif catégorique, 262 n. 2.
 Impérialisme, 348-350.
 Impôts (perception des), 27, 89,
 179, 181.
 Imprudence, 35, 147, 280 et
 note, 311 et 312 note.
 Incendie, 25, 43, 51, 73, 225,
 311 note.
 Indemnité (quantum de l'), 294-
 296.
 Inexcusable (violation — de la
 loi = faute), 35, 186, 278, 308,
 315.
 Infanticide, 308 note.
 Inhumanité d'un principe, 282.
Injuria, 32, 36, 37 n. 1, 74, 143
 n. 2, 206.
 Injure, 27, 79, 140, 143 n. 2, 147,
 196, 202.
 — de fait ou réelle, 142-157,
 365.
 Innovation, 154.
 Inondation, 232, 311 note.
 Inquiétude humaine, 351.
 Insurrection (droit d'), 254-256,
 364 n. 1.
 — de Bretagne, 180. v. Ba-
 gaudes, Gaulois, Fronde,
 Jacqueries, Juifs, Ligue du
 Bien public, Praguerie.
 Intelligence, 279 note. v. Dis-
 cernement.
 Intempérance, 280 note. v. Tem-
 pérance.
 Interdits romains, 21-22, 67
 n. 2, 161.
 Intérêt, *passim*, notamment 302
 et suiv.
 — personnel, 302 et n. 1.
 — social, 275, 276-277, 302 et
 n. 1.
 Internement, 333.
 Intime de l'âme, 45.
 Invasions des Barbares, 45 et
 suiv.
 Invisible (monde), 185.

Innerius, 57.
 Irrespect du droit établi, ses formes, 14, 37, 159.
 Isidore de Séville (St), 56-57.
 V. citation d'Ozanam, Addenda, 57.

J

Jacqueries, 160, 169.
 Jet de choses, 147, 308 note.
 — du chargement, 341.
 Jeunes filles (voies de fait aux), 144, 218.
 Jeunes gens, 218.
 Jeunesse bourgeoise au XVIII^e s. (esprit de la), 167.
 Joinville, 76 n. 1.
 Jousse, 131, 134 et suiv., 142 et suiv., 156 n. 1, 365.
 Jugements de la mer ou d'Oléron, 77.
 Juifs (insurrection des), 160.
 Julien, jurisconsulte, 20.
 Juridiction d'exception, 305 n. 2.
 — objective, 304 n. 1.
 — ordinaire, 305 n. 2.
 — subjective, 304 n. 1.
 Jurisconsultes canonistes, 56, 64-67.
 — civilistes, 60, 63, 115-157.
 — romains, 29 n. 1.
 — romanistes, 57-64.
 Justice apparente, 267-268.
 — (autorité judiciaire), 232.
 — (état de), 119, 172, 249, 264.
 — privée, 30, 33, 39, 83, 139-141, 256, 259, 306 et n. 2, 325, 361, 362.
 — publique, 97, 104.
 — (service public de), 27, 28, 32, 179, 308 note.
 — (vertu de), 279 note.
 Justices de paix, 202, 203.
 Justinien, 31 et suiv.

L

Labours, 232, 234.
 Langue celtique, 45.
 — française, 68 et suiv.

— latine, 17.
 — populaire, 353, 354, 356, 367 note (addenda).
 — romane, 72 et suiv.
 Lanjuinais, 124, 153-157, 176, 352, 360.
 Légalité juridique, I, 13-14, 26, 27 et suiv., 36-43, 52, 53, 54, 59, 60, 67, 73, 77, 78, 79, 82, 86, 96-108, 110-111, 112, 119, 121, 122, 125-128, 139-141, 142-148, 149-150, 153, 154-156, 159, 171, 178-182, 191, 240-351, 363-367.
 — morale, 163, 280 note II.
 Leges, à l'époque barbare, 47-50.
 — à l'époque romaine, 41.
 Légitime défense, 41-43, 104-105, 234, 313, 315, 325-326, 330, 358, 362.
 Lettres de grâce, 107.
 — de rémission, 105 n. 1.
 Libération conditionnelle, 317.
 Liberté, en général, 32, 147, 168, 173, 180, 247.
 — a) d'exercice des droits privés et publics, 28, 144, 147.
 — du commerce et de l'industrie, 167, 179, 181, 198, 211, 308 note.
 — du travail, 211, 308 note.
 — personnelle, 144, 252, 308 note.
 — religieuse, des cultes, 182, 197, 308 note.
 — b) d'exercice des droits politiques, 182, 197.
 Ligue du bien public, 160.
 Lois naturelles du monde matériel :
 — chimiques, 185.
 — physiologiques, 185.
 — physiques, 185.
 Lois naturelles de la race humaine :
 — d'adaptation, 12 et 14, 161, 175.
 — de répétition, 10 et suiv.
 — d'opposition ou de dualité, 10, 160.

Lois normatives du monde conscient :
 — juridiques, I et suiv., *passim*, 260.
 — — de Paix et de Justice, *passim*, 249. V. Paix.
 — — de salut public, 334 n. 2, 336.
 — — d'ordre public, 242, 347.
 — — imparfaites, 334.
 — — ordinaires, 334 n. 2. V. Droit, a), sauf Droit naturel.
 — morales, 163, 250, 260-262, 280 n. II. V. Droit naturel.
 — religieuses (divines ou humaines), 277 n. I.
 Loisel (Antoine), 129, 132, 139.
 Louage de choses, 193, 222-226, 230, 272, 273.
 Louis le Gros, 74.
 Louis le Jeune, 74.
 Louis le Pieux, 51.
 Louis-Philippe, 206.
 Louis IX (St-Louis), 54, 69, 77, 79, 98, 110.
 Louis XI, 93, 97.
 Louis XIII, 164.
 Louis XIV, 98, 107, 160, 165.
 Louis XV, 168.
 Louis XVI, 168, 171.
 Louvois, 105.
 Loyseau (Charles), 131, 133.
 Lucrèce, 18 et 19.
 Lutte sociale, 241. V. Lois naturelles de la race humaine.

M

Mainmises matérielles, 23, 24, 25, 28, 29, 31, 32, 33, 35, 48, 87, 88, 93, 94, 113, 117, 145, 187, 189, 196, 201, 203, 214 n. 1, 219, 222, 230, 247, 259, 357, 359 note 4.
 Maîtres, 289.
 — d'école, 42 n. 5, 243.
 Mal intime (ou purement moral), 189, 359 note.
 — juridique, 337 et suiv.
 — — négatif, 345-346.

— — positif, 338-345.
 — physique, 189, 359 note.
 — social, 189, 359 note. v. Mal juridique. Le mal juridique est une forme du mal social.
 Maladie, 210, 356.
 Maléfices, 79, 80, 108.
 Maleficium, 74.
 Malfaiteurs, 299, 324.
 — de Bourgogne, 55.
 Mandat 345 n. 3.
 Maraudage, 310 note.
 Marc-Aurèle, 29, 30, 64.
 Marculfe, 73.
 Mari, 42 n. 5, 52 n. 6, 242.
 Mariage, 67 n. 2 (Addenda).
 Marine marchande, 203, 204 n. 1, 310 note.
 Maxime d'Etat, 98.
 — de droit public, 259.
 Mazarin, 106, 164.
 Méchants (méchanceté), 35, 55, 280, 347.
 Méfait ou *malfait* (ou *meffait*), 77, 78, 80, 110, 113, 114, 121, 143, 153, 255 n. 3.
 Menaces, 103, 144, 189, 196, 205, 208, 211, 217, 221, 355, 359 note 4.
 Merlin, 175, 209 n. 1, 353, 360, 363, 365.
 Mérovingiens, 46 et suiv.
 Mesdit, 111, 121, 143.
 Méthode, de Bartole, 60.
 — de Dumoulin, 124.
 — du Livre II, 84.
 Metus, 22-23, 63, 66-67.
 Meurtre, 23, 24, 52, 57, 79, 96, 139, 172, 187, 256.
 Michoud (L.), 129.
 Milon, 25.
 Mineurs. V. Enfants.
 Ministère public, 305.
 Miséricorde, 317.
 Modernes. V. Anciens.
 Mœurs, époque romaine, 14, 25-26, 30, 39, 159, 179.
 — époque barbare, 46, 48.
 — époque féodale, 53, 55.
 — époque française : a) Ancien

- Régime, 75 et suiv., 84, 96 et suiv., 160 et 161.
 — *b)* Période moderne :
 — révolutionnaire, 169-171, 177.
 — actuelle, 347-351. — Comme les lois sont un indice des mœurs, v. aussi ce qui est dit des lois, *passim*.
 Monarchie de juillet, 201.
 Monde conscient. V. Lois normatives.
 — intérieur ou subjectif, 258-259, 279 et 281 note.
 — matériel. V. Lois naturelles.
 — social, 281 note.
 Montaigne, 70, 107 note.
 Montesquieu, 100, 164, 166, 213, 249, 315 n. 2, 318 n. 1.
 Morale. V. Devoir, Lois normatives.
 — chrétienne, 262 n. 2.
 — politique, 364 n. 1.
 Morin, 365.
 Moyen-Age occidental et oriental, 43-44.
 Mutilation d'arbres, 310 note.
 Muyart de Vouglans, 141-154.
 Mystique humanitaire, 173, 207.
 — impérialiste, 349.
 — individualiste, 173.

N

- Navire, 31, 49.
Navreures, 96, 117. V. Blessures.
 Nécessité (état de), 43, 340-341.
 — juridique (= obligation), 242.
 — sociale, 257.
 Négligence, 35, 280.
Nemo auditur turpitudinem suam allegans, 266 n. 2, 302 n. 1, 328.
 Néron, 29.
 Noblesse, 98 et suiv., 165.
 — révoltes de la, 160, 164.

O

- Obéissance provisoire, 255.
 — volontaire, 261.
 Objectif, 239, 258, 279-281 note, 304 n. 1, 307 n. 2.

- Obligation. V. Devoir.
 — de donner, 321.
 — de ne pas faire, 38-41, 96-97, 240-260, 320.
 — et fait, 277 n. 1.
 — et sanction, 259, 299, 355.
 Occupations, 25, 187, 345.
Olim, 55.
Opera, 109.
 Opportunité, 253, 299 et 300.
 Ordonnances des rois de France, 85-86, *passim*.
 Ordonnances des juges : — de référé, 268, 300.
 — sur requête, 268, 300.
 Ordre juridique, 80 (*ordres de droit*), 240.
 — objectif, 258.
 — public, 139, 155, 248, 347.
 — social, 249, 305.
 Organes des personnes juridiques collectives, 290 n. 2, 313.
 Orgueil, 78.
 — de la vertu, 167.
 — de la vie, 348.
 — de l'esprit, 167.
 — du Parlement, 164.
 Orphelins, 53.
 Ortolan, 366.
 Outrages, 95, 197, 206, 207, 208.

P

- Pacte social, 155, 256.
 Paix de Dieu, 54.
 — intérieure, 347.
 — juridique (*alias* : matérielle, publique ou sociale), 28, 33, 119, 230, 234, 240, 241, 258, 264, 298, 303, 331, 359.
 — romaine, 30.
 Paris (Gaston), 46.
 Parlement, 85, 96, 106, 107 note, 164 et suiv.
 Paroles, 77, 87, 109, 110, 121, 125, 143, 144, 201, 367 note.
 Parricide, 308 note.
 Particulier, I, *passim*, notamment 13.

- Pascal, 134 n. 3, 249, 250.
 Pasquier (Et.), 70.
 Passage sur fonds d'autrui, 237, 311 note. V. Droit de passage.
 Passeport, 251.
 Passions humaines, 100 et suiv., 159 et suiv., 347 et suiv.
 Patience (vertu de), 245. V. vertu de Force : la vertu de Patience se rattache à la vertu de Force.
 Patrimoine moral, 295 n. 1, 309 note.
 Paul (St), apôtre, 11 n. 2.
 Pays-Bas, 199.
 Peine privée, 39, 161, 296-299, 303 n. 3.
 — publique, 39, 161, 302-317.
 Pépin, 50 n. 2, 52 n. 5.
 Perquisitions, 319, 333. —
 Perrier, 130, 132
 Personnages publics, 1, 195.
 — auxiliaires, 195 n. 1.
 Personnes juridiques, 289 n. 1.
 — collectives, 290 n. 1.
 — en tant que sujets de responsabilité juridique : p. j. individuelles, 264 et suiv., 287, *passim* ; p. j. collectives, 290, 292, 293-294, 312-315.
 Personnes physiques, considérées en tant que sujet d'activité, *passim*.
 — en tant qu'objet d'activité, *passim*, v. 179, 353-366.
 Pétition (droit de), 253.
 Philippe le Bel, 54, 77, 78.
 Philosophes, de la mobilité, 10 et suiv.
 — du xviii^e siècle, 152, 165. V. Sophistes.
 Physique. V. Actes matériels, Caractères matériels, Lois naturelles.
 Pierres (coups de), 220.
 Pieux enfoncés dans une île, 238.
 Pillage, 310 note.
 Piraterie, 258.
 Placentin, 59.
 Planiol, 359.
 Plautius Silvanus, 24.
 Pontanus ou Pontan (J. B.), 66.
 Positivisme juridique, 262 n. 2.
 Possession juridique, 192, 226 et suiv., 243. V. Détention matérielle.
 — (prise de), 214 n. 1.
 Pothier, 130, 132, 194.
 Poullain du Parc, 191, 133, 151 n. 1.
 Pousser autrui, 221.
 Pouvoirs des personnages publics, en général, 104, 172.
 — administratif, 329 et suiv.
 — discrétionnaire (ou prétoire) :
 — — du juge, 213, 299-301, 302 n. 1, 320 n. 1.
 — — du juge administratif, 301.
 — — du juge pénal, 314.
 — domestique, 104.
 — exécutif, 330.
 — judiciaire, 329-330. V. Justice.
 — législatif, 350.
 Pragerie, 160.
 Préjudice, 266 et n. 2, 305, 315 n. 3. V. Dommage.
 Préméditation, 315.
 Préposés, 289, 290.
 — de la personne morale, 290 n. 2, 313.
 Prérogatives de droit public, I.
 — du Parlement, 164.
 Prescription civile, 226, 276, 345.
 — pérale, 303 n. 3, 317.
 Présomptions de faute, 288 et suiv.
 Preuve de la faute juridique :
 — civile, 280 note, 288 et note.
 — de droit public, 287.
 — pénale, 313.
 — de la faute morale, 281 note.
 — de la voie de fait, 265, n. 1.
 Prétention de droit, 83, 90, 127, 138, 153, 154, 223, 230, 353, 359, 360.
 — contestée, 360-361.
 Procédures privées, 39, 52.
 Profanation, 201.

Progrès, ses formes en matière de voie de fait, 15.

Propagande par le fait, 349, 350, 364 n. 3.

— par l'idée, 349-350.

Prudence (vertu de), 279 note, 307, 324.

Psychologie. V. Ame, Caractères psychologiques, Conscience, Intime, Monde subjectif.

Pudeur (attentat à la), 48, 146, 309 note.

Puissance matérielle ou spirituelle (idée de), 27 et suiv.

Q

Quasi-délit, 147, 307 n. 1.

Quintilien, 19.

R

Rabelais, 58.

Raison de l'Homme, 152, 261, 262 n. 2.

Rapt, 32, 33, 73.

Ratelage, 310 note.

Rauter, 361.

Raymond de Pennafort (St), 67 n. 2.

Réactions juridiques, 303.

— individuelles, 362.

— sociales, 303 n. 1.

Réalités sociales, 173, 290 n. 1.

— spirituelles, 290 n. 1.

Rebelles, 105 et suiv.

Rébellion, 197, 215, 254.

Récidive, 315.

Recours contentieux en droit, 254, 270-272.

— en fait et en droit, 254, 272-296. V. Sanctions juridictionnelles.

— gracieux, 253.

— hiérarchiques, 253.

Refus d'un droit, 296-297.

Régences, 164.

Règles de fond, des sanctions civiles, 266-312.

— — pénales, 306-307.

— de recevabilité, des sanctions civiles, 265-266 et les notes.

— — pénales, 304-306. V. Lois normatives, Sanctions.

Réhabilitation, 317.

Reiffenstuel, 65-67.

Réintégrande (a. en), 67 n. 2, 192, 226, 230-235, 359.

Relativité de la réalité juridique, 337.

Religion et Royauté (sont choses distinctes), 170. V. Christianisme, Devoir, Esprit, Lois normatives, Responsabilité.

Remedium spolii, 67 n. 2, 161.

Remise en état, définitive, 162, 270-296.

— — en droit, 270-272.

— — en fait et en droit, 272-296.

— — — en nature, 272-277.

——— par équivalent, 277-296.

— provisoire, 161, 267-269.

Renverser autrui, 219, 221.

Réparation. V. Remise en état. Représailles internationales, 258, 312 note.

Repris de justice, 334.

République actuelle, 203.

Résistance, en général, 23-24, 90, 91, 195, 364 n. 1, 365.

— agressive, 106, 196, 253, 254, 310 note, 342.

— défensive, 81, 89, 101, 105, 111, 154, 196, 219, 253, 254, 310 note, 242.

Respect, 102.

Responsabilité, en général, 277 n. 1.

— juridique : civile, des personnes juridiques collectives, 290.

— — directe ou indirecte, 290 n. 2.

— — pour fait illicite, 161, 284-286, 292-294.

— — pour faute, 161, 278-284, 286-292.
 — pénale, peine privée, 39, 151 (V. Addenda), 296-299, 303 n. 3.
 — peine publique, 39, 161, 302-317.
 Restauration, 199.
 Retrait d'un droit, 297-298.
 Réunions publiques, 204, 332, 334.
 Richelet, 141.
 Richelieu, 98, 160, 164.
 Risque professionnel, 285.
 — sociaux, 284.
 Robespierre, 171.
 Romantisme, 207.
 Rousseau (J.-J.), 102 n. 1, 166, 168.
 Ruse, 51, 78, 178 n. 1.
 Russe (Révolution), 349.
 Russie (campagne), 199.

S

Sacrilège, 201.
 Saisies, 194, 319.
 — conservatoires ou provisoires, 318, 321.
 — exécutoires ou définitives, 322.
 Saisine, 118. V. Possession juridique.
 Sanctions juridiques, 14 :
 — a) avant la Révolution de 1789 : 161-162.
 — coercitives, 104-106, 162.
 — juridictionnelles, 161-162.
 — b) Droit actuel : 260-337.
 — coercitives, 263, 317-337.
 — juridictionnelles, 263-264-316 :
 — civiles, 264, 266-302 :
 — — provisoires, 267-269.
 — — définitives, 269-301 :
 — — de remise en état, 270-296.
 — — pénales privées, 296-299.
 — pénales publiques, 302-317.
 Sanctions sociales, 303 n. 1.
 Seillière, 173, 348.
 Séparations des puissances, 172.

— de l'Eglise et de l'Etat, 172, 204.
 Séquestration, 28, 32, 33, 220, 309 note.
 Serres (de), 130.
 Seyssel (de), 105 n. 2.
 Sidoine Apollinaire, 46.
 Signes extérieurs, 280 et 281 notes. 315 n. 3.
 Social, le social englobe le juridique qui n'est qu'un aspect du social. V. Caractères, Ordre.
 Sociétés populaires, 179.
 Sorel (Albert), 174.
 Soufflet (donner un —), 221.
 Sourdat, 361.
 Souverain Bien, 249.
 Souverains étrangers, 265 n. 2.
 Spartacus, 14.
 Sports, 348 (Addenda).
 Subjectif, 239, 259, 278 et suiv. et les notes, 304 n. 1, 307 n. 2.
Summum jus summa injuria, 267.
 Sûreté, 179, 217.
 Sursis à l'exécution de la peine, 316.
 Survol, 259 n. 1.

T

Taine, 173.
 Tempérance (vertu de), 246, 279 note.
 Tempête, 341.
 Temps de crise, 257, 333.
 — de guerre, 257.
 — de paix, 257.
 — d'état de siège, 257.
 — normal, 331.
 Tentation de l'injustice, 279 note.
 TERENCE, 21.
 Terentius Lucullus, 24.
 Territoire étranger, 248, 309 note.
 Théodoric (édit de), 31.
 Théories justificatives des voies de fait :
 — a) avant la Rév., sophistes et monarchomaques, 163.

— *b*) à l'époque actuelle, anarchistes, communistes, syndicalistes, 349-350.
 Théveneau, 130, 133.
 Tiers (responsabilité des), 286-294.
 Tité-Live, 18.
 Titre contesté, 243.
 — exécutoire, 244.
 — incontestable, 243.
 — (juste), 275.
 — supposé, 281-282.
 Tocqueville (de), 174.
 Tort, 119.
 Torture, 27.
 Toullier, 360-361, 363.
 Tractatus tractatum, 45.
 Tradition, 9 et suiv., barbare, 9, 44 et suiv., 149 et suiv.
 — française, 9, 75 et suiv., 149 et suiv.
 — romaine, 9, 16 et suiv., 149 et suiv.
 Travaux publics, 194, 211 n. 1, 310 et 312 note, 344.
 Tribunaux adm. 254, 287 n. 2.
 — judiciaires, 254, 287 n. 2.
 Troubles de fait, 133, 154, 179, 180, 181, 228, 235, 237.
 — de droit, 138, 229, 230, 359.
 Troupeaux paccageant sur le fond d'autrui, 237.
 Turnus, 19.
 Tyrannie (acte tyrannique) du Particulier, 51 et 52.

U

Ulpien, jurisconsulte, 21, 59.
 Urgence, 162, 335-337.
 Usage du domaine public, — collectif, 250.
 — privatif, 251.
 Usurpation, 177, 312 note.
 — de pouvoir, 163.
 Utilité sociale, 314 n. 1. V. Intérêt social.

V

Valentinien II, 31.
 Vases sacrés, 201.

Vendée, 169, 171.
Vendetta, 102, n. 1.
 Vengeance privée, 39, 42, 80.
Verba, 109.
 Vertu, 102 n. 1, 172, 279 et 281 notes.
 — (orgueil de la), 167.
 Vespasien, 160.
 Veuves, 53.
Via Facti, 122, 124.
 Vicat, 65 n. 5.
 Vices, 100, 102 n. 2.
 Victime, 89, 229, 262, 265 n. 1 et 2, 284.
 Vidal et Magnol, 362.
 Vie apparente, 124 n. 1.
 — intérieure, 281 note.
 — physiologique, 53, 179.
 Vigny (Alfred de), 348.
 Violation de domicile, 246, 311 note.
 — sépulture, 246, 311 note.
 — secret des lettres, 246.
 Violence (idée de), 78 et suiv.
 — morale, 178 n. 1, 189, 355.
 — physique, 178 n. 1, 189, 355.
 — et voie de fait, 78 et suiv.
 — — chez les jurisconsultes du xiv^e siècle, 120.
 — — chez les jurisconsultes du xvi^e au xviii^e s. 127-156.
 — — chez les juristes des xix^e et xx^e siècles, 353-366.
 — — dans le droit positif :
 — — Ancien Régime, 112-114, 150.
 — — Droit moderne : intermédiaire, 178 ; actuel, 189, 215, 222, 231, 235.
 Violences des personnages publics, 319.
Violentia, dans la langue juridique, 31-67, 121, 149, 150.
 — dans la langue littéraire classique, 19.
 Virgile, 18 et 19.
Vis, dans la langue juridique 9-84, 116-117, 121, 127, 149, 152,
 — *ablative*, 59.
 — *ac potestas*, 20, 61.

- *atrox*, 22, 117.
- civile, 20 et suiv.
- *compulsiva*, 59.
- *conventionis*, 20.
- *corporalis*, 22.
- *divina*. V. *Vis major*.
- *ex conventu*, 24 n. 2 bis.
- *expulsiva*, 59.
- *inquietativa*, 59.
- *major*, 20.
- pénale, 24 et suiv., 32.
- *privata*, 26 et suiv.
- *publica*, 26 et suiv.
- (conception fondamentale), 41 et suiv., 47.
- (conception secondaire), 41 et suiv., 47.
- Vis* dans la langue littéraire classique, 17-19.
- Visage (voies de fait au), 218-219, 222.
- Visibles (choses), 185.
- Visites domiciliaires, 319.
- Voie (ou voye), place de ce terme dans l'ancienne langue française, 82 n. 1.
- amiable, 87, 90, 91, 188, 240, 317.
- d'accord, 91.
- d'amour et de prières, 118.
- de droit, 91, 99, 124, 138, 142, 160, 177, 256, 360, 366.
- d'exécution privée, 106 n. 4, 195.
- de fait du Particulier, *passim*.
- a) conception fondamentale, *passim*.
- signification d'ensemble, *passim*.
- significations spéciales, *passim*.
- b) conception exceptionnelle, 125-126. 141-148.
- c) conception vulgaire, 366-367 n. 3.
- de gage de bataille, 82 n. 1.
- de guerre, 91.
- de justice, 87, 90, 91, 99, 119, 188, 240, 317.
- de paroles, 367 note.
- de procédure, 188.
- des armes, 91.
- d'exécution, 188, 195, 252.
- d'hostilité, 91.
- Vol, 79, 187, 310 note, 328.
- Volonté, 34, 66, 186, 231, 236, 245, 259, 279 et suiv., 314, 357, 366.
- Voltaire, 168.

